L'ÉTOILE DE JEAN

TROISIÈME PARTIE (1).

XV.

Fort intrigué par la lettre du baron Sauvageot, en arrivant à Paris, Jean d'Erneau se rendit chez son parrain, qui le reçut à bras ouverts, avec une effusion qu'il trouva intempestive.

— Eh bien, vous avez du nouveau, m'avez-vous écrit, dit-il en coupant court. J'en suis vraiment enchanté pour cette pauvre M[me] Runières.

— Oh! ce n'est encore qu'un espoir, répondit le tuteur de Jeanne, car nous ne tenons qu'un faible fil; mais par bonheur ce fil est dans tes mains, et si tu le veux, tu auras bientôt débrouillé l'écheveau.

Jean eut un petit mouvement d'impatience.

— Votre métaphore est ingénieuse, et particulièrement neuve, répliqua-t-il de son ton sec; mes complimens!.. Mais, vous savez, je ne suis un bon dévideur que lorsque je tiens le peloton tout entier. Expliquez-vous donc comme un honnête baron sans forcer votre éloquence.

— Eh bien, lady O'Donor sait tout.

— Lady O'Donor?..

— Elle connaît la retraite de Jeanne. Elle sait le nom de celui qui l'a aidée dans sa fuite.

— Et ce nom, l'a-t-elle dit? demanda Jean sans broncher.

— Non. Cependant elle a donné à M[me] de Mairan, par qui le propos nous est revenu, une indication qui prouve qu'elle n'ignore rien

(1) Voyez la *Revue* du 15 août et du 1[er] septembre.

de tout ce qui s'est passé. — Le soir même de leur disparition, Jeanne et miss Clifford ont été installées à Meudon, sous le nom de M[me] et M[lle] Humphry, dans une maison louée pour elles, par un inconnu qui venait les voir chaque jour. Elles sont restées là une semaine, pendant que nous faisions surveiller la frontière, et que nous les croyions à l'étranger.

— Quelle histoire! s'écria d'Erneau en haussant les épaules. Je reconnais bien là l'imagination de lady O'Donor, qui n'a d'égale d'ailleurs, à ce que je vois, que votre crédulité. Voyez-vous la belle apparence que ce ravisseur inconnu ait agi d'une façon si naïve!

— Tu crois? Eh bien, nous avons vérifié le fait, et rien n'est plus exact. Le signalement de Jeanne, celui de miss Clifford, complété par son accent, la toilette qu'elles portaient ce jour-là, leur arrivée sans bagages, à l'heure qui coïncide avec leur départ du bois, quelques menus objets oubliés par l'Anglaise, et que ma sœur et les femmes de chambre ont reconnus...

— En ce cas, vous êtes sur leurs traces?

— Ah! voilà! Ici, le fil se brise. Après avoir demeuré là quelques jours, sans mettre le pied hors du jardin, un soir elles sont parties en voiture avec l'inconnu, comme pour une promenade dans le bois, et on ne les a plus revues.

— Tiens, tiens, dit Jean avec flegme, c'est en vérité fort bien joué, tout cela!.. Avec un tel gaillard, vous n'étiez pas de force, mon cher baron... Par malheur, pendant ces huit jours-là, moi j'étais à Grasse et en Bretagne. Vous avez laissé échapper l'oiseau quand il était à portée de votre main!

— Oui, mais te voilà! Lady O'Donor semble évidemment savoir le reste, en supposant même qu'elle ne soit pas complice... car, excentrique comme elle est, elle est capable de tout. Il n'y a que toi seul au monde qui puisses la faire parler. C'est pourquoi je t'ai prié d'accourir.

— La faire parler, elle? s'écria Jean en riant. Ah çà! vous ne la connaissez donc pas?

— Si! si! je la connais. Mais, reprit le baron en hésitant un peu, tu as, toi, des moyens d'influence que...

A ces mots, le filleul eut un certain regard qui arrêta tout net le baron Sauvageot.

— Des influences que... qu'est-ce que vous voulez dire? ajouta Jean froidement.

— Enfin, mon ami, répondit le parrain, essayant un sourire entendu, on dit, ou du moins... on croit qu'il y a entre vous... des relations... qui te permettent...

— Oh! halte-là! mon cher baron, dit Jean avec hauteur, il me semble que vous entrez un peu bien avant dans des choses que

je ne sache pas vous avoir jamais donné le droit d'aborder avec ce sans-gêne, et je ne suppose pas que, de son côté, lady O'Donor vous ait fait pareille confidence.

— Ne te fâche pas, ne te fâche pas! reprit vivement le baron, un peu confus. Je te répète... ce que certains propos du monde...

— Ces propos, on ne les tient pas devant moi, du moins!..

Le baron se tut.

— En somme, reprit Jean, comme je n'ai point à défendre les excentricités de lady Maud, ces restrictions faites sur des médisances qu'il m'appartient de relever, je n'ai aucune raison pour ne point user de la bonne amitié qu'elle me témoigne...

— Tu la verras?

— Oui; mais je doute qu'elle se prête à vos désirs. Elle a une bonne petite haine pour Mme Runières, plus forte que ses bontés pour moi. D'ailleurs, si quelque hasard l'a mise sur la trace des premiers pas de Mlle Jeanne, il est probable qu'elle ne sait pas plus que vous ce qu'elle est devenue.

— Mais, si elle connaît celui qui a préparé le coup?

— Oui, en effet, répliqua Jean; mais le tout est de savoir s'il lui plaira de le nommer... N'avez-vous rien tenté près d'elle?

— Oh! assurément si! Mais mes instances ont été inutiles.

— Que vous a-t-elle dit enfin?

— Elle a prétendu n'avoir rapporté à Mme de Mairan qu'un vague propos qu'elle a surpris au passage sans pouvoir en indiquer la source.

— Bon! J'irai la voir un de ces jours.

— Mais il faut te hâter, car elle va partir, dit-on, pour sa villa de Côme.

Quoique Jean d'Erneau ne fût point homme à s'émouvoir beaucoup de ce qu'il apprenait, il n'en ressentit pas moins une vive irritation contre lady O'Donor. Les détails donnés par elle étaient trop précis pour qu'il fût possible de s'en dissimuler l'importance. Quant à redouter qu'elle osât jamais le trahir, il n'y songeait même pas; mais il demeura fort intrigué du fait même de cette aventure. Le hasard seul n'avait pas instruit Maud, et il se demanda par quelle voie elle avait surpris ce mystère. Il y avait là en tout cas, à défaut d'une complète découverte, un audacieux manège d'inquisition dans sa vie, qu'il n'était pas d'humeur à tolérer. Les indiscrétions encore voilées pouvaient être une menace. A coup sûr, lady O'Donor avait perdu les traces de Jeanne, mais il fallait pénétrer cet esprit subtil et détourner des soupçons dont il prévoyait déjà le danger. Quoi qu'il en dût advenir, il résolut de mettre ordre à des inconséquences encore sans gravité, et ce fut avec ces dispositions d'hu-

meur qu'il se rendit chez sa maîtresse. Un valet l'introduisit dans un boudoir donnant sur les jardins.

Lady O'Donor, à demi couchée sur un divan, lisait le dernier roman du jour. A l'entrée de Jean, elle rougit un peu.

— Ah! vous revenez enfin de votre voyage, mon cher Jean, dit-elle. — Et, sans bouger, la tête renversée sur ses coussins, elle l'attira par la main en lui tendant ses lèvres.

— Oui; grâce au ciel, je reviens, ma petite Maud abandonnée, répondit Jean, et j'ai été bien triste loin de vous.

— Tu es barbare! reprit-elle en le tenant embrassé un instant. Mais est-ce fini au moins, cet interminable arrangement d'affaires, qui m'a volé déjà presqu'un mois de ma vie?

— A peu près, sauf quelques détails insignifians qui réclameront peut-être parfois deux ou trois jours de présence là-bas.

— Alors ce n'est plus rien, ajouta-t-elle souriante, et dans ce cas je serai du voyage.

— Parfait, s'écria-t-il flegmatiquement. Je reconnais bien là mon écervelée. Me voyez-vous arriver là-bas en pareil équipage?

— Bon! dit-elle avec ses airs de chatte; mon cher seigneur trouvera bien quelque petit coin pour me cacher. Je mettrai mes habits de garçon, comme au temps de nos escapades en Brienza, et je le suivrai, comme Lara, dans ses courses chez le notaire.

— Ce sera charmant! reprit d'Erneau en riant.

— Oh! c'est dit. On n'a pas une pauvre infortunée qui vous aime pour la délaisser ainsi... Je commettrais quelque crime d'abord...

— Oui, dit Jean, qui saisit l'occasion d'aborder ses griefs, et vous avez déjà commencé par un méchant tour que je viens d'apprendre du baron Sauvageot.

— Quoi? demanda-t-elle nonchalante. Voulez-vous parler des nouvelles que j'ai pu donner sur le voyage de santé de sa nièce?

— Précisément!

Elle le regarda dans les yeux.

— Jean, dit-elle d'un ton tout à coup plus sérieux, en sommes-nous là?

— Que trouvez-vous d'étrange à ce que je vous gronde d'un propos si baroque?

— Mais, en me cachant cette aventure, vous ne m'avez pas demandé le secret, mon cher Jean.

— Je m'étonne seulement que vous en soyez informée.

— Votre cocher Jim l'a raconté à ma femme de chambre Fanny, voilà tout.

— Ah!.. je comprends alors pourquoi Jim, un jour, a disparu. Vous l'aviez acheté?

— Oui, mon cher Jean, répliqua-t-elle sans se départir de son calme, cela m'était très commode.

— Et que concluez-vous de cette découverte?

— Je conclus, mon ami, que, si fidèle que je sois à notre pacte de ne jamais suspecter quelque action que ce soit de l'un de nous, et de nous servir même au besoin dans nos fantaisies les plus capricieuses sans nous demander l'un à l'autre aucun compte, j'ai trouvé bizarre que cette fille soit venue se faire enlever par vous.

— Mais dénoncer cette histoire, c'est aussi m'atteindre, ma chère, répliqua Jean sans sourciller

— Ah! vous, vous saurez toujours vous tirer d'affaire!..

— En épousant Mlle Runières, alors. — Est-ce ainsi que vous l'entendez?

— Non, mon cher Jean, car il y a trop de choses entre nous. Vous me connaissez assez, je suppose, pour savoir que toute ma vie est en vous. — Je la défendrais, si je la voyais menacée.

— Même contre moi? demanda-t-il avec un froid sourire.

Ce flegme excita tout à coup la colère de lady O'Donor, en réveillant au fond de son cœur des amertumes trop longtemps contenues.

— Même contre vous! s'écria-t-elle, parce que vous êtes le seul être que j'aie jamais aimé, Jean, et que vous avez fait de moi votre chose à ce point, que je ne me concevrais pas sans vous. Vous dois-je de la reconnaissance, je l'ignore; car je suis ce que vous avez voulu que je sois, et le bien et le mal se confondent à mes yeux, dès qu'il s'agit d'atteindre un but. C'est un peu votre méthode. Or, mon but ici, c'est que cette Jeanne ne vous prenne pas à moi.

Jean eut un signe de tête approbatif, comme enchanté d'une argumentation bien conduite, et de ses déductions précises.

— Je suis vraiment fier de vos progrès, Maud, dit-il. Vous êtes évidemment une femme de tête. Pourtant vous péchez toujours un peu par l'imagination. C'est un reste de cette nature sauvage que j'aime en vous.

— Ma mère était gypsie, vous le savez, répondit-elle froidement.

— Je le sais, mais ce qui était une grâce, ma chère, quand vous sautiez à travers les cerceaux, dans le cirque de Cincinnati, n'est plus de saison chez lady O'Donor. La reconnaissance entre nous n'est qu'un mot vide de sens. Vous étiez trop merveilleusement douée d'intelligence et de cœur pour ne point devenir un jour la créature enviée que vous êtes.

— Oh! j'avais dix-huit ans, mon cher Jean, quand le bon général m'acheta à ma mère pour m'épouser. Il était déjà trop tard, vous en savez quelque chose, pour que la créature enviée que je suis dépouillât tout à fait ses instincts de race. Et, lorsque vous m'avez

retrouvée au comble de cette fortune inespérée qui me semblait à moi-même un rêve, vous avez pu vous convaincre que je n'avais rien oublié de mes origines. Vos leçons, par surcroît, ne m'ont point fait défaut. Si donc cette allusion à d'autres temps est entre nous une menace, soit, Jean, j'accepterai la lutte.

— Mais vous êtes folle !

— Non, je vous aime à ma façon, voilà tout. Est-ce parce que vous m'avez un jour ramassée dans la misère, et que vous êtes le premier qui ait éveillé mes sens? Est-ce parce que j'ai senti votre volonté implacable chaque fois que j'ai voulu mal faire, ou mettre en danger cet avenir extravagant que je n'ai réalisé que par vous ? je l'ignore, car il fallait votre main, Jean, pour dompter ma nature rebelle et me contraindre à monter où je suis. — D'ailleurs, ajouta-t-elle avec un étrange sourire, il est des femmes qui n'aiment que l'homme qui ose les battre; je suis peut-être de celles-là... Si vous ne m'aviez pas autrefois cravachée, je serais probablement aujourd'hui dans les bas-fonds de la vie. Ces temps-là sont passés, et je suis devenue sage à l'abri de votre force. C'est pourquoi je vous aime, sachant que je n'ai de votre cœur que ce que vous jugez bon de me donner; mais sachant aussi que le lien qui nous attache est solide, parce que vous tenez à moi comme à votre œuvre... C'est enfin pourquoi, si j'en venais à vous perdre, il m'importe peu que vous me brisiez comme je brise ce joujou que voilà.

Et disant ces mots, d'un geste tranquille, elle rompit en deux un éventail d'écaille dont elle jouait tout en parlant. Jean le lui prit des mains.

— Si vous êtes devenue sage, Maud, avouez du moins que vous avez gardé le plus inutile de vos instincts de race, qui est cette jolie colère dont vous troublez votre esprit à propos de la pauvre Jeanne. C'était bien la peine de faire de vous une femme supérieure pour vous voir chopper au premier pas, le jour où votre avenir est résolu.

Ce sang-froid exaspéra lady O'Donor.

— Cette Jeanne nous sera fatale, je vous l'ai dit, je le sens, je le vois! s'écria-t-elle. C'est la seule femme qui m'ait jamais donné cette sensation de la crainte pour mon bonheur. Expliquez comme vous le voudrez cette terreur insensée; mais avouez qu'il est étrange déjà que ce soit précisément à vous qu'elle ait confié ses projets de fuite.

— Allons, nous disons là des folies, ma pauvre Maud, reprit-il en riant pour calmer la belle irritée, et puisqu'il faut vous révéler tout pour chasser vos diables noirs, sachez que dans quelques mois Jeanne épouse M. de Mauvert à qui elle s'est depuis longtemps engagée. — En l'aidant à quitter Paris, j'étais loin, vous le voyez, de ce rôle romanesque que vous voulez bien me prêter. — Le reste les re-

garde, et vous n'avez point l'intention, je suppose, de servir M. Verdier, en troublant le bonheur de ces tendres amans.

En laissant à dessein croître l'irritation de lady O'Donor, dans ce grave entretien qu'il eût pu clore dès le début par l'explication véridique qu'il lui donnait enfin, Jean n'avait eu pour objet que d'aviver des soupçons qu'il savait pouvoir détruire d'un mot. L'exagération même d'un ressentiment légitime devait alors paraître d'autant plus injuste qu'elle créait le véritable tort d'un manque de confiance envers lui. Il en résulta que, tombant des hauteurs d'un courroux qui se brisait subitement devant une accusation qu'il lui démontrait imaginaire, l'orgueilleuse Maud se trouvait réduite à implorer son pardon. — Il voulut bien alors lui dévoiler les circonstances qui l'avaient entraîné dans cette aventure, et la démarche de Jeanne, qu'il avait dû lui taire, jusqu'au jour où il aurait réussi à la mettre hors de toute atteinte en lui faisant gagner la frontière...

— Elle est probablement à cette heure avec sa gouvernante en Suisse ou en Italie, ajouta-t-il négligemment, et la suite de ce mystère, ma chère Maud, est maintenant l'affaire de Mauvert. — Vous voici donc liée par ma confidence. Si elle est tardive, n'en accusez que la nécessité où j'étais de tenir une parole qui m'engageait même envers vous.

Maud ne demandait qu'à croire, elle promit à Jean tout ce qu'il voulut.

— Eh bien, dit-il le soir au baron Sauvageot, vous aviez raison, lady O'Donor a su, un instant, où était votre nièce.

— Elle te l'a confirmé ?.. Elle a parlé ?

— Oui !.. un hasard ! Comme elle allait à Meudon chez son jardinier qui était en train de renouveler les serres de son hôtel, elle a positivement vu Mlle Runières... Par malheur, elle ne sait rien de plus. — Elle m'a du reste assuré de sa plus stricte discrétion pour l'avenir.

XVI.

Les querelles d'amans sont comme ces nuées d'orage qui ne traversent le ciel que pour en rehausser l'azur. Si Jean n'aimait qu'à sa manière, les fougues de lady O'Donor étaient trop charmantes pour qu'il n'en appréciât point tout le prix. Sincère autant qu'il pouvait l'être dans le seul attachement sérieux qu'il se fût jamais connu, il trouvait une sorte d'attrait de lutte à cette jalousie de jeune tigresse qui flattait après tout son orgueil et ses sens. La possession d'une telle maîtresse était pour lui au plus haut point enviable. Les quelques jours qui suivirent furent remplis des joies du retour, et, les soupçons bientôt dissipés, ils reprirent leur train, dégagés des soucis d'un instant.

Cependant Jean d'Erneau était ainsi fait que le moindre pli de rose lui semblait gênant à son heure. Les beaux jours revenus, le club commençait à devenir désert, et, tout en chevauchant le matin, il songeait malgré lui aux bois de Cardec, il se disait qu'il devait y faire bon par ce jeune soleil de printemps, et que, sans la passion inquiète de cette folle de Maud, il donnerait l'essor à des goûts champêtres dont il ressentait pour la première fois la fraîcheur en son esprit de blasé. Peu accoutumé à la contrainte, il s'étonna un jour de découvrir positivement que, si doux qu'il pût être, il subissait un joug qui primait sa volonté présente, et le soumettait, en dépit de son libre arbitre, à ces concessions de tendresses que tout amant délicat doit à la femme qui l'aime. — Mais ce ne fut là qu'un fugitif regret. Correct, épris autant qu'il pouvait l'être, en galant homme, il n'eût voulu pour rien au monde manquer à l'un de ces égards qui semblent constituer une élégance de sentimens. Son sort, d'ailleurs, était pourvu de charmes assez puissans pour faire diversion à ses idées bucoliques; il eut bientôt oublié le Cottage et la Chaumière, et les ombrages des grands chênes, se réservant de reprendre son rôle de chevalier errant lorsqu'une occasion opportune se présenterait d'y conduire Mauvert, ainsi qu'il l'avait promis.

Un mois se passa, pendant lequel deux ou trois lettres de Jeanne rappelèrent pourtant son souvenir à Jean d'Erneau. Enfin, lady O'Donor parlant un soir de partir pour sa villa du lac de Côme, où il devait la rejoindre, il put s'annoncer en Bretagne.

Quelques jours plus tard en effet, Maud à peine en route, il résolut aussitôt d'accomplir son étonnante mission près du fiancé de Jeanne.

— Mon cher Mauvert, lui dit-il un soir sans autre exorde, y a-t-il longtemps que vous avez reçu des nouvelles de Mlle Humphry?

Le diplomate eut un sursaut en l'entendant prononcer un tel nom avec cet aplomb qu'il avait appris à connaître. Il se tint sur ses gardes.

— Mlle Humphry?.. répliqua-t-il, feignant de chercher dans son souvenir, qu'est-ce que c'est que ça, mon cher d'Erneau?

— Il ne faut pas le dire, diable! reprit Jean, renchérissant d'un ton comique sur la réserve du comte. — Dissimulons!

— Mais, je vous assure, ajouta Mauvert, que j'ignore absolument...

— Je le sais bien, mon ami, je le sais bien, et pour cause. Votre innocence, croyez-le, ne m'est en rien suspecte. Seulement, si vous aviez deux jours à perdre, et le désir d'être présenté à cette jeune personne, venez demain soir me prendre chez moi à sept heures, car je compte aller lui faire une visite, et dans ce cas je vous emmènerais. — Il est inutile de vous spécifier, n'est-ce pas, que nul

ne doit soupçonner que vous allez être absent de Paris?.. Vous rentrerez au bout de quarante-huit heures, voilà tout!

Là-dessus, il quitta l'entretien pour faire un whist.

Le lendemain Mauvert fut exact au rendez-vous.

— Ah! je vois que la mémoire vous est revenue sur Mlle Humphry, dit Jean en riant.

— Ma foi, mon cher, répondit Mauvert du même ton et sans se livrer, vous êtes un si grand original qu'on ne sait jamais à quoi s'attendre avec vous! Votre Mlle Humphry m'intrigue, et si vous croyez, parbleu! que je ne vous suivrai pas pour savoir ce qu'il y a au bout de tout cela, vous me faites tort d'une excentricité.

— Bravo! reprit Jean. — Dissimulons!.. Dissimulons!..

— Me permettrez-vous maintenant de vous demander où nous allons?

— En Bretagne, mon ami. Ce pays vous agrée-t-il?

— Par-dessus tout. En votre compagnie, d'ailleurs, j'irais même en Champagne ou en Picardie!

— C'est au mieux, partons!

Une heure après, installés dans un coupé du chemin de fer, ils roulaient; Jean toujours flegmatique, devisant sur mille sujets, comme s'il eût estimé superflu de convaincre Mauvert de l'inutilité de ses feintises à propos de Mlle Humphry.

Au matin, ils étaient à Quimper. Arrivant avec un hôte, il avait averti cette fois. Une voiture de Marius Derneau les attendait.

— A propos, dit Jean, j'ai oublié de vous informer que vous recevez l'hospitalité chez un de mes cousins.

— C'est au mieux, répondit Mauvert; si j'en juge d'après cet attelage, la maison doit être bonne.

— Je le crois bien, c'est un meunier!

En moins d'une heure, ils arrivaient à la Chaumière, où Jean fut accueilli à bras ouverts. Paul, parti la veille pour un voyage d'affaires, manquait seul à la fête. La présentation de Mauvert accomplie, Mme Derneau les fit conduire à leurs chambres. Tout cela semblait si étrange au diplomate, qui s'était attendu sans doute à une plus mystérieuse aventure, que Jean remarqua sa préoccupation.

— Eh bien! que dites-vous de l'endroit? lui demanda-t-il.

— Je dis qu'il est charmant, mon cher d'Erneau. Mais si je comprends un mot de vos *manigances*, je veux bien être pendu...

— Prenez garde! vous le seriez! Ma *manigance*, c'est Mlle Humphry.

— Encore? Est-ce qu'elle respire en ces lieux?

— Sans plus de difficulté que vous et moi, lorsqu'elle y vient, mon ami; mais aujourd'hui, c'est chez elle que je vous conduirai.

L'hospitalité de la Chaumière était de celles qui mettent prompte-

ment à l'aise. Mauvert y sentit si bien un accueil de bienvenue qu'il fut séduit malgré lui par les attentions si franches dont il était l'objet. Après le déjeuner, Jean partit avec son ami pour une promenade dans les bois. Si serré que le diplomate jouât son jeu, il était évident que, tout en cheminant, il commençait à perdre de de son assurance, comme s'il eût flairé quelque piège. Enfin, au bout d'une demi-heure à travers les chênaies, ils arrivèrent au Cottage.

— C'est là ! dit Jean.

Et, poussant la grille, il marcha vers le perron.

A la vue de miss Clifford qui parut, Mauvert resta ébahi; il ne pouvait plus douter; Mlle Runières était là. En entrant dans le salon, il se trouva en sa présence.

Les premiers momens de l'entrevue des deux amans furent pleins de trouble et de gêne. Jean tourna les choses comme s'ils fussent survenus pour une simple visite; miss Clifford, qui s'était installée près d'eux, sauvait la question de convenances en gouvernante bien stylée. Lorsqu'on eut épuisé les propos indifférens sur la beauté du pays, d'Erneau proposa un tour au jardin. Après quoi, en ami discret, il prétexta une affaire au village et partit en disant à Mauvert qu'il le rejoindrait à la Chaumière à l'heure du dîner.

En accomplissant sa promesse avec tant de conscience, Jean n'avait certes aucune mauvaise pensée; cependant il trouvait sa situation bizarre, et ce ne fut point sans se railler de son rôle qu'il s'en revint seul à travers bois. La désinvolture de Mauvert à Paris l'avait souvent jeté dans une irritation secrète, au souvenir des illusions de Jeanne, et son amour-propre de sauveur s'en était plus d'une fois ressenti. Il en arriva qu'à l'heure même où son intervention devenait effective, il éprouva je ne sais quel dépit de lui-même. Ne se faisait-il pas décidément complice en aidant à abuser la crédulité de cette enfant naïve, dont la confiante loyauté se fourvoyait ainsi dans un amour auquel elle livrait toute son âme? Si sceptique qu'il fût, il s'était laissé gagner à ce charme de l'innocence qu'il avait jusqu'alors ignoré. Il se demandait ce que serait l'avenir de Jeanne le jour où, désenchantée de son rêve, elle connaîtrait Mauvert. Il se demandait... Mais il se demandait tant de choses qu'à la fin, surpris de tant de préoccupations à la fois qui ne le regardaient en rien, il trouva plus court de n'y plus songer.

— Bah! se dit-il, lui ou un autre, en fait de mariage, ce sera toujours tout un!

Armé de sa philosophie, Jean recouvra son superbe flegme et ne s'en départit point quand le soir, dans sa chambre, il se retrouva avec Mauvert. Discrets tous deux, en gens du monde, ils causèrent de Mlle Jeanne sans qu'aucune allusion témoignât de

l'étrangeté de ce séjour caché au fond de la Bretagne. Le lendemain, Mauvert alla seul passer la matinée au Cottage. Par prudence, il devait retourner à Paris le jour même, et on ne le revit qu'au moment du départ. A certain air triomphant qui se conciliait mal avec le chagrin d'une séparation, Jean devina qu'il emportait la certitude de victoire gagnée; il en conçut encore un secret déplaisir.

XVII.

Si réservé qu'on eût été à la Chaumière, et bien que l'on eût affecté d'ignorer tout, Jeanne estimait trop Mme Derneau comme une seconde mère pour ne lui avoir point fait ses confidences. Lorsqu'après le départ de Mauvert la digne femme resta avec Jean, il lui trouva un air soucieux et il l'interrogea.

— Je suis inquiète pour Jeanne, dit-elle gravement.

— Pourquoi?.. demanda-t-il. Le comte de Mauvert ne vous semble-t-il pas le mari qui peut lui convenir? Il est charmant.

— Trop charmant! Et c'est ce que je redoute. Je l'ai étudié avec toute l'affection que je porte à cette chère enfant, et tout ce que j'ai pu surprendre dans ses charmantes manières, c'est qu'il est trop épris de lui-même pour l'aimer comme elle le mérite. Je n'ai pas vu sur son charmant visage l'émotion d'une joie de la revoir qui dénonçât le moindre battement de cœur... Enfin, je me trompe peut-être, mais il ne me revient pas, et si j'étais la mère de Jeanne, je ne le choisirais pas pour elle.

Jeanne ne parut point à la Chaumière ce jour-là, et Jean n'alla point au Cottage. Maintenant qu'elle avait revu Mauvert, il se disait que son rôle allait s'effacer devant les droits du fiancé, désormais l'arbitre et le conseil de leurs communs projets. Mais, tout en se sentant dégagé de cette responsabilité troublante, il lui semblait vaguement qu'il en éprouvait un regret, comme si quelque chose de sa vie lui manquait. Une sorte de jalousie le poignait à la pensée de n'être plus pour elle que l'ami secondaire désormais inutile à protéger son avenir.

— Ah! ma foi! se dit-il, après tout, me voilà libre d'aller rejoindre Maud! Qu'ils s'arrangent!

Ce fut dans cet état d'esprit qu'il arriva le lendemain chez Jeanne. Elle était au jardin. En l'apercevant, elle accourut à lui.

— Enfin, vous voilà! s'écria-t-elle en lui tendant la main avec effusion. Je vous attends depuis une heure, et, ne vous voyant pas, j'avais déjà peur que vous ne fussiez aussi retourné à Paris.

— Quoi? sans vous dire adieu?

— Oui, j'ai tort! — Mais je suis prête, ajouta-t-elle avec anima-

tion, partons, j'ai besoin d'air et de mouvement. Allons jusqu'à la grève.

Ils sortirent par la porte du parc, et s'engagèrent à travers bois, marchant quelque temps en silence, comme s'ils eussent tous deux hésité à aborder un entretien. A la fin, Jean, embarrassé de son mutisme, qui semblait l'attente d'une confidence, parla de choses indifférentes, du beau temps, des arbres et des senteurs matinales qui s'exhalaient des touffes de cytises et de thym. Elle répondait sur le même ton avec une sorte de volubilité factice. Il sembla à Jean que, pleine des exubérances de son cœur, elle voulait s'étourdir pour ne point songer à l'absent. Au soin qu'elle prenait de ne point faire allusion aux deux derniers jours, il comprit qu'elle lui marquait la place discrète où il devait se trouver relégué dès cet instant. Il en ressentit une irritation sourde, comme d'un oubli de la gratitude à laquelle il se croyait au moins des droits. Tout en allant par ces sentiers perdus, témoins de leurs franches causeries d'autrefois, il se disait que sans doute elle avait passé la veille avec Mauvert par ce même chemin, et qu'il n'était qu'un sot d'y revenir accompagner la belle, en quête des traces du bien-aimé. Il se trouva ridicule, comme ces confidens de théâtre destinés à essuyer les tirades amoureuses ou tragiques. Son langage, malgré lui, devint acerbe sans que Jeanne s'en aperçût. Ils étaient arrivés à la grève; ils s'assirent sur le sable. Peu à peu, comme si l'excitation sous laquelle elle semblait cacher ses pensées l'eût fatiguée, Jeanne retomba dans le silence. Il se dit que décidément une préoccupation l'agitait, et se tut comme elle, la laissant à son rêve.

Leur mutuelle réserve à la fin la surprit.

— Eh bien, vous ne me parlez plus? dit-elle brusquement.

— Pardonnez-moi! répondit-il. Je calculais combien il faudrait de ces petits cailloux pour remplir toutes mes poches, et cela m'absorbait.

A ces mots, elle leva les yeux sur lui, et demeura un instant embarrassée.

— Vous m'en voulez de ne point vous confier ce qui s'est passé entre M. de Mauvert et moi? reprit-elle.

— En aucune façon! Les secrets de cœur de deux amans se dérobent à l'amitié. Le reste est votre affaire à tous deux, et je n'y serais plus qu'un intrus.

— Non, vous ne pensez pas cela, reprit-elle doucement, car ce serait me croire ingrate et folle plus que je ne le suis.

— Mais, Mauvert étant votre fiancé, je trouve naturel que son ascendant prime celui de tout autre. Vous n'avez donc point de comptes à me rendre de ce que vous avez résolu?

Au ton dégagé dont il prononça ces paroles, elle sembla deviner le reproche.

— Jean, mon ami, reprit-elle attristée, je souffre, pardonnez-moi. Il s'est passé dans ma vie un événement étrange. J'ai besoin de quelques jours pour retrouver le calme. Laissez-moi le temps de me recueillir. — Enfin, je souffre, répéta-t-elle, pardonnez-moi. Plus tard, demain peut-être, je vous dirai tout.

— Mais, qu'est-il donc arrivé? demanda-t-il.

— Rien, rien, je vous le jure, répondit-elle. Ne vous inquiétez pas, mon ami. — Des idées folles! — Je suis comme un enfant qui fait un mauvais rêve. J'ai besoin de chasser les chimères, et votre raison m'y aidera. Maintenant, ne m'interrogez plus; quand j'aurai recouvré mes sens, j'oserai me confier à vous.

Ils achevèrent la matinée sans revenir sur ce sujet.

XVIII.

Pendant deux ou trois jours, Jeanne ne parut point à la Chaumière. On en augura que la visite de Mauvert avait ravivé ses regrets d'une séparation, d'autant plus cruelle désormais qu'elle s'abusait sans doute sur la douleur qu'il en ressentait comme ele. Jean, froissé déjà de la réserve qu'elle avait gardée, s'aigrissait de plus en plus contre elle; et, tristesse ou rêverie, la trouvait sotte de troubler jusqu'à la gaîté d'Yvonne. Il en arrivait à s'irriter contre lui-même de l'humeur qu'il ressentait, et déjà songeait à partir sans remettre les pieds au Cottage, quand, au troisième soir, cette lettre de Jeanne le surprit :

« Vous êtes encore à la Chaumière, mon ami, et pourtant depuis trois jours vous n'êtes pas venu. Ai-je offensé votre affection? M'avez-vous mal comprise? Je l'ignore; mais ce que je sais, c'est que, malgré cet apparent oubli, il y a dans votre cœur, pour moi, tant de bonté vraie, que je dois avoir tort si vous m'avez ainsi délaissée. Chaque jour, je voulais vous appeler, et chaque jour je manquais de courage, m'effrayant de ce devoir de confiance dont rien ne saurait me dégager envers vous. Mais comment vous dire ce que dans le désordre de mes pensées je ne puis m'expliquer à moi-même?.. Faut-il l'avouer? Je tremblais d'être seule avec vous. Jean, il est des confessions troublantes que le regard d'un ami, fût-il dévoué comme vous-même, arrêterait sur les lèvres, et ce n'est que de loin que je peux m'enhardir à vous confier tout ce qui s'est passé entre M. de Mauvert et moi. Ne m'accusez donc plus si j'ai tant tardé à vous ouvrir mon âme. Hélas! tout y est encore à cette heure si sombre et si confus! Je m'épouvante autant de l'avenir que du

présent! Ami, soyez compatissant à ma faiblesse et pardonnez-moi d'être ingrate envers vous.

« Vous n'avez rien ignoré, n'est-ce pas, de cet amour, de ces sermens qui m'engagent et me lient. Quand j'ai fui la maison de ma mère, je n'avais d'autre pensée que de garder la foi jurée du plus profond de mon cœur à ce fiancé si indulgent encore, et si bon, après la faute effrayante qu'il me fallait commettre. Ses lettres avaient raffermi mon courage, en apaisant mes remords, et, pleine de son souvenir, toute à cet espoir que dans un an je serais sa femme, je me sentais si bien soutenue par vous que je m'abandonnais à mes rêves. J'attendais, impatiente, cette heure de le revoir, si prudemment ménagée par votre affection de frère. Enfin, il est venu; vous me l'avez amené. Après votre départ, Clifford nous ayant laissés seuls dans le jardin, je l'ai retrouvé plus tendre et plus aimant, et, dans les premiers instans, défaillant presque à ma vue... Il avait tant souffert, il avait tant pleuré!.. Vous le voyez, je vous dis tout sans restrictions vaines! — Jean, comment expliquer ce qui se passa dans mon âme?.. En l'écoutant, il me sembla que je ne le reconnaissais plus, comme si mon souvenir eût gardé une image infidèle. Non pas qu'il eût rien perdu de ce qui m'avait séduite en lui, si j'ose avec vous dire ce mot. Mais je ne sais quelle illusion disparue me le laissa voir dépourvu de tout ce que mon imagination aimait autrefois. Seuls tous deux, pour la première fois, et libres de nous parler sans contrainte, sa voix, son langage me surprenaient par une exagération d'aveux et de protestations passionnées qui me troublaient et me gênaient dans leur expression. Je n'y retrouvais point l'accent simple et confiant de cette foi que je gardais en moi-même, du pur amour qui nous avait liés. On eût dit que, oubliant que nous étions fiancés de cœur, il cherchait à me conquérir, comme s'il eût douté de la possession de mon âme. Voulant dissimuler l'embarras que je ressentais, je lui proposai d'aller jusqu'à la grève pour l'initier aux habitudes de ma vie. Nous partîmes par le bois; mais une inexprimable gêne me glaçait. En vain je cherchais cette communauté d'impressions, de sentimens, de pensées, que devait éveiller ce bonheur de nous revoir, si longtemps attendu, et il me semblait que nous ne nous comprenions pas. Il discourait avec beaucoup de grâce et avec un choix d'expressions rares, comme dans le salon de ma mère, et je songeais malgré moi à cette parole sérieuse, animée que vous m'avez fait entendre si souvent, qui m'apprenait la vie, me révélait le vrai de ces vanités fausses et de ces futilités auxquelles le monde est asservi. J'essayai de causer de nos projets d'avenir, et je m'aperçus qu'il n'entrevoyait cet avenir que pour me promettre une existence de joies fastueuses, comme si notre union ne pouvait avoir d'autre but. Vous

le dirai-je, ami? En écoutant ce langage compassé et frivole, il me semblait m'éveiller d'un songe, je ne retrouvais plus le fiancé que j'aimais dans mon imagination naïve, et mon cœur se serrait. Je voulais lutter contre cette inexplicable désillusion ; je sentais entre nos deux âmes je ne sais quel vide impossible à combler. En eut-il conscience comme moi ? je l'ignore. Mais à un moment il me sembla tout à coup attristé, comme s'il eût deviné mes combats. Il redoubla alors les protestations de son amour. Quand nous revînmes au Cottage, la présence de Clifford, rompant notre tête-à-tête, me parut un soulagement.

« Seule, le soir, je m'enfermai dans ma chambre pour essayer de recueillir ma pensée. Les agitations de cette journée m'avaient anéantie, et je m'interrogeais sans parvenir à me comprendre. Épouvantée de moi-même, je m'accusais de cette invincible froideur dont il avait souffert peut-être. D'où venait une si étrange aberration de mes sens et de mon cœur? Ne l'avais-je point revu tel que je l'adorais dans mes rêves? Ne l'avais-je pas retrouvé plus tendre et plus aimant même, après cette épreuve d'une année de séparation, qui n'avait point altéré sa constance?.. Je passai toute une nuit d'angoisses mortelles, me reprochant de l'avoir alarmé sans doute par cette insurmontable gêne que je n'avais pas su lui cacher. J'appelais de tous mes vœux l'instant de sa venue pour réparer mes torts et le consoler.

« Lorsqu'il arriva le lendemain, je courus au-devant de lui, souriante, en lui tendant la main. Je vis un éclair de joie triste dans son regard; il venait me faire ses adieux. Je l'emmenai au jardin, et là, assise près de lui, je m'efforçai d'oublier mes impressions de la veille; je parlai la première des moyens de nous revoir et des nécessités de prudence que notre sécurité nous imposait; mais, à mon grand étonnement, il ne parut point approuver ces réserves, qu'il considérait comme puériles ou superflues désormais. J'insistai doucement pour lui rappeler que la dignité de notre avenir nous contraignait à ce sacrifice, et qu'il fallait nous y résoudre quoi que nous dussions souffrir... Alors, il se jeta à mes genoux éperdu, m'implorant, me jurant qu'il ne pouvait plus vivre séparé de moi ; il me proposa de partir avec lui, d'aller nous cacher en Suisse, où, sous la protection de Clifford, suffisante aux yeux du monde, nous serions réunis du moins, sans ces cruelles terreurs qui allaient l'assaillir, maintenant qu'il me savait si près de ma mère. Le moindre hasard pouvait nous trahir, et tout était péril... Aurait-il le courage de résister à ce désir d'accourir, ne fût-ce que pour m'apercevoir un instant?.. En le voyant si faible, je me sentais émue de pitié, et pourtant, comme la veille, ce cri de sa passion n'arrivait pas à mon cœur.

« Vous le dirai-je? En l'écoutant, la rougeur me montait au front, à la pensée qu'une telle offre pût m'être faite par lui sans qu'il y vît une insulte... Qu'étais-je donc devenue pour qu'il osât ainsi me traiter en maîtresse? Toutes les révoltes de mon être protestaient contre l'injure, et je cherchais dans mon esprit que lui dire, atterrée toujours de cette idée qu'il ne me comprenait pas... Enfin, troublée par ses larmes, effrayée d'un désespoir si profond qu'il parlait de se tuer, je lui jurai de le rappeler bientôt, et de me résoudre alors sur ce qu'il me demandait au nom de notre amour et de mes sermens... j'ai promis de partir...

« Jean, telle est cette confession que je n'osais vous faire. Je me sentais si coupable envers votre affection dévouée, que j'hésitais à vous dire ces troubles de mon cœur que je ne m'explique pas à moi-même. J'hésitais surtout à vous avouer cette promesse, qui est un abandon de votre protection de frère. Me pardonnerez-vous d'avoir ainsi disposé de mon sort sans consulter ce dévoûment sincère dont vous m'avez tous ici donné tant de preuves? Mon seul espoir, c'est que la pensée de mon bonheur... non, non, Jean, ce départ m'épouvante! Je ne puis supporter le tourment qui m'obsède. Depuis que j'ai juré de le suivre, il me semble que je suis déchue. JEANNE. »

En recevant cette lettre, Jean demeura un instant stupéfié. Il la relut deux fois comme s'il eût eu besoin de s'en confirmer le sens, ou qu'il eût craint de mal comprendre. Quand il eut achevé :

— Tiens, tiens, dit-il, en suivant des yeux une bouffée de son cigare, qui tournoyait dans l'air, voilà une curieuse nouvelle. Ma foi, je croyais ce pauvre Mauvert plus fort que ça... Allons! tant pis pour lui!

Et, sans plus de réflexions, il ouvrit son buvard, s'installa, prit une plume, et repondit à Mlle Runières par le billet suivant :

« Vous êtes une grande enfant, ma chère Jeanne, et, bien vite, je veux dissiper le gros nuage que vous avez cru voir entre nous, et qui me vaut cette confession dont vous n'osiez aborder le terrible sujet. Je veux que tout soit dit lorsque dans quelques heures j'irai vous revoir, et vous épargner ainsi cette grande confusion où ma présence vous jetterait peut-être, si je prononçais de vive voix le mot brutal que, dans l'illusion de votre innocence, vous n'avez pas soupçonné, et dont vous allez vous indigner certainement comme d'un crime effroyable ou d'une apostasie. Rassurez-vous, enfant, car cet amer désenchantement de votre cœur qui vous fait tant souffrir n'est que l'éveil de votre raison.

« Jeanne, le premier amour ressemble à ces jolies floraisons du

printemps qui s'épanouissent tout à coup sous le ciel, et, comme elles, il n'a souvent que la durée d'un matin... Vous n'aimez plus!.. Voilà votre secret, pauvre Jeanne, et votre absolution. Demain j'arriverai à votre Cottage. JEAN. »

XIX.

Jean n'était certes pas porté au sentimentalisme, la lettre de Jeanne le trouva pourtant dans un de ces momens psychologiques où le moindre incident produit parfois des résultats étranges. L'irritation sourde qu'il avait ressentie depuis trois jours, à la pensée d'un triomphe définitif de Mauvert, tomba tout à coup et se fondit dans une sorte de contentement intime dont il savourait les douceurs, comme si sa conscience y eût trouvé un allégement.

Trop expérimenté dans les bizarreries du cœur pour s'étonner jamais d'une inconstance, il se disait vaguement, à la pensée du péril auquel échappait sa pupille, qu'il n'était peut-être point étranger à ce désenchantement subit. Douée d'un esprit droit, et d'un fonds de sentimens vrais, Jeanne, brusquement émancipée par une terrible épreuve, avait, à coup sûr, gagné à son contact des notions plus nettes des choses du monde et de la vie. Au courant de ces causeries dont elle parlait dans sa lettre, pleines pour lui d'un attrait si charmant, il avait été plus d'une fois surpris des progrès de cette jeune raison qui semblait prendre des ailes pour le suivre jusqu'à ces hauteurs morales qui dominent les vanités convenues. Entre les lignes de cette confession, il déchiffrait, comme à livre ouvert, l'histoire de ses désillusions. — Troublée, comme on l'est à dix-huit ans, par la première voix qui avait murmuré à son oreille le grand mot de l'amour, entre deux sorties de couvent peut-être, elle s'était éprise de Mauvert comme d'un idéal rêvé. Les élégances réelles du diplomate, une jolie tête, et ce certain air byronien qui lui valaient des succès de salons, même auprès de Mme Runières, en fallait-il davantage pour surprendre une imagination candide? Sevrée d'affections vraies, et cachant au plus secret de son âme une douleur profonde, elle avait livré son cœur avide d'aimer. Le rôle de Mauvert était alors facile, et la proie trop inespérée pour qu'il n'employât point les plus subtiles roueries d'un Galaor timide et passionné. Le romanesque de leurs rencontres furtives, aux échappées de vacances, laissait à Jeanne une impression que la solitude du couvent ravivait. Elle revoyait cette image du fiancé qui souffrait loin d'elle; elle le parait à son gré de toutes les grâces émues qu'elle rêvait au fond de son âme... Puis, la ruine de toutes ses espérances, par un refus brutal de sa mère de réaliser

ce bonheur si longtemps caressé, enfin ces heures d'angoisses et de terreur à l'idée d'un mariage contre lequel toutes les révoltes de son être se soulevaient, n'y avait-il point là le roman de toute ingénue? — Le dénoûment était pour Jean d'Erneau le pur effet logique de cette sorte d'émancipation de Jeanne qui l'avait mûrie par de cruels chagrins. Transportée tout à coup dans ce milieu familial plus vrai, éclairée par des notions plus saines de la vie, après plus d'une année de séparation, elle avait tout à coup retrouvé Mauvert, tout frais fardé de ses grâces mondaines, jurant avec le naturel simple auquel depuis trois mois son cœur était accoutumé. Sans se rendre compte de sa désillusion, elle avait d'instinct pénétré le masque, et pressenti la feintise sous les démonstrations passionnées qui sonnaient faux par une exagération devenue hors de saison. Ces tirades d'amoureux de théâtre destinées à l'enflammer, et tombant à froid sur sa sérénité confiante, avaient effarouché son âme franche. — Le coureur de dot avait outré son rôle, et dépassé le but.

Jean dormit peu cette nuit-là. Au matin, il accourut au Cottage où Jeanne l'attendait anxieuse. A ses yeux rougis, il devina qu'elle avait beaucoup pleuré. Confuse, elle prit la main qu'il lui tendait.

— Ah! Jean, dit-elle, qu'allez-vous penser? Vous m'avez crue folle, n'est-ce pas? en recevant cette lettre qui m'a tant coûté, et vous avez voulu m'en punir.

— Non; j'ai voulu surtout vous forcer à découvrir la vérité au fond de vos agitations. Jeanne, vous n'aimez plus, voilà tout!

— Ah! taisez-vous, reprit-elle, car s'il en était ainsi, je me mépriserais.

— Enfant, qui vous effrayez de naître à la vie! — Mais ce que vous prenez pour une inconstance de votre cœur n'est que le cri de votre raison, qui vous garde contre une de ces déceptions dont tant d'autres ont souffert avant vous. Votre imagination vous avait abusée. Vous reconnaissez votre erreur, rien de plus.

— Mais alors, s'écria-t-elle émue, si vous disiez vrai, qu'est-ce donc que cet amour qui peut n'être qu'un rêve?.. et qu'est-ce que le bonheur, et l'espérance et la vie?

— Ingrate, reprit-il en souriant, qui désespérez à votre première désillusion! Mais le gage du bonheur, de l'espérance et de la vie, c'est précisément ce bienfait de l'oubli qui vous épouvante, ma pauvre Jeanne, et qui nous fait renaître à de nouvelles joies dont la source est en nous-mêmes. — Quoi! à dix-huit ans, comme une enfant imprudente, vous aviez engagé votre cœur, et décidé de votre avenir sur quelque phrase de roman, murmurée à votre oreille?.. Et vous vous étonnez parce que, plus sérieuse et plus réfléchie, vous ne retrouvez plus aujourd'hui cet idéal dont le souvenir se mêlait à celui de votre dernière poupée?

— Mais il a cru à cet amour, lui, à ma parole, à ma constance... Et s'il mourait du chagrin de ma perte?

— Oh! ces accidens-là sont rares, répliqua-t-il avec flegme.

— Jean, il se tuerait, il me l'a dit.

— Bon... Il y songerait à deux fois, puisqu'il a déjà continué de vivre un an, sans vous revoir, après le refus formel de votre main.

Jean d'Erneau avait la logique brutale ; et, s'il lui répugnait de tout dire sur Mauvert, il ne se faisait pas le moindre scrupule de l'achever, en amenant Jeanne à toucher du doigt les trop grossières amorces tendues à sa crédulité d'innocente. Il avait prévu que le premier choc serait rude ; il s'agissait de faire place nette, en lui démontrant peu à peu la fragilité de ce lien dont elle s'exagérait la rupture comme un coupable renoncement.

En tout cas, ajouta-t-il, comme s'il eût traité un enfantillage, rien n'est encore désespéré. L'amour dans le mariage est souvent un écueil. Bien que votre départ d'ici me semble une imprudence, il se peut aussi qu'un rapprochement entre vous dissipe cette impression passagère, défavorable à Mauvert aujourd'hui. Ce qui me paraît le plus important dans la résolution que vous avez prise, c'est qu'elle engage définitivement votre avenir.

Jean s'en revint assuré qu'il ne s'était point trompé sur les suites probables de cet événement surprenant.

Pendant quelques jours pourtant, même en leurs courses avec Yvonne et Paul, le front de Jeanne garda les traces d'une mélancolie dont il savait seul le secret ; mais, s'il la voyait encore combattue, il devinait que les défiances éveillées dans son esprit droit produisaient peu à peu leur effet. Avant que de n'en plus souffrir, elle avait besoin de s'accoutumer à ce désenchantement qui la surprenait comme un mauvais rêve. Trop habile pour heurter les timides révoltes de sa conscience alarmée en hâtant la décision d'une rupture désormais prévue, il évitait d'aborder ce sujet brûlant du départ en Suisse, comme s'il l'eût toujours tenu pour résolu. En la contraignant ainsi de conclure elle-même sur les conséquences forcées de sa désillusion, il n'ignorait pas qu'elle sortirait mieux trempée de cette épreuve.

Cependant, si réservé qu'il voulût être, Jean s'aperçut bientôt qu'il était plus agité que de coutume. Une pensée le tourmentait : selon toute probabilité, Mauvert, mis par lui en relations avec Jeanne, devait lui écrire maintenant chaque jour. Ce vague sentiment de jalousie qui l'avait plus d'une fois troublé revenait l'assaillir plus net et plus défini. L'idée qu'elle pouvait encore céder à des obsessions le jetait dans une sorte de rage. Il s'imaginait alors que le silence qu'elle gardait n'était que la dissimulation d'un émoi de son cœur, et qu'elle se laissait reconquérir. Irrité, défiant,

et n'osant l'interroger, quand ils étaient seuls tous deux, il épiait sur son front les préoccupations qu'il attribuait à la gêne, à l'ennui d'une autorité dont elle s'apprêtait à secouer le joug. Comme si elle eût voulu rompre peu à peu leurs confidences et les tête-à-tête du Cottage, elle arrivait chaque matin à la Chaumière, où elle passait tout le jour en compagnie d'Yvonne et de sa mère et semblait ainsi éviter toute occasion d'entretien.

Il en était là de ses agitations irascibles, quand, une après-dînée, comme il était assis au jardin avec Mme Derneau, tandis qu'à quelques pas les deux jeunes filles faisaient jouer les enfans, il crut remarquer chez Jeanne un air de joie qui le surprit.

— Mlle Runières est bien gaie ce soir, dit-il brusquement.

— Oh! il y a une grande nouvelle, répondit Mme Derneau.

— Vraiment? Aurait-elle décidé son mariage avec M. de Mauvert? demanda-t-il d'un ton dégagé.

— Il est en effet question de cette grande affaire, reprit en souriant Mme Derneau. Seulement c'est dans le sens opposé qu'il faut conclure. Elle a résolu de ne point l'épouser.

— Vous en a-t-elle parlé?

— La pauvre enfant! depuis une semaine nous ne faisons que cela! car elle se fie à moi comme une fille à sa mère. J'ai exigé ce temps de réflexions, malgré mon opinion faite sur ce prétendant indigne d'elle, et par qui son imagination d'enfant s'était laissé surprendre, en ces jours de tristesse où elle se sentait si abandonnée. Par bonheur, il s'est dévoilé dans des lettres qu'elle reçoit chaque matin, et qu'elle m'apporte aussitôt. Il a si mal joué son rôle qu'elle a compris d'instinct qu'il méditait de la perdre par un irréparable éclat. Une fille comme elle ne pouvait manquer de reconnaître là une injure. — Bref, revenue de son erreur, elle est sauvée! Et voilà pourquoi elle respire et se sent revivre.

En écoutant cette simple explication de la conduite de Jeanne et de sa réserve envers lui, à la conclusion surtout qui l'accompagnait, Jean eut un si profond sentiment de joie que son visage le trahit. Mme Derneau le regarda un moment en souriant. Voyant qu'il restait silencieux :

— Eh bien, Jean, dit-elle enfin, que pensez-vous de ma nouvelle?

— J'en suis fort heureux pour Mlle Runières.

— Pour elle seule?

— Et pour nous tous qui lui portons intérêt.

— Et dire que c'est vous, ajouta-t-elle en baissant un peu la voix, qui avez opéré cette conversion-là.

— Moi? Oh! vous me faites un honneur que je n'ai pas la prétention de mériter.

— Parce que vous ne savez pas l'ascendant que vous avez sur son esprit.

— En aurais-je un si grand, sans m'en douter !

— Bon, bon ! A d'autres, beau ténébreux ! Nous savons, nous, ce qu'elle dit de vous en votre absence, et j'ai d'ailleurs d'assez bons yeux pour avoir vu depuis quelques jours votre inquiétude, que vous croyiez si bien cacher, de la résolution qu'elle allait prendre.

— Après ce qu'elle m'avait révélé de l'insistance de Mauvert pour la séparer de vous, et connaissant l'homme, il était naturel de craindre que, par faiblesse, elle ne compromît cette fois plus gravement son avenir.

— Allons, grand enfant, reprit Mme Derneau de ce ton presque maternel qu'elle employait parfois entre eux, osez donc être sincère avec vous-même et laissez-vous aller à votre cœur orgueilleux, n'essayez plus aujourd'hui de vous défendre : vous l'aimez !

— Je l'aime, moi? s'écria Jean, presque atterré de ce mot inattendu.

— Chut! la voici! et je crois qu'elle s'en doute. — Dame! comme on dit, « un clou chasse l'autre. » Voyez, elle est rayonnante! N'ayons pas l'air de nous occuper d'elle.

A coup sûr, Jean n'était point fait pour se laisser entamer par des subtilités, et ce qu'il possédait d'innocence ne gênait pas son sang-froid. Dans ses débats des derniers jours, et dans les accès d'humeur qu'il avait ressentis contre Jeanne, il s'était plus d'une fois raillé d'une préoccupation troublante qui ressemblait presque à de l'aigreur. — Que lui importait qu'elle épousât Mauvert, avec ou sans amour? — Ce n'était certes pas son affaire à lui de la préserver d'une folie qu'elle était prête à commettre, en quittant Cardec pour la Suisse ou pour tout autre lieu. Pourtant, lorsqu'il se trouva seul, après la révélation de Mme Derneau, Jean se mit à songer curieusement au dernier mot qui avait clos leur entretien. Dans son superbe dédain pour le sentimental qui n'avait jamais pu l'atteindre, il lui paraissait si bizarre d'être suspecté sur ce point que ce fut presque à ses yeux un événement comique.

— Tudieu! la bonne dame, comme elle y va! se dit-il.

Cependant, tout en riant d'une pareille méprise, il ne pouvait se défendre d'une petite pointe d'orgueil à la pensée que la déroute de Mauvert était vraisemblablement un peu son œuvre. « Un clou chasse l'autre, » avait dit Mme Derneau.

Jean s'endormit. Il eut un horrible cauchemar, il rêva qu'il se mariait.

Le lendemain était un dimanche. Ce jour-là toute la famille allait à la messe à Cardec. Par prudence, Jeanne, ne pouvant les accom-

pagner, restait seule au Cottage, et Jean avait l'habitude d'y déjeuner. Lorsqu'il arriva, il s'aperçut du premier coup du retour de ses façons de pupille envers lui, et de ces jolies grâces délibérées qui lui donnaient un si piquant attrait.

— Bonjour, Jeanne, dit-il en riant, comme s'il la retrouvait après un voyage, vous voilà donc revenue?

Elle le comprit.

— Oui, répondit-elle du même ton, je rentre... Pardon de m'être absentée.

— Et vous restez, cette fois?

— Ah! s'écria-t-elle.

Et frappant ses petits pieds sur le sol, comme si elle eût secoué la poussière du chemin ou piétiné sur de mauvais souvenirs:

— Vous le voyez, c'est fini, dit-elle. — Et maintenant, si vous voulez, n'en parlons plus, et venez m'aider à fourrager les rosiers pour faire mon bouquet du dimanche à maman Derneau.

Les jours qui suivirent furent comme un éclat de soleil dans les buissons, après la tempête. Jeanne semblait allégée d'une oppression d'âme et renaître à la vie. On eût dit que, délivrée tout à coup d'un lourd souci, elle volait en plein ciel. Jean ne l'avait jamais vue si belle et si charmante en ses effusions naïves avec lui. C'était comme une action de grâces qui se chantait en son cœur, et qu'elle osait maintenant laisser déborder en joies folles. Parfois pourtant, au milieu de cette exaltation vivace, des pensées plus contenues semblaient passer sur son beau front, comme si quelque sentiment intime et caché l'eût soudainement émue. « Un clou chasse l'autre. » Et Jean d'Erneau ne pouvait se défendre de songer à cette fameuse prédiction de Maud : elle t'aime ou elle t'aimera.

Sans plus reparler de Mauvert, il avait été convenu que, pour affranchir Jeanne, M[me] Derneau, agissant en mère, se chargerait d'intervenir en déclarant son autorité. — Pour ne rien risquer, une lettre d'elle ferait savoir au quidam, trop aventureux dans ses droits de fiancé, qu'édifiée sur ses projets elle serait désormais entre M[lle] Runières et lui, et que toute correspondance à venir passerait par ses mains. Cette déclaration, que réclamait tout d'abord la dignité de Jeanne, préparerait une transition nécessaire pour une rupture qu'il ne fallait pas laisser croire violemment imposée, mais qu'il fallait présenter comme la conséquence d'une volonté réfléchie, provoquée par l'effroi de cette tentative de rapt qui dissimulait à peine un but de séduction brutale et perfidement combinée. L'offense d'une telle proposition de fuite suffisait à justifier les désillusions de Jeanne. Le coureur de dot comprendrait enfin qu'il s'était si maladroitement démasqué qu'il ne lui restait plus d'espoir.

Cependant, Jean d'Erneau s'étonnait de plus en plus du courant

de pensées où le jetait toute cette affaire. Agité de préoccupations qui lui étaient jusqu'alors inconnues, il ne se dissimulait point qu'il en était à un de ces momens bizarres où quelque nouveau tour de son étoile semblait vaguement le faire évoluer. Au bout de quelques jours, il ne doutait plus. — Il aimait Jeanne, et ce diable de sentiment, qu'il n'avait jamais ressenti, l'assaillait avec tout son cortège d'émotions folles, d'inquiétudes et de joies; il s'aperçut qu'il l'aimait, sous son flegme, comme un collégien naïf ou comme le premier venu.

Ce que c'est que l'amour? On ne l'a jamais su. Sans s'arrêter aux bagatelles psychologiques, Jean commença par sourire de cette ingénuité toute neuve qui lui naissait. Mais, à la réflexion, un tel dérangement dans sa vie n'était point sans le rendre rêveur. Où le conduirait ce nouvel état? — Fier d'une supériorité conquise par cette facile indépendance de cœur qu'il estimait par-dessus tout, allait-il s'initier à la corporation bêlante des troubadours vulgaires, soupirer sur des rythmes tendres et s'enfroquer finalement dans la confrérie des maris satisfaits? — Déjà il se voyait dans ce lien bête, dont il avait tant de fois raillé la servilité troublante. Le cou écorché sous le joug et ne s'appartenant plus, il suivait sa femme au bal, cloué sur pied, attendant ses caprices, et à son tour étiqueté, l'air penaud, dans cette galerie comique des époux modèles, dont il serait le plus bel ornement. Les complications du devoir conjugal, les chaînes de fleurs, les obligations mondaines... et l'aliénation de sa volonté... Cette perspective surprenante bouleversait toutes ses idées. Averti du péril, avec cet esprit de précision qui réglait tous ses actes, il n'eut pas plutôt constaté les symptômes de douce insanité qui le berçaient à son insu qu'il décida d'y mettre ordre en allant rejoindre Maud. Il importait d'ailleurs de ne point laisser naître un terrible malentendu sur lequel Mme Derneau lui avait déjà donné des craintes. « Un clou chasse l'autre, » avait-elle dit. Et, partant de cette idée, la bonne dame était capable de s'entêter naïvement à tresser le nœud de son hymen. Sa loyauté lui faisait un devoir de protester au plus tôt contre un irréalisable projet dont le moindre inconvénient était de compromettre le repos de Jeanne et le sien. Armé de sa décision, il résolut d'annoncer formellement son départ, en termes qui ne laissassent point d'équivoque. — Rester d'ailleurs, n'était-ce pas tromper Jeanne ou lui faire illusion du moins sur une éventualité qu'il considérait trop comme une folie pour n'y point couper court au plus tôt? N'était-ce pas provoquer en son cœur, peut-être, un amour encore inconscient? — Les plus roués ont de ces innocences qui déroutent toutes les prévisions humaines. Jean était sûr de lui dans l'arrangement précis de cette affaire. Il considérait son cas comme une petite fièvre anodine qu'il lui suffi-

sait d'avoir dûment constatée pour en avoir raison dès qu'il se serait soustrait aux influences débilitantes de ce milieu où tous les sentimentalismes de cœur se respiraient dans l'air. S'embarrasser d'une femme et d'une famille, lui, si libre jusqu'alors, et si maître de sa vie? Descendre des hauteurs conquises et s'empêtrer comme un sot dans les sensibleries de ces affections vulgaires qu'il avait si bien esquivées?.. C'était là pour lui une incroyable chute.

Son parti pris, lorsque le lendemain il revit Jeanne à la Chaumière, il attaqua bravement la situation en parlant d'un voyage en Italie qu'il méditait pour son plaisir.

— Quoi? dit Mme Derneau surprise, en plein été?

— Justement! Pour bien voir un pays, il faut toujours le visiter dans sa saison violente. D'ailleurs, j'y séjournerai probablement quelques mois, l'hiver m'y rejoindra.

— Mon Dieu! que me dites-vous là? reprit Jeanne, serez-vous si longtemps absent?

— Ah! je reviendrai toujours à Paris pour une ou deux semaines... à moins pourtant qu'un voyage au Japon que je compte faire ne renverse tous ces plans.

Ce fut un véritable coup pour Jeanne, et, si bronzé qu'il voulût être, Jean s'empressa de l'atténuer, estimant qu'il suffisait d'abord d'avoir marqué des intentions qui témoignaient contre toute pensée qu'il pût être autre chose qu'un ami calme et froid. Il ajouta chaleureusement qu'il ne partirait point du reste tant qu'elle aurait besoin de son appui.

Sa conscience allégée sur ce premier point, Jean respira et remit son voyage à la semaine suivante. Rien ne pressait d'ailleurs, du moment que toute équivoque était dissipée par la déclaration de projets qui éloignaient jusqu'à l'idée d'un retour avant de longues années. Jouir pendant quelques jours du léger délire qu'il analysait en lui n'avait après tout rien d'effrayant, assuré qu'il était de s'être coupé toute retraite. Tranquille sur l'échec définitif de Mauvert confirmé par la sérénité de Jeanne, il s'abandonnait au sentiment de satisfaction qu'il ressentait de la savoir du moins sauvée d'un péril. En renonçant à l'aimer, il n'avait pas de rival, et cette pensée chatouillait agréablement son orgueil, qu'il n'eût dépendu que de lui d'égarer cette imagination juvénile et de fixer un amour inconscient qui ne demandait qu'à naître.

Certes, Jean était positif, et ses passions ne s'étaient jamais attardées à la poésie du rêve; mais cette échappée dans l'idylle avait pour lui le plus piquant attrait. Confiant en son imperturbable volonté, il lui plaisait de jouer avec ce vertige qui n'était point sans lui donner quelque ivresse. Les privautés troublantes qu'il devait à son rôle agissaient sur ses sens comme une forme de

volupté à la fois âpre et douce, dont il savourait les ardeurs passagères en épicurien délicat. « Elle t'aime ou elle t'aimera, » avait dit un jour lady O'Donor.

Cependant il est des événemens inattendus qui semblent n'avoir pour but que de se jouer des plus solides résolutions humaines. Si pratiquement qu'il eût réglé sa flamme, Jean n'avait pas tout prévu. Un jour qu'il arrivait au Cottage, il se rencontra à la porte avec le facteur qui remettait une lettre.

— Ah bien ! si monsieur veut avoir la complaisance de la remettre à mademoiselle, lui dit le jardinier qui la recevait.

Jean était trop familier dans la maison pour que pareille commission parût insolite. Il s'en chargea, non sans éprouver un mouvement de surprise inquiète. Adressée à Mlle Humphry, cette lettre ne pouvait venir que de Mauvert. Le timbre de Paris et la suscription de l'enveloppe ne lui laissèrent aucun doute. Il en ressentit un coup si cruel qu'il eut peine à se l'expliquer.

La correspondance n'était donc point rompue? — Aussitôt la jalousie le mordit au cœur; une terreur insensée le saisit, et, avec l'exagération d'un esprit tourmenté par la passion, il crut éventer un horrible complot. — Jeanne les avait tous trompés, et tandis qu'elle feignait avec Mme Derneau sa soumission mensongère, reprise sans doute par un amour plus fort que sa raison, elle préméditait en secret de rejoindre ce fiancé qu'elle laissait croire dédaigné...

Il la rejoignit au jardin, se préparant à jouir de la confusion qu'elle allait trahir en se voyant dénoncée par une telle preuve.

— Voici une lettre que le facteur vient d'apporter, lui dit-il en l'abordant.

Elle rougit en lisant l'enveloppe, puis détourna les yeux sous le regard froid de Jean, qui semblait scruter sa pensée.

— Eh bien! reprit-il avec un sourire contraint, vous ne l'ouvrez pas?.. Que ce ne soit point moi qui vous gêne!

— Oh! dit-elle en mettant la lettre dans sa poche, il m'est inutile de la lire pour savoir ce qu'elle contient.

— La réponse est peut-être pressée, ajouta-t-il d'un ton d'ironie.

— En ce cas, on répondra. — Puis, sans plus de transition : — Bonjour, mon camarade. Comment vous portez-vous? reprit-elle en lui tendant sa main.

Malgré son flegme ironique, Jean sentait sourdre en lui une douleur affreuse, comme s'il eût découvert une perfidie. La crainte de se trahir arrêta seule l'explosion de reproches qui lui montait aux lèvres. Il se vit ridicule et berné comme un sot par cette hypocrisie de fille, plus forte que sa rouerie. — L'idée lui vint qu'elle avait peut-être pénétré déjà la passion muette que, dans sa présomption bête, il avait cru devoir lui cacher de peur de l'enflammer. — Sa

confusion, en recevant cette lettre, n'était-elle pas même l'indice d'un sentiment de pitié? Il s'était trop raillé lui-même pour que la chute de son orgueil ne fût point rude. Il dissimula du moins sa déconvenue, et avec la plus belle désinvolture passa à d'autres sujets et se montra fort gai.

XX.

Les sceptiques éprouvent parfois de ces déroutes brutales qui les plongent dans l'étonnement. Jean n'avait jamais prévu qu'il pût un jour être le jouet de pareille mésaventure. Aimer jusqu'à en souffrir, c'était pour lui un si invraisemblable dérangement d'esprit qu'il eut besoin d'un effort pour se reconnaître dans le désordre de pensées qui l'assaillit lorsqu'il eut quitté Jeanne. Était-ce bien lui? En était-il venu à cette aliénation de volonté dans la direction de sa vie qu'il pût être tourmenté à son tour par une jalousie stupide? L'idée d'avoir « des peines de cœur » lui sembla si extravagante et si bouffonne qu'il se prit à en rire tout seul en revenant à travers bois.

Pour comble d'ironie, il se trouva que Mme Derneau, qui ne parlait plus de son intervention près de Mauvert, considérant la rupture comme accomplie, reprit en causant le sujet épuisé pour s'applaudir de la résolution de Mlle Runières. Jean, réconforté par un accès d'humeur massacrante qu'il avait exhalée, ne broncha point devant cette confiance naïve. Révéler ce dont il venait d'être témoin l'eût fait descendre à la délation vile; il se tut. Que lui importaient d'ailleurs les secrètes menées de Jeanne, du moment qu'il n'en était pas dupe? Son amour-propre à couvert, il n'avait plus à y songer.

Mais il était dit que ce jour lui réservait les péripéties les plus contraires. Jeanne étant venue dîner à la Chaumière, il arriva qu'elle fut fort affairée avec Yvonne d'une toilette de noce destinée à une femme de chambre que l'on allait marier à un garçon du pays. Dans un coin du salon, tout en devisant avec Marius et Mme Derneau, Jean observait, s'émerveillant à part lui d'un aplomb d'innocence si bien jouée, après ce qu'il avait découvert le matin, lorsque tout à coup Mme Derneau dit de loin ces mots :

— A propos, Jeanne, n'avons-nous rien aujourd'hui?

— Ah! mon Dieu! Je l'oubliais, répondit Mlle Runières.

Et, sans plus de mystère, elle accourut tirant de sa poche la fameuse lettre qu'elle remit à Mme Derneau, après quoi elle s'envola pour retourner vers Yvonne. Jean regardait étonné l'enveloppe intacte.

— Ma foi, dit Mme Derneau en riant, après ce que je lui ai écrit,

le charmant monsieur est tenace; car c'est la quatrième épître que je lui renverrai sans qu'on l'ait décachetée.

Jean comprit, et demeura tout penaud. Après tant de frais de jalousie, tant de soupçons, tant de colère et tant d'alarmes, il se retrouvait tout à coup devant la simple explication de ce terrible complot qu'il avait entrevu. Une joie folle l'inonda.

Les éternelles redites sur l'amour seront toujours neuves. La passion nous mène, et le plus sceptique s'y laisse prendre comme le plus naïf. Les agitations de cette journée avaient été pour Jean si cruelles que, lorsqu'il se retrouva seul avec ses pensées, il lui fut impossible de se dissimuler plus longtemps que le superbe dédain de cette sentimentalité vulgaire, qu'il tenait pour une ridicule aberration des sens chez les mortels mal équilibrés, s'était évanoui en fumée. Il avait suffi de cette idée que Jeanne aimait encore Mauvert pour le destituer de tout orgueil. Il avait souffert véritablement dans les profondeurs de son être. — Sans accepter encore sa chute, à certaines heures il se demandait vaguement ce qu'il allait advenir de cette passion dont il se sentait possédé, et son état mental commençait à l'effrayer. Jeanne, après tout, pouvait bien n'avoir pour lui que l'affection fraternelle et franche qu'elle lui avait toujours témoignée... A trente-quatre ans, irait-il comme un jouvenceau lui déclarer sa flamme et faire rebuter sa présomption par un éclat de rire?

Un nouvel incident surgit qui lui donna d'autres soucis.

Un jour qu'Yvonne avait eu l'idée d'aller visiter les ruines de ***, ils devaient au retour s'arrêter au Cottage pour y faire une collation pendant que les chevaux se reposeraient. Partis dans la matinée, ils revenaient après trois ou quatre heures de route, lorsque, comme ils descendaient de voiture, miss Clifford s'approcha de Mlle Runières et lui dit tout bas quelques mots. A peine eut-elle parlé que Jeanne fit un geste d'étonnement, et, fronçant le sourcil avec un air de hauteur indicible :

— Quoi! dit-elle, malgré ce qu'on lui a écrit?

— Qu'est-ce donc? demanda Jean.

— M. de Mauvert, répondit-elle. Il est là qui m'attend.

Comme ils échangeaient ces paroles auprès du perron, miss Clifford fit un signe rapide en montrant la fenêtre ouverte du salon par laquelle Mauvert pouvait entendre.

— Que m'importe! reprit tout haut Jeanne. Dites, je vous prie, ma chère Clifford, que je ne reçois pas, et que, si M. de Mauvert a quelque communication à me faire, il veuille bien s'adresser à Mme Derneau, qui répondra pour moi.

Sur ces mots, elle allait gagner le jardin quand Mauvert parut sur le seuil, pâle et défait, un sourire crispé sur les lèvres.

— Vous êtes cruelle, mademoiselle, s'écria-t-il avec un geste tragique, et il est impossible que vous m'infligiez une telle douleur sans vouloir du moins m'entendre!

Jeanne s'était arrêtée consternée, presque tremblante devant cette apparition soudaine. Jean, la voyant si émue, intervint sans lui laisser le temps de répondre.

— Ce qui me paraît impossible, mon cher Mauvert, dit-il avec le calme qui ne l'abandonnait jamais, c'est que vous insistiez pour obtenir de Mlle Runières une entrevue qu'elle ne croit pas devoir vous accorder. Si vous voulez bien permettre qu'elle agisse chez elle à son gré, je me ferai un plaisir de causer avec vous en prenant sa place dans les devoirs d'hospitalité que comporte l'impromptu d'une visite aussi complètement inattendue par elle.

— Soit! répliqua Mauvert de l'air d'un homme qui accepte un défi. Et, s'inclinant devant Jeanne, qui rentra avec Yvonne sans lui adresser un seul mot, il suivit Jean vers un petit kiosque du jardin. Lorsqu'ils y furent installés :

— Après l'office que vous avez rempli entre Mlle Runières et moi, mon cher d'Erneau, dit-il, vous trouverez naturel, je suppose, que je vous demande à quel titre vous intervenez aujourd'hui.

— Très naturel et très juste, répliqua Jean. J'interviens, mon cher Mauvert, parce que je crois utile de vous déclarer carrément ce que Mme Derneau me semble avoir quelque peine à vous faire comprendre, alors qu'elle invoque près de vous discrètement des considérations dont vous me paraissez peu disposé à tenir compte.

— Mais, en prétendant violenter les sentimens de Mlle Runières, Mme Derneau me paraît excéder des droits que je n'ai aucune raison pour reconnaître.

— Ah! voilà, reprit Jean. C'est précisément sur ce point qu'est toute l'affaire. Violente-t-on les sentimens de Mlle Runières?

— Les lettres de Mlle Jeanne depuis quelques mois, son désir de me voir enfin, vous laisseraient-ils quelques doutes sur des engagemens que sa situation délicate dénonce d'autant plus sérieux de sa part et de la mienne?

Jean le regarda dans les yeux.

— Oui, je sais bien, dit-il avec flegme en soulignant ces mots : *ses lettres*, *sa situation délicate*,... tout cela pourrait être une arme au besoin. Et j'avoue que, pour un esprit timide et hésitant, il y aurait là de quoi s'effrayer.

— Vous me comprenez mal! reprit vivement Mauvert. Je veux simplement dire, lorsqu'il s'agit ici du bonheur ou de l'avenir de Mlle Runières, que des influences dont je vois si bien les effets pourraient manquer leur but..., fussent-elles même désintéressées.

— Oh! elles ne le sont pas, répliqua tranquillement Jean d'Erneau.

— Comment dois-je entendre de vous cette déclaration franche?

— Oh! dans un sens aussi étendu qu'il vous plaira... Seulement, comme je ne suis pas en question, bornons notre causerie à l'objet qui en fait le fond et dont vous me semblez avoir quelque peine à pénétrer la signification limpide. — Je m'explique, ajouta-t-il avec un sourire qui répondait à celui de Mauvert. Depuis certaines propositions de voyage en Suisse que vous avez bien voulu lui adresser, et qui lui ont paru ne pas marquer tout à fait de votre part l'estime à laquelle elle avait droit, Mlle Runières a fait des réflexions.

Mauvert se mordit les lèvres en écoutant ces derniers mots, qui dénonçaient que Jeanne avait tout dévoilé.

— Mais êtes-vous bien sûr pourtant, reprit-il avec un peu d'ironie, d'être ici un interprète fidèle de sentimens que j'ai tout lieu de croire très différens de ceux qui me paraissent désirés par Mme Derneau et par vous?

— Allons donc! mon cher! A une fille de tête comme celle-là, vous savez bien qu'il ne serait point aisé de donner le change sur ses résolutions. En fait, — vous avez été un peu vif, elle s'en est effarouchée, et c'est votre faute, entre nous, si vous avez démoli vous-même le château de cartes édifié par son imagination romanesque. Ces choses-là sont toujours fragiles et demandent un doigté auquel ni vous ni moi ne sommes faits.

— Pardonnez-moi. Vous m'y semblez très fort, mon cher d'Erneau, répliqua Mauvert; car vous n'imaginez pas, je suppose, si dur que je sois d'oreille, que je n'aie pas déjà compris le motif de votre conversion subite à ces principes de morale et de convenance que vous voulez bien me développer.

— Voyons un peu les effets de votre perspicacité. Selon vous, j'aurais un but?

— Parbleu!

— Et lequel?

— Tout uniment l'espoir d'en arriver un jour à me supplanter.

— Oh! c'est déjà fait, répliqua Jean avec son flegme.

A cette réponse inattendue, Mauvert ne put réprimer un geste de surprise. Il regarda un instant d'Erneau, qui ne broncha pas plus que s'il eût énoncé le plus simple argument de conversation.

— J'admire au moins cette fois votre franchise, dit-il avec un sourire contraint, et vous me mettez à l'aise sur ce que je dois penser d'une intervention aussi nettement définie. Il ne me resterait qu'à vous souhaiter bonne chance, si j'étais plus naïf.

— Oh! en fait de naïveté, ni vous ni moi n'en avons à revendre, mon cher, reprit Jean. Quant à vos bons souhaits, c'est une autre affaire, car je n'ai nullement l'intention de me prévaloir d'un ascendant que la situation de Mlle Runières me défendrait d'exercer

sans que j'y perdisse de ma propre estime. Réduisons donc les choses à leur stricte expression. Souvent fille varie! Vous n'aurez rien compromis de votre innocence pour avoir effeuillé dans le mystère une marguerite dont la dernière réponse ne vous est pas favorable. — Si désolant que cela soit, nous savons tous les deux que vous n'en mourrez pas. Après l'accueil qui vient de vous être fait, vous avez trop d'esprit pour ne point renoncer de vous-même à une partie perdue.

— Vous êtes beau joueur, quand vous gagnez, repartit Mauvert. Seulement vous comptez peut-être un peu trop sur la veine.

— Que voulez-vous dire?

— Je veux dire que vous me faites peut-être honneur d'un trop bon caractère en arrangeant ainsi le paisible cours des choses.

— Oh! ceci, c'est une autre guitare!.. Une affaire entre nous n'aurait pas le sens commun; vous savez d'ailleurs que je m'en soucierais comme d'une pomme. Si vous voulez parler des indiscrétions trop faciles par lesquelles vous pourriez compromettre le repos de Mlle Runières, votre menace est enfantine.

— Et pourquoi, je vous prie, ne me prendrais-je pas, comme vous, d'un beau zèle pour les convenances et la vertu en tarissant les larmes d'une mère éplorée?

— Parce que cette belle action s'ébruiterait, et qu'elle ferait connaître l'échec d'une tentative qui, n'étant point à votre gloire, nuirait certainement à votre espoir d'une plus heureuse chance auprès d'une autre héritière, que vous êtes trop fort pour ne point un jour rencontrer. J'ajoute qu'au fond vous êtes meilleur que vous ne voulez le paraître. Il est de ces maladresses qu'un homme tel que vous ne commet pas.

— Vous avez une façon de me flatter que je trouve pour le moins raide, mon cher Jean, reprit Mauvert; mais je suis vraiment trop modeste pour ne point vous retourner votre franchise, en vous disant qu'en fait d'héritière vous me semblez vous y connaître à donner de fameuses leçons.

— Bon, entre nous, tout ça glisse, dit Jean imperturbable. L'important, c'est que vous soyez bien sage, et que nous restions bons amis. Vous n'êtes pas plus mauvais qu'un autre, et je veux bien que le diable m'emporte si je ne vous ai pas sérieusement protégé, ne fût-ce que pour jouer un tour à cette canaille de Verdier. Ce qui vous manque, c'est l'équilibre d'une position nette. Vous avez de la poigne, mais vous usez mal de vos dons.

A ce singulier tour de l'entretien, Mauvert eut un mouvement d'embarras; et comme s'il eût compris tout à coup l'inutilité d'une plus longue résistance avec un partenaire de cette trempe :

— Vous en parlez bien à votre aise, vous, dit-il en changeant

brusquement de ton. Je voudrais vous voir aux prises avec cette vie de bohème du monde, cent fois pire que la vraie misère qui vous a donné des énergies saines en vous forçant à bravement plonger. Eh! non, je ne suis pas mauvais, et je veux bien aussi que le diable m'emporte si je souffle un mot de Cardec et de Mlle Humphry. Vous savez bien cela, puisque vous m'avez retourné comme un gant. Mais morbleu! après mes espérances, la chute est rude, et si ce n'était pas vous, rien que pour la façon dont je viens d'être reçu, j'aimerais cent fois mieux un coup d'épée que cette piteuse retraite dans laquelle vous me conseillez d'être bien sage.

— Allons, vous valez mieux que je ne le croyais, dit Jean. Êtes-vous capable de suivre mes conseils? ajouta-t-il en lui tendant la main.

— Ils sont jolis et consolans, vos conseils! répliqua Mauvert d'un ton d'humeur. Dites-les, si vous voulez.

— Vous allez partir, sans chercher à revoir Mlle Runières, après notre conversation. En arrivant demain à Paris, vous lui renverrez ses lettres, en galant homme qui se soumet.

— Après? demanda Mauvert avec un soupir.

— Après? Vous viendrez le mois prochain passer quelques semaines au lac de Côme; j'y serai chez lady O'Donor, et vous rencontrerez à sa villa une nièce du général, jeune veuve à marier. Lady Maud vous prêtera son appui.

XXI.

Dans le conflit de sensations nouvelles où Jean se trouvait jeté, tout l'entraînait malgré lui en dehors de la route qu'il s'était si fièrement tracée. Résolu à fuir, il ne partait pas. Il se disait bien que chaque jour aggravait le péril; mais, à la pensée de quitter la Chaumière pour reprendre cette belle possession de lui-même et ce superbe détachement de tous ces liens vulgaires qu'il avait toujours traités de superfluités vaines, il se sentait une sorte de tristesse vague comme un regret. Sans qu'il s'en rendît compte, dans ce milieu d'affections si simples et si vraies, il s'était laissé gagner par une douce accoutumance dont il avait toujours ignoré les joies. Il ne pouvait plus se dissimuler qu'en dépit des réserves consenties, il était désormais reconnu comme un fils à ce foyer, où sa présence avait été d'abord un si grand sujet d'effroi. Une secrète attirance, et surtout son étrange ressemblance avec Paul, tout semblait lui crier que Marius était son père, et le souvenir du baron Sauvageot lui devenait importun comme s'il eût ressenti l'injure qui l'avait déshérité.

Bien que cet état surprenant ne troublât encore Jean qu'à ses

heures, son armure de sceptique entamée, il s'aperçut bientôt qu'il en perdait chaque jour quelque pièce. Un soir qu'il causait avec Marius et Mme Derneau, le plus jeune des enfans, bambin de cinq ans, à mine éveillée, vint se mettre à cheval sur les genoux du cousin. Marius se prit à sourire.

— Tiens, Jean, est-ce que cela ne vous rappelle rien, le jeu de ce marmot que vous faites sauter?.. A Auteuil, quand vous aviez le même âge, chez la mère Aubert?

— La vieille mère Aubert? dit Jean, surpris d'entendre ce nom. Vous l'avez connue?

— J'étais allé passer huit jours là, pour vous voir, reprit Marius. Avez-vous oublié un grand bateau que je vous menais faire naviguer sur la mare?

— Quoi? c'était vous?

— Oui, seulement je n'avais pas dit mon nom.

Au rappel si touchant de ce fait, dont sa mémoire d'enfant avait gardé quelque trace, Jean ne put se défendre d'un émoi subit. L'aveu de cette visite cachée impliquait l'aveu des souffrances paternelles que le pauvre Marius avait jadis éprouvées. C'était la première fois qu'il abordait entre eux cette situation si pleine de péripéties troublantes, et qu'il osait évoquer des souvenirs qu'ils évitaient tous deux de remuer dans l'ombre du passé. Il y avait là comme une affirmation de ces droits de fils dont, par un accord tacite, ils dissimulaient la divulgation.

La présence d'Yvonne arrêta sur les lèvres de Jean toute question imprudente, et, pour déguiser l'altération de son calme, il fit passer le bambin du trot au galop avec un entrain désordonné.

Si bizarre que cet éveil de son cœur lui parût, Jean n'en conservait pas moins un reste d'entêtement en ses idées sur la vie. De plus en plus épris de Jeanne, il ne permettait pourtant pas à son dérèglement d'esprit de prévoir à toute cette débauche de sentimentalisme un dénoûment prosaïque. La pensée qu'elle pouvait l'aimer et deviner son secret le jetait dans un trouble de sens qui l'effrayait parfois jusqu'à le faire trembler pour la solidité de ses principes. Il se voyait déclarant sa flamme et sollicitant sa main... Puis, tout à coup cette réflexion lui venait : Qu'adviendrait-il s'il essuyait un refus?

Mais les plus belles résolutions tiennent-elles, quand la passion sévit avec ses joies, ses douleurs et ses rêves?.. L'amour est notre maître! proclame un vieux dicton. Jean n'en était plus à ratiociner sur la justesse des proverbes; il s'abandonnait à ce charme de la tendresse qui le possédait enfin. Un regard de Jeanne, un de ces mots de camarade qu'il trouvait si doux, et son cœur se fondait dans une ineffable émotion. C'étaient à la fois une ivresse et une

souffrance dont il gardait l'impression vive, même alors qu'il y songeait loin d'elle, en ses nuits agitées par la fièvre, et des idées folles lui montaient au cerveau. — Si pourtant elle l'aimait?.. et si elle allait souffrir d'un amour qu'elle pouvait croire méconnu ou dédaigné par lui? Dans son implacable égoïsme avait-il le droit de partir ainsi, sans souci du malheur qu'il laisserait après lui? — Il en venait alors à pactiser avec ses résolutions extrêmes, en se disant qu'après tout son devoir était d'interroger adroitement Jeanne pour pénétrer le secret de son âme. Ne valait-il pas mieux d'ailleurs en finir avec cette aberration ridicule, en se donnant à lui-même la preuve qu'elle n'avait au cœur qu'une de ces franches amitiés qui excluent toute possibilité d'un sentiment plus tendre? Une fois certain de la stupidité de ses préoccupations débilitantes, il n'aurait plus qu'à soigner son accident en le traitant brutalement comme un accès de folie.—Ces intermittences de raison conduisaient toujours Jean à la justification de sa faiblesse. Il prenait un parti héroïque, mais, lorsqu'il était près d'elle, il n'osait plus parler.

Un innocent propos vint encore aggraver ses perplexités.

Un jour qu'Yvonne était au Cottage, comme ils devisaient gaîment tous trois sur le retour de Paul, qu'une lettre annonçait pour le surlendemain, les deux amies se mirent à faire mille projets de parties. Jean était naturellement consulté.

—Je ne vois qu'un léger obstacle à mon concours pour protéger vos escapades, dit-il en riant, c'est qu'il me faudra bientôt partir.

— Bon! répliqua Yvonne, votre fameux voyage en Italie! Mais nous avons des moyens de vous retenir, ajouta-t-elle en regardant Jeanne.

— Et les graves affaires, qu'en faites-vous?

— Les graves affaires, reprit Yvonne, c'est précisément ce que nous avons ici, et vous nous êtes indispensable pour les mener à bien... N'est-ce pas, Jeanne?

Jeanne devint toute rouge.

— Que tu es folle, dit-elle, et bavarde en même temps!

Yvonne se tut, non sans lui lancer un regard malicieux. Miss Clifford survenait interrompant leur causerie.

Jean était trop clairvoyant pour n'avoir point surpris le trouble de Jeanne. Plus d'une fois il avait déjà noté entre elles des causeries à l'écart, des mystères. A coup sûr, les paroles d'Yvonne trahissaient un secret. Il en demeura tout pensif. Que pouvait signifier cette assurance de le retenir, sinon qu'Yvonne était dans la confidence de Jeanne, qu'elles savaient toutes deux qu'il l'aimait, et qu'elles comptaient qu'un mot suffirait à lui faire abandonner ses résolutions de voyage? Attendri par les révélations contenues dans

cette espièglerie d'Yvonne, il eut comme la vision de ce cataclysme conjugal dont il fuyait avec terreur la pensée... Aurait-il maintenant la force de fuir ou le courage de résister?

Le retour de Paul fit pourtant encore diversion aux préoccupations de Jean, en lui créant un nouveau prétexte pour retarder un entretien décisif avec Jeanne. Pour se débarrasser du souci de ses luttes et fixer un terme à ses tergiversations, il prit enfin le parti de se lier envers lady Maud, qui l'accablait de ses reproches, par la promesse qu'il arriverait à Côme dans un délai de huit jours. Une fois cette parole engagée, il ne songeait plus qu'à profiter de ses derniers jours pour décider de sa vie, lorsqu'un événement majeur arriva.

Un matin qu'ils étaient partis avec Paul pour gagner la baie de la Forest, ils étaient tous quatre assis sur le sable et devisaient gaîment, en regardant la mer et suivant au loin les bateaux des pêcheurs. Yvonne et Jeanne avaient récolté à travers bois des violettes tardives dont Paul leur composait un bouquet.

Jean s'était levé par hasard pour aller cueillir de petites fleurs blanches pendant en grappes au flanc de la roche qui les abritait, quand il aperçut un jeune gars de quinze ou seize ans couché derrière une touffe d'ajoncs, et qui, se voyant découvert, s'enfuit à toutes jambes et disparut dans les bruyères. Jean, surpris de ce voisinage et riant d'inspirer un tel effroi, crut se rappeler que, depuis deux ou trois jours, ils avaient déjà rencontré ce garçon sur leurs pas. Le soupçon lui surgit qu'il venait les épier ou qu'il s'était glissé là pour les entendre. Voulant éclaircir ses doutes, il gravit un petit tertre et revit l'enfant qui se faufilait en se baissant parmi les houx, et rejoignait un paysan qui semblait l'attendre caché dans un buisson. Le manège de ces gens était trop suspect pour que Jean ne conçût aussitôt l'idée d'approfondir ce mystère. Avisant un sentier qui descendait presque droit au revers du taillis, il se lança en courant pour leur couper la retraite. Comme il tournait l'angle du chemin, il les aperçut au moment où ils quittaient le fourré.

— Hé! l'homme! cria-t-il, comme s'il eût voulu demander quelque renseignement.

A sa voix, le jeune gars se retourna avec un tressaillement brusque.

Sous ces habits de garçon, Jean reconnut lady O'Donor.

MARIO UCHARD.

(*La dernière partie au prochain n°.*)

ÉTUDE

SUR LA

POLITIQUE FRANÇAISE EN 1866

II.

LES DERNIÈRES NÉGOCIATIONS AVANT LA GUERRE.

III. — LES PRÉLIMINAIRES DE LA GUERRE ET L'OPINION PUBLIQUE EN FRANCE.

M. de Bismarck rentrait à Berlin dans les derniers jours d'octobre 1865. Il avait tout lieu d'être satisfait de son voyage. Biarritz n'avait pas été seulement pour lui un lieu de pèlerinage, il l'appelait aussi « sa fontaine de Jouvence. » Ses vœux étaient en partie exaucés. Contrairement aux prévisions de ses adversaires à la cour, il rapportait les plus précieuses des garanties, la neutralité de la France et un laisser-passer sans réserve pour l'Italie. Sa satisfaction eût été sans mélange, si, au lieu de se borner à des promesses verbales, l'empereur, dont il appréciait du reste la loyauté, avait voulu s'engager par écrit. En traversant Paris, il s'était abouché avec M. Nigra, qui devenait pour sa politique un précieux auxiliaire. Il se montra plein d'expansion. Tout à la joie de ses entretiens avec l'empereur, il considérait désormais la guerre comme inévitable et exprimait avec une absolue confiance l'espoir que la France ne lui serait pas hostile (1). « Si l'Italie n'existait pas, disait-il, il faudrait l'inventer. »

Dès son retour, il se mettait à l'œuvre, il posait ses jalons, brouillait les cartes et s'arrangeait de façon à s'assurer les atouts. Laissant au but le soin de justifier les moyens : « Je voudrais, disait-il, ramener l'Allemagne à l'état de complications où elle se trouvait à la veille de la convention d'Olmütz. »

(1) La Marmora.

Au commencement de 1866, la confusion qu'il rêvait ne laissait plus rien à désirer. La confédération germanique, de mœurs si paisibles, ressemblait à un champ clos où tous les intérêts étaient aux prises et toutes les passions en ébullition. Les séances de la diète se succédaient orageuses et irritantes, les notes et les protocoles s'entre-croisaient, les ministres des petits états conféraient. Ce fut pour l'activité et l'importance des cours de second et de troisième ordre un moment d'éclat qui ne devait pas avoir de lendemain. Ce furent aussi de beaux jours pour la diplomatie française. De quelles sollicitations n'était-elle pas l'objet ! Quelles confidences n'a-t-elle pas recueillies ! Si ses portefeuilles devaient s'ouvrir, on verrait quelles conversions le succès opère dans le langage et l'attitude des hommes. « Combien la postérité serait trompée, disait le cardinal de Bernis dans ses mémoires, si elle jugeait par la grandeur des événemens de la grandeur des hommes qui les ont préparés. »

Pour faire surgir l'occasion d'où dépendait le gain de la partie, il restait deux conditions à remplir : rompre avec l'Autriche et conclure avec l'Italie. La rupture étant la conséquence logique de l'alliance, tous les efforts de la politique prussienne se portèrent sur Florence pour vaincre les préventions que l'intermède de Gastein avait laissées dans l'esprit soupçonneux d'un ministre résolu à jouer serré, et à ne plus se payer de mots. Venir solliciter une alliance, affirmer la guerre et s'arranger avec le cabinet de Vienne, ce sont de ces procédés qu'on n'oublie pas aisément. Il importait donc à M. de Bismarck de dissiper les préventions qu'il avait inspirées, et d'administrer au cabinet de Florence les preuves les moins équivoques de ses intentions belliqueuses. Aussi le voit-on bientôt prendre des allures plus décidées, accentuer sa politique, serrer l'Autriche de près, encourager toutes les aspirations allemandes et entreprendre une véritable campagne contre l'organisation de la confédération germanique.

Ce serait une étude de stratégie diplomatique bien curieuse que de le suivre à la fois dans toutes ses manifestations à Vienne, à Florence et en Allemagne, de relever ses procédés, de le montrer aux prises avec les obstacles, soulevant des incidens, suscitant des défiances, exploitant les faiblesses, et faisant tout converger à la réalisation d'une pensée unique avec une persévérance et une audace qui n'ont jamais été surpassées. Mais ce serait trop élargir mon cadre ; je ne saurais oublier le titre que j'ai donné à ce travail, il ne s'agit que d'une étude spécialement consacrée à la politique de mon pays.

« Avec un tempérament tel que celui de M. de Bismarck, écrivait M. Benedetti dans une lettre particulière du 11 février, il serait de

la dernière imprudence de dire même approximativement ce qui sortira de cette situation; mais on peut croire sans trop se méprendre que, du pas dont marchent les choses, on pourrait bien se trouver pris plus tôt qu'on ne pense entre une témérité et une défaillance. »

C'est sur le thème de la violation du traité de Gastein que le cabinet de Berlin entreprit sa campagne diplomatique. Il prétendait qu'après les explications et les paroles si cordiales échangées pendant l'entrevue, tout devait l'autoriser à croire que l'Autriche était résignée et acquise à ses vues, qu'elle lui céderait sa part de souveraineté dans les duchés, et qu'au lieu d'encourager les partisans du duc d'Augustenbourg, elle administrerait le Holstein de manière à en faciliter l'annexion à la Prusse. M. de Bismarck accusait la cour d'Autriche de manquer à un engagement d'honneur. Il relevait dans les duchés tous les actes des agens autrichiens et s'obstinait à y voir des signes certains d'hostilité. Les griefs s'accumulaient de jour en jour et se traduisaient en plaintes périodiques dont le ministre de Prusse à Vienne se rendait l'interprète indigné.

Discuté dans l'entourage du roi, méconnu dans le pays, attaqué dans la presse et dans les chambres, M. de Bismarck ne pouvait plus détenir le pouvoir qu'à la condition de satisfaire l'amour-propre national. La réunion des duchés de l'Elbe à la monarchie devenait une nécessité impérieuse. Aussi, comme l'écrivait M. Benedetti, voulait-il à tout prix cette réunion soit par la paix, soit par la guerre. La guerre souriait davantage à son ambition ; elle lui ouvrait de nouvelles perspectives, la chance d'expulser l'Autriche de la confédération, de réaliser à la fois le double objet qu'il avait assigné à la politique prussienne, avant même d'en être l'organe officiel : la grandeur de la Prusse et sa prépondérance sur les autres états germaniques.

La cour de Vienne ne tirait aucun enseignement sérieux de ces menées, qui chaque jour devenaient plus significatives ; hautaine et formaliste, elle ne vivait que sur les souvenirs de son ancienne prépotence, oubliant que depuis Olmütz la Prusse avait changé de souverain et de ministre, et qu'elle-même avait subi Solferino et perdu son seul homme d'état, le prince de Schwartzenberg. On peut dire que, si elle a été surprise par les événemens, c'est qu'elle l'a bien voulu.

Quant au gouvernement de l'empereur, il assistait impassible et impénétrable au développement de cette crise, dont les péripéties lui étaient signalées par sa correspondance officielle avec une vigilance et une activité remarquables. Mais, laissé sans direction, notre ambassadeur à Berlin en était réduit à un rôle d'informateur souvent ingrat, car la plupart du temps il se voyait forcé de rompre

ses conversations avec le président du conseil dès qu'elles menaçaient d'engager notre politique. C'est ainsi qu'un jour M. de Bismarck lui ayant témoigné son désir de mander auprès de lui M. de Goltz pour être définitivement fixé sur les intentions de l'empereur, dans le cas de complications sérieuses, il crut devoir couper court à l'entretien. « Je n'ai pas voulu, écrivait-il, provoquer des confidences ou des ouvertures auxquelles je n'aurais eu rien à répondre. Il m'a suffi de pouvoir vous apprendre d'avance le motif pour lequel l'ambassadeur du roi serait appelé à Berlin. »

En lisant les rapports si nombreux de M. Benedetti, véritables monologues qu'obstinément, malgré leur intérêt, on laissait sans réplique, on est nécessairement amené à se demander si notre ambassadeur et notre ministre des affaires étrangères ne se trouvaient pas l'un vis-à-vis de l'autre dans des conditions psychologiques particulières. Abandonné à ses propres inspirations, M. Benedetti poussait dans ses entretiens avec M. de Bismarck la circonspection jusqu'à ses limites extrêmes et s'étudiait à ne donner aucune prise au ministre dont il relevait, mais dont il ne possédait pas la confiance; tandis que M. Drouyn de Lhuys, visiblement préoccupé des attaches de son agent avec ses adversaires au sein du conseil, s'appliquait à le laisser en dehors des négociations, qu'il préférait poursuivre à Paris avec le représentant du cabinet de Berlin. Il manquait, on le voit, à notre politique une condition essentielle de succès, la communauté de vues et de sentimens entre celui qui la dirigeait et celui qui devait l'interpréter.

A la fin de février, M. de Goltz arrivait en effet à Berlin pour assister chez le roi à un conseil extraordinaire auquel on avait convoqué le prince royal, le comte de Moltke et le général Manteuffel. M. de Bismarck apprit à M. Benedetti qu'il n'avait été arrêté dans ce conseil aucune mesure d'une exécution immédiate, mais que sa politique y avait prévalu, et que le langage de M. de Goltz avait convaincu tous les assistans de la cordialité des sentimens de l'empereur et de leur sincérité. Le conseil avait été unanime à admettre que l'on devait poursuivre l'annexion des duchés, tout en procédant avec une extrême prudence; il avait reconnu toutefois que, cette politique pouvant soulever les plus grosses difficultés, il était urgent de s'y préparer financièrement et militairement, et qu'avant de marquer davantage l'attitude qu'on voulait prendre il importait de laisser au général Manteuffel le soin de préparer le terrain dans les duchés, c'est-à-dire d'aviser aux meilleurs moyens de provoquer le conflit avec l'Autriche, et à M. de Goltz celui de s'assurer les dispositions sympathiques du gouvernement de l'empereur.

Peu de jours après, M. Benedetti écrivait à notre ambassadeur à Vienne : « Je sais que Goltz nous a de nouveau, en retournant à Paris,

tâté le pouls et, suivant ce qu'il mande, il ne l'a trouvé ni plus lent ni plus rapide. Je ne présume pas que ce qu'il avait à dire fût de nature à en accélérer les battemens. Je dois ajouter cependant qu'on n'est nullement mécontent des informations qu'il a consignées dans ses dépêches. On sait donc ce qu'on doit penser de nos intentions et de notre attitude, dont je ne puis rien vous dire n'ayant pas été mis dans le secret, et M. Drouyn de Lhuys se bornant en m'en remerciant de la meilleure grâce du monde, à m'accuser réception de ma correspondance (1). »

Tandis qu'à Berlin le roi s'entourait de tous ses conseillers, que ses généraux, ses ministres, ses diplomates et les princes de sa famille, tous animés d'un même sentiment, discutaient en commun, sur un programme nettement défini, les moyens d'assurer la grandeur du pays et de le prémunir contre toutes les mauvaises chances, à Paris, les ministres, divisés, laissaient les plus graves événemens se développer au hasard sans procéder à aucune mesure de prévoyance, s'en remettant pour sauvegarder les intérêts de la France aux inspirations et à la fortune du souverain.

Vers le milieu du mois de mars, le général de Moltke était sur le point de partir en mission secrète pour Florence; déjà ses préparatifs étaient faits, son passeport visé, lorsqu'un officier supérieur italien arrivait inopinément à Berlin. C'était le général Govone, qui, parti mystérieusement de Suisse pour ne pas donner l'éveil, venait, sous le prétexte futile d'étudier l'organisation militaire prussienne, pressentir les dispositions du gouvernement du roi, et entrer en arrangement avec lui. Il proposait un traité stipulant la guerre à date fixe et d'une exécution très prochaine. C'était plus que n'ambitionnait le cabinet de Berlin; il voulait bien, au point où en étaient les choses, s'engager éventuellement, mais il jugeait que ses rapports avec l'Autriche n'étaient pas encore suffisamment altérés, et que son travail préparatoire en Allemagne n'était pas assez avancé pour adopter des résolutions définitives impliquant l'emploi immédiat de la force.

Au fond, les méfiances étaient réciproques; à Berlin, on soupçonnait les Italiens de poursuivre plus d'un but à la fois, et les Italiens craignaient que la Prusse ne voulût se servir d'eux pour se faire céder les duchés par la cour de Vienne. Le général de La Marmora croyait savoir qu'à Gastein M. de Bismarck n'avait pas craint de dénoncer et de compromettre l'Italie, et le ministre dirigeant de Prusse reprochait de son côté au cabinet de Florence d'avoir, par l'entremise de M. Landau, révélé au général autrichien ses ouver-

(1) « Je suis confus de ne pas répondre à vos lettres particulières. Elles sont fort intéressantes, mais vous n'en pourriez pas dire autant de mes réponses officielles. » — Lettre particulière du 7 mars 1866. — M. Drouyn de Lhuys.

tures confidentielles pour obtenir la cession amiable de la Vénétie.

Les cours allemandes, et particulièrement celle de Dresde, n'avaient pas attendu l'apparition de l'envoyé italien pour s'alarmer. Le ministre de Saxe à Berlin m'a raconté que, dès les premiers jours de mars, il n'avait plus de doutes sur les intentions agressives du cabinet de Berlin; M. de Bismarck n'avait pas craint, dans les épanchemens d'un dîner, de confirmer de la façon la plus singulière et la plus audacieuse les informations de plus en plus inquiétantes qui lui arrivaient de toutes parts. « Il est donc vrai, lui avait demandé anxieusement Mme la comtesse de Hohenthal, que vous voulez nous faire la guerre, expulser l'Autriche de l'Allemagne, et vous emparer de la Saxe? — N'en doutez pas, chère comtesse, lui avait répondu M. de Bismarck, je n'ai jamais eu d'autre pensée et je n'ai pas cessé de m'y préparer depuis que je suis entré au ministère. Le moment ne tardera pas, nos canons sont tous fondus aujourd'hui, et bientôt vous aurez l'occasion de vous assurer si notre artillerie transformée n'est pas de beaucoup supérieure à l'artillerie autrichienne. — Vous me faites frémir en vérité, et, puisque vous êtes en veine de franchise, donnez-moi un conseil d'ami; dites-moi ce que j'aurais de mieux à faire si vos sinistres prévisions venaient à se réaliser. J'ai deux propriétés. Où devrais-je chercher un refuge? est-ce dans mon domaine de Bohême ou dans le château que je possède près de Leipzig? — Si vous voulez m'en croire, répliqua M. de Bismarck, n'allez pas en Bohême, vous y seriez exposée à de terribles aventures; c'est là, si je ne me trompe, c'est même dans les environs de votre domaine, que nous battrons les Autrichiens. Allez tranquillement en Saxe, rien ne se passera du côté de Leipzig, vous y serez à l'abri des événemens, et vous n'aurez pas l'ennui des garnisaires, car votre château de Knautheim n'est pas sur une route d'étapes. »

C'est cette confidence, sans doute calculée, à en juger par la gravité de ses conséquences, qui donna sérieusement l'éveil au gouvernement saxon. Elle jetait en effet une vive lumière sur les renseignemens militaires recueillis par le comte Hohenthal, et elle ne laissait plus guère de doutes sur les intentions secrètes de la Prusse. Les chancelleries européennes s'en émurent. M. de Bismarck fut interpellé. Un démenti n'eût pas été courtois; il se tira d'affaire en donnant à l'incident un tour plaisant.

M. de Beust n'en crut pas moins devoir prendre quelques mesures préventives, et la cour de Vienne, sur ses instances, ordonna de son côté quelques mouvemens de troupes. C'est ce qu'on attendait à Berlin. Le prologue de la guerre était trouvé; on allait pouvoir, avec une presse savamment organisée, ouvrir la campagne sur les armemens de façon à rejeter la responsabilité de l'initiative tout

entière sur l'Autriche. Aussitôt les régimens qu'elle avait concentrés sur ses frontières se transformèrent en divisions, et les divisions en corps d'armée. Chaque jour, il devenait plus évident, disait-on, que, si elle armait, c'était moins en vue de la défense que de l'attaque; on prétendait qu'elle appelait sous les drapeaux les hommes de la réserve, qu'elle avait fait des achats éventuels de chevaux et de grains, et qu'avec 60 bataillons échelonnés sur la frontière, pouvant avec une cavalerie nombreuse se réunir en vingt-quatre heures à l'armée saxonne, elle menaçait déjà Berlin. On en concluait naturellement que la Prusse, qui n'avait encore remué ni un homme ni un canon, allait se trouver malgré elle dans la nécessité de pourvoir à sa défense, et qu'il lui incombait de s'y préparer sous le triple rapport des mesures financières, des précautions militaires et des combinaisons politiques.

En même temps que M. de Bismarck dénonçait aux cours allemandes les armemens de l'Autriche et les mettait en demeure de se prononcer, il élargissait le débat et donnait à ses projets leur véritable caractère en posant la question fédérale. Il ne s'agissait plus des duchés dont la conquête était escomptée, mais bien du programme que M. de Bismarck traçait à ses amis dès 1856 dans ses correspondances de Saint-Pétersbourg.

L'affaire des duchés n'était pas de nature à passionner les masses. Il fallait, pour justifier les sacrifices d'une grande guerre, une question d'un ordre plus élevé touchant aux intérêts généraux et suprêmes de l'Allemagne. D'après M. de Bismarck, le désaccord entre les deux grandes puissances tenait moins à leurs prétentions respectives sur les duchés qu'à leur situation au sein de la confédération germanique et aux avantages abusifs qui en ressortaient pour l'Autriche. Il réclamait donc la révision du pacte fédéral en prenant pour base la constitution de 1849, c'est-à-dire un pouvoir central chargé de la direction militaire et de la représentation diplomatique avec une représentation nationale élue par le suffrage universel. C'était un expédient destiné à réduire l'Autriche aux dernières résolutions. Il n'avait plus de ménagemens à garder, il était d'accord avec l'Italie, le traité d'alliance allait être signé, et la France restait silencieuse. Aussi disait-il dans un langage fier et convaincu à notre ambassadeur, qui le questionnait avec une véritable anxiété sur ses projets : « J'ai déterminé un roi de Prusse à rompre les relations intimes de sa maison avec la maison impériale d'Autriche, à conclure un traité d'alliance avec l'Italie révolutionnaire, à accepter éventuellement des arrangemens avec la France impériale, et à proposer à Francfort le remaniement du pacte fédéral avec le concours d'une assemblée populaire. Je suis fier d'un pareil résultat; j'ignore s'il me sera permis d'en recueillir les fruits, mais,

si le roi m'abandonne, j'aurai préparé le terrain en creusant un abîme entre l'Autriche et la Prusse, et le parti libéral, montant au pouvoir, achèvera la tâche que je m'étais imposée. »

Peu de jours après que le cabinet de Berlin eut placé la controverse sur le terrain fédéral arrivèrent de la part de l'Autriche des propositions de désarmement. Le président du conseil les reçut avec une certaine hauteur, mais il ne jugea pas opportun d'en décliner la discussion. Les renseignemens qui lui arrivaient de Paris et de Florence n'étaient pas précisément de nature à l'encourager dans la politique à outrance. Il aurait voulu nous lier par des arrangemens pour prémunir le roi contre une défaillance et pour lui inspirer au sujet de notre attitude éventuelle une entière sécurité. Mais le gouvernement de l'empereur, tout en l'écoutant avec une attention bienveillante, restait insensible à ses incitations, et il savait que l'idée d'amener le cabinet autrichien à une cession à l'amiable de la Vénétie était loin d'être abandonnée.

Il prit donc acte des déclarations du cabinet de Vienne en assurant que, de son côté, il n'avait jamais eu la pensée d'entrer le premier dans la voie des mesures agressives. Ce n'était pas la paix assurément, mais du moins c'était l'espoir de voir la discussion se substituer aux menaces. Tandis que l'Allemagne et l'Italie se couvraient de soldats, on vit alors les gouvernemens démentir à l'envi leurs armemens et protester contre toute pensée d'agression. L'Italie, qui avait déjà plus de 100,000 hommes massés sur ses frontières, déclarait qu'elle ne devancerait pas l'explosion de la guerre en Allemagne; l'Autriche prétendait qu'elle ne commettrait pas la folie d'attaquer les Italiens; la Prusse soutenait qu'elle ne songeait qu'à sa défense, et les états moyens, qu'ils ne réunissaient leurs contingens que pour faire respecter la loi fédérale.

En réalité, on n'était prêt d'aucun côté pour une entrée en campagne immédiate, il fallait quelques semaines encore pour ouvrir les hostilités.

L'inquiétude se répandait en Europe; on sentait qu'il se préparait de grands événemens. Peu attentive jusqu'alors aux querelles de l'Autriche et de la Prusse, qui semblaient être le fond naturel et constant de l'histoire intérieure de l'Allemagne, la France commençait à s'en préoccuper sérieusement et à redouter un choc militaire dont elle pouvait craindre le contre-coup. Des notes acerbes étaient échangées, des conseils de cabinet, où étaient appelés avec ostentation les personnages les plus considérables, se succédaient à Berlin, à Vienne et à Florence. On parlait de conférences militaires, on disait que l'empereur François-Joseph élaborait des plans de campagne avec l'archiduc Albert et le général Benedeck; on signalait les reconnaissances faites sur les frontières de Bohême par le géné-

ral de Moltke et ses officiers d'état-major; les envoyés italiens, comme à la veille de la guerre de 1859, passaient et repassaient les Alpes, et l'on attribuait aux apparitions fréquentes du prince Napoléon à Turin une importance qu'elles n'avaient pas, s'il faut en croire les révélations rétrospectives du général La Marmora.

Ce qui est certain, c'est que les gouvernemens se reprochaient réciproquement leurs armemens, et que le monde des affaires, dont l'inquiétude allait croissant, avait fini par céder à de véritables paniques. Les esprits émus s'agitaient au hasard, les transactions étaient suspendues, les désastres financiers se multipliaient. C'était le moment où M. de Bismarck laissait percer sa véritable pensée et montrait que ses visées dépassaient l'annexion litigieuse des duchés de l'Elbe. La concentration de toutes les forces militaires de l'Allemagne sous l'hégémonie de la Prusse, tel paraissait être son véritable programme. Les masques commençaient d'ailleurs à tomber. La Prusse et l'Italie laissaient, par leur attitude de plus en plus menaçante, entrevoir les liens qu'elles avaient contractés. Déjà la présence du général Govone à Berlin avait éveillé les défiances de la diplomatie et donné lieu aux commentaires les plus inquiétans; mais en face d'augustes et de solennelles dénégations, on s'était peu à peu rassuré à Vienne et dans les cours allemandes. Comment aussi aurait-on pu croire qu'un traité était signé depuis le 8 avril, alors que dans les premiers jours de mai le roi de Prusse poussait encore le souci des secrets d'état jusqu'à écrire à une cour amie, celle de Saint-Pétersbourg, par l'entremise de son aide de camp, le colonel de Schweinitz, qu'on l'importunait avec de prétendus arrangemens italiens, qu'il n'y en avait pas et qu'il n'existait pas de traité (1)?

L'émotion de l'Europe ne fut que plus vive lorsque la vérité se révéla tout entière. On disait avec raison que, sans notre assentiment, cette alliance n'aurait jamais pu se consommer, et que, si l'empereur s'y était prêté, c'est qu'il voulait la guerre et poursuivait un remaniement territorial.

Cependant la pensée du souverain restait impénétrable. La presse officieuse se bornait à répéter que la France, avec 600,000 hommes sous la main, jouirait d'autant mieux de son repos et de sa prospérité qu'elle assisterait avec plus d'impassibilité aux luttes de ses voisins; qu'on les laisserait s'affaiblir sans rien risquer, avec le bénéfice assuré des occasions qui pourraient s'offrir. Mais qui pouvait au juste prévoir les développemens de la guerre, ses vicissitudes et ses péripéties? Notre liberté d'action ne serait-elle pas compromise au lieu d'être sauvegardée? Ne serions-nous pas forcés

(1) Papiers des Tuileries. — Lettre de M. de Clermont-Tonnerre, en date de Berlin le 7 mai 1866.

d'agir au moment que nous n'aurions ni prévu, ni choisi, sur un terrain qu'il ne dépendrait plus de nous de circonscrire?

Ces craintes se manifestaient ouvertement et se traduisaient en protestations énergiques. Le corps législatif s'en émut à son tour. Il n'avait certes pas le désir de créer des embarras au gouvernement de l'empereur; mais en face des souffrances du commerce et de l'industrie, et de l'atteinte portée à la prospérité générale par la perspective de la guerre, il crut devoir faire un pas de plus dans la voie des libertés nécessaires et empiéter sur le terrain de la politique extérieure. « Il ne faut pas se dissimuler, écrivait M. Nigra le 23 avril au général La Marmora, que la Prusse est en ce moment très impopulaire en France. Le comte Walewski m'a dit hier qu'il craignait des discussions violentes au corps législatif; les hommes d'affaires, les banquiers, les commerçans, les spéculateurs de tout genre sont très hostiles à la guerre... Il en résulte que le gouvernement français se renferme de plus en plus dans l'attitude de neutralité et de liberté d'action qu'il a prise. » Dans une dépêche du 1er mai, il revenait sur les préoccupations que l'opinion publique causait à l'empereur. « Le gouvernement français, disait-il, est préoccupé des interpellations qui seront faites jeudi au corps législatif. Nos armemens rendent la situation plus difficile. On exigera de lui une déclaration explicite au sujet de l'attitude qu'il prendra relativement à l'Italie... Telle est la raison pour laquelle il a désapprouvé nos armemens immédiats. »

M. Rouher voulut prendre les devans. Il crut écarter les interpellations ou du moins en atténuer les effets en prononçant une courte allocution dont chaque mot était pesé, et dans laquelle il affirmait que la politique de l'empereur avait été constamment pacifique, que partout la France n'avait jamais donné que des conseils de sagesse et de modération. Il ajoutait que la France resterait neutre, mais qu'elle se réservait toute sa liberté d'action. Parlant de l'Italie, il disait qu'on laisserait à sa charge les risques et les périls de toute agression dirigée contre l'Autriche.

Le programme du gouvernement de l'empereur se résumait en trois mots : neutralité loyale, politique pacifique, entière liberté d'action, et les intentions dont témoignait ce programme étaient sincères; il suffit de lire les dépêches italiennes pour s'en convaincre. M. Rouher était pleinement autorisé par la vérité des choses à se prévaloir de la modération de notre politique, et à affirmer notre ferme volonté de conserver notre liberté d'action. Mais ses déclarations avaient le tort de ne répondre qu'incomplètement aux exigences du sentiment public, et de ne pas indiquer dans quelle mesure nous participerions aux événemens. Une neutralité formulée en termes aussi vagues ne pouvait être, comme

on le disait alors, qu'un mot servant à couvrir un système inavoué, ou l'absence de tout système.

C'est sous ces impressions que M. Thiers, dans un discours d'une merveilleuse lucidité, prit à partie la politique impériale et la montra en rupture ouverte avec les traditions qui avaient assuré à la France sa grandeur. Il fit une critique amère de la condescendance excessive qu'on avait eue envers l'Italie, flétrit tout ce qui s'était passé en Allemagne, se prononça énergiquement pour la conservation de ce qui restait de l'ordre des choses établi par le traité de Vienne, et somma le gouvernement de l'empereur d'empêcher à tout prix l'alliance italo-prussienne. Le traité était signé depuis le 8 avril. M. Thiers, qui avait tant d'attaches dans la diplomatie, pouvait-il l'ignorer?

Son éloquente protestation en faveur de la paix provoqua au sein du corps législatif une véritable manifestation, et elle eut dans le pays, qui la considérait comme l'expression du patriotisme le plus élevé et le plus éclairé, un énorme retentissement. Dans les sphères gouvernementales, on ne voulut y voir qu'une manœuvre perfide ayant pour but de contrarier et de paralyser l'empereur dans l'exécution de ses desseins. Elle eut pour conséquence immédiate la protestation d'Auxerre contre les traités de 1815 qui ne fit que précipiter les événemens, et plus tard, par l'action qu'elle avait exercée sur l'opinion publique, elle gêna les résolutions du gouvernement. « La perspective d'agrandissemens considérables, écrivait M. Nigra, ne parvient pas à décider l'empereur à entrer en guerre contre le vœu du pays, après les manifestations du corps législatif. »

IV. — LES NÉGOCIATIONS RELATIVES AU CONGRÈS.

La réponse de l'empereur au maire d'Auxerre (1), que les uns appelaient un coup de canon tiré en pleine Europe, et que les autres tenaient pour une réplique personnelle au discours de M. Thiers, produisit à Berlin des impressions diverses. Cette réponse vint à point nommé fortifier le parti de la guerre et raviver les espérances de la cour, qui se plut à la considérer comme un encouragement formel donné à la politique de M. de Bismarck. On s'en réjouit d'autant plus vivement qu'on avait pu craindre, après les manifestations significatives du corps législatif et en face du langage hostile de nos journaux, que le souverain, sous la pression de l'opinion publique, ne se vît forcé malgré lui de s'inspirer des sen-

(1) L'empereur déclarait détester, comme la majorité du peuple français, les traités de 1815, « dont on voudrait aujourd'hui, disait-il, faire l'unique base de notre politique extérieure. »

timens pacifiques qui prévalaient dans le pays. Aussi les organes officieux donnaient-ils un libre cours à leur satisfaction. Ils trouvaient que les paroles de l'empereur étaient en parfaite conformité avec ses déclarations antérieures et ses sentimens bien connus. Ils allaient même jusqu'à prétendre que le gouvernement français avait adhéré au programme du cabinet de Berlin, qu'une convention secrète liait les deux cours, et ils n'éprouvaient aucune répugnance à admettre notre participation éventuelle au remaniement des traités de Vienne, qui, disaient-ils, entravaient l'essor de la monarchie prussienne.

Mais en général, les paroles d'Auxerre avaient laissé l'opinion publique inquiète et perplexe (1). « Que donnerez-vous à la France? » avait dit M. de Bennigsen à M. de Bismarck, qui lui exposait les plans ambitieux qu'il poursuivait en Allemagne. C'était en effet la grosse préoccupation du parti national, qui trouvait que la haine que l'empereur portait aux traités de 1815 était une arme à deux tranchans, qu'elle s'appliquait tout aussi bien, sinon davantage, aux frontières assignées à la France par le congrès de Vienne qu'à l'organisation de l'Allemagne.

On se demandait avec angoisse si les garanties invoquées seraient assez fortes pour conjurer le danger d'une intervention étrangère, une fois la lutte engagée, et l'on reprochait au premier ministre de se constituer, en faisant acte de sécession, le promoteur de la guerre civile, en opposition ouverte avec les tendances germaniques. Aussi les entreprises du gouvernement prussien et les procédés violens et arbitraires qu'il employait pour faire éclater le conflit étaient-ils jugés sévèrement. On ne mettait pas en doute que sous le coup d'une défaite non-seulement M. de Bismarck serait renversé du pouvoir, mais que le roi serait contraint d'abdiquer (2).

Ce n'était pas assez d'être porté par la fortune, il fallait encore à M. de Bismarck une âme exceptionnellement trempée pour réussir dans de pareilles conditions. Il lui fallait surtout une confiance sans bornes dans la supériorité de l'armée prussienne. « L'armée est superbe, disait-il à M. Benedetti; à aucune époque elle n'a été plus nombreuse, plus solidement organisée, ni mieux armée,

(1) « On traduit ainsi la phrase d'Auxerre, écrivait M. de Clermont-Tonnerre, notre attaché militaire à Berlin : Battez-vous si vous le voulez absolument, mais je vous préviens à l'avance que vous n'arriverez pas à un arrangement nouveau sans que j'aie fait disparaître tout ce qui froisse depuis cinquante ans le patriotisme de tous les Français. »

(2) La *Gazette de Cologne* prêchait la paix à tout prix et demandait le renvoi du premier ministre; à Cologne on refusait d'accepter les billets de la banque de Prusse; les hommes de la landwehr maltraitaient leurs officiers, et l'on racontait sérieusement que M. de Bismarck avait vendu la rive gauche du Rhin à la France pour 90 millions de thalers.

j'ai la confiance qu'elle triomphera de ses ennemis, ou qu'elle remportera du moins des succès assez éclatans pour nous permettre d'obtenir une paix honorable. » M. de Bismarck avait trop compté toutefois sur les paroles d'Auxerre; loin d'effacer l'impression du discours de M. Thiers, elles avaient éveillé en France les plus vives anxiétés. On comprenait instinctivement que les encouragemens donnés au cabinet de Berlin pouvaient amener un changement d'équilibre politique des plus menaçans pour notre sécurité.

L'empereur sentait bien que sa politique manquait de netteté, mais la France ayant proclamé le principe des nationalités, il ne pouvait pas, sous peine d'inconséquence, s'opposer ouvertement aux aspirations de l'Allemagne. Il essaya néanmoins de réagir contre la marche des événemens; inquiet des interpellations annoncées au corps législatif, il avait redoublé d'efforts pour obtenir du cabinet de Vienne la cession amiable de la Vénétie, et un instant il put croire au succès de ses pressantes démarches. Le 4 mai, le lendemain même de la séance de la chambre, il faisait appeler M. Nigra (1), pour lui annoncer qu'enfin l'Autriche se montrait disposée à céder la Vénétie, à la condition que l'Italie et la France, restant neutres, la laisseraient s'indemniser sur la Prusse par la conquête de la Silésie. La cession de Venise devait être faite à la France, qui la rétrocéderait à l'Italie; il y avait une réserve toutefois : les deux faits de la cession et de la conquête devaient être simultanés, l'une étant la condition *sine qua non* de l'autre. L'empereur ajoutait que la proposition était formelle, et il demandait au ministre du roi Victor-Emmanuel s'il croyait son gouvernement en mesure de se délier des engagemens pris avec la Prusse. L'offre était séduisante, mais tardive. Si elle s'était produite quelques jours plus tôt, elle aurait eu bien des chances d'être agréée, car les rapports entre Berlin et Florence étaient alors profondément altérés. Le traité du 8 avril, à peine signé, avait soulevé de graves dissentimens.

L'alliance, limitée à trois mois, était offensive et défensive, et les deux parties s'étaient engagées à se défendre mutuellement si l'une d'elles était attaquée avant l'expiration du délai. Le gouvernement prussien, qui ne prenait conseil que de ses intérêts et de ses convenances, n'en prétendait pas moins, bien que l'Italie se fût toujours refusée à la signature d'un traité générique, que la convention, n'étant pas un acte bilatéral, n'obligeait pas au même degré les deux contractans; il disait s'être réservé l'initiative des hostilités et ne pas vouloir se laisser entraîner dans la guerre au gré du cabinet de Florence. Il allait même jusqu'à trouver que les armemens de l'Italie étaient trop précipités. Cette attitude étrange,

(1) Rapport du chevalier Nigra au prince de Carignan.

au moment où l'Italie, inquiétée par les mesures que l'Autriche prenait dans le quadrilatère, invoquait l'assistance de la Prusse, cachait une défaillance. On avait reçu de Paris des appréciations alarmantes sur le sentiment public, et, en prévision d'un revirement dans la politique impériale, on tenait à conserver son entière liberté d'action, tout en maintenant l'Italie dans les liens de l'alliance (1). « C'est sur nous-mêmes et sur la France, écrivait M. de Barral, qu'il faut compter, bien plus que sur la Prusse. » Le cabinet de Florence aurait donc pu à la rigueur, sans manquer à la stricte loyauté, se considérer comme dégagé de toute obligation, en s'appuyant sur les déclarations du roi de Prusse. On y songea un instant, car il fut question d'envoyer le général Govone à Paris pour s'entendre avec l'empereur sur l'interprétation qu'il conviendrait de donner au traité.

Mais la diplomatie prussienne était vigilante; le cabinet de Berlin fut avisé sans retard, de tous côtés, des trames qui s'ourdissaient entre Paris et Vienne. « On est extrêmement préoccupé, télégraphiait M. de Barral le 6 mai, des négociations très actives, assure-t-on, qui se poursuivent entre l'Autriche et le cabinet des Tuileries, pour désintéresser l'Italie, et qui seraient allées jusqu'à l'offre de la ligne du Rhin à la France. »

M. de Bismarck s'en ouvrit avec notre ambassadeur en termes émus; il reconnaissait avec une certaine amertume qu'il ne nous coûterait pas de grands efforts pour déterminer les Italiens à méconnaître leurs engagemens, mais il croyait que, si l'Italie lui refusait son concours, il serait encore temps pour la Prusse d'entrer en arrangemens avec l'Autriche. Il est vrai que quelques jours après il se montrait moins rassuré à cet égard; il était convaincu plus que jamais que le but du cabinet de Vienne était de faire payer à la Prusse le sacrifice de ses possessions italiennes, et sous cette impression, il ajoutait: « Si l'empereur nous abandonne en refusant de se concerter avec nous, et s'il facilite la cession de la Vénétie aux Italiens, il ne restera plus à la Prusse en face de ses adversaires que de désarmer l'Autriche par sa soumission, ou de soutenir une lutte formidable qui assurera peut-être la prépondérance de la maison de Habsbourg en Allemagne. » M. de Bismarck, malgré cette alternative, n'en restait pas moins résolu : « Si le roi m'écoute, di-

(1) On a prétendu que, pour amener le roi à signer le traité, M. de Bismarck n'avait mentionné les mots d'alliance offensive et défensive que dans le titre et non pas dans le corps même de l'acte. On tirait de cette circonstance, qui n'avait rien de fortuit, la conclusion que la cour de Berlin était libre de tous ses mouvemens, qu'elle pouvait faire la guerre, ou ne pas la faire, en se servant de l'alliance au gré de sa politique, tandis que l'Italie, tenue de répondre à la première sommation, aurait perdu la faculté d'entrer en arrangemens sur Venise.

sait-il, nous combattrons et nous proclamerons au besoin la constitution allemande de 1849. »

C'est donc de l'attitude du cabinet de Florence qu'allait désormais dépendre le cours des événemens.

Abandonnée par l'Italie, il ne restait plus à la Prusse, malgré l'énergie audacieuse de son premier ministre, qu'à invoquer l'assistance des puissances neutres et à chercher un refuge dans un congrès, et c'est pour se soustraire à cette douloureuse éventualité que M. de Bismarck, avec une entière bonne foi, nous suppliait en quelque sorte de nous entendre avec lui. « Le président du conseil, écrivait le 8 avril 1866 M. Benedetti, me rappelant les ouvertures que M. de Goltz a été chargé de vous faire, a ajouté que le moment était venu pour lui de les renouveler et pour nous de nous expliquer sur les garanties que nous espérions devoir stipuler. Je lui ai répondu que j'étais demeuré étranger à ces pourparlers. »

M. de Bismarck conférait alors journellement avec notre ambassadeur, et, s'il en faut juger par la nature de ses communications, aucune arrière-pensée ne se mêlait à ses épanchemens.

L'occasion était bonne, et malheureusement elle ne devait plus se représenter, pour obtenir de la Prusse, perplexe et découragée, sinon un traité dont on ne se souciait pas à Paris, du moins des engagemens éventuels, sous forme de note, proportionnés aux résultats qu'amènerait la guerre. M. de Bismarck exprimait le regret de ne pouvoir se rendre à Paris; il aurait voulu, inquiet de nos intentions, conférer avec l'empereur et son ministre et les pressentir avant l'ouverture de la guerre, pour le cas surtout où la Prusse, comme il en manifestait la confiance, remporterait de grands succès. Il s'expliquait librement sur le chapitre des compensations, tout en ne cachant pas que le roi se refuserait à céder du territoire prussien, et que lui-même préférerait disparaître de la scène politique plutôt que de consentir à la revendication de Cologne, de Bonn ou même de Mayence. Mais notre ambassadeur, n'ayant pas d'instructions, ne pouvait accepter la discussion sur ces éventualités, ni même laisser supposer à M. de Bismarck que ses combinaisons eussent quelques chances d'être examinées. Le gouvernement de l'empereur était dûment renseigné; il connaissait les concessions qu'on pourrait nous offrir et celles que nous devions nous abstenir de réclamer. Les dépêches de M. Benedetti ne permettent aucun doute à cet égard. Il y a dans ce refus d'entrer en discussion avec le cabinet de Berlin, qui nous offrait spontanément de débattre et de régler le prix de notre neutralité, une énigme qu'il n'est pas aisé de résoudre, surtout après nos revendications au lendemain de la guerre. Il était difficile, on le reconnaîtra, de poursuivre deux al-

liances à la fois; mais ce qui ne l'était pas, c'était, en se prêtant à d'aussi grosses complications, de se prémunir des deux côtés sous une forme quelconque contre les hasards de la guerre et surtout contre l'ingratitude du vainqueur. C'est ce que M. Benedetti a reconnu dans le livre qu'il a consacré à la défense de sa mission. « La faute que nous avons commise, dit-il, c'est d'avoir décliné toutes les suggestions du comte de Bismarck, car de deux choses l'une : ou elles étaient de nature à être agréées, et l'Allemagne n'était plus un danger pour nous, ou elles étaient inacceptables, et la rupture des négociations aurait fait surgir entre les deux gouvernemens une défiance qui aurait forcément paralysé les convoitises de la Prusse. »

Bientôt les entretiens du président du conseil avec notre ambassadeur, dans l'origine si fréquens, si expansifs, devinrent plus rares et surtout plus réservés. M. de Bismarck, ayant échoué dans ses tentatives, avait perdu toutes ses illusions. Il restait convaincu que nous ne sortirions pas de notre neutralité, mais il tenait pour démontré que nous avions placé notre enjeu sur la carte adverse et que nous escomptions sur le Rhin les victoires que l'Autriche remporterait en Bohême. Il estimait que nos calculs étaient faux et que nous pourrions bien le regretter un jour.

M. de Bismarck s'était exagéré l'étendue et la portée de notre action à Florence. La condescendance du cabinet italien à l'égard de l'empereur n'allait pas jusqu'à lui « faire lâcher la proie pour l'ombre. » Il était trop avisé pour sacrifier les bénéfices certains qu'il attendait du traité de Berlin à une cession conditionnelle de la Vénétie basée sur les victoires éventuelles de l'Autriche.

L'Italie d'ailleurs, indépendamment de la question de loyauté, ne se souciait pas d'ajouter un nouveau titre à sa dette de reconnaissance envers nous. Elle préférait la guerre qui s'offrait à elle, dans des conditions exceptionnelles, avec le concours d'une grande puissance militaire et avec la certitude qu'en cas de revers nous ne permettrions pas à l'Autriche de revenir sur les conséquences de la campagne de 1859.

Il n'est pas aisé de se consacrer à la délivrance des peuples sans porter atteinte à leurs susceptibilités et sans se trouver tôt ou tard en opposition avec leurs intérêts. L'empereur devait en faire la pénible expérience. Il avait beau n'intervenir dans les affaires de l'Italie qu'avec le sentiment le plus généreux, uniquement pour lui donner de bons conseils et guider son inexpérience, il n'en froissait pas moins son amour-propre et ses aspirations. Déjà ses intérêts n'étaient plus conformes aux nôtres, notre tutelle commençait à lui peser, elle tenait à s'affirmer, et sa politique, contrairement à nos désirs, lui commandait de ne pas s'aliéner, par une conduite sinon

équivoque, du moins discutable, une puissance dont l'appui était à ménager pour les éventualités de l'avenir.

M. de Bismarck n'eut donc pas grand effort à faire pour déjouer les combinaisons autrichiennes. Il obtint du roi une interprétation plus conforme à l'esprit du traité, c'est-à-dire la promesse de déclarer la guerre à l'Autriche si l'Italie était attaquée (1), et cela lui suffit pour se réconcilier le cabinet de Florence et permettre au général de La Marmora de nous démontrer qu'il n'était plus en mesure de rompre l'alliance avec la Prusse et de dénoncer le traité. « L'empereur n'oubliera pas, écrivait-il à M. Nigra pour colorer son refus, qu'il nous a conseillé le traité avec la Prusse. »

Il ne restait plus dès lors qu'une seule chance au maintien de la paix, dont l'opinion publique faisait en quelque sorte un devoir au gouvernement de l'empereur, c'était de permettre à l'Italie, on s'en flattait du moins, de recouvrer la liberté de ses mouvemens au moyen d'un congrès, en faisant traîner les négociations jusqu'au 8 juillet, délai fixé à l'expiration de l'alliance. Mais il eût fallu qu'à Paris, à Saint-Pétersbourg et à Londres, les intérêts fussent identiques pour arrêter un programme, et l'imposer au besoin aux futurs belligérans. Le cabinet de Londres avait pris l'initiative d'une demande de désarmement; M. Drouyn de Lhuys jugea que la démarche réduite à ces termes resterait inefficace. Il pensait qu'il convenait d'aborder les questions de front et de rechercher dans un conseil international les élémens d'une entente.

« La crise présente, disait-il, a trois causes, l'affaire des duchés, la réforme fédérale et la Vénétie. Il importe de régler ces trois difficultés, si l'on veut sincèrement préserver la paix (2). » La convocation au congrès portait la date du 24 mai; elle ne trouva nulle part un accueil convaincu, car si la situation était la même pour la France, l'Angleterre et la Russie, ces trois puissances n'avaient ni les mêmes intérêts ni les mêmes responsabilités. La Russie, à part une lettre que,

(1) « Le roi de Prusse écrivit immédiatement après le discours d'Auxerre une lettre chaleureuse destinée à effacer la fâcheuse impression de l'incident du 2 mai et de l'étrange interprétation qu'on avait donnée au traité d'alliance, sous la crainte des interpellations au corps législatif. Il exprimait la conviction que rien ne pourrait briser les liens qui unissaient l'Italie et la Prusse. » (La Marmora.)

(2) Dépêche de M. Nigra, 11 mai : « Voici quelles sont les idées de l'empereur : union de la Vénétie à l'Italie, de la Silésie à l'Autriche; la Prusse recevrait les duchés de l'Elbe et quelques principautés allemandes qu'elle choisirait elle-même; sur le Rhin on établirait trois ou quatre petits duchés qui relèveraient de la confédération germanique. Les princes allemands dépossédés par la Prusse iraient dans les principautés danubiennes. Il serait question aussi d'assurer à l'Autriche, au lieu de la Silésie, un dédommagement territorial sur le Danube; pour beaucoup d'hommes politiques français, leur ambition se borne à la création d'un royaume neutralisé qui s'étendrait de la Lauter à la Hollande. »

sur les instances pressantes des princes allemands, ses parens, et de la reine Olga, sa sœur, l'empereur Alexandre avait écrite dans le courant du mois de mai au roi Guillaume pour lui recommander de prendre conseil de ses sentimens de modération, envisageait avec une indifférence symptomatique les prétentions de la Prusse et l'éventualité d'un conflit. Si, comme la France, elle se renfermait dans une neutralité attentive, ce n'était pas assurément pour veiller au maintien du traité de Paris : il était à ses yeux pour le moins aussi dépourvu d'existence que l'étaient à notre dire les traités de 1815, et elle ne pouvait voir qu'avec satisfaction les événemens suivre leur cours en Allemagne, et soulever des complications générales. L'Angleterre n'avait pour l'Italie que des sympathies platoniques, et, tant qu'on ne toucherait pas au royaume belge, elle n'avait pas de motifs suffisans pour engager sa politique, et se lier, contrairement à l'esprit de sa constitution, à des combinaisons futures.

Quant à l'Autriche, le congrès ne pouvait avoir pour elle qu'une signification, le sacrifice de sa province italienne. C'était une idée incompatible avec sa dignité souveraine, bien qu'elle eût une portée pratique indiscutable, car elle devait lui permettre de retourner toutes ses forces contre la Prusse. Mais exiger d'elle une de ses provinces en pleine paix, uniquement parce que l'Italie en avait besoin pour l'accomplissement de son unité, c'était lui demander un acte de suicide. L'Italie était évidemment la puissance qui pouvait accepter le congrès avec le plus de philosophie, la cession de la Vénétie étant marquée à l'avance comme une des solutions essentielles.

Il n'en était pas de même pour le cabinet de Berlin; la réforme fédérale et les duchés de l'Elbe figuraient, il est vrai, au programme, mais il ne pouvait se faire d'illusions; il savait que l'Autriche n'abdiquerait pas en Allemagne, et que s'il devait obtenir l'incorporation du Slesvig et du Holstein, ce ne serait pas sans sacrifices. Adhérer au congrès, c'était pour M. de Bismarck démentir toutes les espérances qu'il avait autorisées. Il soupçonnait nos intentions; il nous accusait secrètement de préparer sa défaite, de vouloir l'acculer dans une impasse et le forcer, en sortant des conférences éconduit et mortifié, à implorer notre alliance et à la préparer au gré de nos convoitises. Il n'en accepta pas moins notre invitation, tout en nous représentant avec humeur que la Prusse était de toutes les puissances celle à laquelle nous mesurions notre confiance avec le plus de parcimonie.

Rien de plus instructif et de plus attachant que la lecture des dépêches qui s'échangeaient à ce moment entre Paris, Florence et Berlin. Elles forment un véritable drame plein de ruses et d'équivoques, de craintes et d'espérances; l'heure des déceptions n'a pas

encore sonné, mais elle ne tardera pas, et alors Paris, qui est encore le centre vers lequel tout converge, sera délaissé; il ne sera plus ni interrogé, ni consulté, ni sollicité, et, au lieu de conseils et d'ordres, il n'en partira plus que des plaintes et des récriminations.

Ce qui frappe dans ces correspondances si dramatiques, écrites au jour le jour, c'est qu'on y rencontre à chaque page le nom de l'empereur. Celui de Victor-Emmanuel ne s'y retrouve jamais, bien que ce souverain ne reste pas étranger aux affaires de son pays et qu'il ait hérité de toutes les qualités de la maison de Savoie; quant au nom du roi de Prusse, il n'apparaît que lorsque M. de Bismarck, pour les besoins de sa politique, se croit obligé d'invoquer un obstacle insurmontable. C'est à peine si, à de rares intervalles, on entrevoit le ministre français; mais l'empereur est toujours en scène. Il est entouré, questionné, circonvenu par des diplomates insinuans qui protestent de leur dévoûment à sa personne et de leur sympathie pour la France, mais qui n'ont en réalité qu'un souci, celui d'obtenir le sacrifice de nos intérêts à l'ambition de leur politique.

Le général de La Marmora ne peut s'empêcher de s'émouvoir à ce souvenir, et dans une page attendrie, se rappelant les injustices et les « fureurs » dont l'empereur fut l'objet en Italie, il s'écrie : « On ne connaîtra probablement jamais, et je ne veux pas m'y arrêter, les propositions, les cajoleries et les offres avec lesquelles les ministres d'Autriche et de Prusse montaient chaque jour les escaliers des Tuileries. Que n'offraient-ils pas ! Ce qu'ils avaient et surtout ce qu'ils espéraient prendre, au mépris des préceptes de La Fontaine, que l'empereur dut leur rappeler plusieurs fois pour maîtriser les élans de leur générosité. »

A la fin du mois de mai, toutes les adhésions étaient arrivées à Paris. Le cabinet de Vienne seul n'avait pas donné de réponse explicite. Le 4 juin, M. Benedetti se trouvait chez le président du conseil, lorsqu'arriva la dépêche télégraphique annonçant que l'Autriche subordonnait sa présence au congrès à la double condition qu'on n'y débattrait aucune question territoriale et que les puissances renonceraient d'avance à tout agrandissement. « *Vive le roi!* s'écria M. de Bismarck à pleins poumons. C'est la guerre, » ajouta-t-il en laissant déborder sa joie.

C'était la guerre en effet que de rejeter le programme de la conférence et de convoquer les états du Holstein en violation du traité de Vienne et de la convention de Gastein, et c'était précipiter les hostilités que de déférer à la diète le règlement de la question des duchés Le 7 juin, le *Moniteur* français annonçait que les négociations étaient rompues. On allait être à la merci des faits après cet avortement des efforts tardifs de la diplomatie.

Ces graves résolutions avaient été prises le 1er juin, sous l'influence du parti militaire, dans un grand conseil présidé par l'empereur François-Joseph. On eût dit que les adversaires de M. de Bismarck s'étaient donné le mot pour écarter eux-mêmes les obstacles qui pouvaient arrêter son audace et sa fortune. La réponse déclinatoire du cabinet de Vienne non-seulement consolidait sa position près du roi, mais elle lui permettait de rejeter sur l'Autriche la responsabilité de la guerre. On touchait à la fin du prologue; encore quelques jours, et l'Autriche mal inspirée, avec des états-majors irrésolus et imprévoyans, devait se jeter tête baissée dans les pièges qui lui étaient tendus, sans attendre la mobilisation de ses alliés du sud et sans avoir voulu céder à nos instances en désintéressant l'Italie. M. de Bismarck était parvenu, comme le *torero*, à exaspérer froidement et implacablement son ennemi et à le forcer à se jeter sur son épée.

Tout le monde à Paris avait cru à la conférence; le gouvernement la mettait si peu en doute que le 4 juin, à Montereau, dans une fête agricole, M. Drouyn de Lhuys, inspiré par le désir sincère de sauver la paix, annonçait d'une manière affirmative l'adhésion de l'Autriche et buvait à l'heureuse issue du congrès. L'empereur partageait la confiance de son ministre.

Surpris et déconcerté par le refus du gouvernement autrichien, le cabinet des Tuileries ne songea plus qu'à se précautionner contre les éventualités de la guerre; mais, convaincu de la supériorité des armées autrichiennes, au lieu de se couvrir des deux côtés, il ne se préoccupa que de Venise et du sort de l'Italie.

Tout nous conviait cependant à exiger des garanties en retour de notre neutralité; la Prusse n'aurait pu s'y refuser, car si elle n'avait pas été assurée des dispositions de la France, elle aurait dû garder ses frontières occidentales. Notre neutralité équivalait pour elle à la disponibilité d'une armée.

Cette imprévoyance involontaire ou préméditée a été sans contredit de toutes nos fautes la plus irrémédiable. Ce n'est pas qu'on fût exempt d'inquiétude, on avait bien le sentiment du péril; mais au lieu de l'envisager virilement et d'admettre toutes les hypothèses, la défaite de l'Autriche aussi bien que celle de la Prusse, on ne sut prendre aucun parti. Après des oscillations dont il serait difficile de suivre les mouvemens, on crut avoir fait tout ce que comportaient les circonstances, en s'assurant en tout état de cause la cession de la Vénétie. Les divergences d'opinion s'accentuaient d'ailleurs de plus en plus dans les conseils de l'empereur; deux politiques se trouvaient en présence : celle de M. Drouyn de Lhuys, qui penchait vers l'Autriche, et celle du prince Napoléon, qui inclinait vers la Prusse. Quant à l'empereur, tiraillé en tous sens et pa-

ralysé par l'opinion publique, il laissait les événemens suivre leur cours, s'en remettant à son autorité morale pour les diriger. La guerre allait éclater, et il croyait encore que tout n'était pas irrévocablement décidé à Berlin; il se figurait que le roi était en proie aux plus cruelles perplexités, et que M. de Bismarck n'était plus maître de son souverain, tandis que tous les deux s'employaient à précipiter le dénoûment. Que le roi ait eu des hésitations, on n'en saurait douter. Quelles n'eussent pas été les conséquences d'un échec! En cas de revers, ne risquait-il pas l'existence de la monarchie, d'une monarchie d'autant plus facile à démembrer qu'elle n'était faite que de pièces rapportées? mais ses défaillances n'ont pas été aussi grandes qu'on l'a prétendu. N'était-il pas avantageux de laisser, en cas de mauvaises conjonctures, une porte ouverte pour renouer avec l'Autriche, et n'était-ce pas une tactique habile de faire craindre à la France, si désireuse de complications, que le roi, si on l'inquiétait ou si on lui demandait des sacrifices de territoire, ne se décidât à se réconcilier avec la cour de Vienne? J'ajouterai qu'il était de bonne politique, en engageant une partie aussi redoutable, de laisser autant que possible au ministre dirigeant la responsabilité de la guerre, et d'avoir tout prêt, en cas de désastre, un bouc émissaire assumant les fautes commises et payant pour tout le monde. « En 1804, a dit M. Thiers dans son histoire de l'empire, la Prusse avait un roi fort jeune, fort sage, qui mettait beaucoup de prix à passer pour honnête, qui l'était en effet, et qui aimait infiniment les acquisitions de territoire... On possédait un singulier moyen de tout expliquer d'une manière honorable : les actes équivoques étaient attribués à M. d'Haugwitz, qui se laissait immoler de bonne grâce à la réputation de son roi. »

En appelant M. de Bismarck, qui était un bien autre homme que M. d'Haugwitz, pour lui confier la direction de sa politique extérieure, le roi n'ignorait ni ses vues, ni la nature de son caractère. Il savait qu'il était partisan résolu de la réforme militaire, adversaire déclaré des institutions fédérales, et que tout son programme tendait à expulser l'Autriche de l'Allemagne. Il le connaissait pour un patriote ardent, rempli d'admiration pour la politique du grand Frédéric, dont il s'était assimilé la pensée et les procédés, et il était convaincu que cette politique, qu'il résumait en deux formules : l'Autriche sans la France d'abord, la France ensuite sans l'Autriche, pratiquée avec suite et persévérance, produirait tous ses effets (1).

(1) La pensée d'une guerre avec la France dès cette époque s'imposait tellement à la politique de la Prusse qu'au moment de partir pour la campagne de Bohême, le roi disait à un attaché militaire allemand : « Nous nous faisons la guerre maintenant, mais soyez sans crainte, nous nous réconcilierons pour faire plus tard une autre guerre en commun. » (Papiers des Tuileries, Clermont-Tonnerre.)

Il ne l'appela qu'en plein conflit parlementaire, lorsque sa tâche était assez avancée pour permettre à la diplomatie de commencer son œuvre, lente et tortueuse, parallèlement avec celle de ses généraux. « Il lui fallait alors, comme l'a dit M. V. Cherbuliez dans les belles pages, parfois prophétiques, qu'il a consacrées à l'Allemagne nouvelle, un de ces hommes indispensables qui, suivant l'expression de Gil Blas, possèdent l'outil universel. » Il lui fallait un ministre assez habile pour créer l'occasion et assez audacieux pour ne se laisser arrêter ni par les prétentions des partis, ni par les liens qui unissent entre elles les cours d'Allemagne. M. de Bismarck fut cet homme. Il mit au service de son maître toutes les ressources de son esprit et son indomptable énergie pour amener la guerre et l'imposer à l'opinion publique. Sa diplomatie sut préparer des alliances et neutraliser les gouvernemens les plus intéressés à combattre son ambition. Il réussit enfin, par les manœuvres les plus savantes, à faire tomber l'Autriche dans les pièges qu'il lui tendait. Mais l'ambition du roi mit à sa disposition les élémens essentiels et indispensables au succès, une grande et vaillante armée qu'il avait réorganisée en lutte ouverte avec le sentiment du pays, et dont M. de Moltke était le chef d'état-major général. Il ne marchanda pas sa confiance à son ministre, il ne prit aucun ombrage de ses propos et de ses agissemens, et s'il eut des défaillances, elles furent plus apparentes que réelles. « Le dernier venu, me disait un diplomate prussien, a toujours raison auprès du roi; mais ce dernier venu est toujours M. de Bismarck. »

On peut dire que, si le roi Guillaume est arrivé à réaliser le rêve de sa vie, la reconstitution de l'empire germanique, ce n'est qu'au prix d'un labeur incessant, sacrifiant ses fantaisies, ses plaisirs et jusqu'à son amour-propre au bien de l'état, dont il se considérait comme le premier fonctionnaire, ne ménageant pas sa personne, toujours en mouvement, surveillant l'armée, contrôlant sa diplomatie, et s'appliquant à faire oublier l'égoïsme et les équivoques de sa politique par le charme de sa personne et la bienveillance de son accueil. En tout cas, on chercherait vainement dans l'histoire un ministre et un souverain se complétant aussi merveilleusement; il n'y a pas, que je sache, d'exemple de deux volontés et de deux ambitions identifiées à ce point. Sully s'efface devant Henri IV, pour lui laisser tout l'honneur de sa grande politique, et Louis XIII disparaît devant Richelieu, tandis qu'on sera toujours embarrassé pour déterminer et pour préciser la part exacte qui revient au roi Guillaume et à son ministre dans l'œuvre qu'ils ont accomplie en commun.

Le caractère et la volonté du roi eurent à subir de rudes épreuves pendant les semaines qui précédèrent la guerre. Sa cor-

respondance de Paris lui donnait sur tous les sujets les plus vives inquiétudes. Son ambassadeur lui signalait les efforts continus tentés par les adversaires de la Prusse pour déterminer l'Autriche à s'entendre avec l'Italie, et il modifiait d'heure en heure ses impressions touchant les dispositions personnelles de l'empereur, de telle façon qu'il ne savait plus que penser de la valeur et de l'exactitude des informations qu'il recevait.

V. — LE MANIFESTE DU 13 JUIN.

Déjà le général Manteuffel avait reçu ses dernières instructions. Il devait au premier signal entrer dans le Holstein, procéder à la dispersion des états et à l'arrestation du commissaire autrichien. C'est au moment où partaient ces ordres que M. de Bismarck, dans la presse et dans ses circulaires, protestait contre toute pensée de faire valoir par la force ses prétentions sur les duchés, et, prenant l'Europe à témoin, lui demandait de quel côté étaient l'esprit de conciliation et l'amour de la paix. En même temps, suivant un procédé renouvelé du grand Frédéric, et dont plus tard nous devions être à notre tour les victimes, le moniteur prussien accablait l'Autriche, en révélant les causes secrètes de la convention de Gastein.

Il ne restait plus pour provoquer l'ouverture des hostilités qu'à transmettre au général de Manteuffel l'ordre d'entrer dans le Holstein, lorsque le prince de Saxe-Cobourg, qui voulait à tout prix empêcher la guerre, arriva à Berlin avec la preuve qu'un traité venait d'être signé entre l'empereur Napoléon et l'empereur François-Joseph assurant la Vénétie à la France et la Silésie à l'Autriche. Il disait qu'une lettre du comte de Mensdorff, dont il avait eu connaissance, ne pouvait laisser aucun doute sur cette entente si menaçante pour la Prusse. On peut admettre qu'ému de cette révélation qui venait confirmer d'une manière aussi précise les renseignemens inquiétans qu'il recevait de tous côtés, M. de Bismarck eut aussi ses angoisses patriotiques. Non content de spéculer sur les désastres de la Prusse, le cabinet des Tuileries les préparait en quelque sorte en lui enlevant l'alliée qui était sa garantie la plus précieuse vis-à-vis de la France et dont la défection permettrait à l'Autriche de jeter toutes ses forces en Bohême.

On négociait en effet entre Vienne et Paris. Le duc de Gramont, après avoir conféré avec l'empereur et M. Drouyn de Lhuys, était reparti précipitamment pour son poste, chargé, disait-on, de propositions formelles. Mais de quelle nature étaient ces propositions? C'est ce que le comte de Goltz et le chevalier Nigra cherchaient à savoir par tous les moyens, mettant en mouvement toutes les

influences dont ils disposaient pour contrecarrer l'action autrichienne, qui à ce moment paraissait prépondérante.

Les esprits n'étaient pas moins émus à Florence qu'à Berlin. Le roi Victor-Emmanuel, inquiet et froissé du silence où l'on se renfermait à son égard, se plaignait au prince Napoléon de voir les affaires de l'Italie traitées en dehors de lui sans qu'il en fût informé, et le prince se rendait aux Tuileries l'interprète véhément de ses doléances (1). — « Le langage des personnes influentes de votre gouvernement, écrivait-il à l'empereur, n'est pas fait pour rassurer l'Italie, étant tout à fait favorable à l'Autriche. M. de Goltz m'en a parlé hier au soir. Le roi d'Italie, ne sachant rien, doit craindre que la France ne veuille lui faire abandonner l'alliance prussienne pour un mirage vénitien, garanti par rien; votre silence sur la réponse de l'Autriche surtout l'inquiète. Je ne puis l'éclairer, ne sachant rien moi-même sur cette réponse. Je le lui ai écrit en transmettant textuellement la réponse confidentielle de votre majesté, qui ne contient pas un mot de ce qu'elle traite sur l'Italie à Vienne. Nigra écrit au général La Marmora qu'il est dans la même ignorance. Ces ténèbres ne peuvent qu'agiter le gouvernement italien et avoir de graves conséquences. »

La lettre du prince Napoléon est datée du 12 juin. Est-il besoin de le dire? l'empereur ne nourrissait pas les noirs desseins qu'on lui prêtait à Berlin et à Florence, et que lui reprochait le prince Napoléon. Il ne songeait nullement à se départir de sa neutralité et à poursuivre une alliance offensive et défensive dans la pensée de consommer la ruine de la Prusse. Il n'avait en vue que la délivrance de Venise, qui lui était garantie par le traité de Berlin et qui pouvait être compromise par les victoires autrichiennes. Le traité secret que le duc de Saxe-Cobourg était venu révéler à la cour de Prusse comme devant procurer à l'Autriche, aussitôt les hostilités ouvertes, en échange de toute la rive gauche du Rhin, le concours d'une armée française de 300,000 hommes, se réduisait en réalité à une simple convention de neutralité. L'Autriche s'engageait à respecter dans toutes les éventualités le *statu quo ante bellum* en Italie. Elle consentait à la rétrocession de la Vénétie à l'Italie, quels que dussent être les résultats de la guerre; elle s'engageait en outre à n'opérer aucun remaniement territorial en Allemagne sans l'assentiment de la France. Telles étaient les conditions que nous avions stipulées comme prix de notre neutralité, et qui, débattues et acceptées en temps utile, n'eussent pas manqué de changer le cours des événemens. C'étaient au demeurant les propositions du mois de mai, moins la clause qui faisait dépendre (2) la cession de la Vénétie de la conquête de la Silésie, et sans la participation de

(1) Papiers des Tuileries.

(2) Rapport de M. Nigra au prince de Carignan.

l'Italie, qui conservait toute sa liberté d'action. L'empereur n'avait pris d'engagement que pour lui-même. Le traité portait la date du 9 juin.

Le prince Napoléon, à ce moment, ne se bornait pas à critiquer les tendances autrichiennes de notre politique extérieure et à prêter au cabinet de Vienne les arrière-pensées les plus perfides; il exerçait toute son influence sur l'empereur pour l'entraîner vers le cabinet de Berlin et lui faire accepter l'idée d'une triple alliance avec la Prusse et l'Italie. M. Nigra s'associait à ces démarches, que M. de Goltz, qui exploitait avec une rare habileté les divisions de la cour, encourageait sous main. « Une dernière tentative fut faite, nous dit M. Nigra dans son rapport au prince de Carignan, d'accord avec le prince Napoléon, pour décider l'empereur à conclure d'ores et déjà une triple alliance contre l'Autriche. »

C'est cette tentative que M. de Bismarck incriminait dans sa circulaire de 1870. « Avant la guerre, disait-il, des parens de l'empereur sont venus me proposer une série de transactions ayant pour objet des agrandissemens réciproques. Il s'agissait tantôt du Luxembourg, des frontières de 1814 avec Landau et Saarbruck, tantôt de projets plus étendus, embrassant même la Suisse française et le Piémont, où il était question de tracer la ligne frontière des deux langues. Ces demandes se traduisirent sous la forme d'un projet d'alliance offensive et défensive dont les points principaux étaient résumés dans un sommaire qui est resté entre mes mains (1). »

Nous savons aujourd'hui à quoi nous en tenir sur les propositions aventureuses dont le gouvernement de l'empereur aurait obsédé le cabinet de Berlin. M. Nigra, avec une franchise qui l'honore, a revendiqué, pour lui et pour le prince Napoléon, l'initiative et la responsabilité de ces pourparlers confidentiels que le comte de Goltz, tout autorise à le croire, inspirait et encourageait secrètement. Le prince Napoléon demandait l'impossible, mais il était dans la logique de la situation. Il craignait qu'une politique expectante, se réservant sa liberté d'action, ne nous réduisît à une inaction absolue au moment opportun, et il pensait qu'il était plus prudent de formuler ses exigences pendant qu'il en était temps, et de s'unir franchement à la Prusse et à l'Italie pour s'assurer le fruit d'une victoire commune.

A qui faut-il attribuer l'insuccès de ces tentatives? Est-ce au patriotisme de M. de Bismarck ou à la loyauté de l'empereur, qui, fidèle à ses déclarations, ne voulait prendre parti ni contre l'un ni contre l'autre des belligérans? « L'empereur, écrivait M. Nigra au prince de Carignan, préfère, comme je l'ai déjà dit, ne pas s'engager

(1) Circulaire prussienne du 29 juillet 1870.

et attendre l'issue des premières batailles. Du reste il lui répugne de s'annexer de nouvelles provinces allemandes et de se créer une Vénétie. Mais reste à savoir si cette répugnance sera invincible. »

Cette crise se dénoua en somme à l'avantage de la Prusse. Le prince Napoléon avait réussi à paralyser l'action de M. Drouyn de Lhuys, et son intervention avait puissamment servi au cabinet de Berlin pour obtenir du roi Victor-Emmanuel et de son gouvernement les déclarations les plus formelles au sujet de l'inébranlable exécution du traité du 8 avril. Rassuré sur la portée de la convention autrichienne, et certain que l'empereur n'aurait ni la volonté ni le pouvoir d'arrêter l'Italie, M. de Bismarck pouvait désormais, sans souci du cabinet des Tuileries, s'en remettre aux états-majors du roi pour l'exécution de ses desseins.

En présence de la guerre qui ne pouvait plus être détournée, l'empereur comprit que son gouvernement devait éclairer le pays sur les vues et la direction de sa politique. Le 13 juin le ministre d'état donnait lecture à la tribune d'un important document. L'empereur exposait, dans une lettre adressée à son ministre des affaires étrangères, les idées que son gouvernement s'était proposé d'apporter dans la conférence et la ligne de conduite qu'il entendait suivre. « Nous aurions désiré, disait la lettre, pour les états secondaires de la confédération, un rôle plus important; pour la Prusse, plus d'homogénéité et de force dans le nord; pour l'Autriche, le maintien de sa grande position en Allemagne. Nous aurions voulu en outre que, moyennant une compensation équitable, l'Autriche pût céder la Vénétie à l'Italie. »

Se reportant vers l'avenir, l'empereur constatait que la France n'avait à se préoccuper que de deux intérêts : l'équilibre européen, et l'œuvre qu'elle avait édifiée en Italie; comptant que notre seule force morale suffirait pour sauvegarder ces intérêts, il ajoutait que nous étions assurés, par la déclaration des cours engagées dans le conflit, que, quel que fût le résultat de la guerre, aucune des questions qui nous toucheraient ne serait résolue sans notre assentiment. La France repoussait toute idée d'agrandissement territorial tant que l'équilibre européen ne serait pas rompu. Elle ne sortirait de sa neutralité attentive et ne songerait à l'extension de ses frontières que si la carte de l'Europe venait à être modifiée au profit exclusif d'une grande puissance. « On invoquait pour l'Italie, a dit spirituellement M. Klaczko, le droit nouveau, et pour la Prusse, qui se plaignait d'avoir un corps trop petit pour sa longue armure, et qui allongeait toujours son armure afin d'y ajuster sa taille, un droit plus ancien, celui qu'inventa Frédéric II, le droit de s'arrondir. »

Les déclarations de l'empereur subordonnaient les intérêts exclusifs de la France à des principes généreux sans doute et que

l'avenir consacrera peut-être un jour, mais dont l'application, prématurée dans les conditions où se trouvait l'Europe, était menaçante pour notre sécurité. Ce n'est pas que le programme du 11 juin fût dégagé de toute arrière-pensée; si notre politique laissait faire et regardait faire, c'était avec l'espoir d'intervenir au dernier moment. Mais ses prétentions, tant que notre système défensif ne serait pas sérieusement compromis, se bornaient, on le savait à Vienne aussi bien qu'à Berlin, à de légères rectifications de frontières du côté de la Sarre et du Palatinat. Le Rhin proprement dit serait resté allemand, nous n'aurions demandé tout au plus que la formation d'un état secondaire neutre à l'instar de la Belgique.

La lettre de l'empereur ne fut pas mieux accueillie à Berlin qu'à Paris, elle éveilla dans toute l'Allemagne un véritable sentiment d'appréhensions, car elle semblait réserver à la France le bénéfice de toutes les éventualités. On en conclut que les rapports entre la cour des Tuileries et le cabinet de Berlin n'avaient pas le caractère qu'on leur prêtait, et que la France pourrait bien intervenir et s'opposer à l'agrandissement de la Prusse, contrairement aux assertions de M. de Bismarck.

Dans les cercles de la cour, on ne se cachait pas pour s'attaquer à la politique du premier ministre. — « On nous a indignement trompés, s'écriait le prince Lichnowski, on a trompé le roi. Je connais l'empereur, il ne se paiera pas de mots. Nous n'aurons rien en Allemagne, ou bien il nous faudra acheter nos conquêtes au prix d'énormes sacrifices. S'il n'y a pas de traité, nous perdrons comme Allemands plus que nous ne gagnerons comme Prussiens, et nous n'aurons servi qu'à tirer les marrons du feu pour les Italiens. » Ce dont tout le monde était certain, c'est que les revendications que nous entendions exercer, dans le cas d'un agrandissement de la Prusse, porteraient nécessairement sur des provinces allemandes et non pas sur des pays limitrophes étrangers à la lutte.

M. de Bismarck demeura impassible au milieu de ces récriminations. Loin de faire des objections, il reconnut, en s'entretenant de la lettre avec notre ambassadeur, que les opinions qui s'y trouvaient exprimées étaient parfaitement conformes aux sentimens que l'empereur lui avait invariablement témoignés, toutes les fois qu'il avait eu l'honneur de l'approcher. Il lui donna en outre l'assurance que telle était également l'impression du roi, bien que les dernières lettres de son ambassadeur à Paris fussent de nature à lui causer de nouvelles inquiétudes sur notre attitude éventuelle.

Le général de Manteuffel avait envahi, sur ces entrefaites, le Holstein, il avait dispersé les états, procédé à des arrestations et forcé le général Gablentz à se replier en toute hâte sur Hambourg et Cassel. L'envoyé autrichien à la diète protesta contre ces violences et

réclama la mobilisation des corps fédéraux n'appartenant pas à la Prusse. Le lendemain les relations diplomatiques étaient rompues entre les deux puissances par le rappel des ambassadeurs.

Le 16 juin, après une brusque sommation, M. de Bismarck mettait la main sur le Hanovre, la Hesse et la Saxe, qui avaient refusé de revenir sur leurs notes à la diète et de désarmer. « Nous sommes à la veille de grands événemens, disait alors M. de Bismarck à M. Hansen, le dénoûment approche et ne saurait être ajourné. Nous ferons de l'histoire, et chacun y aura sa part. En attendant nous ignorons les vues et les intentions de l'empereur. Quelles sont ses conditions? Pourriez-vous me les indiquer? Tandis que tout le monde sait ce que la Prusse veut, nul ne peut dire encore ce que veut la France (1). »

Le roi Guillaume, avant de se jeter dans une lutte qui pouvait être fatale à son pays et à sa couronne, s'adressa une dernière fois à l'empereur. Il aurait voulu lui faire renouveler par écrit ses promesses de neutralité et ne pas laisser aux hasards de la guerre le soin d'en règler les conditions. L'empereur répondit au roi qu'il était difficile de prévoir les résultats du conflit qui allait s'engager, et que les deux souverains devaient compter réciproquement sur leur bonne foi, et sur le désir de maintenir entre eux, quoi qu'il arrivât, les rapports les plus amicaux.

Plus convaincu que jamais qu'il serait par la force des choses l'arbitre de la paix, l'empereur persistait à ne vouloir prendre aucun engagement.

Trois semaines après son entrée en campagne, l'Autriche était réduite à réclamer l'intervention militaire et diplomatique de la France, qui, surprise elle-même par les événemens, ne put répondre à cet appel désespéré qu'en s'interposant entre elle et les exigences du vainqueur. Les assises de l'empire germanique étaient jetées, et la France en avait scellé la première pierre. La cour des Tuileries eut de douloureuses journées à traverser après le coup si inattendu que la bataille de Sadowa porta à sa fortune. Elle sentait, et la France avec elle, que sa prépondérance en Europe lui serait désormais disputée.

G. Rothan.

(1) J. Hansen. — *A travers la diplomatie,* avec préface de M. Valfrey.

LES ÉPREUVES
DE LA JEUNE IRLANDE

I.

L'ÉMANCIPATION DES CATHOLIQUES

New Ireland, by A.-M. Sullivan, 2 vol., London, 1877. — *The secret History of the fenian conspiracy*, by John Rutherford, 2 vol., London, 1878.

L'Irlande est une contrée que l'on a coutume de peindre avec de sombres couleurs. Une population rurale exubérante, misérable, ignorante; de grands propriétaires vivant au loin et désintéressés par conséquent dans les affaires quotidiennes du pays; la disette, l'émigration en masse; des sociétés secrètes et des émeutes; l'antagonisme permanent entre deux races ennemies, l'une victorieuse qui abuse de sa force et l'autre vaincue qui ne semble pas susceptible de s'élever à une condition meilleure; deux religions dont l'une a toutes les richesses et l'autre toute l'influence: voilà le tableau navrant qu'ont présenté de l'Irlande tous ceux qui en ont étudié l'histoire jusqu'en ces derniers temps. Les Anglais eux-mêmes ont avoué quelquefois que la situation était déplorable; reconnaissant que leurs ancêtres avaient eu des torts envers les Irlandais, ils se sont déclarés prêts à les réparer; mais à les en croire, les habitans celtiques de l'île sœur seraient des conspira-

teurs incorrigibles, incapables d'apprécier les bienfaits d'un gouvernement libéral. Il manque aux Irlandais, disent-ils, l'esprit positif qui règne en souverain dans l'empire britannique ; ce qu'on leur concède, ils en abusent ; ce qu'on leur refuse, ils le réclament à main armée. De telles gens ont-ils donc donné la preuve qu'ils soient aptes à se gouverner eux-mêmes? Le caractère d'un peuple se révèle par les grands hommes auxquels il accorde la popularité. Qu'ont été depuis cinquante ans les hommes populaires de l'Irlande ? Un orateur fougueux, O'Connell, qui se vantait de mener un attelage à quatre chevaux à travers les articles du code; un illuminé, le père Mathew, dont les sermons contre l'ivrognerie n'ont eu que le succès d'un jour sans lendemain ; un conspirateur égoïste, Stephens, qui n'a réussi qu'à troubler le pays dix années durant sans aucun résultat. C'est de la pitié plus encore que de la colère qu'inspirent ces agitateurs à courte vue. C'est avec une main de fer, concluent les conservateurs anglais, qu'il convient de régir une nation dont les tendances politiques sont si fausses.

Ces descriptions affligeantes ne sont plus exactes, paraît-il. L'auteur de *New Ireland*, M. Alexander M. Sullivan, bien qu'Irlandais lui-même, ne méconnaît pas les défauts innés de ses compatriotes, il blâme avec impartialité les fautes qu'ils ont commises; mais il prétend que peu à peu l'éducation, l'expérience, leur ont appris à se mieux conduire. L'Irlande d'aujourd'hui n'est plus celle d'O'Connell, ni celle de 1848; le fenianisme n'a été qu'une illusion passagère; la nation a renoncé depuis longtemps à ses rêves d'indépendance absolue ; elle réprouve les querelles de religion ; elle a horreur des jacqueries et des sociétés secrètes ; devenue raisonnable, depuis que la liberté du culte et de l'instruction lui a été octroyée, elle ne demande plus que d'être libre, comme le sont l'Australie, le Canada, de légiférer elle-même en toutes les affaires qui n'intéressent pas le reste de l'empire. Elle veut en conséquence un parlement irlandais s'assemblant à Dublin, et non pas à Londres, élu par tous les citoyens, sans distinction de caste ou de croyance. Tel est le programme dernier du *home rule* dont M. Sullivan est devenu, par les dernières élections, l'un des membres influens dans le parlement. Les deux gros volumes qu'il vient de publier sont un plaidoyer pittoresque par lequel il nous montre le progrès des idées depuis un demi-siècle. Peut-être le tableau est-il flatté; du moins le sentiment dont l'auteur s'inspire est toujours honnête. Sans se laisser tout à fait persuader, on ne peut se défendre en le lisant d'éprouver une vive sympathie pour la cause dont il est le représentant convaincu.

I.

Ceux qui veulent étudier avec un esprit impartial ce qu'était il y a quarante ans le peuple irlandais se défient plus ou moins de ce qu'en ont raconté les voyageurs même désintéressés ou de ce qu'en disaient dans leurs discours les adversaires du gouvernement anglais. Un document officiel mérite plus de créance assurément. Une commission dont le président était le colonel Burgoyne, devenu plus tard feld-maréchal, avait reçu mission de faire une enquête sur la création d'un réseau de chemins de fer en Irlande. Son rapport, publié en 1838, contenait un long chapitre sur la situation des classes rurales. Qu'y lit-on? Que la population, qui a presque doublé en un demi-siècle, dépasse de beaucoup les ressources du pays ; que les deux cinquièmes des hommes y sont sans ouvrage parce que l'agriculture, réduite aux procédés les plus élémentaires, ne les occupe qu'une partie de l'année et qu'il n'y existe aucune industrie à laquelle ils puissent consacrer le reste de leur temps. Les paysans se partagent à l'infini les terres des grands propriétaires ; chacun en obtient un morceau de si petite superficie qu'il est impossible de cultiver à la charrue. Le peu d'argent qu'ils en retirent est pris par l'impôt et par la rente. Aussi le cultivateur et sa famille n'ont-ils que juste de quoi vivre. La pomme de terre est la seule nourriture du peuple, encore est-ce l'espèce la moins farineuse que l'on plante parce que la récolte en est plus abondante. Le lait, que les gens de la campagne faisaient entrer jadis dans leur nourriture journalière, est devenu un objet de luxe; jamais de pain, jamais de viande; de l'eau pour seule boisson, ou par malheur du whiskey si le paysan a quelque monnaie pour entrer au cabaret. L'habitation du villageois est toujours une hutte de boue et de paille couverte de jonc ou de roseaux, sans fenêtre, sans cheminée, dépourvue de meubles et d'instrumens de ménage. Le père de famille a vécu tant bien que mal sur le domaine dont ses ancêtres avaient la jouissance avant lui. S'il a plusieurs enfans, ceux-ci se marient à peine adultes, se construisent une cabane à côté de la chaumière paternelle, reçoivent en dot une partie du champ patrimonial sans que le propriétaire songe à y mettre obstacle. D'une génération à l'autre, les ressources diminuent parce que le nombre des bouches augmente et que la surface cultivée reste la même. Tous sont couverts de haillons. Le peuple irlandais est le plus mal nourri, le plus mal logé, le plus mal vêtu qu'il y ait en Europe; ce qui est pis, il n'a ni réserve ni capital; il vit au jour le jour.

A cette misère matérielle s'ajoutaient les persécutions politiques

et religieuses. O'Connell obtint en 1829 l'admission des catholiques aux fonctions publiques; c'était peut-être un médiocre avantage pour un peuple réduit à une si chétive existence. Deux ans plus tard, M. Stanley (depuis lord Derby), alors secrétaire général d'Irlande, fit adopter et mettre en vigueur un nouveau système d'éducation primaire, ce qui valait mieux. Ce n'est pas que les écoles manquassent; mais il était interdit aux catholiques d'enseigner et aux enfans catholiques de recevoir d'autres leçons que celles des maîtres protestans. Attachés à leur religion, les Irlandais ne voulaient point entendre parler de ces écoles, dont l'enseignement était dirigé dans un dessein de prosélytisme. Ceux qui avaient de l'aisance envoyaient leurs fils, par contrebande, en France ou ailleurs; les pauvres préféraient ne leur rien faire apprendre. Aussi dans une paroisse rurale, s'il existait par hasard un paysan sachant lire et écrire, était-ce un personnage d'importance. Le dimanche, après la messe, il lisait le journal à haute voix pour le village assemblé; il écrivait les lettres de tous ses concitoyens. Le résultat de cet état de choses était au reste précisément l'opposé de ce que le gouvernement anglais prétendait obtenir. Le prêtre conservait une autorité absolue sur ces misérables paysans au milieu desquels il était le seul homme instruit vivant de leur vie, compatissant à leurs souffrances.

Peut-être n'est-il pas inutile de faire observer que les écoles organisées par les soins de M. Stanley devaient être strictement laïques, comme l'on dit aujourd'hui. La loi défendait d'y jamais mélanger le catéchisme à l'enseignement littéraire. Une certaine heure, fixée d'avance, était réservée à l'instruction religieuse; encore avant de commencer, le maître était-il contraint de renvoyer de son propre mouvement les enfans de croyance dissidente. Hors de là, rien sur les murs ni dans les livres ou dans les exercices ne devait apparaître qui eût rapport à la religion de la majorité. C'était la condition indispensable pour que l'école eût part aux subventions de l'état, à défaut desquelles elle ne pouvait subsister, car les grands propriétaires, presque tous protestans, indignés que la Bible fût proscrite, refusaient de payer les maîtres. Au contraire, les évêques catholiques, sauf peu d'exceptions, acceptèrent ce compromis comme une concession nécessaire. Au surplus, la rigueur de ces prescriptions ne tint pas longtemps; peu à peu les maîtres en vinrent à suivre le régime qui convenait le mieux au milieu dans lequel ils vivaient. Dans l'Ulster, on lisait la Bible à toute heure du jour; dans le sud, où la population est tout entière catholique, on enseignait le catéchisme en pleine classe. Dans les grandes villes, l'école protestante et l'école catholique s'ouvraient en face l'une de

l'autre, soumises toutes deux en apparence aux règles établies par la loi, si bien que l'inspecteur pouvait y entrer sans que rien choquât son regard. Au fond, les parens savaient à quoi s'en tenir et choisissaient en toute liberté de conscience celle des deux où leurs enfans n'étaient pas exposés à recevoir l'enseignement qu'ils redoutaient.

Cependant protestans et catholiques étaient loin d'être d'accord en ce moment, car l'agitation entretenue par les discours enflammés d'O'Connell avait creusé le fossé qui les séparait. Au commencement du siècle, l'acte d'union entre l'Irlande et l'Angleterre avait froissé tous les patriotes, à quelque confession qu'ils appartinssent. La noblesse protestante surtout s'en était offensée parce qu'elle y perdait ce qu'elle avait auparavant possédé d'influence sur les affaires du pays. Une campagne entreprise pour obtenir le rappel de l'union eût alors obtenu toutes les adhésions, d'autant que les souvenirs de l'ancien parlement restaient encore vivaces, puisqu'il n'avait été supprimé qu'en 1800. O'Connell crut préférable de réclamer d'abord l'émancipation des catholiques. Il y parvint après vingt années de lutte; mais, ses coreligionnaires étant devenus électeurs et éligibles, lorsqu'il voulut, après 1830, soulever la question du *repeal*, la situation n'était plus la même. Les propriétaires protestans s'étaient dégoûtés d'un parlement national où leurs adversaires religieux se seraient trouvés en majorité. Les évêques eux-mêmes, ainsi que les catholiques des hautes classes, satisfaits du résultat obtenu, préféraient ne pas se remettre en hostilité contre le gouvernement. Traité par eux de démagogue, le grand tribun avait pour lui les classes moyennes, le bas clergé, la population rurale qui suivait l'impulsion de ses curés. Il crut que c'en était assez, qu'à force d'exciter le pays par des *meetings* et des discours, il forcerait la main au parlement britannique. Maintenir une agitation constante, sans jamais enfreindre la lettre de la loi, telle était sa règle de conduite. Cette politique est dangereuse partout; elle l'est surtout chez un peuple ignorant et nerveux. O'Connell échoua; il y perdit une partie de la popularité que sa vie précédente lui avait acquise. Lorsque la mort vint l'atteindre, il n'était pas seulement usé; il avait eu le malheur d'entretenir chez ses compatriotes un état d'irritation que des calamités prochaines devaient encore aggraver.

Aigri par une misère trop réelle, excité par les harangues de son orateur favori, l'Irlandais était alors démoralisé. L'essor qu'eurent à cette époque les sociétés secrètes en est la preuve évidente. On prétend qu'il y en a eu de tout temps dans cette île; cependant il paraît certain que de 1820 à 1870 elles eurent plus de développe-

ment que jamais. La plus redoutable s'appelait la Société du Ruban (*Ribbon Confederacy*). Au reste, le nom est tout ce que l'on en sait de certain. Était-elle politique ou simplement agraire? Avait-elle un centre unique ou se subdivisait-elle en autant de sections qu'il y a de comtés? Les conjurés étaient-ils liés par un serment et quel était ce serment? On l'ignore. Le gouvernement lui-même semble n'en avoir jamais rien su. Le moins contestable est que les *ribbonmen* étaient tous catholiques, bien que le clergé, fidèle aux traditions de l'église, qui désavoue les associations secrètes, les eût toujours réprouvés. Il est probable que le programme des affiliés variait d'une province à l'autre. La ligue était dirigée dans l'Ulster contre les orangistes qui y sont nombreux; dans le Connaught, pays agricole, contre les propriétaires coupables d'évincer leurs tenanciers; dans le Leinster, où l'industrie n'est pas inconnue, contre les patrons. Partout l'élément politique y dominait, mais sous une forme mal définie, parce que les gens des plus basses classes en faisaient seuls partie. L'association se divisait en loges de quinze à trente membres, plus ou moins, suivant la population et suivant les dimensions du cabaret où chaque loge tenait ses séances. C'était au cabaret que l'on se réunissait pour juger les délinquans. Par ce mot, il ne faut pas entendre seulement les ennemis politiques, les orangistes. Les associés se reconnaissaient un droit de juridiction sur tout le monde, complices ou adversaires, sur le jeune homme de race celtique qui séduisait une jeune fille aussi bien que sur le maître anglo-saxon qui congédiait un ouvrier. Chaque loge se transformait au besoin en tribunal et décidait de sa propre autorité quelle serait la punition du coupable. S'agissait-il d'une grave offense, des délégués arrivaient des loges voisines. La sentence prononcée, si elle emportait la peine de mort et qu'il y eût à craindre de trop actives recherches de la part du gouvernement, on faisait venir l'exécuteur d'un lieu éloigné. On lui donnait un délai d'une ou deux semaines afin qu'il pût étudier les habitudes de la victime désignée; chacun le renseignait de son mieux; le coup frappé, tout le monde l'aidait à disparaître et concourait à dissimuler les traces de l'attentat. Comme un tel acte n'était pas sans péril, on en regardait l'auteur comme un héros, loin de le traiter en criminel. Dans l'opinion du peuple, cette justice occulte était nécessaire au salut de la société. C'était s'honorer que d'y prendre part, et la mort du condamné était parfois une délivrance. Un jour de marché, dans une petite ville du nord de l'Irlande, on vit les paysans soulever leurs chapeaux et se signer d'un air de joie. « Qu'y a-t-il de nouveau? leur demanda quelqu'un. — N'avez-vous pas entendu ce que l'on vient de nous apprendre? lui fut-il répondu, le

plus grand tyran du comté de Mayo a été tué ce matin. » Il s'agissait d'un propriétaire assassiné par vengeance.

Les Anglais s'accordent à rendre l'association du Ruban responsable des nombreux crimes agraires dont l'Irlande a été le théâtre. Tantôt c'était un propriétaire frappé parce qu'il avait congédié des locataires qui ne le payaient point ; tantôt c'étaient des ouvriers amenés du dehors pour propager de nouvelles méthodes de culture et que l'on retrouvait poignardés au fond d'un fossé. Les régisseurs des grands domaines, souvent trop durs pour le pauvre monde, étaient sans cesse menacés d'un pareil sort. L'un d'eux, M. Trench, dont les mémoires publiés il y a dix ans dépeignent sur le vif la société irlandaise, raconte que, pendant toute une année, à la suite de quelques évictions, il n'osa plus sortir de chez lui sans être armé et accompagné, ayant appris de source certaine que les paysans avaient juré sa mort. Le meurtre tout récent de lord Leitrim, dans des circonstances analogues, ferait croire que cette coutume barbare n'est pas éteinte ou qu'elle revit encore parfois lorsque les mauvais traitemens prolongés exaspèrent les habitans des campagnes.

Rien ne peint mieux du reste l'inconsistance du caractère irlandais que la vogue extraordinaire qu'eurent en ce temps les sermons du père Mathew, l'apôtre de la tempérance. Il existait, depuis 1836, dans la ville de Cork un petit groupe d'hommes bien intentionnés, presque tous protestans (la plupart étaient quakers), qui s'engageaient à faire abstention complète des boissons alcooliques. Ils avaient peu de prosélytes, peut-être même se moquait-on d'eux. Vers la même époque vivait au couvent des capucins Théobald Mathew, moine de bonne santé, de bon cœur et de bonne humeur, devenu populaire grâce à son dévoûment pour toutes les œuvres de bienfaisance. Dans les écoles, dans les salles d'hôpitaux, partout où il y avait des pauvres à secourir, il rencontrait chaque jour les quakers qui l'aimaient et qui le suppliaient de prêcher la tempérance avec eux. Après bien des hésitations, il s'y décida. Son adhésion produisit tout de suite beaucoup d'effet, car on le connaissait pour être d'un naturel plutôt réfléchi qu'exalté. Fait singulier, il excita d'autant plus d'enthousiasme chez cette population mobile qu'il en éprouvait moins lui-même. C'était par la sympathie que sa personne inspirait plus que par la raison ou par l'éloquence qu'il entraînait ses auditeurs, par quoi O'Connell et lui se distinguèrent et réussirent tous deux à devenir en même temps les idoles de leurs compatriotes. Le père Mathew ne négligeait pas une certaine mise en scène qui devait séduire les Irlandais. Tout nouveau converti s'agenouillait devant lui, prêtait serment de ne plus boire de

liqueurs fortes; une médaille lui était alors remise, en guise de diplôme. Plus habile qu'O'Connell, il eut l'adresse de ne pas faire de distinction entre le catholique et le protestant; peu lui importait la religion des gens qui venaient à lui pourvu qu'ils s'engageassent à ne plus faire usage que de boissons inoffensives. Sa réputation s'étendit bientôt au-delà de la ville où il avait débuté; il parcourut l'Irlande entière, bien accueilli partout, ne prêchant jamais que contre l'ivrognerie, enregistrant des adhésions par centaines de mille. En Angleterre, il n'eut pas moins de succès; un évêque protestant lui offrit l'hospitalité dans son palais; lord Brougham et le duc de Wellington lui souhaitèrent la bienvenue. A Londres seulement, la foule, ameutée par des cabaretiers, dit-on, dont la nouvelle doctrine compromettait le commerce, voulut lui faire un mauvais parti: le nombre de prosélytes n'en fut pas moins grand.

Pour nous, qui vivons sous un climat où la vigne prospère et qui considérons le vin comme un aliment non moins sain que fortifiant, cette croisade a quelque chose d'étrange. Dans les îles britanniques, où l'intempérance était dès lors une plaie sociale, le père Mathew fut un bienfaiteur de l'humanité. On ne tarda pas à reconnaître le bon effet de ses prédications. Les tribunaux constataient une amélioration dans la statistique criminelle; des habitudes d'ordre, de propreté se répandaient dans les basses classes, les débitans de liqueurs fortes ne faisaient plus fortune; par compensation la vente des vêtemens, des denrées comestibles augmentait. Ce fut vers 1845 que le *teetotalism* fut le plus en honneur. Le père Mathew était alors à bout de forces; malade, ruiné par les frais de sa propagande, il aurait pu du moins s'en remettre à d'autres du soin de continuer l'entreprise qu'il avait si bien commencée; mais la plus terrible des famines survint sur ces entrefaites. Après la crise, bien des sermens furent oubliés. Les cabarets, qui s'étaient fermés, se rouvrirent. L'apôtre avait disparu; puis le mouvement avait été trop brusque pour qu'il n'y eût pas de réaction. Il serait injuste cependant de dire que l'œuvre du digne capucin n'eût aucune conséquence d'avenir. S'il resta bien peu de partisans d'une abstention complète, du moins l'exemple avait prouvé quelle grande vertu est la tempérance, et le souvenir du père Mathew contribua plus tard à faire voter par le parlement une réforme appropriée aux mœurs modernes, c'est-à-dire une bonne loi sur les cabarets.

En dépit de la misère publique, des agitations politiques et du régime détestable auquel était soumise la propriété foncière, la population irlandaise s'accroissait avec une rapidité sans exemple. On estime qu'elle était de 9 millions d'âmes en 1845, 9 millions d'individus vivant au jour le jour, de l'existence la plus précaire, sans

économies et sans industrie. La pomme de terre était, on le sait, l'aliment presque exclusif du paysan. Le bruit se répandit que l'année d'avant ce précieux tubercule avait fait défaut en Amérique; la récolte ayant été abondante en Europe, on y fit peu d'attention. L'année 1845 s'annonçait bien. Vers le milieu de l'été, les tiges séchèrent sur pied, comme si le vent du désert les eût frappées. Toutefois il en restait encore assez pour la consommation; mais, l'hiver venu, une grande partie de ce qu'il y avait en réserve fut atteint de pourriture. Ce n'était encore qu'une disette. Privés de leur ressource habituelle, les cultivateurs vendirent ce qu'ils possédaient, s'endettèrent et, malgré tout, avec le courage qui est dans le caractère celtique, ils préparèrent leur champ pour la campagne suivante, comptant qu'une bonne saison en compenserait une mauvaise. Hélas! la récolte de 1846 fut frappée comme l'avait été celle de l'année précédente, et plus complètement encore. Cette fois, c'était la famine. Un peuple entier se voyait privé de ses moyens d'existence.

Qu'allaient devenir ces 9 millions de malheureux, dont la moitié peut-être était dans une pénurie absolue? N'était-ce pas le devoir du gouvernement anglais de leur venir en aide aussitôt que le mal fut connu? Il faut tenir compte des circonstances. Cette catastrophe arrivait juste au moment où, d'un bout à l'autre de la Grande-Bretagne, se débattait la question des lois sur les céréales. Chez les protectionnistes, admettre qu'il y eût danger de famine en Irlande, c'était concéder à leurs adversaires un argument capital en faveur de la libre circulation des grains, car rien ne devenait plus urgent que d'ouvrir les ports à l'importation étrangère. De la part du gouvernement, il y avait la crainte d'être mal informé, d'accorder des secours qui seraient inutiles ou dont la distribution serait un vrai gaspillage. Bien que dès le mois d'octobre 1845 les autorités irlandaises eussent signalé le péril, on en doutait encore. Quelques personnes se disant bien renseignées prétendaient que l'alarme était vaine. Puis, lorsque la misère devint évidente et que le parlement eut accordé un magnifique subside de 200 millions, outre qu'il était déjà trop tard pour que le remède fût efficace, les ministres ne surent comment s'y prendre. Il faut, disait l'un, employer ces fonds en ateliers de charité, car l'aumône directe démoralise le pauvre. — Mais, objectait un autre, c'est une faute d'intervenir sur le marché du travail. — Que ne faites-vous vendre des vivres à prix réduit? demandait-on à lord John Russell. — Mais, répondait celui-ci, c'est contraire aux doctrines d'Adam Smith. — D'un côté comme de l'autre, on le voit, les doctrines économiques dont l'Angleterre s'était repue depuis dix ans faisaient obstacle à l'organi-

sation des secours. Les maisons d'asile entretenues par la taxe des pauvres avaient épuisé leurs ressources, quoique cet impôt eût été porté à un taux excessif. Le temps manquait pour que le comité de secours, institué sous la présidence de sir John Burgoyne, pût agir avec efficacité. Distribuer le pain quotidien à des millions d'individus n'était pas une petite affaire. D'abord on fit des avances d'argent aux bureaux de bienfaisance qui fonctionnaient déjà. Ensuite on installa, sous la surveillance de comités locaux, des distributions de soupe aux plus nécessiteux; que d'abus inévitables dans cette vaste entreprise! On eut bien l'idée de créer des ateliers publics sur les routes. Hélas! les pauvres gens, épuisés par les privations, étaient devenus incapables de travailler. La maladie, s'ajoutant à la famine, abattait les plus vigoureux.

On pense bien que le clergé catholique se prodigua dans cette affreuse épreuve. Du reste les pasteurs protestans ne se montrèrent pas moins dévoués, et les quakers, délégués par la Société des Amis d'Angleterre, parcoururent les districts les plus éprouvés, portant partout des secours et des paroles de consolation. Les Irlandais en ont conservé un souvenir reconnaissant. Quant aux propriétaires terriens, sauf d'honorables exceptions, leur conduite fut en général blâmable. La plupart vivaient outre mer d'habitude, ils se gardèrent de revenir; d'autres s'enfuirent par crainte des épidémies régnantes. Il n'y avait pas entre eux et leurs tenanciers cette intime solidarité que la vie commune des campagnes crée en d'autres contrées. Ils se voyaient doublement ruinés, d'abord par la perte de leurs redevances, ensuite par le surcroît d'impôts que la circonstance exigeait. Ils étaient, eux aussi, les victimes de la famine.

L'Irlande s'est ressentie longtemps des souffrances éprouvées en 1846 et 1847; non-seulement parce qu'une grande partie de sa population y a succombé, mais aussi parce que ces années d'épreuve ont assombri le caractère national. Les fêtes, les danses, les jeux furent oubliés; l'hospitalité traditionnelle des hommes du peuple fit place à une défiance exagérée contre les étrangers. La haine contre l'Angleterre s'accentua, car on lui en voulut d'avoir tardé si longtemps à comprendre la gravité de la situation. Dès les premières nouvelles, les émigrés d'Amérique s'étaient cotisés pour envoyer des secours à leurs anciens compatriotes; on leur sut plus de gré pour les quelques milliers de livres qu'ils fournirent qu'aux Anglais pour les millions qu'ils avaient tardivement accordés.

Toutefois ce désastre n'entrava guère une sorte de renaissance politique dont les premiers symptômes avaient apparu depuis quelques années déjà. L'auréole dont le souvenir d'O'Connell est entouré, l'espèce de légende qui nous cache à distance la vraie

physionomie de ce héros du catholicisme irlandais, peuvent nous faire oublier ce qu'étaient ses amis les plus dévoués. Prodigues, fanfarons, duellistes enragés, les patriotes d'il y a quarante ans ne cherchaient à se rendre populaires ni par l'intégrité de la vie publique, ni par la dignité de la vie privée. Les distributions d'argent, les libations, les combats à coups de bâton décidaient la victoire dans les élections lorsque l'influence des prêtres ne suffisait pas à l'assurer. Au parlement, le ministère abandonnait à ses fidèles tous les emplois dont le gouvernement dispose; dans son comté, le député les distribuait entre ses partisans. On le sait, la publicité de la presse est le seul remède à de tels abus. Or en Irlande les écoles étaient presque désertes; on ne savait point lire; c'est à peine si quelque journal pénétrait de temps à autre dans les campagnes.

En outre de ces grossiers patriotes qui composaient « sa vieille garde, » O'Connell réunit autour de lui, vers la fin de sa vie, des jeunes gens, frais éclos de l'université, imbus des souvenirs classiques, enflammés d'un ardent amour pour la patrie, pleins d'illusions, si l'on veut; mais ces chevaliers de la jeune Irlande avaient la généreuse ambition de ne triompher que par des moyens honnêtes; ils voulaient, de plus, imprimer au mouvement national plus d'activité. Ils prenaient volontiers pour modèle l'illustre Grattan, qui, dans les dernières années du XVIIIe siècle, avait été dans le parlement national le type de l'orateur et du citoyen.

Cette petite phalange d'enthousiastes fonda tout d'abord (1842) un journal, la *Nation*, qui est resté jusqu'à nos jours le défenseur des idées modernes à travers toutes les épreuves que la politique irlandaise a traversées depuis cette époque. Dans les bureaux de ce journal se réunissaient tous ceux qui prétendaient régénérer la patrie. Il y avait dans le nombre des poètes dont les ballades pénétrèrent bientôt jusque dans les districts les plus reculés. Tout en professant un profond respect pour O'Connell, ils ne cachaient point que ses adhérens ordinaires n'étaient pas de leurs amis. Bons catholiques dans le fond de l'âme, ils rêvaient d'enlever au clergé des paroisses l'influence excessive qu'il exerçait dans les affaires nationales. Pleins de mépris pour les pratiques vénales de leurs vieux coreligionnaires, ils se promettaient de ne point faire le trafic des places et des honneurs. Ils l'avouaient tout haut; c'était par la vertu qu'ils voulaient conquérir la liberté.

Quelque sceptique que l'on soit pour cet enthousiasme d'une belle jeunesse, on ne peut s'empêcher de convenir que la jeune Irlande de 1842 comptait dans ses rangs des esprits d'élite. Dispersés plus tard par les événemens, ils ont fait fortune un peu partout. L'un des fondateurs du parti, Charles Gavan Duffy, parti pour Melbourne

dans une heure de découragement, y est devenu premier ministre de la province de Victoria; c'est peut-être à l'heure présente l'homme d'état le plus accompli du continent austral. Darcy Mac-Gee a été ministre de la couronne au Canada; Meagher est mort gouverneur du territoire de Montana aux États-Unis. D'autres sont aujourd'hui membres de la chambre des communes. Les femmes d'esprit et de cœur ne manquèrent point dans cette brillante pléiade qui rappelle par plus d'un côté la gironde de notre révolution.

A tout parti politique, il faut un chef. William Smith O'Brien devint celui de la jeune Irlande. Il était de vieille race, car il descendait en ligne directe du roi Brian, que les Danois vainquirent à Clontarf au XIe siècle. Sous les règnes d'Élisabeth et de Jacques Ier, quelques seigneurs, qui ne demandaient pas mieux que de se réconcilier avec les maîtres du pays, acceptèrent d'envoyer leurs enfans en Angleterre pour y être élevés dans la foi protestante. Les O'Brien cessèrent ainsi d'être catholiques. Au XVIIe siècle, l'un d'eux reçut le titre de comte; par reconnaissance sans doute, il combattit dans les rangs de Cromwell et fut la terreur des royalistes du Munster. Smith O'Brien était un cadet de cette noble famille. Hautain, réservé par caractère, avec des tendances libérales, il fut élu député presque au sortir de Cambridge, et siégea dans la chambre des communes parmi les tories. Aussi s'étonna-t-on beaucoup d'apprendre en 1843, — il avait alors quarante ans, — qu'il passait à l'opposition. Quatorze années de vie parlementaire lui avaient prouvé, disait-il, que les intérêts de son île natale ne pouvaient être défendus d'autre façon. Si cette détermination subite brisait sa carrière politique, le séparait de ses amis, de sa famille, du moins elle lui fit une grande réputation parmi les nationaux. De ses premières convictions, il avait conservé l'horreur des doctrines révolutionnaires; aussi n'éprouvait-il aucune sympathie pour les partisans d'O'Connell, qui du reste ne pouvaient faire que froid accueil à un protestant. Par compensation, les hommes de la jeune Irlande le reçurent avec confiance. Ils se proposaient en effet d'unir protestans et catholiques sur un même programme de revendications nationales; ils blâmaient O'Connell d'avoir trop mêlé les questions religieuses aux questions politiques. On les traitait de libres penseurs; ils répondaient qu'ils ne voulaient pas être bigots. La querelle s'envenima par degrés; il y eut bientôt scission complète entre les deux partis. Smith O'Brien devint le chef des jeunes, tandis que les anciens restaient fidèles à O'Connell, que la mort enleva vers cette époque.

Telle était la situation lorsque éclatèrent les événemens de février 1848. La révolution triomphait partout, de Naples à Berlin.

Quelques mois auparavant, aux premiers signes de la tempête qui allait sévir sur l'Europe, il y avait eu de graves dissensions entre les meneurs de la jeune Irlande. Le journal la *Nation*, leur organe, était dirigé par un comité de trois membres : Gavan Duffy, Darcy Mac-Gee et John Mitchell. Les deux premiers se disaient partisans d'une agitation légale, constitutionnelle. Mitchell, au contraire, prêchait la révolte. A l'entendre, la politique modérée avait énervé le pays; suivant une formule moderne que l'on n'avait pas encore énoncée avec cette précision, c'était par le fer et par le sang que l'Irlande devait être sauvée. Smith O'Brien répugnait à suivre ce nouveau programme. Mitchell quitta la *Nation* pour fonder une feuille hebdomadaire, *the United Irishman*, dont chaque ligne était un appel aux armes. Au troisième numéro arriva la nouvelle de la chute de Louis-Philippe; de semaine en semaine, il n'y eut plus que des bulletins de victoire à enregistrer, que des exemples d'insurrection à mettre sous les yeux du lecteur. Il faut bien le dire, les misères de l'année précédente avaient préparé le terrain pour une guerre d'indépendance. De pauvres hères, épuisés par la famine et convaincus que les vices du gouvernement anglais étaient la cause de ce fléau, se laissèrent persuader sans peine qu'il valait mieux périr les armes à la main pour la liberté de la patrie que de mourir de faim au seuil de leurs demeures. Des émissaires se répandirent dans les provinces pour exciter l'opinion publique. O'Brien et ses amis n'osaient se prononcer hardiment contre un mouvement qui leur semblait devenir de jour en jour plus irrésistible. Le clergé seul prit parti sans hésitation contre les révolutionnaires, surtout pour obéir à une tradition constante de l'église, un peu aussi par un reste de fidélité aux enseignemens d'O'Connell, qui avait toujours blâmé les insurrections. Le dévoûment que les curés avaient montré pendant la famine n'avait pas peu contribué à raffermir leur influence sur les cultivateurs. Au surplus, le peuple était si mal armé, si peu préparé pour une insurrection, que personne n'eût remué peut-être si le gouvernement n'eût donné le signal lui-même par un excès de sévérité.

Le 21 mars, O'Brien, Meagher et Mitchell furent arrêtés; ce dernier à cause de ses écrits, les deux autres sous prétexte de discours séditieux. Mitchell fut seul traduit devant un tribunal, l'accusation ayant été abandonnée contre ses compagnons : cette arrestation commune créait entre eux une communauté d'intérêts qui n'existait pas auparavant. Les confédérés les plus ardens jurèrent de mettre le peuple en branle le jour où leur chef serait amené devant le jury. Ceux qui obéissaient à O'Brien désapprouvèrent cette prise d'armes. Dans l'incertitude, la foule resta tranquille; mais lorsque

Mitchell fut condamné à quatorze années de déportation, par un brusque revirement, tous, Smith O'Brien en tête, s'accordèrent à dire qu'il fallait appeler les Irlandais aux armes. Par un reste d'indécision, ils ajournèrent le mouvement à trois mois de là, au milieu d'août, sous prétexte que les préparatifs ne pouvaient être achevés plus tôt, et qu'il serait impossible de remuer les paysans avant la moisson. En attendant que le moment fût venu, ils parcouraient le pays pour organiser des bandes de partisans.

Lord Clarendon était lord-lieutenant d'Irlande. Les arrestations déjà faites en mars prouvent qu'il avait résolu d'étouffer la rébellion avant qu'elle eût le temps d'éclater. Les conjurés se croyaient assurés d'avoir quelques semaines de liberté, car la loi anglaise ne permettait pas qu'ils fussent saisis et jugés sans les formalités d'un long procès. Ils n'avaient pas prévu, paraît-il, la suppression de l'acte d'*habeas corpus*. Aussitôt votée par le parlement, la loi martiale fut proclamée dans la dernière semaine de juillet. Des détachemens d'infanterie et de police furent lancés en tous sens à travers le pays. Des bateaux à vapeur croisèrent sur le littoral pour empêcher les évasions. O'Brien et ses compagnons avaient déjà décidé d'établir le centre de leur gouvernement insurrectionnel à Kilkenny, dans le comté de Tipperary. Dès que cette nouvelle leur parvint, ils s'y rendirent en toute hâte, suivis par des milliers de paysans. Les prêtres, qui s'étaient mêlés à cette foule, firent valoir qu'il n'y avait ni fusils, ni provisions, encore moins de canons et de cavalerie, ni officiers, ni plan de campagne. Attaquer le gouvernement, c'était courir au-devant d'une mort certaine. Dociles à ces sages exhortations, la plupart se débandèrent. O'Brien n'avait plus autour de lui que quelques centaines d'énergumènes presque nus et désarmés lorsqu'il rencontra une troupe de soldats de police. Ceux-ci, n'étant pas de force à résister en rase campagne, se réfugièrent dans la ferme de Ballingarry, dont les bâtimens étaient presque inexpugnables pour des adversaires dépourvus d'artillerie. Les insurgés n'avaient qu'une ressource : entasser des matières combustibles contre la porte et y mettre le feu. Cette ferme appartenait à une veuve qui l'habitait avec ses cinq enfans. O'Brien se sentit pris de pitié pour ces innocens; il commanda la retraite, laissant sur le terrain quantité de morts et de blessés. Ses compagnons virent bien qu'il n'y avait plus rien à attendre d'un chef si pusillanime. Tous se dispersèrent dans les montagnes. L'insurrection s'éteignit sans plus de résistance. Beaucoup réussirent à gagner la France ou l'Amérique. O'Brien, Meagher, Mac-Manus et O'Donohue, qui s'étaient laissé prendre, furent condamnés à la peine de mort, commuée presque aussitôt en déportation perpétuelle. On les en-

voya en Australie. Cette échauffourée coûtait à l'Irlande quelques-uns de ses meilleurs citoyens; déportés ou exilés volontaires, tous s'étaient conduits comme des fous. C'étaient des hommes de cœur et d'intelligence qui n'avaient pas le tempérament de conspirateurs. Le seul effet de leur coupable entreprise fut d'appesantir un régime de terreur sur le pays qu'ils avaient voulu délivrer du joug étranger. O'Brien était sans contredit le plus blâmable; il avait doublement failli, d'abord en s'associant à l'appel aux armes, ensuite, une fois le Rubicon franchi, en se refusant aux mesures promptes et vigoureuses que réclamaient ses complices. Que n'était-il resté dans les rangs des tories conservateurs, puisqu'il ne possédait aucune des qualités qui font un tribun? Voilà le jugement que portèrent sur lui ses compatriotes les plus réfléchis. Pour les gens du commun, O'Brien, Meagher et Mitchell furent des héros, des martyrs dont la condamnation était une insulte à la nation irlandaise tout entière.

II.

C'est presque un axiome historique aujourd'hui qu'un pays n'est jamais plus prospère qu'après avoir subi quelque grande calamité. Dans le malheur, les caractères s'épurent, les esprits deviennent raisonnables, les travailleurs apprennent à mieux diriger leurs efforts. S'il n'en fut pas de même de l'Irlande après la famine de 1847, après les agitations stériles de 1848, c'est que ses plaies étaient entretenues par une cause externe ou que le mal était invétéré au point qu'il fallait des secousses plus violentes encore, du moins un traitement plus prolongé pour en détruire les racines et réparer les dégâts qu'il avait produits. Le mal dont il s'agit était l'antagonisme de race entre les Saxons d'Angleterre et les Celtes d'Irlande. Certaines personnes doutent encore de l'influence des races dans l'histoire. Nulle part la différence d'origine entre vainqueurs et vaincus, vivant côte à côte sur le même sol, avec des mœurs et des idées différentes, n'a produit des effets plus désastreux qu'en Irlande, puisque la réconciliation n'a pas encore eu lieu après six siècles d'existence commune.

Le vice radical de la société irlandaise réside dans la mauvaise assiette de la propriété foncière. Depuis les temps les plus reculés, dans toutes les contrées soumises à la loi romaine ou qui l'ont adoptée après l'invasion des barbares, en France, en Angleterre, la terre a été l'apanage des seigneurs héréditaires, qui la divisaient entre leurs tenanciers. Ceux-ci avaient les charges de la culture, ils en avaient aussi le profit, sauf paiement d'une rente en argent. A défaut de convention écrite, le tenancier restait sur le même sol

aussi longtemps qu'il était capable de le mettre en valeur : c'était une sorte de bail perpétuel. Qu'il vînt à mourir, ses enfans le remplaçaient. Voulait-il se retirer, il avait la faculté de vendre à un autre son droit de jouissance ; dans ce cas, il était tenu de payer au seigneur l'impôt de lod et vente, analogue à ce qu'est aujourd'hui le droit de mutation ou d'enregistrement. Voilà le régime qui subsista chez nous jusqu'à l'époque où, par l'abolition de tous droits féodaux, le tenancier à titre perpétuel devint propriétaire presque sans transition, puisque l'état se substitua simplement au seigneur.

En Irlande, cette transformation du tenancier en propriétaire ne s'est pas opérée. Pourquoi? On peut dire que c'est parce que la culture y fut toujours arriérée, le cultivateur toujours misérable; nourrir une ou deux vaches, ensemencer un champ de pommes de terre, le tenancier n'en sait pas faire davantage ; ou bien parce que, entre le propriétaire protestant qui est le conquérant et le tenancier catholique qui est en quelque sorte l'esclave de la glèbe, il y a un abîme que la religion rend encore plus profond. Non-seulement il n'y a pas de contrat entre eux ; bien plus, la coutume ne confère aucun privilège au cultivateur. Peu importe qu'il ait défriché la terre, drainé les bas-fonds, construit des bâtimens, amélioré le sol de quelque façon que ce soit au prix de ses sueurs; les améliorations qui lui sont dues appartiennent au propriétaire, qui a le droit de le renvoyer d'une année à l'autre ou d'élever le chiffre de la redevance annuelle. Cet état semble d'autant plus dur à l'Irlandais qu'il conserve par tradition le souvenir d'un régime tout différent. La loi celtique en effet, loin d'attribuer au seigneur la possession de la terre, enseigne qu'elle doit rester indivise entre les membres de la tribu. Avant la conquête saxonne, les champs se partageaient chaque année par lots de contenance équivalente entre tous les hommes valides du village, dont le chef élu ne recevait en outre de son lot que des redevances volontaires. De même le cheptel, qui dans la loi romaine appartient au seigneur, est la propriété de la tribu dans la loi celtique. Ces idées se transmettent de père en fils de temps immémorial. Que le paysan soit évincé faute de paiement ou par le simple caprice du propriétaire, qui prétend essayer avec des ouvriers d'Écosse ou d'Angleterre de nouvelles méthodes de culture, il se croit dépouillé ; il se venge alors par l'assassinat. Peut-être cette situation fâcheuse se fût-elle améliorée avec le temps, si en Irlande, à l'inverse des autres contrées soumises au droit féodal, le seigneur n'eût été un ennemi, un étranger; il est absent, il vit en Angleterre, ne s'occupant de son domaine que pour recevoir le profit qu'il en retire. Il est représenté sur place par un intermédiaire qui veut s'enrichir lui-même ou par

un régisseur qui, fût-il accessible à la pitié, n'est pas maître d'agir à sa guise. Aussi le paysan vit-il toujours dans la crainte du maître; aussi se garde-t-il de meubler sa chaumière, d'orner son jardin, même s'il prospère. Tout signe extérieur d'aisance indiquerait qu'il fait fortune, qu'il est en état de payer un loyer plus élevé.

Cependant, dans l'Ulster, le sort des tenanciers était moins précaire, par ce seul motif que la conquête avait été plus rigoureuse au XVII[e] siècle. Sous Jacques I[er], les terres confisquées sur les anciens propriétaires furent distribuées entre les partisans de la couronne, sous la condition d'y implanter des cultivateurs anglais de religion protestante. La dépossession ne fut pas absolue sans doute; pour attirer les colons, il fallut cependant leur promettre quelques avantages. La coutume s'établit alors de tenir compte au fermier de la plus-value due à son industrie personnelle. Lorsqu'il quitte le domaine, que ce soit de plein gré ou par éviction, il a le droit de vendre à son profit ce qu'il y laisse. Si le propriétaire le met dehors, ce n'est qu'après lui avoir remboursé cette plus-value. Grâce à cette sage garantie, l'Ulster fut riche et tranquille, alors que les autres provinces restaient misérables.

Ce qui vient d'être dit n'appartient pas à l'histoire ancienne. Le peuple était encore dans cette condition au lendemain de la famine. Trois années de disette avaient anéanti les ressources de la population agricole. Bien des propriétaires étaient endettés, les rentes ne se payant plus; bien plus, ils étaient obligés de secourir leurs tenanciers, ou si ceux-ci, épuisés par la misère et par la maladie, entraient à l'hôpital, il fallait payer des taxes exorbitantes pour l'entretien des maisons de secours qui les recueillaient. Beaucoup de paysans avaient péri; les survivans étaient découragés. Valait-il la peine de se remettre au travail dans les mêmes conditions qu'auparavant pour aboutir peut-être au même résultat à la première année de détresse? Les cultivateurs irlandais sont trop pauvres, se dit-on, trop ignorans, trop nombreux. Ce qui convient à ce pays ce sont de braves Écossais, laborieux et économes; des Anglais initiés aux mystères de l'agriculture progressive, des fermiers à idées modernes en possession d'un petit capital. En un mot, il faut coloniser l'Irlande. Quant aux indigènes, qu'ils s'en aillent en Amérique ou ailleurs, là où la main-d'œuvre fait défaut. Ils y gagneront leur vie sans avoir à redouter les années de disette.

Ainsi raisonnait-on en Angleterre. La presse, les économistes, les membres du parlement eux-mêmes conseillaient l'émigration comme un sacrifice suprême imposé par la circonstance. La plupart des propriétaires, qui n'avaient, on le sait, nulle attache dans le pays, n'étaient que trop disposés à suivre ces perfides conseils. A vrai

dire, pour beaucoup d'entre eux, c'était une nécessité cruelle. Pouvaient-ils conserver des tenanciers qui ne payaient plus de rentes? Puisqu'il était démontré que l'extrême division des terres en culture avait ruiné le pays, pouvaient-ils faire autrement que d'expulser les plus misérables afin d'assurer la subsistance de ceux qui resteraient? Certes, les tenanciers, même les plus pauvres, n'étaient pas disposés à partir; mais ils n'avaient pas de bail. S'ils résistaient, un jugement du tribunal donnait le droit de les renvoyer de force.

Pour un fermier de nos jours, sortir du domaine qu'il cultive n'est guère plus qu'un changement de domicile pour un citadin. Il n'en était point de même pour l'Irlandais de cette époque, qui était né sur le coin de terre où il avait vécu, qui y avait succédé à ses ancêtres. La chaumière qu'il habitait, le jardin, les arbres, tout cela était sa fortune: il ne connaissait rien en dehors, n'en étant jamais sorti. Aussi ne voulait-il point s'en aller, si bien qu'une éviction brutale devenait inévitable. Le régisseur, assisté du shérif, arrivait avec des ouvriers. On jetait à terre la toiture de la cabane; on renversait les murailles. Tout était démoli à coups de pioche et de hache. L'infortuné paysan restait sur le sol nu, quelque temps qu'il fît, avec sa femme, ses enfans, ses vieux parens. Il essayait bien de dresser une tente avec les débris de ce qui avait été son habitation; l'hiver l'obligeait de fuir. Il était défendu aux voisins de recueillir les expulsés sous menace d'être mis dehors à leur tour. On allait alors dans la ville voisine sans autre perspective qu'un lit d'hôpital, ou bien, si l'on avait quelque argent en poche, on s'embarquait sur le premier navire venu pour l'Amérique ou pour l'Australie. Souvent il n'y avait que juste assez pour payer le voyage du chef de famille; les autres attendaient, abandonnés à la charité publique, que l'émigrant eût ramassé une somme suffisante pour les appeler auprès de lui. Il est juste de dire que certains propriétaires donnèrent eux-mêmes le passage, trop heureux d'être débarrassés au prix de ce modique sacrifice des tenanciers qu'ils ne voulaient pas conserver.

Les émigrans d'Angleterre ou d'Allemagne qui partent en grand nombre chaque année pour les contrées d'outre-mer sont des gens aventureux peut-être, du moins porteurs d'un petit capital, encore dans la force de l'âge et soutenus par l'espoir d'acquérir une prompte fortune. S'étonnera-t-on que ces Irlandais ruinés, ignorans, sordides, épuisés par les privations, aient semblé par comparaison de tristes recrues? Cet exode fut accompagné de circonstances navrantes, surtout au début. Sur plus de 100,000 embarqués pendant l'année 1847 à destination du Canada et du Nouveau-

Brunswick, 17,000 périrent dans la première année, dont un tiers avant d'atteindre les rivages du Nouveau-Monde. Des hôpitaux avaient été installés à la hâte dans les ports de débarquement pour recevoir les malheureux. Des familles entières disparaissaient, ou il n'en restait que des orphelins incapables de gagner leur vie. Remarquons que beaucoup d'Irlandais ne parlaient alors que la langue gaélique, en sorte qu'il leur était impossible de se faire comprendre. Ils s'entassaient dans les grandes villes, à New-York surtout, s'adonnaient aux métiers les plus répugnans. Cependant, comme ils étaient laborieux au fond, un grand nombre prospérèrent. La race irlandaise tient maintenant une place considérable dans l'Union américaine. On ne peut trouver surprenant qu'il lui reste au cœur une haine persistante contre la race anglaise qui lui a été si dure aux jours de malheur. Tant par la famine que par l'émigration, l'Irlande a perdu 3 millions de ses enfans dans une période de dix années.

Néanmoins la situation des propriétaires ne s'en améliorait guère, car la plupart, accablés de dettes, ne possédaient plus qu'un titre sans revenu. La législation compliquée de l'ancien temps ne leur permettait pas de vendre des domaines hypothéqués sous toutes les formes imaginables, parce que les droits des créanciers n'étaient pas bien établis. Tel gentilhomme campagnard, obligé par la situation de famille dont il héritait de vivre dans un château, se trouvait dans une gêne extrême et ne pouvait cependant vendre une propriété devenue onéreuse. Il avait été souvent question d'y remédier, et en effet le gouvernement anglais présenta un projet de loi relatif aux domaines hypothéqués (*encumbered estates act*) à la chambre des lords aux premiers jours du mois de février 1848. Le moment n'était pas favorable ; personne n'ignore combien il est dangereux de liquider une fortune compromise dans un temps d'agitation politique ou sociale. Les lords votèrent la loi proposée presque sans discussion. A la chambre des communes, le député O'Brien voulut, par un amendement, en étendre les effets à l'Angleterre. Il avait raison, car les titres de la propriété foncière n'y étaient guère moins incertains qu'en Irlande. La proposition fut repoussée, d'où les Irlandais conclurent que le parlement britannique avait une arrière-pensée dans cette circonstance. Bien des propriétaires, surtout ceux qui vivaient sur leurs terres et s'y étaient obérés, étaient Celtes de religion, de naissance, d'opinion. On espérait sans doute que leurs domaines mis en vente seraient achetés par des Anglais, que l'île rebelle recevrait ainsi toute une nouvelle population sympathique à l'empire britannique en place de celle qui lui était hostile. Débarrassé du menu peuple par l'émigration et des hautes classes par la

vente des héritages, l'Irlande deviendrait vraiment une province dévouée à la couronne. « Dans quelques années, disait crûment le *Times*, les Celtes seront aussi rares dans le Connemara que les Peaux-Rouges sur les bords du Manhattan. »

La loi dont il s'agit instituait un tribunal spécial, désigné sous le nom de cour des domaines hypothéqués, auquel était conféré le droit de vendre toutes propriétés, à la demande du propriétaire ou de ses créanciers, nonobstant tous engagemens et toutes conventions contraires. Le même tribunal recevait en outre le pouvoir de substituer un titre net et liquide aux titres confus que les possesseurs avaient eu jusqu'alors. En vérité, rien n'était plus avantageux que ce règlement d'affaires; le seul mal est que le remède arrivait hors de propos. A peine la loi promulguée, les requêtes des créanciers se multiplièrent. Les ventes furent si nombreuses qu'il y eut panique, avilissement des prix. Tel gentilhomme qui comptait se libérer avec le temps des obligations contractées dans les années de misère fut contraint de tout abandonner et se vit réduit à l'indigence sans même que ce sacrifice complet suffît à payer l'arriéré. Les plus favorisés retiraient de leurs biens un capital équivalent à douze ou treize fois le revenu annuel; d'autres obtenaient à peine la moitié. Quoi qu'on en eût dit, les Anglais n'achetèrent presque rien; ce fut aux gens du pays que passèrent les domaines mis en vente. Les dix premières années furent une triste période pour les justiciables appelés devant la cour des domaines hypothéqués. Plus tard, lorsque la situation financière s'améliora, les propriétaires réclamèrent d'eux-mêmes l'intervention de ce tribunal, qui avait qualité pour les débarrasser de servitudes gênantes. Il est à noter que, si les héritages changèrent de mains, les paysans n'y gagnèrent rien le plus souvent. Au lieu d'un seigneur hautain peut-être, mais insouciant, tolérant, il leur venait quelque marchand enrichi qui prétendait gérer son bien suivant les principes rigides d'une maison de commerce. Ce nouveau maître ne supportait pas que le fermage fût en retard; faute de paiement à l'échéance, il expulsait sans pitié le retardataire.

Aussi le nombre des crimes agraires, loin de diminuer, s'augmenta-t-il plutôt. Dans certains comtés, celui de Tipperary par exemple, il y avait comme une guerre civile entre tenanciers et patrons, lutte nocturne il est vrai, car les adversaires ne se montraient jamais à visage découvert. Le maître qui prononçait une éviction, qui appelait sur ses terres des ouvriers d'autres pays, s'exposait à recevoir des coups de fusil. L'assassiner devenait un acte méritoire aux yeux de ces malheureux paysans chez qui le sens moral n'existait pas. Qu'un crime fût commis, y eût-il eu vingt témoins pré-

sens, pas un n'aurait trahi le meurtrier. Les gens de justice se remuaient en vain. Qu'en résultait-il? Le jury, furieux de ne pouvoir atteindre les vrais coupables, frappait quelquefois des innocens sur de trop vagues indices. Les conjurés s'en irritaient d'autant plus et par représailles immolaient de nouvelles victimes. Certes on ne saurait trop flétrir ces vengeances odieuses; convenons cependant que les propriétaires, en abusant des droits que la loi leur conférait, étaient souvent imprudens, cruels même, et que le gouvernement anglais, à qui il appartenait d'accorder à tous une égale protection, était blâmable de ne pas établir, par une législation nouvelle, les garanties dont les paysans avaient besoin.

C'était si bien le vœu du pays tout entier que des associations se formèrent dans tous les comtés pour la protection des tenanciers (*tenant protection societies*). Presbytériens et catholiques s'unirent sur ce projet de réforme sociale, tant il est vrai que c'était alors la pensée dominante. Le programme était de faire déclarer légale, par un acte du parlement, la coutume de l'Ulster, qui, paraît-il, n'était pas toujours observée même dans cette province. Elle se résume en trois articles : Le tenancier ne peut être évincé que dans le cas où il ne paie pas; la rente de la terre ne doit être augmentée qu'à proportion de l'accroissement général du prix des choses; les améliorations exécutées par le tenancier constituent à son profit une propriété dont il est le maître de disposer à prix d'argent lorsqu'il quitte le domaine; par exemple, le propriétaire ne peut l'évincer, faute de paiement, qu'après lui avoir remboursé la valeur de ces améliorations (1). Lorsque la question eut été bien discutée par la presse et dans les clubs des campagnes, une réunion des personnages les plus influens des quatre provinces se tint à Dublin pour formuler les résolutions que l'on désirait faire prévaloir. Séance tenante, les délégués organisèrent une ligue (*Irish tenant league*) dont les adhérens s'engageaient à prendre en toute occasion la défense des réformes proposées.

C'était en 1850. Bien que cette agitation eût fait quelque bruit

(1) Ce programme paraît si équitable qu'on est surpris qu'il n'ait pas été consacré par la loi anglaise longtemps avant 1870. Dans notre Bretagne, où les vieilles coutumes irlandaises étaient restées en vigueur, la liquidation entre les anciens possesseurs de fiefs et les tenanciers s'est opérée, si nous sommes bien informé, d'après ces principes. Les premiers ont été autorisés à se rédimer des droits créés au profit des seconds; ils n'ont pu le faire qu'en vendant une partie de leurs terres qui ont été rachetées immédiatement par les cultivateurs, au double avantage de ceux-ci, qui de fermiers précaires devinrent propriétaires, et de ceux-là, qui restèrent désormais en possession de domaines francs de servitudes. En constatant que cette liquidation agraire s'est accomplie en Bretagne sans bruit et comme une conséquence naturelle du code qui nous régit, on est bien obligé de convenir que le gouvernement britannique a été maladroit dans ses rapports avec le peuple irlandais.

en Irlande, on n'y fit pas attention de l'autre côté du canal Saint-George. Seul, à la chambre des communes, M. John Bright manifesta l'intention de s'en occuper. N'y avait-il pas cependant des députés irlandais à cette époque? Élus dans une année de famine et d'insurrection, à une époque où le peuple avait d'autres soucis, ces députés ne représentaient presque tous que des influences locales ou des intérêts de famille. Ils ne formaient pas un parti, ils n'avaient pas un programme commun. En général, par haine de l'église établie que les tories défendaient toujours, ils votaient de préférence avec les libéraux, ils s'associaient à la fortune des whigs, et lorsque les whigs étaient au pouvoir, ils prétendaient en avoir eux aussi les bénéfices. Prendre en main une réforme que lord John Russell eût combattue était contraire à leur politique habituelle, bien plus à leurs intérêts.

Les événemens amenèrent presque aussitôt une nouvelle complication. On l'a vu, la ligue en faveur des tenanciers réunissait des hommes de toutes croyances religieuses. Ces nouveaux agitateurs continuaient, sous ce rapport, l'œuvre des partisans de la jeune Irlande. Or, sur ces entrefaites, le premier ministre présenta le bill contre le rétablissement des titres de l'église catholique en Angleterre. Les vieux cris de : *à bas le papisme* (*no popery*) retentirent comme aux siècles précédens d'un bout à l'autre de la Grande-Bretagne. C'était beaucoup de bruit pour peu de chose, et en particulier l'Irlande aurait dû dédaigner cette sotte querelle, puisque, dans ce pays, les prélats avaient toujours été désignés, d'un consentement unanime et jusque dans les actes officiels, par le nom du siège qu'ils occupaient. Qu'un prélat prît ostensiblement le titre d'archevêque de Westminster, l'indépendance britannique n'en était pas plus menacée que par les titres d'archevêque de Tuam ou de Dublin, auxquels on était habitué déjà. Ce bill fut voté par les deux chambres ; comme il fallait le prévoir, personne n'en tint compte. Cependant l'affaire avait suffi pour ébranler le ministère whig. Les tories n'ayant pas une majorité suffisante pour se maintenir au pouvoir, lord Derby annonça dès son entrée aux affaires que le parlement allait être dissous.

Ces élections de 1852 donnaient aux adhérens de la ligue en faveur des tenanciers l'occasion qu'ils attendaient de se créer un parti dans le parlement. Ils se présentaient pour soutenir la lutte avec d'autant plus d'avantage que les députés sortans étaient dans le désarroi. Les whigs, auxquels ils s'associaient d'habitude, avaient proposé et soutenu le bill des titres ecclésiastiques. Parmi les tories, qu'ils traitaient d'adversaires, quelques-uns des plus éminens, lord Aberdeen en tête, avaient voté contre. Cependant un parti catholique

nombreux et puissant, soutenu par les évêques, manifestait l'intention de faire les élections sur la question religieuse seulement. On allait donc voir, sous d'autres noms et avec d'autres sujets de discorde, le renouvellement de la lutte d'influence qui avait éclaté, dix ans plus tôt, entre O'Connell et Smith O'Brien. A la tête du parti catholique se trouvait à cette époque un homme éminent dont la renommée n'a fait que grandir depuis vingt-cinq ans. Le docteur Cullen (1), nommé archevêque d'Armagh en 1850, avait été appelé à l'archevêché de Dublin au mois d'avril 1852 par un vote unanime du clergé que la cour de Rome sanctionna volontiers. Ayant passé la plus grande partie de son existence en Italie où le retenaient les fonctions de recteur du collège irlandais, il s'était développé dans une atmosphère différente de celle où vivaient ses compatriotes. Pour lui, les aspirations nationales étaient un synonyme de révolte contre l'autorité légitime ; la révolution signifiait violence et tumulte. La jeune Irlande lui rappelait trop la jeune Italie avec son cortège de conspirateurs, quoique la *Nation*, sous l'habile direction de M. Gavan Duffy, répudiât toute solidarité avec Mazzini. Austère au point d'être considéré comme un fanatique par les presbytériens, il ne poursuivait en réalité d'autre but que le triomphe des idées catholiques. Il y eut donc à son instigation un parti catholique distinct du parti national. Toutefois les ligueurs obtinrent un grand succès, une cinquantaine de sièges sur cent et quelques. Ils se sentaient donc assez forts pour former à la chambre des communes un groupe avec lequel whigs et tories devraient compter, puisque ce groupe pouvait devenir à un moment donné l'appoint d'une majorité. Les plus désintéressés avaient l'espoir qu'en restant unis entre eux ils obtiendraient une solution favorable des questions auxquelles le sort de l'Irlande était attaché. Ce beau projet ne put réussir. Quelques-uns ne s'étaient couverts de ce drapeau que pour arriver plus sûrement à leur but. Infidèles aux principes de la jeune Irlande qui répudiait les honneurs publics, deux ou trois des plus marquans acceptèrent de hauts emplois du ministère Aberdeen. C'était abandonner d'avance le projet de loi sur les droits des tenanciers, car les hommes d'état de la Grande-Bretagne n'étaient pas encore d'humeur à entreprendre cette réforme; c'était s'engager même à ne pas réclamer l'abolition du bill sur les titres ecclésiastiques. L'archevêque de Dublin se

(1) M. A.-M. Sullivan, dont les convictions catholiques s'affirment presque à chaque page, ne paraît pas connaître le titre de courtoisie que nous donnons en France aux dignitaires de l'église. Ne convient-il pas de conserver ici, par respect de la couleur locale, ces qualifications de docteur ou de très révérend, qui ne messeyent pas du reste devant le nom d'un prélat?

déclara ouvertement en leur faveur. Il lui semblait que ce fût assez pour le moment que des catholiques, exclus jusqu'alors des fonctions publiques, fussent appelés à des postes importans. Presque en même temps, le prélat entreprit en outre de faire supprimer par la cour de Rome un usage ancien auquel les Irlandais tenaient beaucoup. Lorsqu'un siège épiscopal devenait vacant, le clergé diocésain proposait au scrutin trois candidats, *dignus*, *dignior*, *dignissimus*. Le docteur Cullen voulut faire reconnaître le droit absolu du saint-père à choisir les évêques sans réserve ni présentation. Ce qu'il y avait de libéraux dans le parti national s'émut de cette mesure rétrograde. Les sentimens religieux étaient encore si puissans d'ailleurs que la majeure partie du peuple ne pouvait faire autrement que d'obéir à l'impulsion des curés qui restaient soumis eux-mêmes à leurs évêques. Pour les partisans de la ligue, c'était un échec. Beaucoup se découragèrent. Le plus notable d'entre eux, Gavan Duffy, résolut de s'expatrier. Devenu membre des communes aux dernières élections, il avait voté la loi octroyant aux provinces de l'Australie un gouvernement local indépendant, le *home rule* qui était le rêve des patriotes irlandais. Ce fut là qu'il se rendit, ne prévoyant pas alors qu'il devait être quelques années plus tard premier ministre sous le régime de cette constitution coloniale aux débats de laquelle il avait pris part en Angleterre.

Sous un calme apparent, de 1855 à 1860, l'Irlande était dans une fâcheuse situation. Après tant d'épreuves, rien n'avait encore été fait pour remédier aux vices d'une mauvaise organisation sociale. Veut-on savoir par un exemple quelle était à cette époque la condition des paysans? Un épisode raconté par M. Sullivan nous en donne la triste peinture. Le district de Glenveih, dans le comté montagneux de Donegal, au nord-ouest de l'île, est l'un des plus pittoresques de l'Irlande. La population, pauvre, frugale, endurcie par le travail et par le climat, subsistait, tant bien que mal, un peu par les produits de l'agriculture, mais surtout par l'élevage du bétail, sans presque se ressentir des agitations auxquelles étaient enclins les habitans des comtés plus civilisés. Les paysans vivaient en bonne intelligence avec les propriétaires du sol; les ministres des différens cultes que leur profession appelait dans ces montagnes ne parlaient d'eux qu'avec sympathie. Certain jour, un M. Adair, d'une autre province, que le plaisir de la chasse avait attiré dans le Glenveih, s'en éprit à tel point qu'il résolut de s'y établir. En moins d'un an, il y acquit plusieurs grandes propriétés. Au bout de dix-huit mois, il était possesseur de 90 milles carrés. Ce n'était pas un homme hostile au menu peuple; même il avait soutenu le candidat de la *tenant league* aux dernières élections; mais il

aimait à courber sous le joug les gens qui dépendaient de lui. Les premières querelles lui vinrent de son amour pour la chasse que les paysans, excités sans doute par les propriétaires du voisinage, prétendirent lui interdire sur certains territoires réservés. On lui reprochait aussi d'avoir, à l'exemple de ce qui se faisait en d'autres districts montagneux, essayé d'introduire des troupeaux de vaches écossaises. Les paysans avaient des porcs, des chèvres, des poules, ils cultivaient un peu et réservaient le reste pour le pâturage. Comme tout cela produisait peu, il y avait un bénéfice réel à nourrir des bandes de gros bétail, mais alors les cultivateurs du pays se voyaient supplantés par des bergers étrangers. Les vaches disparurent en assez grand nombre; on crut qu'elles avaient été volées par les paysans à qui les magistrats firent payer de fortes amendes. Un peu plus tard, les chiens de M. Adair furent empoisonnés; son régisseur fut assassiné; l'incendie détruisit une maison qui lui appartenait. Ces symptômes étaient inquiétans pour le maître, bien que l'enquête judiciaire fût incapable, selon l'usage invariable, de démontrer quels étaient les vrais coupables. Là-dessus, M. Adair prit la résolution d'expulser tous les paysans de son domaine. La loi lui en donnait le droit; les magistrats ne pouvaient lui refuser assistance pour cette terrible exécution, bien qu'ils eussent peine à croire que les torts fussent imputables à cette honnête population, restée paisible jusqu'alors. C'était une mesure d'une telle gravité que les troupes de police du district ne parurent pas suffisantes pour vaincre les résistances que l'on redoutait. Un détachement d'une trentaine de soldats sous les ordres d'un officier fut envoyé de Dublin tout exprès pour maintenir l'ordre. Ces préparatifs terminés, le représentant de M. Adair, escorté par un magistrat, notifia aux paysans la décision qui les expulsait, puis, sans plus attendre, il fit démolir les maisons par les hommes qui l'accompagnaient. Il y avait des vieillards, des enfans, des malades; personne n'obtint grâce. Pendant trois journées entières, l'œuvre de démolition se continua. Ces pauvres gens se croyaient en règle avec leur seigneur, ayant payé régulièrement le fermage qu'ils devaient. A peine au milieu de leurs montagnes avaient-ils eu connaissance des évictions opérées les années précédentes dans les autres provinces. Au surplus, leur sort inspira la compassion qu'il méritait. Des souscriptions s'ouvrirent de toutes parts; évêques catholiques, ministres presbytériens ou anglicans, tous signèrent en commun un appel à la générosité publique. Ce fut d'Australie que leur vinrent les secours les plus efficaces. Par les soins d'un comité d'Irlandais établi à Melbourne, les exilés du Donegal reçurent dans un autre hémisphère des maisons et des terres en remplacement de celles dont ils avaient été dépouillés.

Voilà ce qui se passait, il n'y a pas plus de vingt ans, sous le couvert de la loi. Ne comprend-on pas aisément les sentimens dont était animée la population de l'Irlande? Épuisée par l'exode qui avait suivi la famine, divisée contre elle-même par des politiciens qui ne s'entendaient pas entre eux, rongée par le cancer des sociétés secrètes, elle n'avait encore obtenu que deux réformes utiles, l'admission des catholiques aux emplois publics, ce qui avait fait la fortune de quelques intrigans, et la liberté d'enseignement. Cette dernière mesure n'avait produit que peu d'effet. Les obstacles élevés jadis par la jalousie de l'église anglicane contre la religion du plus grand nombre avaient disparu au moment où, par malheur, le clergé obéissait à des tendances plutôt ultramontaines que nationales. Il n'y avait pas d'accord entre les hommes éclairés qui auraient pu diriger leur pays vers des destinées meilleures. La race celtique, dominante par le nombre, maintenue cependant dans une sorte d'esclavage, éprouvait pour ses maîtres saxons une haine extraordinaire. O'Connell n'était devenu populaire qu'en surexcitant ce sentiment traditionnel. Les adeptes du Ruban avaient accoutumé la nation à compter sur une organisation occulte comme défense contre les oppresseurs. C'est de ce milieu troublé que surgirent les conspirateurs fenians qui allaient ouvrir à la malheureuse Irlande une période nouvelle de misère et de démoralisation.

H. Blerzy.

ROSTOPTCHINE

GOUVERNEUR DE MOSCOU EN 1812

Alexandre Popof. — I. *Snochénia Rossii s evropeïskimi derjavami pérèd voïonoïou 1812 goda*, Saint-Pétersbourg, 1876. — II. *Moskva v 1812 godou*, Moscou, 1875. — III. *Frantsouzy v Moskvié v 1812 godou*, Moscou, 1876. — IV. *Sbornik imp. rousskago istorit. Obchtchestva*, t. XXI, Saint-Pétersbourg, 1877.

L'incendie de Moscou en 1812 et la chute du premier empire français sont deux faits qu'on ne peut séparer; mais au nom de Moscou s'en rattache un autre, celui de Rostoptchine. Quel fut précisément le rôle de celui-ci? Est-ce donc à lui, bien mieux qu'à Nelson et à Sidney Smith, qu'il convient d'appliquer le mot de Napoléon : « Un homme de moins, et j'étais le maître du monde ? » Il y a du mystère, presque de la légende autour de ce personnage. L'historien qui apporte des documens nouveaux sur l'année 1812 ou qui entreprend de les soumettre à une critique plus rigoureuse est toujours sûr d'être le bienvenu.

A ce titre, les travaux de M. Alexandre Popof, conseiller d'état russe, qui semble avoir voulu faire de cette époque une étude particulière, intéressent les Français autant que ses compatriotes. Les archives de Saint-Pétersbourg et de Moscou ont été explorées par lui; les documens déjà publiés ont été l'objet d'un examen plus attentif. C'est ainsi qu'ont été composés les trois ouvrages intitulés : *Relations de la Russie avec les états européens avant la guerre de 1812*, *Moscou en l'année 1812* et *les Français à Moscou*. Des articles en voie de publication dans l'*Antiquité russe*, consacrés à l'histoire de la désastreuse retraite, nous promettaient une suite à

cette trilogie. Ces recherches nouvelles de M. Popof ont attiré l'attention toujours en éveil, la curiosité toujours jeune du grand historien et du grand homme d'état que nous avons perdu. On assure que M. Thiers, il y a deux ans, s'était fait traduire les passages importans des articles de M. Popof afin de les comparer à ses propres récits. Ces travaux sont en effet le complément naturel et le commentaire indispensable de l'*Histoire du Consulat et de l'Empire*. J'essaierai de faire connaître les résultats acquis, les points de vue nouveaux qui se rencontrent dans l'œuvre de M. Popof et de noter les solutions qu'il a données aux questions controversées. Les *Relations de la Russie avec les états européens* sont établies, pour les chapitres consacrés à la France, sur les rapports du prince Kourakine, ambassadeur de Russie auprès de Napoléon, et ceux de l'envoyé extraordinaire Tchernichef. On en trouvera le texte français dans le vingt et unième volume de la *Société impériale d'Histoire de Russie*. M. Popof était connu en outre par un *Voyage au Montenegro* publié en 1847, par de nombreux travaux sur le droit russe et le droit des peuples slaves, par des études sur les rapports de la Russie avec la cour de Rome. La mort, en le frappant dans sa pleine activité, le 16-28 novembre dernier, a interrompu bien d'autres œuvres commencées. Je m'occuperai surtout ici de *Moscou en 1812* et des *Français à Moscou*.

I.

Sur les événemens qui amenèrent la destruction de la capitale russe, quel document pourrait être plus précieux que les mémoires de son gouverneur? Moscou en 1812 raconté par Rostoptchine lui-même, quelle bonne fortune pour l'historien! En 1872, M. le comte Anatole de Ségur, petit-fils de Rostoptchine, auteur d'une *Vie* de ce dernier, écrivait au sujet de ces mémoires : « Séquestrés avec tous ses papiers au moment de sa mort, par ordre de l'empereur Nicolas, ils sont renfermés dans les archives de la chancellerie impériale d'où ils ne sortiront peut-être jamais; heureusement une des filles du comte Rostoptchine avait pris copie de quelques passages de ce précieux écrit. » Ces passages ont été publiés en 1864 par un fils de l'ancien gouverneur de Moscou (1), le comte Alexis Rostoptchine, dans un livre intitulé *Matériaux, en grande partie inédits, pour la biographie future du comte Rostoptchine*, et qui est d'une haute rareté bibliographique, car il n'a été tiré qu'à douze exemplaires. Ces mêmes fragmens, au nombre de trois, ont été reproduits par le comte Anatole de Ségur dans la biographie de son

(1) Traduits en russe dans *le Dix-neuvième Siècle* de M. Pierre Barténief.

aïeul. A part ces courts extraits, on pouvait croire en effet que les mémoires de Rostoptchine, renfermés dans les archives russes, « n'en sortiraient jamais. » M. Popof les en a fait sortir. Dans *Moscou en 1812,* il en cite de longs passages qu'il soumet ensuite à une comparaison attentive avec les autres documens de l'époque. Son livre est, en somme, un commentaire continu des mémoires de Rostoptchine, dont la plus grande partie se trouve ainsi publiée. Est-ce à dire que le vœu formulé par M. de Ségur soit complètement exaucé? Non! M. Popof cite abondamment Rostoptchine, mais il le cite en russe; or toute traduction ne peut qu'affaiblir un tel texte : le style français du terrible comte est si original et si capricieux, si pittoresque et si hardi dans ses incorrections, relevé de tant d'expressions populaires, de mots aiguisés et de fortes images, qu'on peut le comparer sans témérité à celui d'un autre grand aristocrate, le duc de Saint-Simon. *Moscou en 1812* est un livre ingénieux et plein de faits nouveaux; mais qu'une bonne édition française des mémoires du comte Feodor ferait bien notre affaire!

A quel moment Rostoptchine a-t-il rédigé ses mémoires? Son fils Alexis et son petit-fils M. de Ségur s'accordent en ce point que c'est onze années après la catastrophe, en 1823, dans une de ses maisons de campagne, relevée de ses ruines, que l'ennemi de Napoléon se prit à écrire cette histoire de Moscou pendant son gouvernement. A cette époque, tourmenté par les rhumatismes, décrépit, miné par toute une *collection de maladies*, plus misanthrope que jamais, sentant sa fin approcher (il devait mourir en 1826), il prit plaisir peut-être à se raconter à lui-même la période la plus mémorable de sa vie. C'est de cette même année 1823 que date aussi sa brochure intitulée *la Vérité sur l'incendie de Moscou*, qui causa aux contemporains un certain désenchantement. Ni cette *Vérité*, ni les mémoires ne doivent être consultés comme des documens indiscutables. Rostoptchine est resté jusqu'à son dernier soupir l'homme passionné, excessif, qu'on a déjà présenté au lecteur (1). L'impartialité était chose incompatible avec sa nature même; après comme pendant l'action, il restait militant; toujours acteur, jamais historien; entier dans ses idées quand il en était possédé, il était prompt à en changer, mais sans s'apercevoir qu'il changeait, et toujours incapable d'entrer dans celles d'autrui. En sa vive imagination, les faits extérieurs se reflétaient fortement, mais avec toutes les déformations qu'on pouvait attendre d'une âme troublée et inquiète. Il n'y a qu'à regarder le remarquable portrait qu'on a de lui aux *Archives principales* de Moscou pour

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 février 1876 : *le Comte Rostoptchine, d'après une correspondance nouvellement publiée.*

comprendre à quel point la passion dominait en lui. L'*affreux Tatar* des gazettes de 1812 est au contraire un bel homme, très capable de séduire, mais éloignant la sympathie ; un front haut et large, dont les muscles semblent avoir une prodigieuse mobilité et qu'un souffle devait suffire à bouleverser; de beaux yeux, très grands, à fleur de tête; une bouche qu'on jurerait sensuelle, bref, une physionomie toute en dehors, toute aux aguets, exprimant la sensibilité la plus irritable. Les écrits de Rostoptchine ne démentent pas ce portrait. Ses souvenirs sur 1812 sont de la polémique, non de l'histoire. D'ailleurs, suivant la remarque de M. Popof, comme il les a rédigés onze ans après les événemens, cette disposition à voir les faits tels qu'il voulait qu'ils fussent a dû être encore aidée par les défaillances de sa mémoire : beaucoup de menus détails, beaucoup des impressions d'alors en sont sortis, s'en sont effacés tout naturellement; ils sont pour lui comme s'ils n'avaient jamais existé. Les passions de la grande crise, l'enthousiasme contagieux de ses collaborateurs, les ardeurs communicatives de la population, tout cela est tombé comme une fièvre : il ne se souvient pas de les avoir partagés. Il vit au milieu d'une génération refroidie, désillusionnée , encline à discuter les sentimens qui autrefois l'avaient soulevée de terre. Aussi le comte Feodor juge souvent l'exaltation de 1812 avec l'indifférence de 1823 ; il n'est pas dans sa nature de pouvoir se reporter à une autre époque, à un autre milieu, à des passions qui lui sont devenues étrangères.

En mars 1812, l'espèce de disgrâce où le comte Feodor était tombé depuis l'avènement d'Alexandre, le culte qu'il avait voué à la mémoire de Paul Ier, sa retraite pleine de dignité dans son palais de Moscou et dans ses maisons de campagne de Voronovo et Sokolniki, l'avaient environné d'une certaine considération. Sa haine réveillée contre les Français et contre Napoléon, ses nouvelles et ses comédies gallophobes, surtout la furieuse diatribe connue sous le nom de *Pensées à haute voix sur l'Escalier-Rouge*, sa désapprobation bruyante de la paix de Tilsitt et de la politique d'Erfurt, l'avaient rendu populaire : on voyait en lui un vrai patriote, l'*homme russe* par excellence. Alexandre ne l'aimait pas : après Austerlitz, Rostoptchine avait eu un mot cruel, qui était une allusion aux événemens de 1801. Pourtant, quand on put craindre que l'invasion étrangère se compliquât de bouleversemens intérieurs, quand on redouta pour cette grande ville de Moscou, encombrée d'une turbulente population de serfs et d'artisans, l'effet des proclamations napoléoniennes, ce fut sur Rostoptchine qu'Alexandre jeta les yeux.

Sa nomination inattendue au poste de gouverneur suscita dans la ville des impressions fort diverses. Pour une partie des nobles,

le comte était trop de leur monde, on l'avait trop vu dans l'intimité, aiguisant les bons mots, singeant avec un admirable talent de mimique le vieux gouverneur Goudovitch, pour qu'il conservât du prestige. La *société*, — c'est ainsi qu'elle se nomme partout, — est trop occupée des petites choses pour bien voir les grandes : l'écho des salons a toujours quelque chose de sceptique et de frondeur ; leurs chuchotemens sont rarement à l'unisson des grands mouvemens populaires. « On va donc voir à l'épreuve ses talens et son mérite ! écrivait M[lle] Volkof ; en attendant, je ne crois pas qu'il ait beaucoup d'amis à Moscou, et il faut convenir qu'il n'a jamais cherché à s'en faire ; il a toujours eu l'air que personne au monde ne lui était de rien. » Bestoujef-Rioumine, qui était resté dans la capitale avec mission d'informer le ministère de la justice et dont les souvenirs sont un utile contrôle des mémoires de Rostoptchine, avoue qu'en apprenant cette nomination « le cœur lui battit violemment, comme s'il s'était attendu à quelque chose de fort désagréable. » Cependant Rostoptchine avait des amis ardens, pour lesquels il n'avait fait aucuns frais, qu'il connaissait à peine, qu'il était fort porté à dédaigner, mais dont le patriotisme enthousiaste saluait d'avance en lui l'homme de la situation. Serge Nikolaévitch Glinka, rédacteur du *Messager russe*, était de ceux-là. C'était un curieux type du bourgeois moscovite, du lettré d'alors, un vrai *slavophile*, qui avait déclaré la guerre à toutes les importations étrangères, surtout aux mœurs et à l'esprit français, qui se détournait des hautes classes, corrompues par l'imitation occidentale, et qui avait reporté son affection sur l'homme du peuple ; le moujik, à ses yeux, était le Russe par excellence, resté pur de toute souillure, vierge de toute civilisation européenne ; il admirait de lui jusqu'à son ignorance, sa barbe inculte, sa touloupe crasseuse : tout cela n'était-il pas russe, incontestablement national ? Il aimait à se perdre dans la foule, à se retremper dans le peuple, à écouter ce que disaient les *grandes barbes*. Cette sincère exaltation avait son côté touchant : Glinka fut un des premiers à parler de sacrifice, à faire entrevoir aux tièdes la nécessité des suprêmes dévoûmens. En Rostoptchine, malgré son bel esprit français, Serge Nikolaévitch avait reconnu un vrai Russe de vieille roche ; il lui voua un attachement que l'orgueilleux seigneur n'a jamais payé de retour et qui d'ailleurs n'excluait pas une certaine indépendance : Glinka suivait Rostoptchine avec le dévoûment d'un chien, mais seulement lorsque Rostoptchine suivait la voie qui était celle de Glinka. Il s'attira son courroux et fut traité par lui en rival, presque en ennemi, avant d'être admis à lui servir d'auxiliaire. Glinka fut le tribun du mouvement national dans son *Messager russe*, dont le programme, assurait-il, lui avait été tracé par

le peuple. « Apprenez-nous comme on se sacrifie pour la patrie, » lui avaient dit les moujiks, et Glinka « déchaînait les fureurs de la guerre patriotique. » Dès qu'il crut entrevoir en Rostoptchine un autre furieux de patriotisme, il devint son fidèle. Voici en quels termes il appréciait sa nomination : « Mettons en regard, dit-il dans ses mémoires, deux hommes, dont l'un a conduit des armées, déplacé des trônes, et dont l'autre a vécu dans la retraite, seul avec lui-même, et en apparence dans la plus profonde inaction : ces deux hommes sont Napoléon et le comte Rostoptchine. » Rostoptchine comparé à Napoléon ! Le parallèle s'annonce bien. Mais le comte n'en eût pas été trop étonné, lui qui croyait à son *étoile* comme un autre Bonaparte.

Rostoptchine, à cette époque, parlait le langage de tout le monde, faisait aussi l'éloge des *grandes barbes*, menaçait l'envahisseur d'une guerre comme celle d'Espagne ou celle des anciens Scythes, voulait opposer à un nouveau Darius le désert : « Votre empire, écrivait-il à Alexandre, a deux puissans boulevards : d'abord l'immensité et le climat, puis seize millions d'hommes qui professent la même foi, parlent la même langue, et dont le menton n'a jamais été touché par le rasoir. Ce sont ces barbes qui sont la forteresse de la Russie ; le sang de vos soldats sera une semence de héros ; si un malheureux concours de circonstances vous forçait à reculer devant l'envahisseur, l'empereur russe sera toujours redoutable à Moscou, formidable à Kazan, invincible à Tobolsk (11-23 juin 1812). » Rostoptchine enchérit ici sur les plus enragés partisans de la guerre scythique. Il semble cependant que la Russie eût été fort en danger si elle n'eût eu alors d'autre refuge que la Sibérie.

Dans ses mémoires de 1823, Rostoptchine se montre plus sceptique. On n'y retrouve pas cette confiance sans bornes dans le peuple russe ; peut-être même ne l'a-t-il jamais eue. Il croyait comprendre le peuple parce qu'il possédait, aussi bien que le peut un lettré, les expressions pittoresques et proverbiales, les dictons souvent rythmés et rimés qui émaillent la langue du moujik. Au fond, il croyait qu'on ne mène les hommes qu'en les trompant et en les amusant. Lui-même qualifie de *charlatanerie* beaucoup de ses procédés et se vante de « savoir jeter la poudre aux yeux. » Glinka entraînait le peuple à force de sincérité ; Rostoptchine ne comptait que sur ses habiletés :

« Moscou, dit-il dans ses mémoires, fut, à ce qu'il paraît, contente de ma nomination. J'avais alors quarante-sept ans, une santé parfaite, et dès mon entrée en fonctions je déployai la plus extraordinaire activité : c'était du nouveau, car tous mes prédécesseurs étaient des vieillards décrépits. Tout de suite on m'adora parce que je me faisais abor-

dable à tous; j'annonçai que chaque jour, de onze heures à midi, tout le monde aurait accès chez moi, et que ceux qui auraient quelque chose d'important à me communiquer seraient reçus à toute heure de la journée. Le jour de mon entrée en fonctions, je fis dire des prières, cierges allumés, devant les icônes miraculeuses, qui jouissent au plus haut degré de la vénération populaire. Je m'étudiai à montrer une politesse extraordinaire à tous ceux qui avaient affaire avec moi. Je courtisai les vieilles femmes, les commères, les dévotes; pour leur plaire, je fis enlever les cercueils qui servaient d'enseignes aux menuisiers et les affiches collées sur les églises. Il me suffit de deux jours pour jeter la poudre aux yeux et persuader à la majeure partie des habitans de Moscou que j'étais infatigable et qu'on me voyait partout. Je réussis à donner cette idée de moi en apparaissant dans la même matinée sur les points les plus éloignés de la ville et en laissant partout des traces de ma justice ou de ma sévérité. Ainsi le premier jour je fis mettre aux arrêts un officier de l'hôpital militaire qui, chargé de la distribution des soupes, ne s'était pas trouvé là à l'heure du dîner. Je rendis justice à un paysan qui avait acheté 30 livres de sel et n'en avait reçu que 25. Je fis jeter en prison l'employé préposé à la construction du pont de bateaux. J'allais partout, je causais avec tous, j'appris ainsi beaucoup de choses qui me furent utiles par la suite. Après avoir éreinté deux paires de chevaux en costume civil, je rentrais chez moi; à huit heures j'endossais l'uniforme militaire et je me trouvais prêt à commencer mon travail. »

Ainsi Rostoptchine prenait les Moscovites par ce qu'il regardait comme leurs ridicules, se pliait à des pratiques qu'il estimait des simagrées, affectait l'ubiquité et l'omniscience, s'essayait au rôle du calife Haroun, rendait la justice qui plaît surtout au peuple, la justice à la turque. Il jouait la comédie. Les gouvernans de son école peuvent apprendre de lui à user magistralement de la publicité : « Je résolus, dit-il dans ses mémoires, à chaque nouvelle désagréable, d'exciter des doutes sur sa véracité; par là j'affaiblissais la première impression, et, avant qu'on eût le temps d'en vérifier l'exactitude, il en arrivait d'autres qui étaient un nouveau sujet d'examen. Il m'était indispensable de savoir quelle impression produisaient sur les esprits les nouvelles de la guerre. Dans ce dessein, j'eus recours aux services d'agens sans importance : déguisés, ils passaient leur temps à rôder dans les rues, se mêlaient à la foule qui s'attroupait dans les *traktirs* et dans les cafés; puis ils venaient me rendre compte de ce qu'ils avaient entendu et recevoir des instructions, selon qu'il y avait lieu de semer quelque bruit, de soutenir l'enthousiasme du peuple ou d'affaiblir l'effet des mauvaises nouvelles. »

II.

Rostoptchine s'était installé dans sa villa de Sokolniki lorsqu'un exprès lui apporta la nouvelle que l'empereur Alexandre se disposait à visiter la capitale et lui remit une proclamation dans laquelle le tsar annonçait à son peuple le danger de la patrie. « Je me mis aussitôt à l'œuvre, raconte le gouverneur, je restai sur pied toute la nuit; je convoquai, je vis beaucoup de monde; je fis imprimer avec la proclamation impériale un bulletin de ma façon, et le lendemain Moscou apprit en s'éveillant la prochaine arrivée du souverain. La noblesse fut flattée de la confiance que mettait en elle l'empereur et s'inspira d'un noble zèle; les marchands étaient prêts à donner de l'argent; mais le peuple, à ce qu'il me parut, resta indifférent, car il ne croyait pas possible que l'ennemi pût entrer à Moscou. Cette sotte sécurité était encore entretenue par cette circonstance que depuis près d'un siècle aucun ennemi n'avait posé le pied en Russie; Napoléon ne pouvait manquer de périr comme Charles XII à Poltava. Les *grandes barbes* ne cessaient de répéter : Napoléon ne peut nous vaincre; pour nous vaincre, il faudrait nous exterminer tous. »

Les mémoires de Glinka permettent de se faire une idée plus nette de l'impression produite par le manifeste impérial. Ordinairement ces appels des souverains à leurs peuples ne se produisent que lorsque la situation est déjà fort compromise. Le premier mouvement fut donc l'effroi : « Nous sommes perdus! » tel fut le mot d'une Moscovite, la propriétaire de la maison où logeait Glinka. Elle lui tendait en pleurant le manifeste imprimé. « Non, reprit Glinka, remerciez Dieu au contraire; plus tôt on prévoit le danger et mieux on est en mesure de le prévenir. Soyez tranquille et priez! » Il courut aussitôt à Sokolniki, ne put pénétrer dans le cabinet du comte, mais lui laissa ce billet : « Je m'enrôle dans l'*opoltchénié* moscovite et je dépose sur l'autel de la patrie 300 roubles argent. » Ainsi Glinka donnait l'exemple à tous, son nom était le premier inscrit sur la liste des enrôlemens. Il revint en ville : les rues commençaient à regorger de monde; les marchands fermaient leurs boutiques, tous se rendaient à la barrière de Dragomilof pour saluer l'empereur : « Allons dans les temples du Seigneur, disaient les boutiquiers, prions pour le tsar; ensuite, à la barrière! » On n'entendait que ces mots qui se croisaient : « Où vas-tu? — A la barrière, au-devant de l'empereur! » Ce tableau du réveil de Moscou, pris sur le vif par Glinka, contraste avec ce que rapporte Rostoptchine de l'indifférence des masses. Tous deux étaient ou se croyaient des hommes populaires; c'est même le motif de la jalou-

sie de Rostoptchine contre Glinka, qui semblait vouloir lui disputer son rôle de tribun-publiciste. Mais de quelle façon étaient-ils populaires? Pour se rendre compte de la différence de leurs procédés, il faut les suivre au milieu de cette crise et comparer les souvenirs qu'ils nous ont laissés.

Tandis que Rostoptchine est parti pour la station la plus proche afin d'y recevoir l'empereur, Glinka continue sa promenade. Il veut, dit-il, « écouter la pensée du peuple, s'en inspirer pour un article dans le *Messager russe.* » Il se mêle aux groupes, prête l'oreille « à ces manifestations vivantes et pour ainsi dire spontanées de l'esprit public; » mais, naïf comme il l'est, facile à l'émotion, prompt à l'entraînement, un peu badaud dans la respectable sincérité de ses sentimens, il passe bien vite du rôle d'observateur à celui d'acteur. La foule reconnaît Serge Nikolaévitch : « Allons, crient les moujiks, en avant! Dès que nous rencontrerons la calèche de l'empereur, nous l'enlèverons sur nos épaules. Et vous, continuent-ils en s'adressant à Glinka, conduisez-nous! » C'est lui maintenant qui est le chef de la bande; il ne semble pas embarrassé de son rôle, il ne trouve pas ridicule de dételer la voiture du tsar. Il crie *hourrah!* comme les autres, et le voilà parti avec les hommes en touloupes, parmi leurs cris et leurs chants, confondu dans cette plèbe aux fortes émanations, baigné dans une atmosphère vraiment populaire, ayant pour sûr une larme d'attendrissement dans les yeux. Rostoptchine n'a pas l'enthousiasme aussi communicatif. Il sait conserver son autorité de gouverneur, ses dédains de grand seigneur, son ironie de misanthrope. Apprenant que Stein, le grand patriote prussien, est dans la suite de l'empereur, il donne l'ordre à la station de lui refuser poliment des chevaux, afin de retarder son arrivée à Moscou au moins de quelques heures : « J'agissais ainsi en vertu de cette idée bien enracinée chez moi que tous les étrangers sont nos ennemis, nos espions. » Mais il lui écrit en même temps une lettre fort aimable pour l'engager, « s'il veut voir un empereur adoré de son peuple, » à se rendre au Kremlin. Stein, comme Glinka, était un rival qui l'offusquait. L'empereur, pour éviter de trop vives manifestations, s'arrangea pour ne faire son entrée que pendant la nuit. « L'idée de dételer ses chevaux et de porter sa calèche, racontent les mémoires de Rostoptchine, était passée du peuple aux classes les plus élevées, et j'eus connaissance que beaucoup de personnes, même porteurs de cordons et de décorations, s'étaient rendues à la barrière et que, soit par un excès de zèle, soit aussi par sottise, elles comptaient faire le métier de quadrupèdes. » A la différence de Glinka, c'est toujours par leurs côtés ridicules que les choses lui apparaissent d'abord.

L'empereur fut accueilli à Moscou avec un enthousiasme extraordinaire. Lorsque le lendemain il parut sur l'Escalier-Rouge, et, suivant l'expression du XVIe siècle, montra aux Moscovites « les yeux brillans du tsar, » les *hourrahs*, les cris du peuple couvrirent la voix des cloches dans la cité aux quarante fois quarante églises. — « Sur chaque marche de l'Escalier-Rouge, raconte Glinka, des milliers de mains empressées cherchaient à toucher les jambes du souverain, les pans de son uniforme, que l'on couvrait de baisers et de larmes. » Rostoptchine, dans un des fragmens reproduits par M. Anatole de Ségur, a raconté, en y mêlant quelques notes ironiques, l'élan de sacrifice qui se manifesta dans l'assemblée de la noblesse et dans celle des marchands au Kremlin. Les propriétaires promirent un homme par dix paysans, les marchands offrirent 2,400,000 roubles. Avec un peuple si admirablement disposé, la défiance la plus soupçonneuse aurait dû désarmer : celle de Rostoptchine ne désarme jamais. Le spectre du libéralisme et du *martinisme* jette une ombre sur son esprit inquiet. Dans ce grand mouvement, précurseur du réveil des peuples, il reste l'homme de l'âge précédent, le directeur du *cabinet noir* de Paul Ier, qui n'a confiance que dans les moyens d'intimidation. A cette fête nationale, il a tenu à mêler un peu de police :

« J'appris dans la nuit, dit-il, et cela me fut confirmé le lendemain, que quelques personnes appartenant à la secte des martinistes s'étaient entendues pour demander à l'empereur, lorsqu'il proposerait l'*opoltchénié*, combien nous avions de troupes, combien en avait l'ennemi, quels étaient les moyens de défense. C'était là un projet hardi, déplacé, dangereux dans les circonstances présentes; mais que ces gens-là le missent à exécution, je ne le craignais guère, car ils étaient de ceux qui sont braves en chambre et poltrons en public. Toutefois je fis exprès de répéter plusieurs fois devant tout le monde que j'espérais offrir à l'empereur le spectacle d'une assemblée de noblesse, fidèle et respectueuse, que je serais *au désespoir* si quelque malveillant se permettait de troubler l'ordre et s'oubliait en la présence du souverain, et que ce quelqu'un, avant d'avoir achevé sa harangue, était sûr de partir à bride abattue pour un long voyage. Afin de donner plus de poids à mes paroles, je fis stationner non loin du palais deux télègues, attelées de chevaux de poste, et deux officiers de police en costume de route, qui se promenaient auprès d'elles. Si quelque curieux demandait pour qui ces télègues, ils avaient ordre de répondre : « Pour ceux qui seraient envoyés en Sibérie. » Ces réponses et la nouvelle des deux télègues arrivèrent bien vite à l'assemblée. Les braillards se le tinrent pour dit et se conduisirent en gens raisonnables. »

Rostoptchine n'était pas seul à perpétuer au milieu d'une situa-

tion nouvelle les traditions d'un autre régime. La noblesse de Riazan avait envoyé une députation à l'empereur pour lui offrir 60,000 hommes armés et équipés. Balachef, ministre de la police, reçut fort mal ces députés, s'emporta contre eux et leur demanda comment ils s'étaient permis d'abandonner leur poste. Le lendemain, la police leur intimait l'ordre de quitter Moscou. L'empereur ignora sans doute tout le mal que se donnaient ses hauts dignitaires pour attrister cette grande solennité nationale. D'autres détails, qui alors ne surprenaient personne, nous semblent aujourd'hui assez étranges. Dans un pays où la masse du peuple était serve, le patriotisme des nobles devait affecter des formes singulières. « Beaucoup de mes connaissances de Moscou, raconte Komarovski, me dirent qu'ils donneraient leurs musiciens, d'autres les acteurs de leurs théâtres, d'autres encore leurs *dvorovié* et leurs piqueurs, comme plus aisés à façonner au service militaire que les paysans. » Dans leur amour de la liberté, les nobles russes donnaient leurs esclaves.

Que faisait Glinka en ce grand jour? Il s'était bien aperçu que Rostoptchine, son ancien collaborateur au *Messager russe*, lui battait froid. Il crut même remarquer qu'on l'avait mis sous la surveillance de la police : ses promenades, ses harangues au peuple l'avaient rendu suspect. L'ardeur de son patriotisme fit taire toutes ses craintes. Il emprunte quelque part un uniforme, qui l'habille assez mal, et court au Kremlin. Il fait son entrée dans l'assemblée de la noblesse, se promettant bien de ne faire que regarder, écouter, imiter les autres. Mais voici qu'il entend des discours ardens, de patriotiques harangues : sous le choc des événemens, l'éloquence politique jaillit d'elle-même chez les sujets d'Alexandre. Des orateurs en uniforme de miliciens s'écrient : « Le moment est venu, non de discuter, mais d'agir; ceci n'est pas une guerre ordinaire, c'est une guerre d'invasion, la guerre chez nous : elle creuse des tombes pour les cités, pour les nations, elle réclame des mesures inouïes jusqu'à ce jour. Marchons par centaines de mille, armons-nous de ce qui nous tombera sous la main. Jetons-nous sur les derrières de l'ennemi, formons des escadrons de volontaires, harcelons de toutes parts Napoléon, fermons-lui la retraite et montrons que la Russie est debout pour le salut de la Russie! » En entendant parler de levée en masse, de sorties par centaines de mille, d'escadrons de volontaires, Glinka ne se contient plus; il se grise de l'éloquence des nobles comme naguère des clameurs du peuple. Et lui aussi, il se sent orateur! « Il faut repousser l'enfer par l'enfer! » s'écrie-t-il, et le voilà qui, pendant une demi-heure, discourt sur les dangers de la patrie; on fait cercle autour de lui, son enthousiasme s'exalte et il lui échappe ces paroles fatidiques, qui causè-

rent alors un frémissement de terreur : « Nous ne devons nous effrayer de rien, Moscou sera livrée! — Qui vous l'a dit? comment le savez-vous? » interrompent quelques voix. Glinka est lancé à fond et continue intrépidement : « Savez-vous que d'abord, du Niémen à Moscou, il n'existe aucune défense naturelle, aucune défense artificielle contre un ennemi formidable? D'ailleurs toutes les chroniques nationales portent ce témoignage : c'est le sort de Moscou de souffrir pour la Russie. Enfin (Dieu veuille que mes paroles se réalisent!) la perte de Moscou sera le salut de la Russie et de l'Europe. » Il en était là de sa harangue quand le comte Rostoptchine fit son apparition dans la salle, accompagné du secrétaire d'état Schichkof, qui commença la lecture du manifeste impérial.

Glinka s'était laissé emporter à son ardeur; la réflexion vint après. Il rentra chez lui un peu inquiet : « Comme je l'avais prévu, dit-il, je trouvai ma pauvre femme tout en larmes. Quelques amis, qui avaient entendu mon discours dans l'assemblée, l'avaient effrayée en lui assurant que cela ne pouvait se passer comme cela. — Prie! dis-je à ma femme éplorée. Je sais bien qu'on me fera appeler; prépare donc à tout hasard un gilet blanc et une cravate blanche; si on m'appelle, j'irai en frac; cet uniforme ne me va pas, je m'y trouve ridicule, et les autres en rient. » Glinka n'était pas sans avoir entendu parler des deux télègues de Rostoptchine; sa femme savait sûrement qu'il était déjà sous la surveillance de la police. L'empereur venait de quitter la ville en laissant, à ce qu'on racontait, des pouvoirs extraordinaires, même des blancs-seings, au comte. Dans la petite maison de la rue Tichina, près du pont de Dragomilof, on ne s'attendait donc à rien de bon. Le 19 juin, un officier du gouverneur se présente chez Glinka. « Je m'en doutais, dit-il à sa femme, mets-toi en prière. » Il part; on l'introduit dans le cabinet de son excellence. Rostoptchine s'avance vivement au-devant de lui et dit : « Oublions le passé; maintenant c'est du salut de la patrie qu'il s'agit! » et, prenant sur son bureau une décoration et un papier, il continue : « L'empereur vous nomme chevalier de Saint-Vladimir de quatrième classe; il veut récompenser votre amour de la patrie, suffisamment prouvé par vos écrits et vos actions; c'est ainsi que s'exprime le rescrit avec la signature autographe du souverain : voici la décoration et voici le rescrit. » Rostoptchine accompagne ses félicitations d'une accolade, et un aide de camp du gouverneur attache la croix sur l'habit de Glinka. « Au nom sacré de l'empereur, continue le comte Feodor, je vous délie la langue pour tout ce qui sera utile au bien de la patrie; je vous délie les mains jusqu'à concurrence de 300,000 roubles de dépenses extraordinaires. L'empereur vous charge d'une mission particulière

au sujet de laquelle vous aurez à conférer avec moi. — Je remercie sa majesté, répond Glinka; mais permettez-moi de retourner promptement à la maison. Voilà trois jours que ma femme entend tinter à ses oreilles les clochettes de la télègue de police. »

On ne peut dire avec certitude quel but se proposait Rostoptchine en confiant ces 300,000 roubles au publiciste. Rostoptchine, comme une partie de l'aristocratie, n'était pas trop rassuré. Il y avait quelque chose d'anormal à appeler aux armes pour la liberté une nation de serfs qui sentaient vivement l'injustice de leur situation et qui n'avaient pas oublié les démagogues du XVIIe et du XVIIIe siècle, Stenko Razine et Pougatchef. Les nobles voyaient avec une certaine appréhension l'*opoltchénié*, l'armement des paysans. « Toutes ces mesures, écrivait Rostoptchine à l'empereur, tous ces armemens inouïs jusqu'à présent, s'évanouiront en un clin d'œil, si le désir d'acquérir la prétendue liberté soulève le peuple pour la ruine des nobles, seul but de la populace dans tous les troubles et toutes les révolutions. » Or, on savait que Napoléon songeait à soulever le peuple russe. Dans une lettre au vice-roi d'Italie, il demandait « quelle espèce de décret ou de proclamation on pourrait faire pour exciter la révolte des paysans. » On avait sans doute déjà entendu les moujiks qui disaient : « Bonaparte vient pour nous donner la liberté, nous ne voulons plus avoir de seigneurs. » Le peuple russe, dans sa généralité, a cependant trompé les prévisions pessimistes de ses maîtres : l'ardeur de la lutte contre les *musulmans*, les *païens*, profanateurs de ses églises, le fanatisme religieux entretenu par les prêtres, son dévoûment passionné à la personne du tsar, l'ont garanti de la contagion, lui ont fait oublier même ses antiques et légitimes revendications. Les *opoltchentsi*, qui ont combattu à Borodino, sont rentrés esclaves sous le toit de leurs chaumières; mais en 1812 Rostoptchine et les hommes de sa caste avaient peur du peuple, surtout du peuple de Moscou. C'était donc pour endormir ses instincts de liberté, pour détourner toutes ses ardeurs contre les Français, que l'on comptait sur Glinka. Rostoptchine croyait sans doute que quelques roubles distribués à propos pourraient y aider. Glinka aimait et respectait trop les *grandes barbes* pour penser que le patriotisme s'excite à prix d'argent. « Avec l'aide de Dieu, se dit-il, je réussis à enflammer le cœur des bons citoyens, à calmer leurs esprits, à leur inspirer la prudence, les mettant en garde à la fois contre les séditions et contre les paniques... Agissant la poitrine découverte, parlant à voix haute, je ne touchai même pas aux 300,000 roubles qui m'avaient été confiés; il me suffisait qu'on m'eût délié la langue... L'argent est utile pour les besoins de la vie ordinaire, mais malheur à nous quand la

société est l'esclave de ses séductions! Voulez-vous soulever les âmes? Agissez sur elles avec la force morale qui élève le cœur du peuple à la hauteur des circonstances. » Était-il entré dans l'esprit de Rostoptchine de gagner Glinka lui-même, de lui ouvrir et de lui fermer la bouche avec de l'argent? On ne le sait, puisqu'il n'a même pas daigné faire mention de Glinka dans ses mémoires, à moins qu'il ne le range parmi les *agens sans importance* aux services desquels il eut recours. Le mépris qu'il faisait des hommes rend tout croyable. En tout cas, si cette idée passa par la tête du comte, Glinka ne s'en douta même pas; sa candeur lui fit ignorer l'injure. Quand les étudians de l'université exprimèrent le désir de se rendre à l'armée et se plaignirent de n'avoir pas d'argent pour la route, Glinka les secourut à ses frais. Quoiqu'il eût encore, à cette époque, le dépôt confié par le gouverneur, il vendit les bijoux de sa femme.

III.

Veiller au bon ordre dans la capitale, organiser l'*opoltchénié*, trouver des canons et des attelages, envoyer des renforts et des provisions à l'armée, voilà assurément une tâche écrasante pour un homme, eût-il le don d'ubiquité. Et pourtant, ce n'est pas encore de cette œuvre que Rostoptchine, d'après ses mémoires et sa correspondance, se montre le plus occupé. Ce qui irrite surtout ses colères, ce qui consume ses jours et ses nuits, c'est le souci qu'il prend des libéraux, des francs-maçons, des *martinistes*. Ce dont il entretient l'empereur avec le plus de passion, c'est d'un certain docteur Salvador, du typographe Sémen, du sénateur Rounitch, du directeur des postes Klioutcharef, de Klioutcharef surtout, car il voit en lui « l'élève de Schwartz, l'ami de Lapoukhine et de Hamaleï, » ces libéraux du temps de Catherine II. La haine qu'il porte aux francs-maçons est ancienne chez lui; pour les perdre, il n'a jamais reculé devant les mesures les plus tyranniques, les calomnies les plus audacieuses. C'est lui qui racontait à Paul I[er] que, dans un dîner où assistaient Novikof et vingt-neuf autres martinistes, on avait tiré au sort pour savoir qui égorgerait Catherine II, et que le sort était tombé sur Lapoukhine (1). Or les libéraux du XVIII[e] siècle étaient si peu à craindre que l'un d'eux, ce même Lapoukhine, dans une correspondance interceptée par le gouvernement, manifeste une vive répugnance pour les actes de la révolution française et demande à Dieu « de préserver les Russes de cet esprit de fausse

(1) *Archive russe*, 1875, t. III, p. 75-81.

liberté qui ruine tant d'états en Europe. » La haine de Rostoptchine contre eux avait quelque chose d'irraisonné et d'aveugle; elle pouvait aller chez lui jusqu'à la fureur, jusqu'à l'hallucination, car il n'est pas impossible qu'il ait fini par croire au fameux banquet régicide de Novikof; elle était devenue chez lui une idée fixe, comme une affection pathologique, un point douloureux dans son cerveau. Peut-être subissait-il à son insu, ou plus qu'il n'en voulait convenir, une autre influence. A Moscou, il n'y avait pas seulement des francs-maçons, mais aussi des jésuites; les deux sociétés avaient transporté dans la capitale des tsars leur rivalité, leurs antipathies, le combat qu'elles se livraient dans l'Europe entière. Or c'est à cette époque que la femme du comte Rostoptchine se laissa convertir au catholicisme, ouvrit le palais du gouverneur à l'abbé Surugues, à l'abbé Billy, les présenta au comte, mérita d'eux ce compliment qu'elle écrivait à son mari des lettres « dignes de la reine Blanche. » Les jésuites avaient l'oreille de la comtesse, par elle l'oreille du comte : est-il téméraire de supposer qu'ils en aient profité pour exciter contre leurs ennemis Rostoptchine, déjà si mal disposé pour la maçonnerie? Sans doute une telle influence des prêtres latins sur l'*homme russe* que Glinka célébrait en vers et en prose eût fort étonné le candide publiciste. A peine nommé gouverneur, c'est contre les martinistes que Rostoptchine déploie les terribles pouvoirs dont il est investi. Il signale Salvador à l'empereur; il envoie dénonciation sur dénonciation contre Sémen et les autres libéraux. Il fait arrêter Klioutcharef et se trouve en conflit avec le ministre de l'intérieur, fort étonné d'apprendre qu'un haut fonctionnaire, contre lequel on n'avait formulé jusqu'alors aucune plainte, sans qu'aucun avis ait été envoyé à son supérieur hiérarchique, vient d'être saisi, enchaîné comme un forçat et dirigé sur Saint-Pétersbourg. Il redoute les martinistes qui peuvent siéger dans la commission moscovite du sénat; et brutalement, sans égard pour le premier corps de l'état, pour le ministre de la justice dont dépendent les sénateurs, il fait fermer par un de ses aides de camp la salle des délibérations et enjoint aux sénateurs d'avoir à quitter immédiatement Moscou, sous peine d'être traités comme Klioutcharef.

Il y avait encore une autre classe d'hommes que le comte Rostoptchine tenait en suspicion : c'étaient les étrangers établis à Moscou, surtout les Français. Les Français y formaient alors une colonie d'environ 3,500 personnes. Beaucoup d'entre eux, soit indifférence, soit calculs personnels ou préoccupations commerciales, soit influence du milieu où ils vivaient, négocians, industriels, précepteurs dans les maisons particulières, maîtres dans les écoles

publiques, acteurs du théâtre français de Moscou, ne pouvaient ressentir au même degré les passions qui animaient les Français de la grande armée ou de la mère patrie. Il y avait là des hommes établis en Russie depuis si longtemps qu'ils devaient considérer avec une certaine impartialité les événemens. D'autres étaient résolûment hostiles à l'état de choses issu de la révolution : le nombre était grand de ceux qui avaient cherché contre elle un refuge en Russie. L'abbé Surugues, l'émigré d'Ysarn, qui nous a laissé une relation sur 1812, et combien d'autres! étaient fort loin de sympathiser avec *Buonaparte*. En revanche les sentimens révolutionnaires ou napoléoniens que nourrissaient un certain nombre de Français étaient partagés par des étrangers appartenant à d'autres nationalités. Napoléon avait des admirateurs et des partisans parmi les Allemands et les Italiens de Russie, comme il en avait en Italie et en Allemagne. Lorsque le patriotisme du peuple se trouva surexcité par l'invasion, dans une grande ville comme Moscou il était difficile qu'il ne se produisît pas quelques scènes de désordre. Quatre jours après le départ d'Alexandre, Rostoptchine lui écrivait : « Tous ces jours-ci, il y a eu des histoires dans les rues, mais heureusement la police a rétabli l'ordre; tout s'est borné à quelques horions reçus par des étrangers ou par des gens que l'on prenait pour tels. » On lit dans une seconde lettre au comte Tolstoï : « Les armemens vont ici leur train : tout est tranquille comme chez vous; seulement je suis obligé de commencer à cingler les Français. »

Quels étaient donc ces Français que Rostoptchine se croyait obligé de cingler? Un passage de ses mémoires peut servir de commentaire à cette lettre : « Un chirurgien allemand s'avisa de faire aux gens de sa maison le tableau du bonheur qui les attendait sous la domination de Napoléon. Un des serviteurs de cette maison, appelant les autres à son aide, livra cet homme au peuple. Je fis appeler ce serviteur fidèle et, en présence d'une foule nombreuse, je lui donnai mille roubles de récompense et ordonnai de mettre le chirurgien en prison. J'avais pris à mon service un cuisinier français qui m'avait déjà servi à Saint-Pétersbourg. Ses aides de cuisine le dénoncèrent comme partisan de Napoléon. Je chargeai deux employés de police de le surveiller, et, quand on se fut assuré de la véracité de cette dénonciation, je le fis arrêter, juger et déporter à Perm. » Rostoptchine ne dit pas tout. Sous cet euphémisme, *arrêter et juger*, se cache une histoire fort triste, sur laquelle les mémoires du chevalier d'Ysarn ont fait la lumière. Il y a trente-sept ans, vivait à Kazan un vieux Français qui avait établi là une confiserie. C'était Arnold Tournay, l'ancien cuisinier du comte Feodor. Il n'aimait pas à parler du supplice ignominieux que

lui avait fait infliger son maître ; chaque fois qu'il en était question, les larmes lui jaillissaient des yeux. Pourtant il racontait qu'un jour, étant occupé à préparer le dîner du comte, comme il était assez vif de son naturel, il s'irrita des lenteurs ou de la maladresse d'un de ses marmitons russes. « Attends seulement, lui cria-t-il, voici notre empereur qui arrive, et voilà ce qu'il fera de vous ! » Tournay était justement en train de découper un morceau de viande. Le propos fut rapporté au comte, il fit saisir le Français ; on l'attacha sur une charrette, on le conduisit sur la place des exécutions, devant le bazar, on le lia sur le banc d'infamie, on lui appliqua vingt-cinq coups de fouet ; puis on le jeta demi-mort sur une télègue et, sans lui permettre de rentrer à la maison, en veste blanche de cuisinier comme il était, on le déporta en Permie. Voilà comment, pour un propos en l'air, pour une parole évidemment innocente chez un homme dont il connaissait le dévoûment, Rostoptchine traitait un serviteur qui l'avait suivi à Moscou, un étranger qui avait droit à sa protection, un Occidental pour lequel ce châtiment infamant était dix fois plus cruel que pour un moujik et qui, toute sa vie, s'en trouva déshonoré. On retrouve ici le vrai Rostoptchine, non pas le Rostoptchine policé et quelque peu hypocrite de ses années de séjour à Paris, non pas le Rostoptchine humanisé des biographes de famille, mais le *barine* moscovite du vieux temps, le grand seigneur plein de mépris pour les hommes, le policier du régime de Paul Ier, le charlatan féroce qui fit déchirer sous ses yeux Véréchtchaghine.

En 1812, cette nature nerveuse et féline, cet irritable tempérament de chat-tigre était encore exaspéré par les circonstances critiques, la fièvre générale, le bruit, le remue-ménage universel. Il n'était pas homme à dominer de sang-froid une situation troublée : il en subissait l'influence excitante ; comme Glinka, il était entraîné à son insu par le mouvement populaire, mais chacun d'eux le suivait à sa manière. Chez Glinka l'excitation se tournait en enthousiasme patriotique, en abnégation et en dévoûment ; chez Rostoptchine, en une sorte de cruauté et de frénésie. Sa tête, qui ne fut jamais bien saine, subissait à ce moment une dangereuse exaltation. C'est alors que, malgré les recommandations d'Alexandre, il inquiète les résidens français, tour à tour les signalant dans ses proclamations aux soupçons de la population, ou s'efforçant d'obtenir pour *ces insectes* la tolérance du mépris ; c'est alors qu'on l'entend proférer dans une société, les yeux fixés sur Armand Domergue, ce propos digne du Tatar qu'il se donnait pour ancêtre : « Je ne serai satisfait que lorsque j'aurai pris un bain dans le sang des Français ! » c'est alors qu'il fait arrêter quarante d'entre eux et les fait déporter sur le Volga ; c'est alors qu'il insulte à leur in-

fortune et ajoute à leurs terreurs par une proclamation à la fois bouffonne et terrifiante, pleine de *concetti* et de menaces : « Entrez dans la barque, rentrez en vous-mêmes et n'en faites pas la barque à Charon. »

Dans ses mémoires, Rostoptchine n'a garde de rappeler ces facéties déplacées. Il prétend qu'il n'a voulu que sauver la vie aux déportés : « Les soupçons du peuple à l'égard des étrangers s'étaient tout à coup changés en haine. Deux fois le projet fut formé de les exterminer ; mais il était difficile de mettre ce projet à exécution parce qu'ils habitaient disséminés par toute la ville. Ceux qui étaient dans ces dispositions craignaient aussi la police qui dispersait les rassemblemens. Les étrangers et notamment les Français, marchands, artistes et autres, qui habitaient Moscou, prévenus par moi-même dans une lettre à leurs prêtres, dès le commencement de la guerre, se conduisirent en gens raisonnables ; mais le peuple russe ne les vit jamais d'un bon œil : il leur en voulait de cette situation privilégiée que leur assurait la qualité d'étrangers et qui leur permettait de faire une terrible concurrence au commerce et au travail indigènes. Un matin, le gouverneur civil Obriézkof m'annonça qu'il avait fait une découverte importante et m'amena un Russe, tailleur de son métier, irréprochable de conduite, assez à l'aise et qui n'était plus un jeune homme. Obriézkof le rencontra par hasard, remarqua sa pâleur et lui en demanda la cause. Le tailleur répondit qu'il avait perdu l'appétit et le sommeil, que plusieurs de ses apprentis étaient malades comme lui, et que le seul remède à cette maladie, c'était le sang des Français. Obriézkof feignit d'approuver fort cette médication et l'amena ainsi à tout lui dire. Il avoua qu'il avait déjà embauché trois cents tailleurs, que le lendemain il comptait en enrôler encore quelques centaines, que dans la nuit on marcherait sur le Pont des Maréchaux et qu'on y exterminerait tous les Français. Ce tailleur dut me donner à nouveau tous ces détails. Alors je le mis sous la surveillance de la police, attachai à ses pas un agent qui avait ordre de ne jamais le perdre de vue, et lui déclarai qu'il répondrait sur sa tête de tout ce qui arriverait dans ce genre. J'envoyai un chirurgien qui lui tira du sang, et il redevint calme. Les tailleurs que ce monsieur avait soulevés, apprenant son arrestation, cessèrent de penser à leur expédition nocturne, qui aurait abouti à un bouleversement et à un massacre épouvantable. » Dans toutes les situations troublées, il se rencontre des gens dont l'esprit mal équilibré achève de se déranger ; mais, même en tenant pour vrai le récit de Rostoptchine, on voit qu'un tailleur de Moscou a éprouvé un accès de monomanie meurtrière : quant aux six cents tailleurs qu'il lui donne pour complices, Ros-

toptchine les a-t-il comptés? Ils n'ont sans doute existé que dans l'imagination de ce malheureux, peut-être dans celle de Rostoptchine. Il est remarquable que, dans ses mémoires de 1823, le comte Feodor attribue aux tailleurs de Moscou ce goût pour les bains de sang français, que lui-même en 1812 manifestait si vivement, à en croire Domergue. N'y a-t-il pas une interversion dans ses souvenirs, une confusion du *moi* et du *non-moi* dans son intellect? Et pourtant, assure-t-il dans ses mémoires, c'est le complot des tailleurs qui le décida à faire déporter Armand Domergue et ses compagnons. Il allègue pour justifier ce tyrannique procédé les passions sanguinaires du peuple russe. Or M. Popof s'inscrit en faux contre un propos qui serait une calomnie à l'adresse de sa nation. Il cite un passage de Glinka où celui-ci donne au gouverneur le démenti le plus formel et le plus topique: « Vers cette époque, le comte, pris de je ne sais quelle lubie, s'avisa d'exporter de Moscou un certain nombre de Français... Les calembours que se permit le comte n'étaient pas une plaisanterie pour ces infortunés ; ils craignaient peut-être que le peuple, lorsque Napoléon entrerait à Moscou, ne portât les mains sur eux. Pour moi, j'ai vécu bien près du peuple, je me suis mêlé à lui dans les rues et sur les places, dans tous les quartiers de Moscou et toute la banlieue de Moscou, et je puis en attester le Dieu vivant, jamais les fils de la Russie n'ont ressenti cette haine forcenée contre les étrangers. » On en croira peut-être plus volontiers le bourgeois Glinka que l'ancien favori Rostoptchine. Ce témoignage du publiciste moscovite donne une valeur nouvelle à celui de Domergue, que ses mésaventures ne rendaient pourtant pas indulgent pour le caractère russe. Parlant de la proclamation où le gouverneur invite les moujiks à « empoigner par le toupet » tous ceux qui diraient du bien de Napoléon, Domergue ajoute: « Cette brutale invitation eut peu de succès dans la multitude; mais elle fut suivie d'insultes publiques dirigées par des agens provocateurs contre quelques Français et Allemands inoffensifs. » L'auteur anonyme de l'*Histoire de la destruction de Moscou*, officier allemand au service de la Russie et témoin oculaire des événemens, signale également la police ombrageuse de Rostoptchine et le zèle intempestif de ses agens : répandus constamment dans les cafés et les cabarets, prêtant l'oreille à toutes les conversations, comprenant fort mal les langues étrangères, ils faisaient à tort et à travers des arrestations. Un tailleur allemand, pour calmer un peu les terreurs de ses interlocuteurs russes, s'avisa de dire : « Qu'avez-vous à craindre ce drôle-là? S'il vient chez moi, je l'inviterai à dîner! » Sur ce mot, la police jugea qu'il était partisan de Napoléon; il fut arrêté, fouetté et envoyé en Sibérie.

N'avons-nous pas vu Rostoptchine lui-même donner publiquement mille roubles à un laquais qui ameutait la populace contre un chirurgien allemand? N'a-t-il pas tenu aux quarante déportés français le langage le plus propre à les faire massacrer sur place, si le peuple eût été animé des passions homicides qu'il lui prête? Rostoptchine, qui naguère avait voulu avec de la police organiser l'enthousiasme pour l'arrivée d'Alexandre, ne réussit guère mieux quand il tenta, avec de la police, d'organiser les manifestations hostiles contre les Français.

IV.

A Moscou, les affaires avaient cessé; le cours ordinaire des choses était comme suspendu; la population vivait dans la rue; elle formait une foule nerveuse, impressionnable, mêlée de réfugiés accourus des provinces voisines, sujette aux emportemens et aux terreurs, qu'il s'agissait de tenir en haleine et en respect. C'est ici que se révèle le talent original de Rostoptchine, ses instincts de tribun et de publiciste, cet art de comédien et de mime qui lui avait servi à perdre son prédécesseur Goudovitch. Personne ne mérita mieux que lui les deux épithètes célèbres, *commediante, tragediante*, pas même Napoléon. Il donne libre cours à sa fantaisie littéraire dans ses affiches, où il affecte le langage coupé et proverbial du moujik, où il se fait plus paysan que le paysan : « Il est survenu un orage, nous le dissiperons; le grain se moudra et deviendra farine... Gardez-vous des ivrognes et des imbéciles; ils ont les oreilles larges et soufflent des sottises dans celles des autres... » M. Popof n'a qu'une admiration mesurée pour ce style excentrique, et, en 1812, la partie intelligente de la population goûtait peu l'usage ou l'abus que Rostoptchine faisait de la publicité. On s'enthousiasma d'abord des victoires annoncées par lui; on finit par ne plus y croire. « Il y a cinq jours, écrivait Mme Volkof, on nous racontait qu'Ostermann avait remporté une grande victoire. Il se découvrit que c'était une fable. Ce matin, on nous annonce une grande victoire remportée par Wittgenstein. La nouvelle est venue de bonne source, puisque c'est le comte qui la débite, et cependant personne n'ose plus y ajouter foi. »

Le bel esprit qui administrait Moscou avait plus d'un tour dans son sac. Il rédigeait des pamphlets contre les Français; plus le sel en était grossier, plus il semblait avoir d'action sur la foule. Voici ce que lui-même nous raconte : « Vers cette époque, je sentis la nécessité d'agir sur l'esprit du peuple, de le réveiller, de le préparer à tous les sacrifices pour l'amour de la patrie... Je fis répandre

des contes, des caricatures qui paraissaient chaque jour et où l'on représentait les Français comme des nains, déguenillés, mal armés, que battaient des femmes et des enfans. » C'était le commentaire et comme l'illustration des affiches où il assurait que le Français n'était « pas plus lourd qu'une gerbe de blé. » Mais cette confession n'est pas encore complète. Pourquoi ne parle-t-il pas d'une estampe populaire, dans le genre de nos images à cinq centimes, qui fut répandue dans tout Moscou? Sous l'aigle à deux têtes qui sert d'enseigne aux cabarets, devant la porte d'un de ces établissemens, on voit un moujik qui harangue le peuple. Aucun des biographes français du comte Feodor n'a reproduit la légende qui accompagne cette estampe. Essayons de la traduire :

« Korniouchka Tchikhirine, habitant de Moscou, ancien soldat, ayant bu un coup de plus qu'à l'ordinaire, entend dire que Bonaparte veut venir à Moscou; il se fâche, invective en termes salés tous les Français, sort du cabaret, et, sous l'aigle à deux têtes, il s'écrie : Comment! il veut venir chez nous! Mais donnez-vous donc la peine d'entrer! A Noël ou à carnaval, on t'invite. Les jeunes filles t'attendent avec des nœuds à leur mouchoir : le dos t'en enflera. Tu as beau t'habiller en diable : nous dirons une prière et tu disparaîtras au chant du coq. Fais mieux : reste chez toi, joue à cache-cache ou à colin-maillard. Assez de farces comme cela! ne vois-tu pas que tes soldats sont des avortons, des petits-maîtres? Ils ne portent ni touloupes, ni mitaines, ni bonnet de fourrures, ni *onoutchi* (1). Comment feraient-ils donc pour s'accommoder à la vie russe? Les choux les feraient enfler, la *kacha* (gruau) les ferait crever, le *chtchi* les suffoquerait, et ceux qui survivraient pour l'hiver tomberaient aux gelées de l'Épiphanie. C'est comme cela, oui. Aux portes de nos maisons, ils grelotteraient; dans la cour, ils gèleraient; dans le vestibule, ils claqueraient des dents; dans la chambre, ils étoufferaient; sur le poêle, ils grilleraient. A quoi bon en parler? Tant irait la cruche à l'eau que leur crâne en serait rompu. Charles le Suédois était un autre gaillard que toi, du pur sang des rois, celui-là : il est allé à Poltava, il n'en est pas revenu. D'autres lapins que tes Français étaient les Polonais, les Tatars, les Suédois; nos anciens les ont cependant arrangés de telle façon que tout autour de Moscou on voit encore des tertres, nombreux comme des champignons, et sous ces champignons reposent leurs os. Ah! notre sainte mère Moscou! ce n'est pas une ville, c'est un empire. Tu n'as laissé chez toi que les aveugles et les boiteux, les vieilles femmes et les petits enfans. Tu n'es plus de taille pour les Allemands : ils te mettraient du premier coup le bât sur le dos. Et la Russie, sais-tu ce que c'est, tête fêlée? On a mis

(1) Bandes de toile entourant les jambes en guise de bas.

sur pied 600,000 grandes barbes, plus 300,000 soldats au menton rasé, plus 200,000 vétérans. Tous ce sont des héros : ils croient à un seul Dieu, obéissent à un seul tsar, se signent d'une seule croix : ce sont tous des frères. Et si cela plaît à notre père et tsar, Alexandre Pavlovitch, il n'a qu'à dire un mot : Aux armes les chrétiens! Et tu en verras sortir de terre à ne plus voir la lumière du ciel. Et quand même tu battrais l'avant-garde? prends-en à ton aise! les autres te pousseront une telle chasse qu'on s'en souviendra dans les siècles des siècles. Venir chez nous! allons donc! Non-seulement la tour d'Ivan le Grand, mais la colline des Prosternations, tu ne les verras point, pas même en rêve. Nous prendrons la Russie Blanche, et c'est dans la Pologne que nous t'enterrerons. Comme on fait son lit, on se couche. C'est pourquoi, réfléchis, n'avance pas, ne commence pas la danse. Demi-tour à droite, rentre chez toi, et de génération en génération rappelle-toi ce que c'est que la nation russe! » Ayant tout dit, Tchikhirine s'en alla gaillardement en chantant : « Dans la campagne se dressait un bouleau... » Et le peuple le regardait s'éloigner et disait : « D'où qu'il vienne, voilà qui est parlé. Pour la vérité, c'est la vérité. »

Rostoptchine savait faire parler les Tchikhirine quand ils avaient bu « un coup de plus qu'à l'ordinaire; » il savait aussi faire parler les saints, évoquer les bienheureux de leur cercueil d'argent massif, inventer des légendes pieuses et, sans garantie du saint-synode, ajouter des chapitres à l'hagiographie de la Russie : « Après la bataille de Borodino, raconte-t-il dans ses mémoires, je cessai de recourir aux petits moyens pour distraire le peuple et occuper son attention. Je dois le reconnaître, ces moyens étaient usés. Il fallait un terrible effort d'imagination pour trouver quelque chose qui pût émouvoir la foule, et le succès en paraissait douteux. Les plus ingénieuses tentatives ne réussissaient pas toujours, tandis que les plus grossières inventions avaient un effet surprenant. Au nombre de ces dernières il faut bien compter une histoire de ma façon, répandue à profusion dans le peuple, et dont je fis tirer en un seul jour jusqu'à 5,000 exemplaires, à 1 kopek la pièce. Là je racontais que le métropolite Platon avait rencontré un moine très âgé qui s'était approché respectueusement, lui avait demandé sa bénédiction et lui avait dit qu'il s'en retournait pour combattre avec les Russes. Ayant ainsi parlé, il disparut à la vue de tous, laissant derrière lui une trace lumineuse. On pense bien que c'était saint Serge, qui avait été moine du couvent de Troïtsa, où reposent encore ses os; il avait combattu dans l'armée de Dmitri Donskoï contre le khan des Tatars, Mamaï, et était revenu vainqueur. » M. Popof reproche avec raison à l'*homme russe* par excellence de savoir mal l'histoire de son pays : jamais saint Serge ne combattit dans l'ar-

mée de Dmitri. Un reproche plus grave à lui adresser, c'est de s'être permis de faire figurer dans cette fable grotesque, sans son consentement, le vénérable métropolite Platon, qui se mourait à quelques lieues de là.

La population de Moscou se trouvait dans une singulière disposition morale, dans cet état d'exaltation fébrile qu'a connu Paris pendant les jours tragiques du siège. Alors les esprits, malades d'anxiété ou d'enthousiasme, se laissent prendre aux nouvelles les plus incroyables. Des superstitions inattendues naissent comme d'elles-mêmes. Des types singuliers se révèlent dans la diversité des caractères opprimés sous le poids des mêmes événemens. A Moscou, il y avait les découragés qui croyaient Napoléon invincible, toute force humaine impuissante contre lui, toute résistance insensée et presque impie, car qui savait si l'invasion française n'était pas un châtiment que Dieu envoyait à la Russie pour la mort de Paul Ier? Rostoptchine, volontiers dur pour le jeune souverain, ne lui fit pas grâce de ce cruel propos, ayant soin naturellement d'y mêler les martinistes, et en prenant texte pour appeler sur eux de nouvelles rigueurs. Il y avait les bavards qui, par intempérance de langue et désœuvrement, propageaient les nouvelles les plus alarmantes. Le gouverneur usa envers eux d'un moyen de répression assez original : il les faisait conduire dans une maison d'aliénés, avec ordre de leur administrer des douches tous les matins et de les purger tous les samedis. Il y avait les superstitieux : « Dans la ville, écrit Rostoptchine, on colportait des récits de visions, de voix qui se faisaient entendre dans les cimetières. Certains prophétisaient et accommodaient aux circonstances divers passages des Écritures. Ils avaient trouvé dans l'Apocalypse l'annonce de la chute de Napoléon; le pays du nord, que voulait assujettir le pays du couchant, devait être sauvé par un homme élu de Dieu qui s'appellerait Michel. Par bonheur et pour la consolation de ces esprits crédules, trois des généraux, Barclay de Tolly, Koutouzof et Miloradovitch, portaient le prénom de Michel. Il y avait même des disputes à ce sujet, et le peuple disait : Si ce n'est pas Koutouzof, ce sera le grand-duc Michel. Chaque jour se présentaient chez moi diverses personnes, ayant la Bible sous le bras, et qui, d'un air mystérieux, m'expliquaient le texte sacré et me récitaient les prières composées par elles. » Un autre jour, disent encore les mémoires, « on me signala une grande affluence de peuple auprès d'une tour élevée qui se trouve à l'extrémité de la ville. Je me rendis sur les lieux, moins par curiosité que dans le dessein d'amener le peuple à se disperser, sachant qu'il faut toujours s'attendre à quelque sottise quand il est attroupé quelque part. Je trouvai là 3,000 personnes; elles tenaient

les yeux fixés sur un malheureux faucon qui, ayant des entraves aux pieds, comme tous les oiseaux employés à la chasse, s'était embarrassé après la croix de la tour et y restait suspendu. Un passant l'avait remarqué et montré à d'autres; une foule d'oisifs s'étaient assemblés pour ce spectacle; les plus clercs d'entre eux expliquaient que cela présageait la victoire sur l'ennemi. Ce faucon, disaient-ils, c'était Napoléon qui dans la croix trouvera sa perte. J'abondai dans le sens de ces braves gens, et ce faucon donna une lueur d'espérance à la partie la plus sotte de la population, qui n'en est jamais la moins nombreuse. »

V.

Rostoptchine, toujours prompt à laisser tomber son dédain philosophique sur la crédule engeance humaine, était-il exempt lui-même de toute crédulité? Qui ne connaît l'histoire de ce fameux ballon qu'un certain Allemand, nommé Leppich ou Schmidt, fabriquait secrètement dans un des jardins de Moscou, et qui devait couvrir de feux l'armée française? Tout le monde à Moscou en parlait d'un air mystérieux et tout le monde y croyait. A Paris, pendant le siège, on a cru aussi au feu grégeois qui devait anéantir l'armée prussienne et n'en laisser à l'empereur Guillaume que des échantillons. Les historiens hostiles à Rostoptchine ont soutenu que ce ballon n'était pour lui qu'un prétexte dont il couvrait le mystère des travaux de Leppich et qu'en réalité celui-ci s'occupait à fabriquer les artifices incendiaires par lesquels Moscou devait périr. Peut-on espérer un éclaircissement de Rostoptchine, qui tant de fois a parlé ou écrit sur l'incendie de Moscou et chaque fois a présenté une version différente? Dans une lettre adressée en 1822 au prince N. Galitzine, il affirme que le ballon n'était qu'une absurdité : « Il ne pouvait tromper que ceux qui sont disposés à gober tout ce qui est merveilleux. » Dans les mémoires comme dans la brochure de 1823, il est d'accord avec lui-même au moins sur un point : il traite Leppich de charlatan, il raille la sottise des Moscovites qui ont cru à son invention; il affirme qu'il prédit à cet ingénieur l'insuccès complet de ses tentatives. Mais est-il bien vrai que Rostoptchine, si sceptique dans ses écrits de 1822 et 1823, l'ait été au même degré en 1812? Est-il bien sûr qu'il ait, à cette époque, échappé à la contagieuse badauderie de ses concitoyens? Sa prétention ne tient pas contre le témoignage des documens contemporains produits par M. Popof. Ceux-ci prouvent au contraire qu'il était le plus enthousiaste des admirateurs de Leppich et le plus crédule des Moscovites. Jamais orateur des clubs parisiens

de 1870 n'a parlé avec autant de conviction des étonnans effets qu'on pouvait attendre du feu grégeois ou de la pompe à pétrole. Le 7-19 mai 1812, il rend compte à l'empereur Alexandre des précautions qu'il a prises pour éviter que le merveilleux secret ne soit ébruité. Il a poussé la prudence jusqu'à faire venir des menuisiers et des forgerons de Saint-Pétersbourg, ne voulant mettre aucun ouvrier de Moscou dans la confidence ; il a déjà versé à Leppich 120,000 roubles pour achat de taffetas, de vitriol et de limaille de fer. Il ajoute : « Demain, sous couleur d'aller dîner chez quelque personne qui demeure de ce côté, j'irai chez Leppich et j'y resterai longtemps ; je me fais d'avance une fête de nouer connaissance avec un homme dont l'invention rendra inutile l'art militaire, affranchira le genre humain de son infernal destructeur, fera de vous l'arbitre des rois et des empires et le bienfaiteur de l'humanité. » Un mois se passe : Rostoptchine est-il désabusé ? Loin de là; dans une lettre à l'empereur, du 11-23 juin, il écrit : « J'ai vu Leppich; c'est un homme très capable et excellent mécanicien. Il a dissipé tous mes doutes au sujet des ressorts qui font mouvoir les ailes de cette machine, véritablement infernale, et qui, par la suite, pourrait faire encore plus de mal à l'humanité que Napoléon lui-même, si la construction n'en était pas si difficile... Il me vient un doute que je soumets au jugement de votre majesté : quand la machine sera prête, Leppich se dispose à s'embarquer sur elle pour aller jusqu'à Vilna. Peut-on se fier assez complètement à lui pour n'avoir à redouter aucune trahison de sa part? » Ainsi le comte Rostoptchine n'a que deux scrupules : l'un d'humanité et qui fait honneur à sa philanthropie, l'autre de prudence : il ne faut pas que cette redoutable machine, d'un effet si certain, soit mise par quelque trahison au service des Français. Trois semaines se passent encore ; Rostoptchine persiste dans sa confiance. « Je suis pleinement assuré du succès, écrit-il, je me suis pris d'affection pour Leppich, qui m'est également fort attaché. Sa machine, je l'aime comme mon propre enfant. Leppich me propose de faire sur elle avec lui un voyage aérien; je n'ai pu m'y résoudre sans une autorisation de votre majesté. » Non-seulement il croit au ballon de Leppich, mais il croit à toutes les inventions de ce fécond génie ; il croit à une barque insubmersible qui naviguera sur l'eau ; il croit à une lance nouveau modèle, creuse à l'intérieur, beaucoup plus légère que les anciennes, et dont il conseille d'armer les régimens de Cosaques. Qu'il se soit engoué avec tout Moscou du ballon de Leppich, quoi d'étonnant? Il n'était pas un homme de science. L'aérostation militaire avait eu de brillans débuts à la bataille de Jemmapes. Dans le grand projet d'expédition contre les Indes, Paul I[er] recommandait à

Bonaparte de joindre à l'armée un corps d'aérostiers. Ce qui est moins excusable chez Rostoptchine, c'est de ne se souvenir, dans ses mémoires de 1823, que de la crédulité des autres.

Parmi les hommes de l'année 1812, il n'en est aucun contre la réputation duquel Rostoptchine se soit plus acharné que celui qui partageait alors avec lui l'attention de l'Europe. Il a constamment accusé Koutouzof de l'avoir trompé, de lui avoir fait croire qu'on était vainqueur à Borodino, puis qu'on livrerait une dernière bataille en vue de Moscou. Le 13 septembre au soir, la veille de son départ, Rostoptchine écrivait à l'empereur une lettre où il affecte une surprise mêlée d'indignation et où il lui déclare que la conduite de Koutouzof décide du sort de la capitale et « de tout l'empire. » Plusieurs historiens ont admis également que « Koutouzof trompa le gouverneur jusqu'au dernier moment et qu'il lui jurait par ses cheveux blancs de se faire tuer avec lui devant Moscou. » Telles sont les expressions du général Philippe de Ségur ; telle est aussi l'opinion adoptée par le comte Anatole de Ségur : « Rostoptchine, dit celui-ci, s'attendit jusqu'au bout à un nouvel effort de la part de Koutouzof pour sauver la vieille capitale de la Russie..... Cela explique la nouvelle proclamation qu'il fit afficher le 11 septembre et qui renferme un ardent et suprême appel aux armes. » Cet appel aux armes est celui où Rostoptchine invite les moujiks à s'armer de ce qui leur tombera sous la main et à venir avec lui exterminer les Français sur les Trois-Montagnes. M. Popof est au contraire persuadé que le comte Feodor ne fut pas aussi trompé qu'il veut bien le dire et que, dès le 11 septembre, quatre jours avant l'évacuation, il savait à quoi s'en tenir sur le sort de Moscou.

Notre historien s'appuie d'abord sur un récit très circonstancié que Glinka, avec indication précise du jour, de l'heure, du lieu, fait d'une entrevue qu'il eut avec le comte. C'est le 11 septembre, à dix heures du matin, que le rédacteur du *Messager russe* arriva à Sokolniki, la maison de campagne du gouverneur. « Je le rencontrai, dit-il, sur le seuil de son cabinet et j'y entrai avec lui. Il était en surtout militaire et moi en grand uniforme d'*opoltchénié*. Nous nous assîmes sur un sofa, au-dessous d'une carte de la Russie, et voici notre conversation sans aucune altération, dans toute son exactitude historique : — Votre excellence, dit Glinka, j'ai fait partir ma famille. — J'ai déjà fait de même, répondit le comte, et des larmes mouillèrent ses yeux. Maintenant, ajouta-t-il, Serge Nikolaévitch, causons comme de vrais fils de la patrie. A votre avis, qu'arrivera-t-il si Moscou est abandonnée? — Votre excellence sait ce que j'ai osé déclarer le 15-27 juillet dans l'assemblée de la noblesse; mais dites-moi en toute sincérité, comte, comment Moscou

sera-t-elle livrée? avec du sang ou sans sang? (*s kroviou ili bez krovi.*) — *Bez krovi* (sans sang!), répondit laconiquement le comte. — Sur ce mot, Glinka se leva, et, montrant la carte de Russie, il dit : — L'abandon de Moscou l'isole de nos provinces du sud. Mais où l'armée prendra-t-elle position pour défendre celles-ci? — Sur la route de Kalouga, là où est mon village de Voronovo : je le brûlerai. — Ensuite Rostoptchine se leva du divan, alla à son bureau et, *au courant de la plume* (*liètoutchim pérom*), écrivit l'appel aux Trois-Montagnes. Il donna cette proclamation à Glinka en le chargeant de la faire imprimer et ajouta : — Il n'y aura rien aux Trois-Montagnes; mais c'est pour donner à entendre aux paysans ce qu'ils auront à faire quand l'ennemi aura pris Moscou. — Rostoptchine remit ensuite à Glinka une assez forte poignée de billets de banque en lui disant : — L'empereur sait que vous avez tout sacrifié, tout donné. Voici pour le voyage de votre famille. — Je n'accepterai pas d'argent, répondit le publiciste; mais, pour me mettre en état d'exécuter plus promptement les ordres de l'empereur, ordonnez qu'on mette une voiture à ma disposition. A travers Moscou déserte, je suis venu à pied jusqu'à votre campagne. Un bon citoyen m'a prêté ses *voïlotchi* (bottes de feutre). »

Que faut-il conclure de ce récit? Que, dès le 11 au matin, Rostoptchine n'avait plus d'illusions. Or, ce qu'il vit, le 13 au matin, dans le camp de Koutouzof était-il fait pour lui rendre l'espérance? Est-il vrai que le généralissime lui ait promis de livrer une dernière bataille? Cette conversation ayant eu lieu entre ces deux hommes seulement, *à l'écart*, comme le dit Rostoptchine, nous ne pouvons contrôler que par des moyens indirects l'affirmation du comte Feodor. Ne résulte-t-il pas de son récit même que personne à l'armée ne croyait la bataille possible, au moins dans la position occupée par l'armée? Barclay de Tolly ne lui a-t-il pas dit : « La seule chose que je désire, c'est d'être tué si l'on veut faire la folie de se battre où nous sommes? » Bennigsen ne lui a-t-il pas déclaré qu'il ne croyait pas à une bataille, et que le désarroi de l'armée rendait la retraite inévitable? Il y a plus : d'autres témoignages montrent qu'à ce moment même, aussitôt après son entrevue avec Koutouzof, Rostoptchine était de ceux qui ne croyaient pas à la bataille. « Si l'on me consultait, dit-il à Eugène de Wurtemberg, je n'hésiterais pas à dire : Brûlez la capitale plutôt que de la livrer à l'ennemi! » Il fut encore plus explicite avec Ermolof : « Je ne vois pas pourquoi vous vous mettez si fort en peine de défendre Moscou à tout prix; si l'ennemi l'occupe, il n'y trouvera rien qui puisse lui servir. Les objets précieux, appartenant à la couronne, et tout ce qui a quelque valeur, a déjà été emmené. A peu d'exceptions

près, les trésors des églises, les ornemens d'or et d'argent, les archives les plus importantes de l'état, *tout est parti*. Beaucoup de propriétaires ont déjà enfoui ce qu'ils avaient de plus précieux. Il ne reste à Moscou que 50,000 personnes de la condition la plus misérable et qui n'ont pas d'autre asile. » Voilà les propos que tenait Rostoptchine le 13 au matin. Comment expliquer la surprise qu'il éprouva le soir en recevant la dépêche de Koutouzof?

Il me semble que l'explication n'est pas difficile à trouver. Rostoptchine, bien qu'il s'attendît à l'abandon de la ville, n'avait pas encore pris toutes les mesures de sauvetage nécessaires. Peut-être sa dévorante activité était-elle plus apparente que réelle. Pour veiller à l'exécution de ses ordres, ce n'était pas une idée heureuse que de s'installer à sa maison de campagne; cette circonstance compliquait ses rapports avec les plus dévoués de ses agens; Glinka ne peut avoir de voiture et il est obligé d'emprunter des bottes à un *bon citoyen*. Le comte Feodor, avec sa manie de police et de commérage, avec le temps perdu à tracasser les martinistes, à surveiller son cuisinier, à aiguiser des lazzis contre les Français déportés, à composer des affiches, des pamphlets et de fausses légendes, s'est trouvé empêché de vaquer à des soins plus importans. Le 13, il avait dit à Ermolof : *Tout est parti;* le même jour il écrivait à l'empereur : *Tout a été emmené*. Et c'est quelques heures après cette première lettre qu'il en écrivait une seconde à l'empereur, celle-ci pleine de colère et de dépit contre Koutouzof. Que s'était-il donc passé dans l'intervalle? C'est que Rostoptchine, tout en croyant à l'abandon de Moscou, s'était imaginé avoir plus de temps devant lui : supposition absurde, puisque l'armée russe était en vue de Moscou et qu'on entendait déjà le canon de l'armée française. C'est que *tout* n'était pas parti, *tout* n'était pas emmené. Il restait encore à Moscou 10,000 blessés russes, dont le plus grand nombre devait périr pendant l'incendie. Il restait encore d'immenses approvisionnemens en alcool et farines, qui tombèrent pour la majeure partie aux mains des Français. Il restait encore dans la ville 50,000 ou 60,000 habitans, entre autres toute la colonie française, que Rostoptchine n'eût pas manqué de faire partir s'il en avait eu le loisir. Il restait encore à l'arsenal du Kremlin, au témoignage de Napoléon, 150 pièces de campagne, 60,000 fusils, 160,000 cartouches et tant de poudre, de soufre et de salpêtre, que les Français furent obligés d'en détruire quand ils eurent recomplété leurs approvisionnemens. Vainement Rostoptchine déploya pendant la nuit du 13 au 14 une remarquable activité : il ne put que sauver quelques images miraculeuses laissées dans les églises, détruire quelques magasins; comme lui-même s'était opposé à l'émigration pendant assez

longtemps, les habitans, brusquement tirés de leur sécurité, se portaient aux barrières, encombraient toutes les rues et toutes les routes de leurs voitures, si bien que, pour évacuer ce qui restait à Moscou, les moyens de transport manquaient à Rostoptchine tout aussi bien que le temps. Il fallait justifier aux yeux de l'empereur tant de négligences et de fausses mesures : de là cette seconde lettre du 13 au soir, et cette affectation à rejeter toute la responsabilité sur Koutouzof.

M. Popof est tenté d'aller plus loin encore : ce n'est pas Koutouzof qui a trompé Rostoptchine, c'est peut-être Rostoptchine qui a trompé Koutouzof. M. Popof cite une lettre de Koutouzof, du 17-29 août, presque au début de son commandement, où il remercie Rostoptchine des promesses de secours qu'on lui a faites : « La mise sur pied, en sus de l'*opoltchénié*, de 80,000 volontaires armés, vrais fils de la patrie, est un trait qui fait honneur à l'enthousiasme des Russes, à la confiance qu'a su inspirer aux habitans de Moscou le chef qui les anime de son ardeur. » Koutouzof termine en priant le gouverneur de tenir ces forces à sa disposition et de les diriger, quand le moment sera venu, sur Mojaïsk. Que lui avait donc écrit Rostoptchine? Probablement ce qu'il répète dans une lettre du 19 août — 1er septembre : « Si vous êtes contraints d'abandonner votre position et de faire retraite sur Moscou, alors je réunirai beaucoup de dizaines de mille hommes, des gaillards résolus, et j'irai me joindre à vous (1). » Koutouzof, qui arrivait de Saint-Pétersbourg et ignorait ce qui se passait à Moscou, devait en croire un gouverneur dont le monde vantait l'activité et la popularité. Dans ses affiches, le comte Feodor parlait constamment de se mettre à la tête des Moscovites pour aller faire entendre raison *au méchant :* « Si l'armée ne suffit pas, s'écriait-il, je dirai à mon tour : En avant la *droujina* de Moscou! Et nous serons 100,000 braves. Nous prendrons avec nous l'image de la Mère de Dieu d'Ibérie, 150 canons, et nous finirons l'affaire tous ensemble. » Koutouzof comptait si bien sur les secours annoncés qu'après la bataille de Borodino il demandait à « se renforcer de l'*opoltchénié* de Moscou, » c'est-à-dire des milices ou de la *droujina* de Moscou, car l'*opoltchénié* proprement dite avait déjà figuré à la bataille. En conséquence, il priait le gouverneur de faire avancer « les troupes qu'il avait sous ses ordres. »

Quelques jours après Koutouzof écrivait de nouveau : « Mes troupes, malgré une si sanglante bataille, sont encore en nombre respectable. Toutefois j'apprends qu'un corps ennemi s'est avancé sur la route de Zvénigorod : ne va-t-il pas trouver sa tombe creusée par la *droujina* de Moscou, en punition de cette tentative contre

(1) *Archive russe*, t. III, p. 457.

la capitale? J'attends avec impatience une réponse de votre excellence. » A cette pressante invitation, que va répondre Rostoptchine? Il avait dit tant de fois qu'il n'avait qu'à crier : En avant la *droujina* de Moscou! Et quand on le prie de faire avancer la *droujina* de Moscou, il se fâche et déclare que c'est là une *mauvaise plaisanterie,* vu qu'il n'existe pas de *droujina.* « Koutouzof, raconte-t-il dans ses mémoires, devait pourtant bien savoir que Moscou était déserte et qu'il n'y restait pas 50,000 habitans. *Je ne lui répondis rien* et pour la première fois je songeai au salut de ma famille. » Koutouzof n'était cependant pas en position de faire des plaisanteries, bonnes ou méchantes; il était excusable de compter sur une force qui avait tant de fois figuré dans les lettres et les proclamations de Rostoptchine; si peu instruite qu'on la supposât, elle eût cependant suffi à inquiéter les 20,000 hommes que Napoléon avait aventurés sur la route de Zvénigorod; 80 ou 100,000 gardes nationaux, même les plus mal exercés, font toujours quelque effet sur un champ de bataille. Koutouzof ne pouvait pas supposer que Rostoptchine, après avoir engagé les femmes à partir et les hommes à rester, n'avait pas su obtenir complètement aucun de ces deux résultats. Ce n'était pas sa faute si l'*opoltchénié* tout entière se réduisait aux 10,000 hommes mal armés qui avaient figuré à Borodino; si d'une population de 400,000 âmes, ayant à sa disposition les fusils et les canons de l'arsenal, Rostoptchine n'avait pas su mettre sur pied un seul bataillon; si, pour assurer le bon ordre, il avait dû retenir à Moscou un régiment de cavalerie qui eût été plus utile ailleurs; s'il n'avait songé ni à creuser des fossés, ni à élever des remparts autour de la ville, pour arrêter au moins les coureurs de l'ennemi et offrir un appui à l'armée russe. Même dans ce malheureux siège de Paris en 1870-1871, on a vu ce qu'il est possible de faire, dans les circonstances les plus défavorables, avec les ressources d'une grande ville. Rostoptchine n'a su opposer à l'ennemi que ses affiches belliqueuses et sa rhétorique humoristique. Est-il étonnant que Koutouzof l'ait reçu si froidement à son quartier général, et qu'après s'être assuré de la vanité des espérances qu'il avait mises en lui, il ait renoncé au projet, un moment discuté, de livrer bataille en vue de Moscou?

Au fond, si Rostoptchine n'a rien essayé de tenter avec les Moscovites, ce n'est pas seulement défaut de capacité, c'est aussi parce qu'il était l'homme d'un autre temps. Malgré ses prétentions au rôle de grand seigneur populaire, il ne croyait pas *aux peuples,* que cependant la maison de Habsbourg avait déjà invoqués en 1809 dans sa lutte contre Napoléon et qu'Alexandre I[er] allait appeler à l'aide en 1813. Au fond, il regardait la plèbe moscovite comme un monstre furieux et stupide, qu'il fallait contenir avec des agens de

police et amuser avec des affiches. Lui donner des armes, c'était dangereux et inutile. Dans ses mémoires, il n'a pas assez de dédain pour ceux qui prirent au sérieux le projet d'armer le peuple : « Il y eut, dit-il, quelques ridicules explosions d'amour pour la patrie ; une dame me proposa de créer un régiment d'amazones; les acteurs du théâtre russe prétendirent à eux seuls défendre la capitale et offrirent de soumettre leurs courages et leurs bras au général Apraxine; celui-ci déclina cette honorable proposition et refusa de s'immortaliser à la tête de vingt héros de théâtre costumés en Romains. » Rostoptchine affecte de ne se souvenir que des propositions les plus excentriques afin de jeter sur les autres une teinte de ridicule. Des héros de théâtre! A une époque récente n'a-t-on pas vu des acteurs tenir honorablement leur place dans les rangs, même sans être costumés en Romains? Quoi qu'en dise le comte Feodor, plus d'un Moscovite dut lui fournir des idées qui eussent mérité autant de considération que les inventions de Leppich. Mais toute initiative populaire ne pouvait inspirer à un ancien ministre de Paul I[er] que défiance et mépris.

Rostoptchine avait promis à Koutouzof, en août 1812, de se préparer soit à défendre la ville, soit à assurer le salut des habitans. Si quelqu'un à cette époque peut se plaindre d'avoir été abusé, ce sont avant tout les Moscovites, que leur gouverneur entretint jusqu'au dernier moment dans une trompeuse sécurité, leur « jurant sur sa tête que le méchant n'entrerait pas dans Moscou, » apportant des entraves à l'émigration, empêchant de sauver beaucoup de trésors, et des trésors scientifiques dont la perte fut irréparable. On se rappelle dans quel moment il écrivit, *au courant de la plume*, l'appel aux Trois-Montagnes. C'était le 11 septembre; il venait de dire à Glinka que Moscou serait rendue *bez krovi;* il avait encore les yeux humides des adieux faits à sa famille; il avait prévu la retraite de l'armée et l'incendie de son palais de Voronovo, et, tout en affirmant à Glinka « qu'il n'y aurait rien aux Trois-Montagnes, » il livrait à l'imprimerie cette furibonde proclamation : « Armez-vous de tout ce qui vous tombera sous la main, à pied, à cheval!... allez avec la croix, précédés des bannières, rassemblez-vous à l'instant sur les Trois-Montagnes; je serai avec vous, nous exterminerons ensemble les envahisseurs. » Il terminait en montrant aux moujiks, comme un autre Mahomet, le paradis pour les braves et la punition au jugement dernier pour les lâches! Le lendemain, nouvelle affiche : « Nous renverrons ces hôtes au diable et nous leur ferons rendre l'âme, nous nous mettrons à l'œuvre pour réduire en poudre ces perfides. » Quel était donc son but? Empêcher par ces proclamations mensongères le découragement de la population? Mais qu'importait son découragement, puisqu'on avait renoncé à toute

idée de résistance? D'ailleurs, à lire ses propres mémoires, ce n'était pas l'abattement de la population qui était à craindre, c'était l'exaltation de la populace. La plupart de ceux qui restaient encore à Moscou étaient des gens qui n'avaient rien à craindre et rien à perdre. Rostoptchine raconte lui-même qu'il découvrit un complot ayant pour but de sonner le tocsin à tous les clochers de la ville, de mettre le feu partout et de saccager les maisons des riches : pour empêcher de sonner les cloches et fermer les portes des clochers, il dut faire réparer quatre-vingt-treize serrures et fabriquer quatre-vingt-treize clés. Il raconte que l'avocat Naoumof avait enrôlé tous les laquais de Moscou afin de commencer un pillage général, et que la vie même du gouverneur fut par lui menacée. Les laquais, les serfs, tout le bas peuple, étaient déjà enflammés de la soif du pillage, et, dit Wolzogen, « d'un âpre désir de faire le mal pour le mal et d'une haine féroce contre les riches. » Et c'était sur ces élémens incendiaires que Rostoptchine, après avoir négligé d'organiser une milice régulière, laissait tomber ses appels aux armes! c'était à de tels hommes qu'il distribuait une partie des fusils de l'arsenal! Tous les contemporains sont d'accord sur ce point : l'effet de ses dernières proclamations fut désastreux, les habitans paisibles tremblèrent, et la canaille redoubla d'excès. On commença par piller les cabarets de la couronne. Vainement le gouverneur ordonna de fermer les cabarets, puis de répandre les tonneaux d'eau-de-vie, le désordre continua; on vit les moujiks lécher l'alcool sur le pavé et se vautrer ivres morts dans les ruisseaux.

Ces scènes révoltantes furent éclairées, dans la nuit du 13 au 14, par une double lueur qui embrasa le couchant, une double aurore, reflet des bivouacs de l'armée française et de l'armée russe. Koutouzof, à ce moment, ne pouvait demander qu'une seule chose à Rostoptchine : c'est que la ville restât paisible pendant que ses troupes la traverseraient, qu'aucun désordre ne vînt jeter le trouble et la démoralisation dans leurs rangs, qu'on ne donnât aucun prétexte aux Français qui entraient sur les pas de l'arrière-garde russe. Une collision eût entraîné, non-seulement l'incendie de la ville, mais la destruction de cette arrière-garde. Rostoptchine ne sut pas même assurer le calme dans cette solennelle journée qui vit l'abandon de Moscou. Koutouzof s'était posé cette douloureuse alternative : « Sauver Moscou ou sauver l'armée? » Rostoptchine faillit entraîner celle-ci dans la ruine de celle-là. Ses proclamations capiteuses et l'eau-de-vie des cabarets continuaient à agir sur la populace. On pilla Moscou sous les yeux des soldats russes, dont plusieurs milliers se débandèrent pour avoir part au butin. Une centaine de moujiks, avec les fusils de l'arsenal, ivres d'alcool, se barricadèrent dans le Kremlin, reçurent à coups de fusil l'avant-

garde française, faillirent donner le signal d'une bataille dans les rues.

VI.

Les documens réunis par M. Popof permettent de résoudre une autre question. Napoléon affirme dans un de ses bulletins que Rostoptchine, avant de quitter Moscou, avait mis en liberté jusqu'à 3,000 criminels, qu'il avait armés et excités à la ruine de Moscou. Non moins affirmativement, Rostoptchine, dans sa *Vérité sur l'incendie,* déclare que les prétendus malfaiteurs employés à brûler Moscou étaient pour le moins à 50 milles de cette ville, qu'ils avaient quittée quatre jours auparavant. Comment concilier deux allégations aussi contradictoires? Qui a raison de l'empereur français ou du gouverneur moscovite? Le chiffre donné par Napoléon est évidemment exagéré; mais les écrivains contemporains, l'abbé Surugues, témoin oculaire, Domergue, qui écrit d'après des récits de témoins oculaires, parlent tous du rôle joué par les détenus de l'*ostrog* ou prison publique. Il est impossible de révoquer en doute leurs témoignages, et M. Popof en apporte d'autres qui les confirment. Voici d'abord un extrait du journal de Boulgakof, employé de Rostoptchine et qui lui est tout dévoué : le 14, à cinq heures du soir, *il a vu* « les détenus s'échappant de l'*ostrog*. » Voici un rapport du général Ilovaïski, rentré l'un des premiers à Moscou après la retraite des Français; il affirme « qu'en deux jours on a arrêté plus de 200 incendiaires et pillards, pour la plupart criminels et échappés de l'*ostrog* : sept d'entre eux ont été saisis par une patrouille des kosaks de la garde, qu'ils avaient reçue à coups de fusil; d'autres ont été pris en flagrant délit de meurtre et de sacrilège; on a dû envoyer des patrouilles tout autour de la ville à la recherche des évadés et des pillards. » Ce rapport est adressé à Rostoptchine, qui résidait alors à Vladimir. S'il a lu ce rapport, comment a-t-il pu soutenir ensuite qu'il n'était pas resté de détenus à Moscou? Un récit du docteur Riazanof, qui était en 1812 un garçon de douze à treize ans et qui faisait partie d'une troupe d'incendiés, réfugiés dans une cave, n'est pas moins concluant. On y retrouve les détenus de l'*ostrog* avec leur uniforme de prison, leur tête dont la moitié seulement est rasée, leur tournure singulière d'esprit et leur argot pittoresque.

La plus importante des questions relatives à 1812 est toujours celle-ci : Qui est l'auteur de l'incendie de Moscou? J'ai déjà montré combien il est difficile de dégager la vérité des affirmations contradictoires de Rostoptchine. Dans une lettre écrite en 1813 à son ami Sémen Voronzof, n'a-t-il pas été jusqu'à dire : « Napoléon livra la

ville aux flammes pour avoir un prétexte de la livrer au pillage? » Aussi quelques écrivains, après le désaveu ou les réserves de Rostoptchine, inclinent-ils à lui refuser cette gloire sinistre d'Érostrate russe dont l'environnèrent un moment les bulletins napoléoniens. Certains, comme le romancier Léon Tolstoï, attribuent au hasard une part prépondérante dans la catastrophe : quand on songe en effet que Moscou était une ville de bois, qu'elle a brûlé presque tout entière, à plusieurs reprises, sous Dmitri Donskoï, sous Ivan le Terrible, en 1612, que les ukases des anciens tsars défendaient d'allumer en été du feu dans les maisons, et qu'aujourd'hui encore la police n'y prévient les sinistres qu'à force de précautions minutieuses, on comprend qu'une ville, tout à coup évacuée par les habitans et l'administration, livrée à l'occupation tumultueuse d'une armée étrangère, ait pu périr simplement par l'imprudence de quelques soldats ou la négligence de quelques émigrans qui ont oublié de couvrir les feux dans les maisons qu'ils abandonnaient. Napoléon lui-même ne s'inquiéta pas des premiers incendies et n'y vit que de purs accidens.

Nul doute que le hasard n'ait eu son rôle dans l'événement. Pourtant il y a des faits qu'il faut bien relever. Rostoptchine n'a-t-il pas écrit à Bagration que, « si les Français entraient à Moscou, ils n'y trouveraient que les cendres et les ruines de la capitale? » Le 13 septembre au matin n'a-t-il pas fait entrevoir à Eugène de Wurtemberg le suprême sacrifice auquel il faudrait se résoudre? N'a-t-il pas dit à Ermolof que « l'armée en quittant la ville la verrait flamber derrière elle? » Le même jour, dans les deux lettres adressées au souverain, n'annonce-t-il pas le sort qui attend Moscou? N'a-t-il pas pris soin d'emmener les pompes, tandis qu'il abandonnait les canons? N'a-t-il pas répondu à Wolzogen, qui s'étonnait de cette précaution : « J'ai mes raisons pour cela. » N'a-t-il pas montré Moscou à son fils en se découvrant et en lui disant : « Salue Moscou pour la dernière fois, dans une demi-heure elle sera en flammes! » Il est difficile de s'inscrire en faux contre tous les témoignages du temps qui parlent d'incendiaires dirigés par des officiers de police. Si Rostoptchine n'a pas mis le feu à Moscou, du moins il avait la conviction qu'elle brûlerait; il a pris des précautions pour que l'incendie, s'il se produisait, ne pût être éteint; il a donné l'exemple en incendiant lui-même, ainsi qu'il l'avait annoncé à Glinka, sa villa de Voronovo. Aux faits déjà connus, M. Popof en ajoute d'autres. Voronenko, officier de police, fit en 1836 la déclaration suivante : « A cinq heures du matin (14 novembre), le comte m'ordonne de me rendre à la douane, aux dépôts d'eau-de-vie, au commissariat, aux barques de l'état et des particuliers qui s'étaient attardées près du *Krasnyï-Kholms* et du monastère Séméonof; si

l'ennemi entrait tout à coup dans la ville, je devais tout détruire par le feu. C'est ce qui fut exécuté par moi en divers lieux, à la vue de l'ennemi, à dix heures du soir; à onze heures, je repassai la Moskova à la nage avec mon cheval, au-dessous du monastère Danilof, et à deux heures du matin je rejoignis notre arrière-garde. » Ainsi les Français étaient déjà maîtres de Moscou quand Voronenko incendia les magasins d'alcool, les douanes et tous les établissemens publics qu'il put atteindre; ce sont les incendies allumés par lui que Napoléon aperçut le 15 au matin quand il s'installa au palais du Kremlin. La vérité sur le rôle que jouèrent réellement Rostoptchine et les fonctionnaires se trouve peut-être dans cette lettre qu'il écrivit à Bagration dans la première chaleur de l'action : « Je suis au désespoir que Koutouzof ait agi en traître avec moi, parce que, n'ayant pas les moyens de défendre Moscou, je l'aurais brûlée pour enlever à Bonaparte la gloire de la prendre et l'avantage de la piller. J'aurais ravi aux Français les fruits de leur victoire. Je leur aurais montré à quel peuple ils ont affaire. » Et à l'empereur, presque dans le même temps : « Le feu a commencé dans les boutiques et les magasins de blés qui sont adossés aux murailles du Kremlin. Ce sont les Français sans doute ou les pillards russes qui ont allumé cet incendie, et pourtant j'inclinerais à croire que ce sont les propres gardiens de ces établissemens, obéissant à cette règle russe : « Ne rien abandonner à l'ennemi. » — Que l'on réfléchisse sur cette *règle russe*, mise en pratique depuis Smolensk jusqu'à Moscou, et l'on entreverra une explication.

Rostoptchine, Voronenko, les employés du gouvernement, furent-ils les seuls auteurs du sinistre? Non, il y en eut d'autres encore. D'abord les brigands, les échappés de l'*ostrog*, les pillards du peuple, les déserteurs de l'armée russe, qui brûlèrent, pour pouvoir ensuite piller. Parmi les particuliers, petits bourgeois, ouvriers, beaucoup étaient disposés à détruire ce qu'on était contraint d'abandonner aux Français. Rostoptchine nous a parlé de conjurés qui devaient sonner le tocsin, de l'avocat Naoumof. Comme le dit fort bien M. Anatole de Ségur, c'est un trait de caractère chez les Russes que la tendance à détruire l'objet contesté pour mettre fin à la contestation et à dire : « Ce ne sera donc à personne. » Qu'on relise ce que raconte Domergue de la joie manifestée par ce paysan qui, voyant de loin brûler Moscou, dit aux déportés français : « Ce feu est une attention des Russes pour votre Napoléon et pour les Français qui viennent prendre leurs quartiers d'hiver à Moscou : comme le froid commence à se faire sentir, on chauffe les maisons. » Tous les récits du temps, ceux de Rostoptchine, ceux du Polonais Brandt, parlent de l'exaspération des Moscovites. Le général Liprandi assure que beaucoup de Moscovites, qui s'étaient enfuis

après l'incendie, déclaraient qu'eux-mêmes avaient mis le feu à leurs maisons. Même dans les hautes classes, certains partageaient ces sentimens du peuple. D'avance le colonel Zakrevski avait dit à Wolzogen : « Si la victoire nous fait défaut, un autre prince Pojarski (jeu de mot sur *pojar*, incendie) viendra à notre aide. » Plus tard, Dmitri Galitzine, dînant avec d'autres seigneurs, exprimait le regret « que l'idée ne lui fût pas venue, en quittant Moscou, de mettre le feu à son hôtel. » Sans doute il faut faire la part de la forfanterie : en somme, le prince Galitzine se borne ici à exprimer un regret. Plus tard le nombre était grand des nobles moscovites qui taxaient d'inutile barbarie l'acte imputé à Rostoptchine : ils formaient sûrement la majorité, puisque Alexandre se crut obligé de disgracier avec éclat l'ancien gouverneur, et que celui-ci jugea prudent de répudier une gloire sinistre. Les hautes classes ont le patriotisme moins incendiaire que le peuple. Ce sont surtout ceux qui ne sont pas propriétaires qui mettent le feu aux maisons. Peut-on citer beaucoup de comtes ou princes, à côté de Rostoptchine, destructeur de son palais de Voronovo? C'est donc sous toutes réserves que nous reproduisons les conclusions de M. Popof : « Après les témoignages que nous avons cités, est-il possible de se poser encore cette question : Qui a brûlé Moscou? Qui? Mais celui-là même qui avait le droit de le faire, celui qui, à commencer par Smolensk, brûla ses villes, ses villages, ses hameaux et jusqu'aux moissons qui mûrissaient sur pied, dès que l'armée russe fut passée et que l'armée ennemie se montra. Qui? Le peuple russe de toutes les classes, de toutes les conditions, sans en excepter les hommes revêtus de la puissance publique et parmi eux Rostoptchine lui-même. » Cela est surtout vrai du paysan, qui tenait si peu à sa cabane, dont il mettait d'ailleurs la reconstruction à la charge de son maître, du petit citadin de Moscou, pauvre, prompt à s'exalter. Libre, propriétaire, plus heureux, qui sait si le peuple eût été capable des mêmes sacrifices? Au moment où nous appliquons nous-même un esprit de rigoureux examen à ce que l'on a appelé la légende révolutionnaire ou la légende napoléonienne, il faut savoir gré à M. Alexandre Popof de ces études critiques sur l'année 1812. Il a rendu un service éminent à l'histoire des deux nations, en discutant avec tant de précision le rôle de Rostoptchine, qui, après avoir un moment rassemblé sur sa tête tout l'intérêt tragique du drame moscovite, s'est ensuite trouvé embarrassé de son rôle. Il faut éviter cependant, en détruisant la légende de Rostoptchine, d'en constituer une autre qui serait encore plus décevante.

ALFRED RAMBAUD.

UN GENTILHOMME DE SAVOIE

PENDANT LA RÉVOLUTION

LE MARQUIS HENRY COSTA DE BEAUREGARD

Un Homme d'autrefois, souvenirs recueillis par son arrière-petit-fils, le marquis Costa de Beauregard. Paris, 1878. Plon.

C'est le caractère de la révolution française d'avoir été la rencontre fatale, la mêlée tragique de deux mondes, la réalisation dans l'histoire du grand duel que « l'anonyme » de Pologne a mis en poésie et personnifié dans la *Comédie infernale* sous les noms de Pancrace et du comte Henry. La bataille est finie maintenant, elle semble toujours finie. Pancrace a vaincu, il jouit de ses conquêtes, le comte Henry ne combat plus pour le passé au milieu des foudres et des éclairs dans son vieux fort en ruines. Le monde nouveau a triomphé, le monde ancien n'est plus qu'un souvenir. Les bulletins de la longue campagne sont écrits partout, ils forment les annales du siècle; mais il en est de cette bataille des révolutions comme des autres batailles : on n'en voit d'abord que l'ensemble. Ce n'est qu'avec le temps que la grande action livre tous ses secrets, que la vérité humaine se dégage et qu'à côté des scènes éclatantes se révèle une autre partie de l'histoire, plus intime, plus vivante peut-être et plus caractéristique. Ce n'est que peu à peu que le drame tout entier se dévoile avec ses épisodes multipliés, ses retentissemens infinis, et dans ce drame aux péripéties sans nombre, si la cause victorieuse a la fortune pour elle, la cause vaincue a l'indéfinissable et pathétique intérêt des défaites irréparables, des luttes obscures et désespérées, des existences individuelles emportées et broyées dans le torrent des événemens. Cette cause vaincue, elle a ses

victimes, elle a aussi ses héros, de vrais héros du stoïcisme et de l'honneur. Qu'est-ce que cet *homme d'autrefois* dont M. Costa de Beauregard retrace la vie et les traits dans des pages courantes, émues, écrites avec des souvenirs de famille? C'est justement un de ces héros de la cause vaincue dans le grand duel du temps, un de ces hommes de vieille race, de fine et forte trempe, qui, à l'heure voulue, se trouvent prêts pour tous les sacrifices, qui dans les plus cruelles traverses portent un cœur viril et un esprit libre. Le petit-fils, après les révolutions nouvelles, fait revivre l'aïeul, témoin original et acteur à sa manière dans la première révolution française, dans la grande débâcle de l'ordre ancien.

Ne vous est-il pas arrivé de vous arrêter devant un de ces portraits de famille, image parlante du passé en plein monde moderne? Le personnage qui revit dans son vieux cadre a je ne sais quoi d'expressif avec son regard ferme et un air de gravité triste. On sent que partout où il a été, partout où la fortune contraire l'a conduit, il a dû tenir sa place et payer de sa personne. Il laisse deviner un caractère et une existence qui n'ont pu avoir rien de vulgaire. C'est l'image de ce marquis Henry Costa, de ce gentilhomme de Savoie qui, après avoir été emporté dans le tourbillon de la révolution, reparaît aujourd'hui dans son vrai cadre, entre son compatriote, son ami Joseph de Maistre, et cette jeune victime, son fils Eugène Costa, mortellement blessé auprès de lui dans une obscure échauffourée des Alpes. Le marquis Henry a cela de caractéristique et d'émouvant que dans cette crise universelle de la fin de l'autre siècle où il se trouve enveloppé, où il se sent en quelque sorte déraciné de la terre natale et de la vie de famille, il ne cherche point un rôle : il accepte stoïquement celui que les circonstances lui font. Assez éclairé pour tout juger, pour résister aux théories extrêmes de son ami de Maistre, assez libéral d'esprit pour ne pas se méprendre sur le mouvement qui s'accomplit autour de lui, Français d'éducation et de mœurs, il reste au moment du danger le champion de la fidélité dynastique, du patriotisme local et de son ordre contre l'invasion française et la révolution. Il combat par honneur, par une inspiration de loyauté traditionnelle, sans préjugés de caste, sans illusion et sans espoir. Il représente un « comte Henry » qui n'est plus seulement un fils de l'imagination comme celui du poète, qui a existé réellement. Un instant il a tout perdu, son foyer, sa patrie, ses biens, son enfant; il a sa famille dispersée et réduite à la détresse. Il épuise les fatalités intimes jusqu'au jour où ce héros des disgrâces imméritées revenu de tout a pu dire avec un accent de fière et philosophique mélancolie : « Contre nous, qui pour la plupart n'avons à nous reprocher que le crime d'une solida-

rité originelle, se sont dressés au moment de la révolution les choses comme les hommes et la nature comme l'idée. Contre nous la terre des cimetières a donné son salpêtre, les cloches sont devenues des canons, les cercueils de plomb où dormaient nos pères ont fourni des balles, et nos parchemins ont enveloppé les paquets de mitraille que l'on nous a envoyés... » Cette vie d'un « homme d'autrefois, » c'est presque un roman, et c'est encore l'histoire dans une de ces destinées à demi inconnues qui résument les contradictions, les drames obscurs, les dernières vertus d'une société condamnée à périr.

On n'a pas oublié les pages charmantes des *Confessions* où Jean-Jacques Rousseau décrit la vie de Chambéry bien avant l'orage dont il allait être lui-même un des précurseurs et qui devait disperser ce monde paisible. « La noblesse de la province, dit-il, n'a que ce qu'il faut de bien pour vivre, elle n'en a pas assez pour parvenir, et, ne pouvant se livrer à l'ambition, elle suit par nécessité le conseil de Cynéas. Elle dévoue sa jeunesse à l'état militaire, puis revient vieillir paisiblement chez soi. L'honneur et la raison président à ce partage... » Le marquis Henry Costa était de cette noblesse de Savoie accoutumée à suivre ses princes dans toutes les fortunes, attachée aussi à la France par mille liens de parenté ou de civilisation, et gardant à travers tout dans sa vie de province, dans ses marches des Alpes une sève singulière.

Figurez-vous, non plus le Chambéry de Rousseau, mais, au milieu des montagnes, presque dans les nuages, le vieux château du Villard : c'est la résidence des Costa d'autrefois, c'est un abrégé de la vie savoyarde en plein paysage alpestre. Le chef de la famille, le marquis Alexis, se dispense volontiers d'aller à Turin et à la cour; il aime mieux rester dans sa retraite rurale. C'est un homme à l'esprit cultivé et fin, qui a le goût de tous les arts, de la poésie, de la musique, de la peinture. Il s'intéresse à tout, il a même laissé un livre d'économie agricole. La marquise, Française du Dauphiné, de la famille de Murinais, est l'âme de la vieille demeure par sa grâce vigilante et active. Les enfans à leur tour remplissent et animent la maison. Le Villard a d'autres hôtes encore. Il y a le marquis de Murinais, le père de la châtelaine, type de vieux gentilhomme, tout plein des souvenirs de Versailles, toujours soigné, toujours riant et toujours prêt à conter ses aventures ou ses campagnes, surtout cette bataille d'Hochstedt, où il a reçu à la tête une balle qui l'a fort étourdi, il est vrai, mais qui du coup l'a guéri d'insupportables migraines. Puis c'est le chevalier de Malte, M. de Saint-Remy, vieux garçon caustique et bonhomme au fond, qui est venu, il y a longtemps de cela, pour passer un mois au Villard et

qui y est encore quinze ans après. M. de Saint-Remy a, lui aussi, toute sorte d'histoires de jeunesse, il finit invariablement par quelque chanson gaillarde. Et avec M. de Saint-Remy, avec M. de Murinais, il y a le bon abbé Baret, chapelain du château, précepteur des enfans, le notaire Girod, administrateur du domaine, intendant, factotum, qui de sa vie n'a fait qu'un voyage à Chambéry pour aller chercher sa parente. Ce monde, familier du Villard, se suffit à lui-même. Le soir on se réunit : pendant que les enfans jouent ou s'essaient à l'étude, on lit la gazette apportée par le dernier ordinaire. La conversation court sur tous les sujets, sur les nouvelles de Versailles ou de Turin, sur la philosophie du jour et la littérature, sur M. de Voltaire et les beaux-esprits de Paris. Et chaque jour cette vie recommence dans une maison où tout est simple et sans luxe, où maîtres et serviteurs semblent ne former qu'une même famille.

C'est là qu'Henry Costa était né au milieu du XVIIIe siècle, en 1752, et qu'il avait trouvé dans un intérieur sain tout ce qui pouvait développer rapidement en lui les dons heureux du caractère et de l'esprit, le goût de l'instruction et des arts. C'est du Villard qu'il était parti un jour, comme il allait avoir quinze ans, pour faire ce qu'on pourrait appeler la première étape de la vie, pour aller en France et à Paris, sous la garde de son oncle le chevalier de Murinais, officier aux gendarmes du roi. C'était un voyage de jeune homme de qualité que l'aimable adolescent savoyard avait fait gaîment et fructueusement, racontant avec une bonne grâce ingénieuse à ses parens ce qu'il voyait chaque jour. A la faveur de son nom et d'un talent précoce de peintre, il avait été traité comme un enfant prodige. Il avait visité avec un intérêt ardent les ateliers de Greuze, de Boucher, de Vien, qu'il décrit d'un ton léger. Il avait vu ou entrevu la cour et la ville, admirant à Versailles ce « pêle-mêle d'hommes et de choses, de peintures, de statues, de femmes, de soldats, de carrosses, de majestés et de petits riens. » Il avait été conduit un jour chez Mme de Choiseul, qui l'avait admis à sa toilette « dans le plus ravissant boudoir du monde où elle était fort entourée, » et il avait reçu un sourire de l'aimable duchesse, « très petite femme d'une assez jolie figure, mais pâle comme un œuf frais, » — quand elle n'avait pas son rouge. Un autre jour il avait été invité chez Mme Geoffrin, il avait dîné avec M. de Marigny, M. de Larochefoucauld, Marmontel, Cochin, le vieux président Hénault, « bonhomme tout décrépit, sourd, mais d'une gaîté charmante, » et, sur la fin du dîner, il avait entendu la lecture de la dernière lettre du roi de Pologne, Poniatowski, à sa vieille amie. En un mot, pendant quelques mois le jeune voyageur avait vu passer sous ses yeux cette société française de 1766 qu'il ne devait plus revoir, dont

il avait emporté l'image dans son esprit en retournant dans ses Alpes, au Villard.

C'est de la vieille demeure de famille que, quelques années après, il était parti de nouveau, et cette fois pour faire comme tous les fils de Savoie, pour prendre du service dans l'armée. Avec sa naissance et son instruction, il n'avait pas eu beaucoup de peine à conquérir son brevet d'officier. Il était entré comme sous-lieutenant dans ce qu'on appelait la « légion des campemens, » un « corps de topographie militaire » ou d'état-major. Il s'était promptement signalé par sa coopération à une carte de la Savoie et du Bugey, où, l'artiste aidant, l'officier avait dessiné dans un coin le roi et ses aides de camp à cheval au milieu d'un paysage alpestre. Il avait passé cinq années au service, dans un travail assidu, dans l'étude du métier des armes; mais la vie de garnison lui avait bientôt pesé. Aucune occasion de guerre ne pouvait le tenter ou le retenir pour le moment, il avait fini par songer à quitter le service, à se fixer dans son pays, — et c'est encore au Villard qu'il était revenu célébrer les fêtes de son mariage avec une de ses cousines du Dauphiné, fille du comte de Murinais, tué à l'armée du maréchal de Contades.

Le mariage avait été arrangé de cette façon piquante et aisée qui relevait tout autrefois. Un jour le chevalier de Murinais, tuteur et second père de sa nièce, avait écrit à sa sœur, la marquise de Costa : « Chère sœur, si tu voulais de ma fille Geneviève pour fille, j'irais te demander ton fils Henry pour fils. » La nouvelle mariée, avec peu de beauté et quelques années de plus que son cousin, avait les qualités attachantes d'une nature généreusement et délicatement passionnée. Le marquis Henry, quant à lui, avait alors vingt-cinq ans, l'âge de cette première maturité qui commence à être grave et à qui tout sourit encore. Il avait la force de la jeunesse, un cœur bien fait, une âme droite et sincère, un esprit juste et brillant, à la fois réfléchi et enjoué. En changeant d'existence, il se trouvait bientôt conduit à choisir une demeure nouvelle, à se transporter dans un autre domaine de famille, à Beauregard, aux bords du lac de Genève, en face de la rive suisse de Nyon et de Lausanne. Ce n'était plus ce nid d'aigle du Villard entre les rochers des Alpes; Beauregard, avec ses vues sur le Léman sillonné par les barques aux voiles blanches, avec ses pelouses allant se fondre dans les eaux du lac, avec ses arbres séculaires, ses « promenades infinies » et ses vieilles murailles couvertes de lierre, Beauregard était une résidence charmante. Là vivait désormais le marquis Henry, formant une famille nouvelle, voyant les enfans naître et grandir autour de lui, lié d'amitié avec quelques-uns de ses compatriotes, surtout avec Joseph de Maistre, magistrat à Chambéry, sénateur de Savoie.

Joseph de Maistre était l'hôte le plus intime de la maison; il allait souvent à Beauregard; il y passait des semaines, des « momens heureux » en conversations inépuisables, toujours pleines de feu, où son esprit éclatait au choc de la contradiction, où semblait s'essayer et se révéler dans l'intimité « l'homme aplati jusque-là sous l'énorme poids du rien. »

Lorsque quinze ans avant la fin du siècle cette société d'autrefois vivait encore et gardait je ne sais quelle grâce imposante, jusque dans son déclin, lorsque dans un coin de la Savoie, au Villard ou à Beauregard ou à Chambéry, se déroulaient ces existences paisibles, qui aurait dit qu'avant peu de tout cela il ne resterait que des ruines ou des souvenirs? Qui aurait pu prévoir que la tempête humaine déchaînée à Paris monterait jusqu'au Villard, qu'elle irait saccager Beauregard, que la Savoie allait changer de maître et que le monde allait changer de face, que Joseph de Maistre serait jeté à Saint-Pétersbourg et que le marquis Henry Costa combattrait obscurément, douloureusement dans les Alpes? C'est là cependant ce qui se cachait sous un voile prêt à se déchirer, ce qui allait devenir la plus terrible réalité.

Déjà, tandis que l'impétueux De Maistre passait les « soirées heureuses, » dont il a parlé, — « les pieds sur les chenets, pensant tout haut, rasant mille sujets à tire d'aile, » et trouvant dans son ami Henry Costa ce qu'il appelait un « animateur, » l'orage montait de toutes parts. Au signal parti de Vizille et bientôt suivi de la grande explosion de 1789, la Savoie avait pris feu comme la province sœur, le Dauphiné, comme la France. Le frisson électrique courait à la frontière, de village en village. « On sonna *la joie* de clocher en clocher jusqu'aux sources de l'Isère et de l'Arc, » dit un historien de la Savoie, M. Victor de Saint-Genis. Les femmes prenaient les couleurs du Dauphiné, aurore et bleu. A mesure que la crise se précipitait et s'aggravait en France, la Savoie, exaltée par la fièvre des nouveautés et la fascination des événemens, agitée par l'émigration qui allait chercher à Chambéry un Coblentz des Alpes, mal contenue par le faible gouvernement de Turin, la Savoie entrait de plus en plus dans le mouvement. Sans avoir par elle-même des griefs contre sa noblesse et ses princes, qui n'étaient pas impopulaires, sans avoir à se plaindre d'abus d'ancien régime et de féodalité dont la réforme avait commencé depuis longtemps, elle subissait l'impulsion; elle suivait avec un intérêt passionné tous les événemens, la transformation des ordres, l'exil de M. Necker, les séances de l'assemblée constituante, les fédérations, les élections universelles, l'irrésistible marche d'une démocratie victorieuse. La Savoie, en un mot, devenait révolutionnair

et française par la contagion des idées, avant de le devenir par l'invasion armée et l'annexion, avant d'être, pour ainsi dire, absorbée à son tour dans le grand et redoutable drame.

Au premier moment, pour des esprits comme Joseph de Maistre et le marquis Henry Costa, l'impression avait été vive. C'était entre les deux amis l'objet de controverses animées. De Maistre, quoiqu'il eût été franc-maçon et qu'il eût parlé fort librement devant le sénat de Chambéry du moyen âge, de la noblesse, même du clergé, De Maistre ne tardait pas à éclater et à s'indigner. Il se laissait aller volontiers à ce torrent d'éloquence familière qui se composait de théories providentielles, de prophéties menaçantes et de violences sarcastiques. Il n'avait pas assez peu de génie pour traiter légèrement la révolution française; il en était déjà, dans l'intimité, aux idées qu'il ne devait exprimer que quelques années plus tard dans ses *Considérations*. « Que vous dirai-je? écrit-il un jour de 1789... Ma tête fermente toujours sur toutes ces affaires au point que quelquefois je n'en dors pas. Jamais spectacle plus intéressant n'a frappé le genre humain... » Il avait dans l'intimité des traits de passion et de génie, des vues perçantes sur ces événemens de France, qu'il appelait « un sermon terrible que la Providence prêche aux rois, » sur les œuvres de cettte assemblée réformatrice de Versailles, qui n'était dans son langage que « le grand tripot du manège. » Il se sentait révolté moins par les incendies et les pillages que par les égaremens d'esprit public et d'opinion. « La France est pourrie, s'écriait-t-il, voilà l'ouvrage de ces messieurs, et ce qu'il y a vraiment de déplorable, c'est que le mal est contagieux et notre pauvre Chambéry déjà bien taré!.. »

Henry Costa ne partageait ni ces idées ni ces colères; il était d'esprit et de cœur avec cette noblesse libérale qui subissait la magie du temps, qui saluait la révolution naissante pour ses promesses, et aux objurgations de Joseph de Maistre il répondait: « Pourquoi vous glacer de l'avenir? Croyez que ces discussions de Versailles qui vous enfièvrent ne peuvent produire qu'un nivellement heureux parmi les hommes qui, *malgré vous*, veulent le bien de la France... Il faut, dites-vous, aux députés une force d'âme peu commune pour se raidir contre le courant, pour se soustraire aux séductions d'une popularité que vous appelez trop facile; mais indiquez-moi où dans tout ceci finit la vérité, où commence l'erreur?.. » Un autre jour de ce prodigieux été de 1789, étant à Grenoble, au milieu de l'émotion universelle, il écrivait à son terrible ami : « J'ai dîné chez M. le président de La Coste et j'ai entendu dire de ce qui se passe à Versailles force bêtises d'un ton tranchant et doctoral. Pour moi, je n'eusse point hésité,

malgré vous, mon cher ami, à suivre M. de Clermont-Tonnerre, et certes c'eût été, comme il l'a dit, à ma conscience que j'aurais obéi ; mais enfin la réunion définitive des trois ordres est faite et bien faite. L'enthousiasme de la foule, à cette nouvelle qui nous fut apportée pendant que nous mangions, renfrogna les convives de M. de La Coste... Si j'eus à soutenir un rude assaut, j'en fus dédommagé ; en sortant j'ai trouvé toute la ville illuminée... » Il se plaisait à décrire l'enthousiasme honnête de la révolution éclatant en fêtes populaires, en banquets civiques, où l'on portait encore la santé du roi et de la reine, surtout de M. Necker, « idole de la nation. » Joseph de Maistre répliquait par un récit des journées des 5 et 6 octobre, qu'il tenait d'un ami de Mounier, témoin de ces premiers avilissemens de la royauté. C'était dans l'ombre des événemens un dialogue intime, animé, entre deux esprits également sincères, l'un emporté, absolu et cruellement clairvoyant, l'autre généreux, séduit et à travers tout, quel que dût être l'avenir, se sentant, comme il le disait, « des trésors de courage contre toutes les grossièretés de la fortune. »

Ce que le marquis Henry Costa ne voyait pas dans les premiers momens d'une révolution qu'il croyait bienfaisante, qu'il défendait d'abord contre De Maistre, c'est que le jour approchait où la Savoie allait être emportée dans le tourbillon de feu, où il allait lui-même être placé entre ses instincts libéraux et le sentiment de l'honneur, entre ses intérêts et la fidélité à ses princes. Ce jour-là il n'hésitait pas. Peu auparavant, commençant à pressentir l'orage, il écrivait à sa femme absente : « Revenez, ma mie ; quand la bise siffle au lac, les bonnes poules couveuses de Beauregard mettent les poussins sous leurs ailes, et le maître coq, du haut de son perchoir, appelle les traînards et les égarés. » Lorsqu'aux premiers mois de 1792 un appel aux armes du roi Victor-Amédée allait retentir dans les vallées et les montagnes de la Savoie, le marquis Henry était prêt à se dévouer avec ce qu'il avait de plus cher. Il aurait pu personnellement, il est vrai, se dispenser de reprendre du service. Depuis longtemps il avait quitté l'armée, il avait reçu en échange de son grade une charge de gentilhomme de la chambre qui l'exemptait de toute obligation ; mais il n'était pas homme à s'abriter sous un titre de cour pour échapper au devoir du soldat, et à part le mobile de l'honneur, il avait une raison plus intime. L'aîné de ses enfans, jeune homme précoce d'esprit et d'éducation comme l'avait été son père, Eugène avait déjà passé ses examens militaires, il comptait comme sous-lieutenant à la « légion des campemens, » — il avait quatorze ans ! Le père, en dévouant son enfant, ne voulait pas le laisser aller seul à la mêlée et au

péril. Chose bizarre en un pareil moment! le marquis Henry, dès les premiers pas, avait à vaincre mille difficultés d'étiquette. Il avait toutes les peines du monde à faire accepter sa démission de chambellan pour reprendre une modeste place dans l'armée. Ce n'est qu'après avoir fait un voyage à Turin, après être allé chercher le roi jusque dans la vallée d'Aoste, après avoir frappé à la porte « de toutes les altesses, grandes, moyennes et petites, » qu'il finissait par triompher des puérilités de cour. Ce n'est qu'après bien des négociations qu'il avait reconquis, avec son grade de capitaine, le droit de servir à ses frais, de marcher auprès de son fils, — et le départ avait je ne sais quelle simplicité émouvante en face d'un avenir qui devait être si sombre.

L'équipage, comme celui de presque tous les gentilshommes de Savoie, se composait de deux chevaux de ferme de Beauregard tirés de la charrue pour aller au combat, et d'un vieux domestique de famille, du nom de Comte, ami plus encore que serviteur, dévoué à ses maîtres jusqu'à la mort. Le jeune sous-lieutenant, tout fier avec son uniforme à revers rouges, ses grandes guêtres blanches et son chapeau en bataille, réconfortait sa mère, qui, le cœur brisé, se plaisait à parer son enfant une dernière fois en attachant à sa petite épée un nœud bleu où elle avait caché une relique de saint François de Sales. Les amis entouraient la maison. Le marquis, mettant sa fermeté à dominer ses propres agitations, se hâtait d'en finir avec les scènes d'attendrissement et brusquait la séparation. Ils partaient ainsi pour le camp où se réunissaient, avec les levées de Savoie, les régimens de Piémont chargés de faire face à l'invasion française.

A peine arrivé au camp, mesurant déjà le danger à la faiblesse de la défense, à l'incapacité politique et militaire qu'il voyait partout, le marquis Henry écrivait à sa femme : « Quoi que j'aie vu et pu dire, rien n'a ébranlé le sot aplomb de nos grands hommes de guerre... Ménagez-vous une retraite à Nyon ou à Lausanne ; faites-y passer ce que vous avez de plus précieux, enterrez nos archives. Après cela je suis tranquille, ma conscience est en paix. Soignez et protégez les faibles de la famille, moi je mènerai les forts. » Et peu après il pouvait ajouter : « J'apprends à l'instant que notre frontière est violée; nous allons être attaqués... j'embrasse notre enfant et pour vous et pour moi; il est admirable et charmant par le calme imperturbable de son âme. Gardons notre courage, mon amie, car bientôt il ne nous demeurera plus autre chose. » Le signal était donné en effet. Le même jour, le 22 septembre 1792, tandis que la république se levait à Paris, préludant par la déchéance de la monarchie au meurtre du roi, l'invasion entrait bannières déployées à

Chambéry avec Montesquiou, et devant l'invasion française tout semblait disparaître. Les villes de Savoie, gagnées à la révolution, ouvraient leurs portes aux soldats de la république. La petite armée piémontaise du général Lazary, surprise dans ses postes, menacée d'être coupée, se repliait en désordre dans les gorges de la Maurienne et de la Tarentaise. Joseph de Maistre a peint en traits de feu ce jour de « dissolution terrible et subite, » où tout « s'abîmait devant le drapeau tricolore, » où « la fidélité meurtrie sous les ruines prenait tristement son vol vers les Alpes. » Le marquis Henry, plus sévère, stigmatisait comme une désertion des généraux cette fuite sans combat. « L'humiliation et la douleur sont au comble parmi nous, s'écriait-il sur le moment. Soldats et officiers marchent pêle-mêle, la pluie tombe par torrens. Dans cette retraite précipitée, tous ont perdu leurs équipages. Je n'ai pour mon compte qu'un uniforme en loques, une chemise et un bas, Eugène a l'autre. Vous n'avez pas idée des souffrances que nous endurons. »

La grande crise avait commencé par un désastre pour la cause royale, — elle devait durer quatre ans. Pendant quatre années sanglantes, elle allait se dérouler sous toutes les formes de la révolution et de la guerre. — D'un côté la Savoie, devenue française par l'annexion, restait livrée aux proconsuls qui se succédaient, Hérault de Séchelles, Simond, Albitte. On appliquait à ces provinces nouvelles les lois les plus impitoyables de la convention sur les biens nationaux, sur les prêtres, sur l'émigration, sur les suspects. On brûlait sur les places publiques les titres de noblesse, les parchemins des archives, jusqu'à des brevets de Saint-Maurice. On décrétait la démolition des clochers et des châteaux. La terreur faisait son œuvre là comme partout, jusqu'au moment où elle s'épuisait par ses propres excès. — D'un autre côté, pendant quatre campagnes, de 1792 à 1796, la guerre sévissait sur les Alpes du Saint-Bernard et du Mont-Cenis, comme au col de Tende vers Nice, entre les armées révolutionnaires et les alliés austro-sardes. Elle se liait à la marche des hostilités sur le Rhin ou sur la Meuse, aux insurrections de Lyon, de Toulon ou de la Vendée. Quatre années durant, cette guerre de rencontres obscures, d'échauffourées meurtrières, ensanglantait les rochers des Alpes jusqu'au jour où un général apparaissait pour trancher le nœud de son épée victorieuse. Je ne fais que résumer les traits principaux d'une histoire aux péripéties sans nombre. C'est au plus épais de cette mêlée que le marquis Henry se trouve engagé sans trêve, allant d'un camp à l'autre, des glaces du Saint-Bernard aux glaces de l'Apennin, tantôt simple capitaine à côté de son fils, tantôt quartier-maître sous Colli, puis enfin négociateur inconnu et désespéré de la reddition dans une entrevue

avec un jeune vainqueur qui va être l'arbitre du monde. Dans toutes les positions, à travers toutes les vicissitudes, il reste ce qu'il est, un de ces hommes qui ne mesurent pas leur courage aux chances de succès, qui semblent faits pour souffrir de tout, peut-être même, si l'on veut, pour ajouter aux souffrances réelles par ce don fatal d'une sensibilité fière et d'une clairvoyance désabusée.

Ces quatre années sont le drame poignant d'une âme d'élite aux prises avec toutes les épreuves, avec toutes les contradictions de la destinée. Dès les premiers momens, la révolution, portée par la conquête à Chambéry, crée à Henry Costa une situation pleine d'angoisses en ouvrant pour lui la douloureuse série des conflits intimes. Elle menace les officiers de Savoie qui ont suivi l'armée royale de toutes les rigueurs des lois sur l'émigration s'ils ne désertent pas le drapeau de leur jeunesse, s'ils ne rentrent pas aussitôt dans leur province, et à cette sommation le marquis Henry répond avec autant de simplicité que de noblesse : « Il est de la morale de tous les pays de ne point abandonner en temps de guerre les drapeaux auxquels on a été attaché et que l'on a suivis en temps de paix. J'encourrais la mésestime de ceux-là mêmes qui me rappellent si je faisais à cet égard violence à mes principes; mais, après avoir motivé ainsi le parti que je prends de différer mon retour, parti dans lequel n'entrent pour rien l'ambition, le ressentiment et l'orgueil, je déclare que je rejoindrai mes foyers dès que je pourrai le faire avec honneur... » Et en même temps il écrit à sa femme : « Fuyez si vous le pouvez. C'est de la ruine ou de la mort qu'il s'agit. Pour nous, mon amie, tout est consommé, mais je reste : *spoliatis arma supersunt!* Laissons au moins intact l'honneur de la maison à l'enfant dont je me suis fait l'aide de camp... » Dès lors en effet tout était consommé pour lui. Il n'y avait qu'un émigré de plus ayant ses biens confisqués, sa maison de Beauregard pillée et incendiée. La révolution avait commencé par le séparer des siens et de la terre natale en le dépouillant. Elle l'atteignait dans ses intérêts comme dans ses sentimens les plus inviolables, et tandis que, perdu sur les Alpes, au milieu des neiges et des misères de bivouac, il se trouvait presque sans ressources, réduit souvent à vivre de la petite solde de son fils, le reste de la famille subissait la dispersion et la ruine. Sa femme, avec ses autres enfans, n'échappait aux persécutions qu'en s'en allant à Lausanne, sous la protection de Joseph de Maistre, qui lui-même passait ces années d'épreuve dans la ville suisse avec une mission de diplomatie libre ou d'observation politique qu'il avait reçue de son roi. « Maistre me veut à Lausanne, écrivait la marquise à son mari; que sa volonté soit! Il me parle d'ailleurs en votre nom... »

A cette époque, Lausanne était un camp d'émigration, le refuge d'une société de femmes et de vieux gentilshommes, réunis un moment, — ils le croyaient ainsi, — pour laisser passer la *giboulée* révolutionnaire, et portant sur cette plage de naufragés des illusions naïves, des misères souvent touchantes, des frivolités ou des ridicules d'ancien régime. Mme de Costa n'était qu'une naufragée de plus. Lausanne était ce qu'elle appelait une station de son calvaire. Elle habitait, avec ses enfans et une vieille domestique fidèle à l'infortune, « une chambre avec des carreaux rouges, des rideaux fanés, trois chaises de crin, un vieux poêle blanc et une petite table » sur laquelle elle écrivait. — « Que m'importe tout cela! ajoutait-elle. Cependant, Henry, j'ai là sous ma fenêtre un pauvre petit rosier venu par hasard au milieu des orties comme ton image au milieu de mes larmes, mon mari bien-aimé!.. » Elle vivait perpétuellement agitée, tantôt trompée par les vaines espérances auxquelles se laissaient aller les émigrés, tantôt ramenée à la réalité terrible, et toujours la pensée, les regards tendus vers les Alpes, vers les absens. La marquise Costa n'avait pas seulement les peines morales de l'exil, elle finissait par arriver à un véritable dénûment, à de cruelles détresses. De ce qu'elle avait pu emporter de Beauregard il ne restait plus rien; ressources, crédit, étaient épuisés. Un jour elle se trouvait presque sans asile. « Sans Maistre, écrivait-elle à son mari en lui racontant ces misères de l'exil, sans Maistre, qui nous a recueillis, il nous eût fallu coucher sur les cailloux de la route, et je mourais de froid. Oh! mandez-moi de vous aller rejoindre; je n'ai ni semailles ni moissons à faire ici, il me faut bien aller chercher mon blé en Égypte. — On ne parle que de guillotinés: l'un assure oui, l'autre non. Mme d'Argouges et Mme de Talmont sont tombées ici en sabots, sans linge, juchées sur des tonneaux dans un char. C'était une pitié, cela m'a fait pleurer... La mère est surtout infiniment grande dans le malheur. Mme de Talmont m'a priée de lui procurer à travailler; elles sont éclairées avec des bouts de chandelles qu'elles arrangent avec plus de courage que moi. Je ne sais où j'en suis... » Elle avait fini par être si pauvre qu'elle ne pouvait pas même envoyer ses enfans dans une école. « Les enfans s'abêtissent de toutes ces impossibilités, écrit-elle un jour tristement. Qu'y faire? mon ami, je n'ai pu songer aux écoles, l'argent est trop rare... » Et chacun de ces accens douloureux allait retentir au loin dans l'âme de celui qui était sous les armes.

Ce n'est pas tout. Pendant que la malheureuse femme passait ainsi par toutes les anxiétés à Lausanne, le moment venait où la révolution montait jusqu'au Villard; elle allait atteindre le père d'Henry Costa, le vieux marquis Alexis, dans son aire presque inac-

cessible. Le marquis Alexis n'avait pas émigré, il n'avait pas quitté la vieille demeure. De tous les enfans qui peuplaient autrefois la maison, les uns, les fils, se battaient dans les Alpes; les filles s'étaient mariées. Une seule était restée auprès de son père et de sa mère, qui veillissaient dans une retraite peu animée. Aux premiers momens de la révolution, le vieillard n'avait pas été troublé. Bientôt cependant les menaces sinistres avaient commencé à s'élever jusqu'au château; les paysans eux-mêmes avaient pris un air d'hostilité. Dénoncé sans doute aux comités révolutionnaires comme ennemi de l'ordre nouveau, comme noble et père d'émigrés, le marquis Alexis avait été arraché au Villard, dépouillé de ses biens par le séquestre, traîné à Chambéry avec sa famille et jeté dans les prisons où s'entassaient les suspects confondus avec les malfaiteurs. De là à l'échafaud il n'y avait qu'un pas. « O mon ami, écrivait l'exilée de Lausanne qui venait d'apprendre ces scènes par Mme de Maistre récemment évadée de Chambéry sous un déguisement, — ô mon ami, il faut que j'ajoute une nouvelle douleur à toutes celles qui vous poignent. Votre père est en prison et traité comme par ces temps-ci sont traités tous ceux qui ressemblent au bon Dieu. L'infâme commune s'acharne sur ses cheveux blancs. Votre mère et votre sœur sont aussi en prison, mais moins durement. La pauvre Maistre m'a rapporté ces affreuses nouvelles; son voyage ressemble à la fuite en Égypte. C'est à pied et à travers les montagnes qu'elle a fui les abominations de notre pays. » C'était un coup de plus, — de sorte que rien ne manquait. Henry Costa sentait tous les aiguillons à la fois, et ainsi assailli de toutes parts il pouvait répondre : « La prison et puis l'échafaud pour mon père, pour moi et pour Eugène la mort dans les neiges, pour vous la mort du désespoir; mais pour nos enfans que rien de tout cela ne tuera, quel sera leur avenir? »

Cette révolution, dont il a salué l'aurore et qui l'accable maintenant, le marquis Henry n'a aucune raison de l'aimer. Il n'en voit que les côtés sombres, il n'en connaît que les fatalités; mais en même temps, jeté dans l'autre camp, faisant chaque jour son devoir de soldat, il est loin d'avoir le fanatisme de la cause dont il est tout à la fois le champion intrépide et la victime volontaire. Il n'a d'illusions ni sur les princes, ni sur les politiques d'émigration, ni sur les généraux de cour, ni sur les combinaisons par lesquelles on croit vaincre la France, ni sur l'issue définitive de la lutte. Il a des éclairs de sagacité inexorable, et c'est là justement ce qu'il y a de tragique dans cette âme d'élite; c'est ce qui fait l'originalité morale de cet « homme d'autrefois, » adversaire d'une révolution dont il sent la puissance, soldat pathétiquement résolu d'une cause dont

il voit mieux que tout autre les misères et les irrémédiables faiblesses.

Assurément le marquis Henry n'avait aucune illusion sur la politique des émigrés et des royalistes qui croyaient naïvement avant peu remettre sur pied l'ancien régime. Lorsque sa malheureuse femme lui transmettait de Lausanne tout ce qu'on disait sur les succès de M. de Brunswick ou de l'armée des princes, sur le triomphe de la coalition, sur la rentrée prochaine du roi de Sardaigne en Savoie et sur la restauration de la royauté en France, lorsqu'elle se faisait auprès de lui l'écho de toutes ces rêveries et de ces imaginations folles, il éclatait d'impatience. Il rudoyait ces crédulités enfantines; il répondait avec vivacité, avec un mélange d'amertume et de raison ironique : « Nous n'avons pas encore brûlé une amorce que vos vidames et vos chanoinesses songent déjà à nous faire déblayer leurs places au soleil. Battre les Français sera chose aisée, je n'en saurais douter, grâce aux conseils que vos amis nous donnent, et nous serons trop récompensés de nos peines à les voir lutiner de leurs talons rouges le pavé du roi; mais il y a d'ici à Versailles quelques lieues encore à franchir. Il m'est donc avis qu'il serait sage d'attendre, avant d'allumer le flambeau de la curée, que le cerf fût porté bas. Les insanités émigrées qui peuplent les bords du Rhin et inondent la Suisse ne sont pas les moindres moyens dont Dieu se serve pour nous mener à mal... » Un jour, comme on lui avait sans doute parlé de paix, d'une paix victorieuse par le succès des armées coalisées, par l'entrée en campagne de l'Angleterre, par l'intervention réputée décisive de M. Pitt, il reprenait d'un accent familier et énergique : « La paix peut n'être pas fort éloignée, je n'en sais rien, mais tenez pour certain que c'est la France révolutionnaire qui l'emportera. Cette guerre si follement entreprise et si lâchement soutenue perdra les rois dans l'esprit des peuples, et notre misérable breloque de Savoie, abandonnée par tout le monde, restera en proie aux malins esprits comme une masure envahie par les spectres... cessez de voir dans les rois des sages trompant comme autrefois les peuples et les gouvernant par leur prestige. Croyez qu'à cet égard tout est bien changé. Aujourd'hui ce sont les gouvernés qui ont les lumières, — cent fois plus qu'il ne leur en faudrait, j'en conviens, pour ne pas vous quereller; — mais les gouvernemens n'y voient goutte et ne savent où ils en sont. Ils offrent l'image d'un cavalier qui a perdu la tête et que son cheval emporte. »

C'est qu'avec une sincérité complète et une virile indépendance de jugement, il voyait mieux que bien d'autres le caractère, la puissance irrésistible des événemens qui se précipitaient, où il n'était

qu'un acteur obscur. Sans doute, il y avait des momens où il se redressait, et apprenant qu'on avait saccagé Beauregard, qu'on avait brisé ses armoiries, il pouvait dire avec fierté qu'on ne lui ravirait pas la noblesse du cœur; mais ces mouvemens, qui sont une partie de son originalité, ne l'empêchaient pas de voir clair. Il ne se payait pas de banalités, de fausses espérances, de calculs puérils. Il sentait qu'il s'agissait d'une crise universelle et profonde à laquelle les petites combinaisons ne pouvaient rien. Il démêlait surtout avec une singulière pénétration ce qui faisait la force à peu près invincible de la révolution française, dût-elle même avoir ses défaites ou ses éclipses momentanées. Il le disait un jour. « On croit qu'en France le monstre révolutionnaire est agonisant. C'est possible; mais il ressuscitera chaque fois qu'il sera menacé d'une agression étrangère. Il n'y aura plus alors de jacobins, de constitutionnels, de modérés, de terroristes, tout cela sera Français. On ne sentira plus ni famine, ni misère, on ne sentira que le fanatisme et l'orgueil national. » Et lorsque, faisant un retour sur lui-même et sur les siens, il se demandait quelle vie nouvelle leur serait faite, il ne se dissimulait pas que tout était changé désormais, que, si on voulait la considération, il faudrait l'acquérir. Il donnait parfois à sa pensée une forme impétueuse et vive comme il pouvait le faire en plein combat. Il recommandait à sa femme de déshabituer les enfans du métier de seigneur. « Il vaut mieux à jamais, disait-il, être Laridon que César. Otez-leur jusqu'au souvenir, c'est un vice originel dont il faut les guérir, car on s'acharnera à leur ravir cela comme aujourd'hui on nous ravit la tête. Croyez bien que tout est fini de nous. Si les Titans avaient été grisés de sophismes, et si on les avait menés au combat en chantant *la Marseillaise*, ils auraient déniché pour toujours Jupiter de son Olympe. » Celui qui parlait ainsi pouvait ne point aimer la révolution, il pouvait la combattre à main armée; il ne s'abusait pas sur les émigrés et leurs alliés, sur ce que l'on pourrait appeler la politique de la contre-révolution, et il avait moins d'illusion encore sur les opérations militaires, sur ceux qui les conduisaient.

Volontaire par dévoûment et par honneur, mêlé aux opérations avec une position mal définie, mais avec l'autorité croissante de l'instruction et du caractère, ballotté par les hasards de la guerre d'Aoste et du Petit-Saint-Bernard aux Alpes de Nice, militaire sérieux à l'humeur indépendante, il pouvait tout voir et tout juger. Le spectacle qu'il avait sous les yeux le remplissait souvent d'amertume. Au fond, il réservait son estime, une estime réelle et profonde, pour les soldats, pour ces braves gens courageux et solides qu'il voyait tous les jours à l'œuvre, dont il partageait les dangers

et les misères. Il admirait ces soldats de la Maurienne qui, après avoir été licenciés à la suite de la première débâcle de l'invasion et malgré tout ce qui pouvait les retenir désormais en Savoie, se retrouvèrent fidèlement autour du drapeau, au rendez-vous qui leur avait été donné à Suze. « Ces choses-là, disait-il, pourquoi les font-ils donc? qu'espèrent-ils? rien, c'est leur cœur qui les guide... Si le roi voulait m'en croire, il dépouillerait certains seigneurs de ma connaissance de leurs plaques et de leurs cordons pour les accrocher sur ces poitrines où battent bien les plus nobles cœurs que je sache... » Là il voyait le nerf vigoureux. En haut, il voyait l'incohérence du commandement, le décousu de l'action stérilisant les courages, l'absence de toute idée militaire, les scandales du favoritisme, les traditions surannées, les intrigues de cour et les puérilités de l'étiquette transportées dans les camps.

Le clairvoyant capitaine savait fort bien se moquer de ses princes et de leur manière de faire la guerre. « Monseigneur, écrivait-il en parlant du duc de Montferrat, est ici tout à fait sur pied de campagne avec cinquante personnes pour le servir, dont deux spécialement destinées à faire le café de son altesse. Ce surcroît de bonne compagnie est fort embarrassant pour tout le monde, et un peu scandaleux par ce temps de détresse générale. — Qu'il y a loin de là à la simplicité guerrière de nos anciens princes! » Il ne pouvait se défendre des plus vives saillies de colère ou d'ironie en voyant les états-majors tout gaspiller, l'armée où il servait d'abord se débattre pendant deux campagnes sur les Alpes pour ne rien faire, avoir l'air de se mettre en mouvement pour reculer aussitôt et s'épuiser en agitations aussi meurtrières que stériles. « Ce n'est pas la façon dont nous faisons ici la guerre qui peut nous en donner la passion, disait-il dans un de ses momens d'impatience. La chose publique va de manière que l'on se félicite de n'avoir pas à y mettre la main. Mon rôle de spectateur me plaît, et je suis à mes yeux plus utile que ceux qui commandent et font les importans. Je sers sans intérêt le roi, qui est bien mal servi par ceux qu'il paie le mieux. Je juge tout avec une extrême sévérité... Nous ne faisons rien, alors que nous pourrions avoir quelques succès; puisse notre métier de chien de garde nous être payé de quelque estime. » On ne faisait rien! c'était la faute des princes, des généraux de cour et d'antichambre sans doute; c'était aussi la faute de la combinaison qui, en subordonnant l'armée du roi aux impériaux, l'intérêt piémontais aux calculs de la politique autrichienne, devait conduire le Piémont au suprême et inévitable désastre sans profiter à l'Autriche elle-même. Confusion et impuissance partout : le système était invariable avec le premier généralissime autrichien, M. de Vins,

comme avec Beaulieu plus tard. Henry Costa ne s'y trompait pas; il était plein de soupçons et d'irritation à l'égard des impériaux, il raillait sans pitié les combinaisons, l'indigente ou perfide stratégie des généraux, la « superbe ineptie de M. de Vins. » Il s'entendait bien sur ce point avec Joseph de Maistre, et c'est une chose caractéristique, curieuse que cette vivacité d'esprit antiautrichien égale chez les deux amis (1). L'un et l'autre sentaient que là était la faiblesse, le péril, qu'il n'y avait à attendre de Vienne que « mauvais vouloir et trahison, » que la politique impériale secourait le Piémont pour le dominer, peut-être au besoin pour le livrer. Au fond de leur âme, ces gentilshommes savoyards avaient plus d'inclination pour la France, même pour la France révolutionnaire, la terrible ennemie, que pour l'Autriche, l'alliée égoïste et douteuse. Henry Costa n'avait donc aucune illusion. Il se trouvait dans la condition étrange d'un homme dépouillé, frappé par la révolution, désabusé sur les émigrés, sur les courtisans, sur les généraux, sur la coalition, et restant néanmoins toujours ferme au poste de combat.

Au milieu de cette vie compliquée, accidentée et dévorante, il n'avait, avec le sentiment de l'honneur, qu'une chose pour le réconforter ou le consoler, c'était la présence de ce fils dont il se faisait le compagnon, le guide, et, selon son expression, « l'aide de camp. » Figure émouvante de jeune héros, apparition mélancolique et furtive entre le père à l'âme fortement trempée et la mère qui se martyrise au loin, à Lausanne, qui demande pourquoi les boulets ne sont pas « pour les femmes et les inutiles! » Eugène, avec ses quinze ans, avait pris fort au sérieux son métier de sous-lieutenant. Il était bientôt passé aux grenadiers royaux où il servait avec un zèle empressé et un courage aimable. Plus d'une fois il avait couru des dangers et avait eu des accidens assez graves : il bravait tout, les coups de fusil comme les privations au milieu des glaciers, dans les « bivouacs de Tartares, » sur les Alpes. Il s'aguerrissait gaîment et bravement. Le père, avec l'aide du vieux Comte, toujours fidèle à ses maîtres, couvrait l'enfant d'une protection attendrie. Stoïque pour lui-même, il souffrait dans son fils aux momens trop durs. Il éprouvait aussi une fierté attendrie en voyant cette jeune nature se former rapidement à un si rude apprentissage. « Vous me demandez, écrivait le marquis Henry à sa femme après sa première campagne, comment est fait le pauvre petit depuis un an bientôt que vous l'avez quitté; vous me demandez s'il a grandi, s'il fume,

(1) On se souvient de ce mot de Joseph de Maistre à M. de Vignet : « Si je n'ai point de fiel contre la France, n'en soyez pas surpris : je le garde tout pour l'Autriche, c'est par elle que nous sommes humiliés, perdus, écrasés, etc. » (*Lettre de Lausanne, 13 août 1794.*)

s'il jure. Il ne fume point et jure encore moins, si ce n'est en piémontais, qu'il commence à parler très passablement. Il n'a pas beaucoup grandi, mais il est extrêmement fortifié; du reste il est très enlaidi... Son joli son de voix s'est aussi perdu. A force de crier, sa voix est rauque et brisée; mais tout le monde l'aime. Il compte pour un très bon officier, se trouvant bien partout; il trouve moyen d'obliger ses camarades sans ostentation et sans se faire jamais un mérite de rien... » Et un autre jour : « Si vous saviez combien le moral d'Eugène s'est formé au milieu de tout ceci, combien son âme renferme de noblesse et de courage, vous verriez que moi-même le voulant, il me serait impossible de l'entraîner à une détermination douteuse. Si une bonne tête, un cœur noble, des talens peuvent redevenir des qualités que l'on prise, peut-être se trouvera-t-il que j'aurai bien élevé mon fils; sinon les circonstances auront écrasé moi et mon courage!.. » Mme de Costa, par un pressentiment de mère, répondait d'un accent désolé : « Pauvre enfant, je ne le reverrai plus ! »

Le marquis Henry vivait dans son fils, son jeune compagnon de tous les jours. C'était sa force dans la crise terrible où il se trouvait engagé sans apercevoir au bout une issue; c'était aussi le point vulnérable chez cet homme au cœur valeureux, et c'est à cette partie de son être qu'il allait être atteint. Jusque-là il avait pu souffrir de tout ce qu'il voyait, il avait pu avoir des blessures d'intérêts, des déceptions d'opinion, des doutes sur l'avenir. Ce n'était rien encore : il touchait au vrai et poignant déchirement, à la première épreuve décisive, celle du père; il y en a une seconde, celle du soldat et du patriote; il y en a même une troisième, celle de l'exilé revoyant furtivement après la tempête son foyer ravagé et désert. Ce sont comme les étapes de cette douloureuse carrière.

Au commencement de 1794, le marquis Henry, connu déjà comme aussi bon militaire que mauvais courtisan, avait été envoyé du Petit-Saint-Bernard à l'armée des Alpes de Nice. Il s'était arrêté à Turin, il avait monté en grade! Il avait été nommé major, — mais « major sans paie, » et il se consolait en disant que, puisque sa jument Rebecca venait de mourir au moment de rentrer en campagne, puisqu'il n'avait pas d'argent pour la remplacer, il aurait du moins la ressource de mêler à son pain le fourrage de sa monture. Il avait fait aussi une petite station à Asti, dans un monde de pauvres émigrés et de moines qu'il décrit d'un trait leste et piquant. De là il avait été presque aussitôt expédié à Lauthion, sur les lignes de défense dont le point culminant est Saorgio. Il peint lui-même son pittoresque poste de guerre: « Lauthion est une sorte de vallon étroit tendant de Saorgio au col de Raous et au fond duquel coule

un torrent; nous en occupons la rive gauche sur une pente rapide. Cette pente est cultivée au moyen de terrasses élevées les unes au-dessus des autres. Dans les replis les plus considérables se trouvent éparses quelques cabanes et une petite chapelle. En ma qualité de major, j'occupe la plus apparente de ces chaumières... Du sommet de mon rocher, nous voyons toute la chaîne des Alpes et nous avons la Méditerranée pour lointain... L'ennemi semble se réveiller de toutes parts; il n'est pas encore en grand nombre, mais va tenter, je crois, l'impossible pour arrondir son département des Alpes-Maritimes. On prétend que dans l'armée adverse les barbes sont fort longues et que les patriotes ont juré de ne les couper qu'à Saorgio; je souhaite que nous leur servions de barbiers... » C'est là en effet que l'armée de Ligurie, placée sous le vieux Dumerbion, en réalité conduite par le fougueux Masséna, se préparait à tenter un effort énergique et décisif en se servant habilement du territoire de la république de Gênes; c'est là que commençait, à partir du 10 avril, une série de combats meurtriers. Chaque jour Piémontais et Français étaient aux prises, arrosant de sang ces rochers et ces défilés. Le 27 avril un hasard de la guerre frappait au cœur le marquis Henry Costa.

Dès le matin, la fusillade avait commencé, et aux premiers bruits apparaissaient sur toutes les crêtes des signaux appelant des deux côtés les bataillons « qui se déroulaient sur la neige comme de grands serpens noirs. » Le choc avait éclaté entre deux colonnes, l'une piémontaise, l'autre française, se rencontrant tout à coup au détour d'un ravin, et la lutte n'avait pas tardé à s'étendre, à s'animer, au point de devenir par instans un combat furieux corps à corps. Mêlé aux grenadiers royaux, Eugène chargeait avec l'intrépidité de la jeunesse, suivant son capitaine, M. de Pean, suivi à son tour de son père, qui ne le quittait pas du regard. Il venait de s'élancer lorsqu'à dix pas en avant il tombait brusquement sur la neige qu'il rougissait de son sang. Il avait reçu une balle à la jambe. Son père avait à peine le temps de le dégager, de l'abriter derrière un rocher, puis de le confier à deux soldats pour retourner lui-même au feu. Le combat se prolongeait jusqu'au soir. Plusieurs fois pendant l'affaire, le marquis, l'épée à la main, entraînait les troupes à demi ébranlées, et il finissait par les ramener au moins pour un instant sur les retranchemens français. Ce jour-là il fut signalé comme ayant contribué à un succès des armes piémontaises qui devait être bien éphémère et qui déjà lui coûtait cher. Eugène avait été transporté aux premiers postes, dans une ambulance volante, et son père, à peine échappé du combat, passait la première nuit auprès de lui, au milieu d'un certain nombre de soldats mourans ou mutilés; mais le lendemain l'armée devait se remettre en

mouvement. Eugène, *évacué* avec les autres blessés, devait être conduit à Turin, chez sa tante, la marquise de Faverges. Le père, ne pouvant s'éloigner en pleine action, confiait son fils au vieux Comte, et du haut d'un rocher il suivait d'un regard chargé de deuil le douloureux cortège.

A Turin, la blessure ne semblait pas d'abord des plus graves. On ne perdait pas l'espoir, on comptait un peu sur les ressources de la jeunesse. Le vieux Comte sentait d'instinct le danger, et il écrivait au marquis ces mots touchans d'un serviteur fidèle : « J'ai veillé le petit depuis sa blessure comme vous me l'aviez ordonné. Il se tourmente de vous plus que de sa jambe ; tous ces tourmens lui brûlent les sangs, et le médecin voudrait que vous veniez. C'est impossible, mais entre vous et le petit mon cœur se fond, et je n'en ai plus pour avoir l'air gai que le médecin veut que j'aie... Cette maudite fièvre revient toujours... Si le bon Dieu m'avait planté cette balle dans la jambe, je serais bien plus gaillard. » Le mal, en effet, ne tardait pas à s'aggraver ; on n'avait pu extraire la balle, la plaie s'envenimait, et peu après, le 21 mai, le jeune blessé était mort. Comte, qui était aussitôt expédié vers son maître et qui le rejoignait à Coni, n'avait qu'à paraître pour annoncer par sa seule présence la sinistre nouvelle. Henry Costa restait comme foudroyé avant même d'avoir interrogé le vieux serviteur. Il passait plusieurs jours dans un égarement morne et désespéré, comme un homme pour qui toute lumière vient de s'éteindre.

Le premier coup avait été pour le père, il y avait encore la mère qui était à Lausanne, recueillant déjà les bruits des combats qui se livraient dans les Alpes et ne sachant rien. Ce n'est qu'après les premiers jours que le marquis retrouvait la force d'écrire à sa femme : « Armez-vous de courage, mon amie, je recueille le mien pour vous dire que notre enfant a rendu entre les mains de Dieu son âme pure et vertueuse. Il a vécu seize ans sans reproches, et est mort en guerrier chrétien, objet de l'estime et de l'intérêt général... Je suis accablé, presque fou de douleur ; mais c'est sur moi, c'est sur vous que je gémis. J'ai prié Maistre de vous assister, il vous amènera sa femme... Pour moi je suis bien seul, les doléances auxquelles je suis soumis me font mal, et je ne trouve qui me comprenne que mon pauvre Comte. Son cœur en fait l'ami qu'il me faut... » C'est Joseph de Maistre, en effet, qui avait la cruelle mission de préparer Mme de Costa à la terrible crise des mères, de la soutenir, et il remplissait sa mission avec autant de délicatesse que de dévoûment. La malheureuse femme avait besoin de l'appui d'une telle amitié dans sa solitude. Elle avait toutes les exaltations et les touchantes révoltes de la douleur, son imagination voyait partout des fantômes. « J'ai cru être malheureuse, écrivait-elle à son mari, lorsque je vous ai

vu partir au mois de mai 1792; j'ai cru l'être à l'invasion de la Savoie; à votre entrée en campagne cette année, à votre marche en avant l'année dernière, je croyais mourir. Oh! que je me trompais! Je me sens déchirée, mon enfant me suit partout... Je m'étais confiée à la Providence : jusqu'ici je lui avais remis mes destinées, à présent je ne puis plus me fier à elle; c'est vous, mon seul ami, à qui je m'accroche...» Joseph de Maistre se partageait entre la mère, qu'il entourait de soins à Lausanne, et le père qu'il s'efforçait de consoler au loin, à qui il écrivait : « Il me semble que vous m'êtes plus cher depuis que je ne vois rien dans le monde de plus infortuné que vous... » Celui qui a passé pour un philosophe altier et sans pitié, tant qu'on ne l'a pas connu par ses lettres, avait des bontés charmantes dans l'intimité; mais Joseph de Maistre faisait mieux. Il cherchait une diversion à la douleur, il écrivait pour ses amis ce fragment qui est resté sous le titre de *Discours à la marquise de Costa sur la vie et la mort de son fils Eugène de Costa*. Il se plaisait à raconter cette courte existence tranchée dans sa fleur, à faire revivre l'aimable adolescent en rappelant qu'une de ses dernières études d'histoire avait été sur la mort d'Épaminondas. Il embaumait à l'antique cette jeune mémoire. Le *Discours* est resté comme une des premières œuvres de celui qui allait être l'auteur des *Considérations*. Le génie naissant de Joseph de Maistre se confond avec le deuil d'un ami frappé dans ce qu'il a de plus cher, destiné à garder l'inguérissable blessure dans une carrière d'épreuves de tout genre.

Pour le père, le coup était porté. Le marquis Henry pouvait sans doute trouver une sorte d'adoucissement dans ces pages de De Maistre qu'il recevait à Saint-Dalmas et qu'il relisait onze fois dans ses courses à travers les montagnes; il ne restait pas moins profondément atteint. On lui avait envoyé un autre de ses enfans, Victor, pour remplacer Eugène, et c'était pour lui une occasion nouvelle de souffrance. « N'est-ce pas tenter Dieu, s'écriait-il, que de se rembarquer après un tel naufrage et de hisser de nouveau la voile qu'il a foudroyée? » Peu après, aux interrogations pressantes et inquiètes de sa femme, il répondait : « Vous me demandez de vous parler de moi et de mes projets. L'avenir et moi sont deux choses dont je détourne constamment les yeux. Depuis que d'affreux événemens m'ont séparé de tout ce que j'aimais, j'en suis venu à ne plus me compter pour rien... » Il n'avait qu'un moyen d'échapper en quelque sorte à lui-même, c'était de s'étourdir par le travail, par la fatigue, par l'activité du soldat. C'est ce qu'il faisait, en s'avouant que, s'il lui restait encore quelque feu, ce serait « sur le chapitre de la gloire. »

Chose étrange cependant, il avait fallu la mort d'un enfant pour rappeler à tous, à la cour comme aux généraux, qu'Henry Costa servait depuis deux ans comme volontaire, qu'il n'avait d'autre ressource pour vivre que les « soixante-dix livres dix sols » payées par mois à son fils, qu'il avait plus d'une fois déployé les plus fortes qualités militaires. Le roi, instruit de ces détails, se montrait fort étonné, — il ne savait rien! Colli, arrivé au commandement du corps piémontais le jour même de la blessure d'Eugène Costa, demandait le père pour quartier-maître ou chef d'état-major. Et lui, le marquis Henry, il n'avait qu'une préoccupation : il éprouvait une sorte de pudeur fière à la pensée de paraître recevoir le prix de la mort de son enfant. « Des gens sans entrailles, écrivait-il, diront peut-être que j'ai battu monnaie avec le sang de mon fils. La vérité est que je n'ai rien demandé. Colli a tout fait sans m'en rien dire, et me voilà faisant un rôle au moment où moins que jamais cela me semblait désirable. Malgré les instances qui m'ont été faites, j'aurais refusé si je n'avais entrevu la possibilité d'échapper à moi-même par un excès de travail... » Avant peu il allait être quartier-maître de l'armée piémontaise tout entière, le jour où cette armée, sans se séparer des Autrichiens, reprenait une certaine indépendance, et comme la puérilité se mêle à tout, le roi exigeait du marquis Henry qu'il reprît sa décoration de gentilhomme de la chambre. « Tout cela me fait sourire, dit-il alors non sans amertume, et me rappelle le marché du fils de Moïse dans *le Ministre de Wakefield*, lorsqu'il vendait un bon cheval de herse pour une balle de lunettes vertes montées en cuivre doré. » — Je suis de l'avis du petit-fils historien du marquis, je ne suis pas sûr que dans cette nature refoulée en elle-même il n'y eût quelque secrète et généreuse ambition qui se sentait au-dessus des faveurs vulgaires de la fortune.

Le voilà donc dans son rôle de colonel quartier-maître de l'armée et de personnage militaire officiel presque malgré lui! Le voilà domptant le chagrin intime par le travail, mettant une infatigable activité à réorganiser la défense des vallées piémontaises à demi ouvertes depuis que les Français sont sur les crêtes des Alpes et s'étendent dans la rivière de Gênes. Qu'on ne s'y méprenne pas : en s'élevant il ne perd rien de son indépendance d'esprit et de caractère. Il n'est pas plus indulgent pour les Autrichiens, les « chers alliés, » toujours prêts à la malveillance et aux trahisons. Il n'a pas moins d'ironie pour les intrigues de cour qui paralysent tous les efforts sérieux. Il n'a que peu d'illusions sur la marche des affaires, sur toutes les opérations mal conçues et mal conduites où à chaque combat on perd du terrain. S'il est un moment où il y ait encore quelque chance, quelque lueur d'espoir, c'est à la suite de la révolution de thermidor qui ralentit d'abord les mouvemens français;

c'est lorsqu'un peu plus tard, en 1795, Beaulieu vient prendre le commandement de l'armée autrichienne, tandis que Colli est à la tête de 25,000 Piémontais. « Colli et Beaulieu, dit-il, semblent fort unis et désireux de s'entendre. Dieu veuille que ce petit grain de bienveillance produise, comme le grain de sénevé, un arbre à nous abriter contre l'orage. » Là il semble encore espérer; mais le moment approche, — au commencement de 1796, — où un coup de foudre va retentir dans les Alpes, et il est curieux de saisir les premières impressions d'un homme d'esprit et de sagacité à la veille de la crise qui se prépare. « Que se passe-t-il dans la rivière de Gênes? écrit-il... On annonce à l'armée l'arrivée d'un nouveau général en chef. On le nomme Bonaparte, Corse d'origine. Il était officier d'artillerie sous l'ancien régime, par conséquent gentilhomme, mais peu connu dans l'armée, où il n'a été employé que comme artilleur à la prise de Toulon. On ne le croit pas jacobin : il est homme d'éducation et de bonne compagnie. Il passe pour être plein de génie et de grandes vues... Que fera-t-il? Je n'en sais rien encore... » — Ce qui va arriver, c'est Montenotte, Millesimo, Dego, Mondovi, c'est l'armée française s'enfonçant entre l'armée autrichienne et l'armée piémontaise, battant l'une et l'autre, rejetant les Autrichiens en Lombardie et réduisant les Piémontais à merci; c'est Bonaparte descendant en quelques jours dans les plaines de Piémont, imposant au roi de Sardaigne un armistice sous forme d'ultimatum, — et, ce que le marquis Henry prévoyait encore moins que tout le reste, c'est qu'appelé lui-même comme quartier-maître à négocier la reddition, il allait assister dans une entrevue nocturne à la naissance de la plus prodigieuse fortune du siècle!

C'est à Cherasco, le 27 avril 1796, — la campagne avait commencé le 12! — que se passait cette entrevue, assurément faite pour marquer dans la vie d'un homme; elle avait lieu dans le palais du comte Salmatoris, où avait été établi le quartier-général français. Le marquis Henry Costa et le général de La Tour, chargés par le roi d'accepter encore plus que de débattre un armistice présenté au bout de l'épée victorieuse, étaient arrivés à dix heures et demie du soir. Introduits d'abord auprès de Berthier, dans une salle où flamblait un grand feu, ils voyaient bientôt sortir d'une chambre voisine un jeune homme en uniforme, sans sabre, sans écharpe, la tête nue; ses cheveux lisses tombaient des deux côtés de son front, encadrant un visage maigre et blême où étincelaient des yeux profonds, rougis par les fatigues. Il se décelait à sa démarche, c'était Bonaparte! Une gravité froide présidait nécessairement à cette rencontre d'hommes qui se voyaient pour la première fois au milieu des hasards de la guerre. La discussion ne pouvait qu'être

inégale et sommaire. Aux premiers mots des plénipotentiaires sardes, Bonaparte répondait brusquement en demandant si les conditions qu'il avait offertes étaient acceptées par le roi, et aux plaintes qu'on élevait sur la dureté de ces conditions, il opposait une résolution inflexible; il prétendait être resté modéré en n'ajoutant rien à ce qu'il avait imposé d'abord. Vainement les plénipotentiaires piémontais essayaient de lui démontrer l'inutilité de certaines concessions sur l'occupation de Coni ou le passage du Pô à Valence : il répliquait d'un ton un peu sarcastique que la république, en lui confiant une armée, lui avait supposé assez de discernement pour savoir ce qu'il avait à faire sans avoir à prendre conseil de ses ennemis. Il commençait à s'impatienter, et, tirant sa montre, voyant qu'il était déjà une heure du matin, il disait tout à coup aux commissaires sardes : « Messieurs, je vous préviens qu'une attaque générale est ordonnée pour deux heures, et que, si je n'ai pas la certitude que Coni sera remis dans mes mains avant la fin du jour, cette attaque ne sera pas différée d'un moment... Il pourra m'arriver de perdre des batailles, on ne me verra jamais perdre des minutes par confiance ou par paresse. » Dès lors il n'y avait plus qu'à se soumettre et à écrire ces conditions cruelles qui décidaient du sort du Piémont, qu'on ne pouvait ni décliner ni adoucir.

L'armistice une fois arrêté, les rapports se détendaient un peu. Jusque-là, Berthier avait été seul présent à l'entrevue. Bientôt entraient d'autres officiers, Murat, Marmont, le général Despinoy. On servit un repas composé des mets les plus simples où, à côté du pain de munition, figurait une pyramide de gimblettes offertes au vainqueur par les religieuses de Cherasco. Pendant ce temps, la conversation s'animait. Bonaparte, sortant de sa réserve, se laissait aller à parler de la campagne qui venait de s'ouvrir et qui avait déjà de si foudroyans résultats. Il rendait toute justice aux soldats piémontais et à quelques-uns des mouvemens de leurs chefs qui deux fois, disait-il, « s'étaient tirés fort adroitement de ses griffes. » Il croyait avoir dissous la coalition en Italie, et il ajoutait : « M. de Beaulieu ne peut plus m'arrêter jusque sous les murs de Mantoue; il doit s'attendre à avoir toujours dans les flancs mon armée victorieuse. » Il avait des vues perçantes, des saillies souvent pleines de force plutôt qu'une conversation suivie sur toute chose, sur la guerre, sur la politique, sur la position faite au Piémont par les événemens et par la révolution, sur les hommes, sur la cour de Turin. Comme on parlait de l'âge des généraux, de son âge à lui, il faisait remarquer qu'il avait vingt-sept ans et qu'il n'était pas le plus jeune commandant en chef de la république. « Il est presque indispensable d'être jeune pour commander une armée, disait-il. Il faut

pour cette tâche éminente tant de bonheur, d'audace et d'orgueil! » En général, dans son attitude comme dans son langage, il laissait voir une sorte d'âpreté, le sentiment d'une supériorité qui s'imposait, mais qui mettait mal à l'aise. Il éblouissait, il étonnait, il ne séduisait pas.

Un instant il s'était accoudé sur un balcon, regardant le lever du jour, et il se plaisait à prolonger l'entretien avec le marquis Henry, dont il a dit plus tard en remémorant cette première scène de sa carrière : « Le colonel La Coste, natif de Savoie, s'exprimait avec facilité, avait de l'esprit et se montra sous des rapports avantageux. » Le marquis Henry avait en effet pris part à la négociation, à la conversation avec un intérêt singulier mêlé de tristesse. Il n'avait certainement pas échappé au magnétisme du génie, à la fascination exercée déjà par ce jeune homme dont nul ne pouvait mesurer l'essor et prévoir la destinée; il n'éprouvait cependant que ce qu'il a lui-même appelé « une admiration pénible, » et au moment du départ, près de quitter le palais Salmatoris où venait d'être signé l'acte connu dans l'histoire sous le nom d'armistice de Cherasco, il ne pouvait s'empêcher de dire à Bonaparte : « Général, que ne peut-on vous aimer autant qu'on est forcé de vous admirer et de vous estimer! »

Ce que le marquis Henry emportait de cette entrevue, avec l'ineffaçable et inquiétante image du jeune victorieux, c'était moins une suspension d'armes qu'une capitulation mettant désormais le Piémont à la merci de la France révolutionnaire. Il le sentait profondément. Il savait bien qu'il n'avait pas dépassé ses instructions, qu'il avait été envoyé à Cherasco pour faire ce qu'il avait fait; il ne s'offrait pas moins encore une fois à être sacrifié. « En dépêchant au roi le courrier qui devait rapporter la sanction de sa majesté et son ordre particulier pour la remise des places de sûreté, écrivait-il, je ne lui ai point dissimulé les terribles conséquences de notre traité. Je l'ai supplié de nous désavouer et de ne point ratifier nos conventions. On n'a point voulu m'entendre. Je me suis brisé à Turin comme à Cherasco contre la fatalité. » Il s'abusait moins que tout autre, et pour se rendre compte des sentimens amers qu'il éprouvait, du conflit intime qui l'agitait, il faut se souvenir de sa situation personnelle.

L'acte de Cherasco préludait manifestement à la paix; déjà des plénipotentiaires partaient pour Paris, avant quinze jours un traité devait être signé; mais ce traité, cette paix, dont on n'avait plus le pouvoir de discuter ou de décliner les conditions, c'était dans tous les cas la cession de la Savoie et de Nice, la sanction de la conquête de la révolution. Qu'allait devenir le marquis Henry? quelle allait être la position de tous ces officiers de

Savoie qui avaient tout quitté, leurs familles et leurs terres, pour combattre sous les drapeaux du roi? C'était poignant et fatal. Tous ces braves gens erraient à Turin et dans les camps, inquiets de leur sort, exposés à se trouver sans asile, menacés d'être licenciés par le roi, d'être traités comme des émigrés dans leur pays transformé par l'annexion et par la révolution. Le Piémont ne pouvait plus rien sans doute, il avait de la peine à se sauver lui-même, à garder une ombre d'indépendance en sacrifiant Nice et la Savoie. Il avait déjà livré ses forteresses, Coni, Tortona; il restait épuisé de ressources, désarmé et impuissant, ne pouvant plus même protéger ceux qui s'étaient dévoués pour lui. Le marquis Henry, entre tous, comprenait bien qu'il n'y avait plus rien à espérer; il ne sentait pas moins profondément ce qu'il y avait de cruel pour ses compatriotes comme pour lui à se voir livrés, dépossédés après une guerre où ils n'avaient servi que par loyauté et par honneur, en soldats fidèles. Il ne pouvait surtout se défendre d'une indicible amertume à la pensée qu'il avait été personnellement obligé de signer cet acte de Cherasco, prélude d'une paix qui représentait pour lui quatre années de sacrifices inutiles, son fils mort, sa famille dispersée, la patrie perdue, l'avenir plus que jamais incertain et obscur.

Cette situation nouvelle du lendemain de la guerre, entre l'armistice de Cherasco et le traité signé à Paris le 14 mai 1796, le marquis Henry Costa la suivait du regard avec une anxiété croissante. Il voyait tout se précipiter vers le dénoûment. « On ne nous a pas encore découvert officiellement le pot aux roses, écrivait-il dans ces momens d'attente; mais de ce qui a transpiré l'on peut conclure aux plus honteuses conditions. Le roi abandonne la Savoie et Nice, dont les frontières seront déterminées à la paix générale à l'avantage de la république française... Quel sera notre sort personnel, voilà ce que nul ne sait encore. Évidemment le silence que gardent nos puissans est de mauvais augure... On cherche bien à modifier dans ce traité l'article qui nous concerne; mais il est aisé de prévoir qu'on n'y parviendra pas. On compte pour la chose sur la justice, sur la condescendance et l'humanité des Français, comme si tout cela était prouvé et reconnu... » Il s'agissait de savoir si on livrerait complètement les officiers savoyards en acceptant pour eux le titre « d'émigrés du département du Mont-Blanc. » Parfois Henry Costa mêlait une sorte de mélancolie amère à ses sorties contre tout ce qu'il voyait. « Si la clémence royale et nationale, disait-il à sa femme, m'autorise à choisir mon domicile en Savoie, nous louerons une maisonnette à Chamounix, j'y porterai la médecine domestique de Brecani et des drogues pour faire le médecin de village; je gagnerai ma journée avec mon petit savoir-faire. Chamounix est char-

mant en été, et l'hiver, qui ne laisse pas d'y être long, nous aurons le plaisir d'être séparés du monde par d'énormes amas de neige... En attendant, je me prépare à cette douce séquestration des humains en ne sortant point de mon trou et en faisant ma cour le moins que je le puis. C'est pour moi la meilleure manière de faire bonne contenance... » Il flottait entre le désir de rentrer, même obscurément, dans son pays et la crainte de se retrouver en étranger là où il avait passé ses années heureuses.

Jusqu'au dernier moment, il est vrai, il avait gardé la ressource du travail. Même après l'armistice de Cherasco, dans la débâcle militaire du Piémont, on avait encore une fois fait appel à sa bonne volonté. On l'avait maintenu comme quartier-maître d'une ombre d'armée qui était censé exister sous le duc d'Aoste. Puis on le chargeait de plans et de rapports sur la dernière guerre. Il acceptait cette tâche, il savait bien ce qui en était de cette armée du duc d'Aoste dont il disait : « Sépulcre blanchi s'il en fut, puisque nos places aux mains de l'ennemi lui sont à jamais un gage de notre nullité!.. On ne saurait, à ce qu'il paraît, se passer de mes services, ajoutait-il avec ironie, et je viens de recevoir la mission de dresser les plans et de rédiger les mémoires relatifs à nos dernières campagnes. Après quoi on m'accrochera à un clou comme un manteau quand la pluie est finie. » Et peu de jours après, en effet, il pouvait écrire à sa femme : « J'ai rendu tous mes comptes au prince, au bureau de la guerre et à celui de la topographie. J'ai reçu beaucoup d'éloges, mais pas un mot qui fixât mes idées sur ce que je peux devenir. Le roi m'a accordé en revanche tout ce que je lui ai demandé pour mes officiers. C'est la dernière fois que j'ai fait le colonel, que j'ai pu rendre service avant d'en demander à la charité publique... » Il y avait dans ce dernier mot un singulier désabusement. Ainsi, après l'épreuve du père, la première et la plus cruelle de toutes, l'épreuve du soldat et du patriote est complète, elle finit, elle aussi, par une déception.

Quand il a tout épuisé, après quatre années passées dans les émotions d'une guerre désastreuse et dans les crises intimes, le marquis Henry, devenu inutile et peut-être importun à Turin, n'a plus d'autre pensée que de s'en aller, de rejoindre sa famille à Lausanne. A vrai dire, il quittait sans la moindre illusion, sinon sans un serrement intérieur, cette petite cour où sa présence n'était plus qu'un remords pour ceux qu'il avait servis et où, jusque dans la défaite, on trouvait encore le moyen de se perdre én frivolités et en intrigues. Il s'acheminait à travers le Grand-Saint-Bernard et le Valais avec son jeune fils Victor, celui qu'on lui avait envoyé pour remplacer Eugène, et le vieux Comte, toujours fidèle à son maître, sur-

tout depuis qu'il l'avait vu malheureux et qu'il ne recevait plus de lui le salaire de ses services. Avant de partir, en annonçant son voyage, le marquis Henry avait écrit à sa femme : « Je touche à cet instant si désiré et si horrible. Comment supporterons-nous de nous revoir? » C'était en effet une heure terrible. Entre le départ de 1792 et le retour de 1796, il y avait un monde d'événemens, de catastrophes publiques, de deuils privés, d'irréparables révolutions : tout avait changé. Henry Costa, courbé lui-même par les fatigues et dépouillé de tout, retrouvait les siens dans la pauvreté de l'exil, il revoyait sa femme blanchie par le chagrin. Entre le père et la mère, au moment de leur rencontre, le jour du retour, s'élevait, comme une image du passé, l'ombre douce et aimable d'Eugène, objet d'une commémoration attendrie, d'un culte douloureux. Joseph de Maistre avait été le seul témoin de la première entrevue du marquis et de sa femme, il restait le seul confident de leur intimité, il vivait presque avec eux. Le soir, dans la chambre de l'exil « aux rideaux rouges, aux tentures déchirées, » on se retrouvait autour de la table après le modeste repas de famille, et tandis que Mme de Costa réparait les vêtemens des enfans, Joseph de Maistre reprenait avec Henry des conversations infinies sur les événemens, sur la guerre, sur la philosophie. Souvent les deux amis sortaient ensemble, ils allaient au bord du lac, lorsqu'un soir, regardant l'horizon au-delà des eaux, du côté de Beauregard, Henry Costa s'écriait : « Jamais l'exil ne m'a paru si lourd de peines. Ce lac est-il donc infranchissable? Le souvenir de mes vieux murs m'obsède. Je ne sais ce qui me retient d'aller à eux tout de suite, de sauter dans une barque... » C'était l'origine d'une promenade furtive, nocturne, à demi romanesque, accomplie sur la rive de Savoie au risque des mauvaises rencontres avec les gendarmes de la république.

Était-ce la fantaisie d'une imagination excitée, le besoin irrésistible de tromper les regrets de l'absence, d'aller chercher des émotions nouvelles? Toujours est-il qu'un matin le marquis Henry, Joseph de Maistre et le vieux Comte partaient dans une petite barque, et qu'après une journée passée à louvoyer, ils allaient aborder le soir vers Beauregard. Le château n'avait pas été complètement démoli, il n'avait pas été vendu faute d'acquéreur; mais il avait été saccagé, pillé, à demi incendié, et il n'était plus qu'une ruine déserte au milieu des arbres qui l'entouraient. A mesure que les trois visiteurs approchaient, la grande ruine se laissait entrevoir à la clarté du soir. Il n'y avait plus de fenêtres, la porte pendait sur ses gonds, l'entrée était encombrée par des troncs d'arbres. Il ne restait plus que des murs noircis. Le marquis s'était arrêté d'abord saisi d'une inexprimable émotion; puis à la lueur d'une petite lampe allumée par Comte il avait pénétré dans sa maison, essayant

de retrouver ce qui avait été sa chambre, ce qui avait été la chambre de sa femme, et n'avait pas eu le courage de franchir le seuil de la chambrette d'Eugène. De ces trois hommes qui parcouraient les ruines à la dérobée comme des voleurs de nuit, aucun ne pouvait prononcer une parole. « Partons ! » disait brusquement De Maistre, comme pour arracher Henry à ses pensées. Ils s'éloignaient, lorsque tout à coup ils se heurtaient contre un être bizarre qui d'une voix rauque chassait les envahisseurs en balbutiant *la Marseillaise*. C'était tout simplement le seul et dernier hôte de Beauregard depuis la révolution, un malheureux idiot qui avait été autrefois reçu au château par charité, qui s'était établi dans les ruines abandonnées et qui s'écriait : « Ça faisait un beau feu quand ils l'ont brûlé. Le marquis, ils l'ont chassé, c'était un aristocrate. Je suis seul le maître ici !.. » Et il reprenait *la Marseillaise* à sa façon. Le chant baroque de l'idiot accompagnait le légitime propriétaire et ses compagnons, regagnant leur barque pour repasser le lac à travers la nuit.

Pendant cet étrange et cruel pèlerinage à Beauregard, Joseph de Maistre avait plus d'une fois saisi l'occasion de tout ce qu'il voyait pour se livrer à ses inspirations philosophiques, déroulant des théories auxquelles il devait plus tard donner une forme éclatante dans *les Soirées de Saint-Pétersbourg*. Il s'évertuait à fortifier ou à relever son ami. « Ce que Dieu fait n'est point sans raison pour votre bien, disait-il. Levez-vous, Henry, c'est Dieu qui fait chanter là-bas cet idiot sur vos ruines pour vous montrer le néant des vanités humaines. Regardez en face le spectacle, car il est digne de vous et redites-le à vos enfans... » Henry Costa n'écoutait qu'à demi. Recueilli en lui-même, il voyait passer devant ses yeux les quatre années qui venaient de s'écouler, les misères de la guerre, son enfant perdu, sa maison dévastée, sa famille pour le moment sans avenir. Tout cela semblait se résumer dans cette scène de Beauregard où il venait d'essayer ce que son cœur pouvait supporter. C'est l'épreuve de l'exilé après les épreuves du père et du soldat. L'homme avec sa destinée contraire est là tout entier. Le reste n'est plus que la fin d'une existence qui a épuisé les grandes crises humaines.

Une dernière occasion, une dernière tentation, il est vrai, était offerte à cette active et forte nature. Une fois encore on se souvenait de lui à Turin, à l'avènement d'un nouveau roi, Charles-Emmanuel IV, élevé sur son petit trône branlant entre deux orages. Après l'avoir rayé de l'armée, on le rappelait pour lui rendre son poste de quartier-maître, pour le charger d'une sorte de réorganisation des forces militaires du Piémont. Il se laissait tenter; mais ce n'était plus qu'une vaine résistance au destin, il le sentait, lui qui écrivait

peu après son arrivée à Turin : « Que pouvons-nous, faibles et usés que nous sommes, contre des attaques unies à l'éclat que donnent la victoire et la liberté! » Vainement la descente de Souvarov en Italie semblait tout changer pour un instant. Avant peu le coup de foudre de 1796 allait se renouveler à Marengo et le Piémont, ballotté entre toutes les forces, allait disparaître définitivement sans avoir combattu. Le marquis Henry Costa, quant à lui, avait depuis longtemps cessé d'espérer; il ne portait plus un intérêt sérieux à des événemens dont la sagacité de son esprit voyait l'inévitable fin; il se considérait plus que jamais après Marengo comme un homme hors de combat, ayant fait son devoir, payé sa rançon à la fortune et brûlé sa dernière cartouche. Pour lui toute carrière était désormais fermée; le dernier mot du drame était dit.

Depuis il a vécu encore vingt-cinq ans : il passait la plus grande partie de l'empire chez son parent, M. de Murinais, au château de Marlieux, en Dauphiné, il pouvait après la restauration rentrer à Beauregard ; en réalité ce n'était plus qu'un témoin gardant sa secrète blessure et s'occupant de rassembler ses souvenirs sur les événemens où il avait eu un rôle. Il n'avait pas disparu dans l'abîme de feu et de sang comme le « comte Henry » du poète; mais comme lui il avait combattu jusqu'au bout, tant qu'il l'avait pu, et chose à remarquer, après le combat il se défendait de toute amertume vulgaire : le souvenir de ce qu'il avait souffert n'altérait pas la clairvoyance de son esprit. Lorsqu'au château de Marlieux, ou plus tard après la restauration, il entendait des émigrés rentrés, des royalistes pleins d'illusions, parler légèrement de la révolution et la représenter comme un mauvais rêve, comme un « mauvais hiver » qui allait enfin passer, il souriait tristement et s'étonnait de tant de frivolité. Pour lui, malgré tout, il passait volontiers par-dessus 1793 pour se retrouver à l'aurore de 1789. Il ne s'effrayait pas d'un monde nouveau qui serait la réalisation des réformes sociales et politiques dont la révolution avait été la promesse. Il est bien resté le type de ces victimes héroïques des temps destinées à périr obscurément étouffées entre le passé et l'avenir. — Laissez s'écouler les années, plus d'un demi-siècle : dans une autre grande guerre, des petits-fils de ceux qui combattaient autrefois dans les Alpes contre la France, contre le drapeau aux trois couleurs, des Costa, des Faverges, tomberont, l'un à Sedan, l'autre à Metz, en combattant pour la France, sous le drapeau tricolore. Le marquis Henry n'aurait pas désavoué ces descendans de sa famille. A quoi serviraient les révolutions si, au prix des sacrifices d'une génération, elles ne préparaient pas l'heure où tous les fils anciens ou nouveaux d'une même patrie peuvent se retrouver ensemble sous le même drapeau, dans un même ordre de civilisation?

CH. DE MAZADE.

ESQUISSES ESTHÉTIQUES

CHARLES GLEYRE

Gleyre. Étude biographique et critique, par Charles Clément. Paris, 1878, Didier.

Une amitié sincère est pour tout homme le bien précieux par excellence, mais plus encore peut-être pour un artiste que pour aucun autre. Tout artiste a besoin de l'amitié même au sein de la fortune et des succès, car, ne créant que par sympathie, il faut qu'il retrouve en autrui cette flamme d'amour dont il fait une si large dépense; mais ce besoin est bien plus impérieux encore pour celui qui s'obstine avec une noble énergie à tenter des voies solitaires, ou dont les succès lents, incertains, intermittens, quand ils ne sont pas tout à fait tardifs ou même entièrement posthumes, n'ont pas en eux assez de force de chaleur pour réchauffer le pauvre cœur qui s'est appauvri de son feu à poursuivre ces tièdes résultats. Que de jours alors où l'artiste a besoin d'un secours moral qui le raffermisse dans sa constance, le préserve des inspirations malfaisantes du dépit, ou le sauve de ce noir abattement, pire que le désespoir, dont l'âme prend si vite l'habitude, et d'où elle ne sort qu'amollie et détendue, sans ressort et sans accent, comme trempée de lâcheté et d'impuissance. Un tel artiste est évidemment toujours au bord de cette atroce situation morale que le grand poète anglais, Alfred Tennyson, a prêtée à Siméon le Stylite expirant, et qu'il a su rendre avec une si douloureuse éloquence, le doute de soi-même, l'inquiétude de s'être trompé sur la voie suivie, le cruel sentiment de l'inutilité des sacrifices accomplis pour atteindre un but

qui demandait des efforts d'autre nature. C'est le noble office de l'amitié de rendre l'âme à cette confiance en elle-même sans laquelle rien n'est possible, et qu'il est cependant si facile d'ébranler que le plus piètre sot y suffit, dangereux secret psychologique que les méchans et les drôles de tous les temps ont toujours su pénétrer, et dont ils ont trop souvent su se servir pour réduire au désespoir ou précipiter dans la ruine les hommes de génie. Tel est le rôle touchant que nous avons vu M. Charles Clément remplir auprès de Charles Gleyre, pendant plus de vingt années, tour à tour sœur de charité, exorciste et homme d'affaires, forçant son ami malade à prendre soin de sa santé, conjurant et combattant les démons de son hypocondrie, lui ouvrant la voie tardive de la fortune, le disputant enfin sans relâche à l'injustice de l'opinion, à la maladie, à la tristesse et à la pauvreté. L'ardeur de cette amitié s'est accrue encore par la mort, si c'est possible, et maintenant qu'il n'y a plus à sauver de Gleyre que sa mémoire, M. Charles Clément a mis toute son âme à la garantir contre l'oubli par une étude étendue qui restera comme un modèle de biographie critique. Nous connaissions depuis longtemps M. Clément comme critique d'art excellent; mais en écrivant cette belle étude, il vient de se conquérir un titre infiniment plus particulier et plus rare, car il n'a pas fait seulement un bon livre de plus, il a augmenté d'un chapitre nouveau la légende des amitiés illustres, chapitre dont il est à la fois l'auteur et la matière. Désormais, quand on voudra dans l'avenir présenter des exemples de la parfaite amitié, on dira Charles Gleyre et Charles Clément, comme on disait dans l'antiquité Damon et Pythias, et chez nous Dubreuil et Pechméja, ou bien encore les amis du Monomotapa.

J'essayais récemment d'esquisser la silhouette d'Eugène Fromentin; je voudrais aujourd'hui faire pour Charles Gleyre œuvre de même nature en combinant mes anciennes impressions personnelles avec les renseignemens si détaillés que nous fournit l'attachante étude de M. Clément. En parlant d'Eugène Fromentin, j'ai loué cet heureux équilibre de manières par lequel il avait su se préserver de toute marque professionnelle tout en évitant de tomber dans aucun faux ton d'homme du monde. Ce n'était pas précisément un équilibre de ce genre qui se laissait remarquer en Gleyre. Sa profession l'avait gravé, lui, de l'empreinte la plus exclusive et la plus profonde; il n'y avait en lui qu'un seul homme, l'artiste, le travailleur, dont toutes les pensées et toutes les préoccupations sortaient de l'atelier et y retournaient. Toute sa personne physique et morale était telle qu'elle écartait comme d'elle-même les amitiés vulgaires et les curiosités banales, circonstance qui, tout en con-

tribuant pour une bonne part au demi-isolement dans lequel s'est écoulé sa vie, peut être dite heureuse après tout, puisqu'elle le condamnait à n'avoir que des amitiés d'élite. Il fallait être en effet de nature quelque peu exceptionnelle, et, j'oserai dire choisie, pour se plaire dans la compagnie de Gleyre; les simples mondains n'auraient pas trouvé leur compte avec lui, car ce n'était pas une de ces connaissances qu'on aime à exhiber pour s'en faire gloire, ou près desquelles on va chercher des distractions équivalentes à la lecture d'un petit journal ou à la représentation d'un vaudeville. Nuls dehors, aucun clinquant, nulle prise pour la futilité, nuls sacrifices au désir de plaire; Gleyre laissait vraiment sans ressources la vanité de ses intimes. Physiquement, ce n'était pas un Apollon. Au rapport de sa vieille amie, Mme Cornu, il avait été, paraît-il, charmant et beau dans sa jeunesse; mais ceux qui ne l'ont connu que dans ses vingt-cinq dernières années étaient obligés d'accepter ce témoignage avec une foi aveugle, tant les duretés de la vie avaient effacé tout vestige qui pût en attester l'authenticité. La maladie et le soleil d'Orient avaient gonflé ses paupières et voilé son regard, les privations et les chagrins avaient creusé, ridé, crevassé, raviné son visage au point de n'en pas laisser une place qui ne fût un pli, l'habitude des pensées tristes avait comme plaqué sur sa physionomie un masque de douceur morose et de mélancolie sans fascination. Que de fois il m'est arrivé en l'approchant de me rappeler les paroles du philosophe Emerson sur les âmes simples et véridiques qui accomplissent sans bruit leur labeur en ce monde, et qui n'ont pas de teint de rose, de beaux amis, de chevalerie et d'aventures! Ce n'était pas non plus un amuseur, et si c'est là par hasard un défaut, il y gagnait au moins de ne jamais donner envie aux méprisans ou aux malins de se rappeler quelqu'un des masques de la comédie italienne, et de murmurer entre leurs dents les noms de Scaramouche ou de Trivelin, comme il est arrivé plus d'une fois pour nombre de ses confrères.

Sa conversation, pleine de choses, instruisait par choc en retour, pour ainsi dire, car ce n'était qu'après réflexion et lorsqu'une occasion en rappelait le souvenir qu'on se rendait un compte exact de la justesse des opinions qu'on lui avait entendu émettre. La pensée chez lui valait en effet mieux que l'expression, qui d'ordinaire restait sans relief; son élocution était convenable sans rien de plus, et arrivait à la correction avec quelque fatigue et à la netteté avec quelque effort. Il savait moins bien communiquer son enthousiasme et ses admirations que ses dédains et ses rigueurs, et j'oserai dire qu'il était un peu à l'égard des choses qu'il préférait comme la timide Cordélia, qui, tout en aimant trop, reste impuis-

sante à manifester son amour. Sa parole n'avait réellement toute sa valeur que lorsqu'elle s'appliquait aux choses qu'il n'aimait pas. Il montrait alors beaucoup d'esprit, du plus caustique et du plus mordant; un honnête cynisme s'éveillait en lui, s'y mettait en verve et trouvait, pour stigmatiser les choses et les hommes contre lesquels il s'indignait, des touches du plus véritable *humour*. Le mot cru, violent, populaire, obscène même, ne lui coûtait plus rien, et cependant sa conversation était d'habitude d'une retenue voisine de la pudeur. Cet esprit caustique aurait pu aisément le rendre redoutable, mais, — signe certain d'une nature foncièrement bonne et imperméable aux injustes outrages de la vie, — il savait le tenir en bride avec une probité qui se sentait d'un reste de son éducation protestante, et il ne s'en servait que rarement, ne l'employant que contre les hommes et les choses qu'il avait droit de mépriser absolument. Il avait aussi de la gaîté à l'occasion, mais cette gaîté était de courte haleine, quelque peu saccadée, discrètement ricaneuse plutôt que franchement et naïvement rieuse, et presque toujours avec un prompt retour de mélancolie, comme si l'âme, sur une réprimande intérieure, s'était ordonné de couper court à tout heureux abandon. J'en ai dit assez sans doute pour donner au lecteur le sentiment de cette nature solide sans brillant, droite sans fausse séduction, quelque peu fruste sans rugosités blessantes, d'une timidité qui n'excluait pas une mâle énergie, et d'une naïveté qui savait à l'occasion venger ses déconvenues par le mépris.

Je n'ai pas besoin de chercher longtemps pour trouver le mot qui résume tous ces traits de l'âme et du caractère. Gleyre fut un solitaire par nature et par choix, et toutes les circonstances de sa vie contribuèrent à développer cette inclination naturelle et à justifier ce choix. Il fut solitaire par éducation, par mauvaise fortune persistante, par biais de caractère, par réaction contre les injustices du sort, par le parti pris d'échapper à toute influence d'école et la volonté de ne subir le joug d'aucune coterie. Ce fut là son malheur, mais aussi son originalité.

Né en Suisse de modestes cultivateurs, il garda toute sa vie l'empreinte de l'éducation honnêtement rustique qu'ils lui donnèrent. Cette éducation, qui est une des plus solides et des plus morales qu'un homme puisse recevoir, a cependant, lorsqu'elle ne peut être corrigée assez à temps, l'un ou l'autre de ces défauts, ou bien de prolonger chez l'individu une timidité sauvage qui l'éloigne du commerce social en le lui faisant redouter, ou bien de lui conserver un fonds de brutalité qui le met en antagonisme avec les manières du monde et le porte à les défier ouvertement sans souci de blesser ou de déplaire. De ces deux défauts, le premier seul est dangereux

pour celui qui en est affligé; quant au second, c'est une arme de défense excellente, qui n'a d'autre inconvénient que de rendre celui qui en est muni parfaitement désagréable, inconvénient minime, car presque toujours la société le subit sans résister autrement que par les armes légères d'une raillerie dont les résultats restent d'ordinaire inoffensifs. Ai-je besoin de dire que, de ces deux défauts, Gleyre ne connut que le premier, c'est-à-dire celui-là seul qui pouvait avoir pour lui des conséquences fâcheuses. Toute sa vie, Gleyre ne sut guère se défendre contre les hommes qu'en s'en éloignant. Le succès même ne pouvait l'encourager à affronter le jugement de la foule; dès 1848 par exemple, il prit le parti de ne plus exposer aux salons annuels, et, quoiqu'il nous ait expliqué autrefois les motifs de cette abstention et que son biographe nous les répète aujourd'hui, nous avouons n'avoir jamais pu les bien saisir. Il avait exposé plusieurs fois, et l'opinion était loin d'avoir été injuste à son égard. Son premier tableau, *le Soir*, avait été un succès incontesté et lui avait valu l'unanimité des louanges. Sa *Séparation des apôtres* avait été moins goûtée, mais un tel sujet sévère n'obtiendra jamais d'emblée sur la foule le même succès qu'un sujet élégiaque et gracieux comme *le Soir*, et les éloges tant du public éclairé que des juges compétens n'avaient pas d'ailleurs manqué à cette belle œuvre. Les expositions annuelles, disait-il, avaient le tort de contraindre les artistes à forcer la note et à hausser le ton, ce qui est vrai peut-être pour les œuvres de début et pour les artistes jaloux de popularité qui veulent à toute force un succès tous les douze mois, mais ce qui était faux pour lui, qui avait franchi de la manière la plus heureuse le redoutable pas du début, et qui, ne visant pas à la popularité bruyante, n'avait nul besoin d'exposer chaque année. On ne put jamais vaincre son obstination, et il en résulta que Gleyre passa les vingt-cinq dernières années de sa vie à produire des œuvres superbes dont le public ne savait jamais rien et que les artistes eux-mêmes ignoraient. Quelques intimes seuls en avaient connaissance, encore fallait-il faire en bon temps sa visite à l'artiste solitaire; si par hasard on différait trop, on apprenait que l'œuvre était partie pour ne plus revenir après avoir été vue d'une dizaine de personnes, et qu'elle avait élu domicile à Cologne, à Bâle, à Genève, à Lausanne.

Il cachait sa personne comme son talent et fuyait les réunions mondaines à l'égal des expositions de peinture. « Pourquoi donc n'allez-vous plus chez Mme S...? lui demandait un jour devant nous une personne amie. — Parce que j'y rencontre des *museaux* qui me déplaisent, » répondit-il avec cette crudité d'expression qui, nous ve-

nons de le dire, ne lui répugnait pas toujours. C'est qu'il lui manquait un peu de cette assurance qu'ont en trop tant de nullités et que son grand talent lui aurait donné le droit d'avoir. Il savait son prix sans doute, mais il ignorait l'art de le faire valoir, et la crainte d'être choqué dans ses sentimens faisait qu'il aimait mieux quitter la place que s'armer pour leur défense. Et puis il eut toujours une défiance secrète à l'endroit des mondains, des heureux et des gens en place; le plus sûr moyen de lui plaire était d'être ou d'avoir été un peu éprouvé. Lorsque nous fîmes sa connaissance, il y a quelque vingt-cinq ans, dans les bureaux mêmes de cette *Revue* pour laquelle il dessinait alors ce beau portrait de Thomas Carlyle que nos plus anciens lecteurs n'ont certainement pas oublié, il nous prit très vite en gré; mais nous avons toujours eu le soupçon que nous avions dû cette sympathie rapide à la modestie de notre mise d'alors, modestie qui n'avait rien de précisément volontaire et qui disait clairement que nous ne revenions pas d'un voyage fructueux aux mines alors récemment découvertes de Californie. Une circonstance très particulière augmentait encore sa timidité : il n'avait pas reçu d'instruction classique, et cette lacune lui était une cause de profonde tristesse. J'entends encore le *hélas!* presque humble avec lequel il m'avoua un jour qu'il ignorait le latin, à quoi je répondis que cette ignorance, loin d'être un désavantage, était peut-être au contraire une condition heureuse, car elle le laissait assuré de ne jamais souiller de pédantisme ce sentiment de la beauté qu'il avait si complet qu'on ne voyait pas ce qu'une plus grande érudition classique aurait pu y ajouter. Pour toutes ces causes, Gleyre vivait exclusivement dans son atelier, où on était toujours sûr de le trouver assis devant son chevalet, ou s'occupant à quelque lecture, à celle des journaux de préférence, car il était singulièrement friand de politique, et, bien qu'on ne pût s'empêcher parfois de remarquer qu'il y avait dans ce goût une légère pointe de manie, on n'avait cependant jamais envie d'en sourire, tant on le sentait respectable. Gleyre en effet appartenait à cette rare catégorie d'hommes qui peuvent bien se désintéresser d'eux-mêmes, mais qui ne se désintéressent jamais des affaires générales.

A ce fonds de timidité native, la pauvreté avait ajouté tout ce qu'elle engendre d'habitudes taciturnes et d'ombrageuses méfiances lorsqu'elle se prolonge outre mesure. Pendant d'interminables années, la mauvaise fortune sévit sur Gleyre avec une persistance qui paraîtrait inexplicable s'il fallait l'attribuer au seul guignon. Hélas! nous portons tous la peine de notre nature, et c'est dans la nature de Gleyre qu'il faut chercher surtout le secret de cette longue mauvaise fortune; le récit détaillé que nous fait M. Clément du séjour

de l'artiste à Rome, où il se rendit en 1828, après quelques années passées dans l'atelier de Hersent, ne laisse à cet égard aucun doute. Il y séjourna six années pleines, de 1828 à la fin de 1834, dans un état de gêne presque continuel. Les initiations sont toujours longues, néanmoins les commencemens de Gleyre furent réellement d'une longueur inaccoutumée. En comptant les trois années de l'atelier de Hersent, les six années de l'Italie, les trois années du séjour en Orient où il se rendit en quittant Rome, nous arrivons à un total de plus de douze années qui furent entièrement improductives. Gleyre était en pleine maturité et avait dépassé la quarantaine lorsqu'il put commencer à retirer de son beau talent quelques résultats lucratifs. Même heureux et riche, il lui aurait fallu beaucoup de temps pour se développer, car sa nature était lente à fixer sa route, scrupuleuse à l'excès dans ses moyens et difficile dans ses choix; elle n'était pas de celles pour qui tout est occasion de se développer et prétexte de produire. Gleyre avait une disposition à la contemplation studieuse qui lui faisait appréhender le moment de l'exécution, lui en doublait les fatigues et l'en décourageait à peine commencée. Il croyait ne jamais assez savoir; la conséquence de cette modestie exagérée était qu'il n'osait presque rien entreprendre, et que, lorsqu'il entreprenait, sa science se retournait contre lui en lui faisant mesurer la distance qui existait entre son œuvre et celles qui étaient l'objet de son admiration. Gleyre, on le voit, n'appartenait en aucune façon à la race de ces audacieux qui se corrigent d'un faux système en le pratiquant, ou qui ne craignent pas de s'engager dans une voie quelconque, se disant qu'elle les conduira toujours quelque part et que tout est préférable à l'immobilité. De tels artistes ne pèchent certainement pas par excès de délicatesse; cependant, comme on apprend à servir même sous un mauvais maître, ils retirent au moins de leur audace le profit d'avoir mis la main à l'œuvre et d'avoir sollicité par le travail leur originalité à se prononcer. L'amour de la perfection et le désespoir de ne pouvoir l'atteindre, telles furent les rares fatalités qui poursuivirent Gleyre pendant la première moitié de sa vie et sous lesquelles faillirent succomber ses remarquables dons. Voilà pourquoi nous le voyons à Rome pendant de longues années, vivant dans un état de flânerie besoigneuse, étudiant toutes les écoles sans se résoudre à se fixer sur aucune; les modèles sont trop nombreux, les choix trop difficiles, les partis pris trop exclusifs et se sentant trop du charlatanisme, l'imitation trop servile, et pendant toutes ces hésitations la veine personnelle ne se prononce pas. Heureux et riche, on prend son parti de ces retards de la nature, et l'on se couche paisiblement en attendant l'heure de l'éclosion sous le soleil propice; mais il n'en

va pas tout à fait ainsi lorsque la nécessité frappe à notre porte. Si tout se bornait encore à manger de la vache enragée trop dure et à porter des habits trop mûrs, comme il arriva trop souvent au pauvre Gleyre! mais il est d'autres conséquences plus redoutables. Nous sommes portés alors à traiter ces lenteurs de stérilité, et, injustes contre nous-mêmes, à appeler ingrate et impuissante une intelligence qui obéit simplement à ses conditions propres de développement. De là les découragemens répétés et ce plus douloureux de tous les sentimens, le doute de soi-même. Aussi Gleyre, pendant presque tout le temps de son séjour à Rome, fut-il en proie à l'horrible maladie de l'ennui, malgré les ressources de tout genre qu'il trouvait pour s'en défendre dans cette ville où il semble que la mélancolie philosophique serait seule à sa place. C'est que, par suite de ces dispositions de nature, la ville éternelle eut sur lui l'action directement opposée à celle qu'elle exerce d'habitude; son charme bienfaisant, et que tout le monde a ressenti, c'est de nous enlever à notre *égotisme*, de nous faire oublier notre personnalité; sur Gleyre, elle eut pour effet de le rappeler sans cesse à lui-même, pour écraser par la comparaison son humble *moi* et ses naissantes ambitions.

Les découragemens de cette studieuse et improductive période de jeunesse avaient été si profondément sentis et si continus qu'il en garda toute sa vie quelque chose, même lorsqu'il eut acquis la pleine possession de son talent, et qu'on en trouvait comme un résumé dans une sorte d'aphorisme qu'il se plaisait à répéter : « Les anciens maîtres, disait-il, ont tout pris pour eux, et n'ont rien laissé aux nouveaux venus. » Dans cet aphorisme, il n'est pas défendu de reconnaître une ressemblance très marquée avec les théories pessimistes de M. Paul Chenavard, dont Gleyre subit l'influence à Rome beaucoup plus peut-être qu'il ne voulait l'avouer par la suite. Il y aurait beaucoup à dire sur cette opinion, qui, acceptée trop docilement, pourrait avoir les plus fâcheuses conséquences. Les anciens maîtres ont tout pris, cela est incontestable, mais il n'y a pas à se décourager pour cela, car ils nous ont laissé le pouvoir et le devoir de faire les mêmes choses qu'ils ont faites. Dire qu'il n'y a plus rien à faire dans l'art parce que tous les moyens d'expression ont été employés avant nous équivaudrait à dire qu'il n'y a plus rien à faire en morale, parce que les principes essentiels en sont fixés depuis longtemps. On recommence éternellement l'art comme la morale, parce que chaque génération exige une satisfaction particulière pour ses instincts du beau et du bien. La nature humaine est ainsi faite qu'elle est touchée beaucoup plus fortement par les œuvres et les choses présentes, même imparfaites, que par les œuvres et les choses du passé, même irréprochables. Le sentiment

du beau chez une génération dont toute l'éducation esthétique se sera faite avec les chefs-d'œuvre du passé sera toujours beaucoup plus languissant qu'il ne le sera chez une génération qui aura eu à son usage un art contemporain même inférieur. La preuve en est dans l'Italie, qui, malgré l'école sans pair de ses admirables peintures, n'a plus produit depuis des générations un seul peintre remarquable. Nous pouvons donc faire et dire les mêmes choses que nos devanciers sans nous préoccuper de notre infériorité outre mesure, car il est vain d'espérer que chaque génération aura un Raphaël pour professeur du beau pas plus qu'un Épictète pour maître de morale, et par conséquent il importe peu que les œuvres nouvelles soient inférieures à de plus anciennes, l'essentiel c'est qu'elles rendent les mêmes services et enseignent les mêmes leçons. Après cela, elles vivront ce qu'elles pourront, et lorsqu'elles auront fait leur office, d'autres viendront à leur tour doter les générations futures d'un art qui leur appartiendra en propre et leur sera une initiation actuelle au sentiment du beau.

Nous sommes obligé de revenir un instant sur l'inclination de Gleyre à la contemplation studieuse, et nous ne craignons pas de trop insister, car à notre avis cette pente de sa nature a été pour beaucoup dans les déboires de sa vie. Rien n'indique mieux à quel point elle était irrésistible que la manière dont il entreprit son voyage en Orient. Vers la fin de 1834, Horace Vernet, alors directeur de l'école de Rome, fit rencontrer Charles Gleyre avec un Américain qui, se proposant d'entreprendre un long voyage en Orient, voulait emmener un dessinateur avec lui. L'Américain s'engageait à défrayer l'artiste de toutes dépenses et à lui allouer une indemnité de 200 francs par mois. L'empressement avec lequel Gleyre mordit à l'amorce présentée révèle au vif sa nature. La proposition était tentante; était-il tout à fait prudent de l'accepter? Gleyre ne se dit pas un seul instant qu'il avait à ce moment trente ans, que son nom était encore inconnu, que les dix années qui venaient de s'écouler avaient été pour lui entièrement improductives, et que l'heure était venue de mettre un terme à ce long apprentissage plutôt que de lui donner suite; il ne vit dans cette affaire qu'une heureuse aubaine qui allait élargir le champ de ses études et reculer son horizon. Il croyait que la durée du voyage n'excéderait pas un an : il n'en revint qu'au bout de quatre, et dans quel état et après quelles aventures! Le naïf artiste s'aperçut bientôt qu'il s'était donné un maître qui le traitait sans plus de ménagemens qu'un *coulie* dont il aurait loué le travail. Il avait été convenu que Gleyre conserverait la liberté de travailler pour son compte; mais il avait sans doute négligé de bien établir ses conditions à cet égard, car le Yankee, en homme pratique, trouvant de

bonne prise tout ce que produisait son compagnon à gages, s'emparait sans façon de ses moindres croquis. Les rapports s'aigrirent, et au bout de deux ans de voyage environ, il fallut en venir à une séparation. Elle s'opéra au Sennaar, c'est-à-dire en un point du globe fort éloigné de Rome, et plus encore de Lyon ou de Paris. Gleyre ne s'empressa pas pour cela de revenir. L'Orient avait mordu sur lui, et M. Clément, sur les dires d'amis plus anciens, parle quelque peu vaguement d'une jeune Nubienne dont les charmes le retinrent près d'un an à Kartoum. Il y mena, au sein de la plus extrême pénurie, cette vie de flânerie contemplative dont il avait déjà presque abusé à Rome, et qui semble avoir eu pour lui l'attrait qu'ont pour d'autres l'opium ou le hachich, péché bien pardonnable assurément chez un artiste, péché cependant, puisqu'en retardant indéfiniment l'époque de la production, il maintint jusqu'aux approches de la vieillesse la gêne dont sa jeunesse avait souffert. A ce séjour en Orient prolongé sans prudence, Gleyre contracta une ophthalmie qui le rendit presque aveugle, et lui fit perdre du coup l'amour de sa Nubienne. Il revint au Caire à demi guéri; mais à peine arrivé, il fut affligé d'une seconde atteinte de son mal, et, la dyssenterie s'ajoutant encore à cette rechute, il se décida à se faire conduire presque mourant à Beyrouth, où il fut soigné par les Lazaristes et d'où il fut embarqué pour la France. Il y arriva à la fin de 1837 les poches vides, le corps usé par la maladie et les privations, et la vue perdue pour le reste de ses jours.

Il avait à peu près trente-cinq ans, et sa jeunesse, irrévocablement enfuie maintenant, s'était écoulée ignorante de tout plaisir sans que sa carrière eût encore bénéficié en rien des privations que la nécessité lui avait imposées. Il ne réalisait que trop exactement le triste portrait qu'il avait tracé de lui-même quelques années auparavant dans une lettre à un ami : « Rien de ce que j'avais osé espérer ne s'est réalisé. Voilà. J'ai parcouru une grande plaine grise semblable au désert que je crois voir sans que mes pieds y laissent la moindre trace. J'ai reconnu le néant de toutes choses sans en avoir possédé aucune. Maintenant sans désir, sans volonté, comme une branche morte, je me laisse emporter au gré du courant, sans me soucier trop où il me portera. » Quiconque sera saisi en pleine fleur par la pauvreté ou le chagrin en gardera toujours une ineffaçable empreinte de tristesse, et la personne de Gleyre portait témoignage de la douloureuse vérité de cette observation. On devinait en l'approchant quelqu'un qui n'avait pas joui de sa jeunesse, dont le printemps désolé par les bourrasques malicieuses de la mauvaise chance et les averses glaciales des mesquins déboires avait été à peine différent de la saison morose où la vie s'a-

chève dans la mélancolie des souvenirs et l'amertume des regrets.

Après les rigueurs de la fortune, l'injustice et la malfaisance des hommes: il avait déjà fait quelque peu connaissance avec les aménités de notre nature pendant son séjour à Rome et son voyage en Orient, mais c'est à son retour à Paris, au moment même où, après de si longues épreuves, il avait besoin de ne rencontrer autour de lui que sympathie et équité qu'il lui fut donné d'en faire l'expérience la plus inattendue et la plus cruelle. Mis en rapport par Paul Delaroche avec le duc de Luynes, qui commençait alors la restauration de son château de Dampierre, Gleyre accepta comme une heureuse fortune d'orner de peintures l'escalier de cette riche habitation. Malheureusement pour le pauvre Gleyre, la décoration principale du château avait été confiée à M. Ingres, maître exclusif et jaloux qui n'admit jamais qu'il y eût place pour un autre artiste là où il avait été une fois appelé, et qui ne pécha jamais par excès de confraternité. Les boutades de son intolérance sont restées célèbres, et une des choses qui nous ont toujours le plus étonné, étant donnée l'irritabilité bien connue des artistes, c'est la patience avec laquelle elles ont été supportées et l'impunité qu'elles ont invariablement obtenue. Les enfans perdus de l'art seuls ont parfois essayé quelques plaisanteries contre le vieux maître, mais aucun artiste, pour peu qu'il fût sérieux, n'a jamais cherché, même blessé, à prendre revanche de ses dénigremens. Rien ne témoigne mieux que ce fait de la haute autorité que s'était conquise l'illustre peintre. Notez que ces boutades n'étaient pas de simples railleries plus ou moins heureuses, c'étaient la plupart du temps de véritables dénis de justice ou des jugemens agressifs prononcés avec une véhémence qualifiée de vivacité nerveuse par euphémisme mondain, mais qui dans le langage des gens sans monde a toujours porté le nom plus vrai de violence. Qui ne se le rappelle, par exemple, à la première exposition universelle, sortant avec précipitation et comme suffoqué de la salle d'Eugène Delacroix, en criant : « Cela sent le soufre, cela sent le soufre, » pantomime et parole que sa rivalité avec le grand coloriste rendait pour le moins d'un goût douteux. Quelquefois cette violence était tellement exagérée qu'elle en prenait une tournure plaisante. J'entends encore Hector Berlioz raconter comment M. Ingres, grand admirateur de Mozart, ayant été amené dans le cours d'une conversation à se prononcer sur le compte de Rossini, s'était levé tout à coup en vociférant avec fureur : « Ne me parlez pas de cet homme, s'il était ici je lui donnerais un coup de couteau. » Il entre un jour en notre présence dans un salon où était appendu un portrait de Ricard, s'en approche, et, s'étonnant de trouver l'œuvre moins mauvaise qu'il ne s'y attendait : « Mais c'est donc un peintre que M. Ricard? » s'écrie-t-il pour exprimer sa dédaigneuse

estime. Plus discret en apparence à l'égard du pauvre Gleyre, le dédain de M. Ingres n'en fut pas moins fatal à l'artiste. Lorsqu'il vit les peintures exécutées par l'auteur futur de tant d'œuvres magistrales, il ne prononça pas une parole, mais, au témoignage de Célestin Nanteuil, il se voila les yeux de ses deux mains par une pantomime qui lui était habituelle lorsqu'il voulait abréger l'expression de sa sévérité et porter une condamnation absolue sans paraître insister. C'en fut assez; le lendemain, les peintures de Gleyre étaient effacées par ordre du duc.

Les amis de M. Ingres, nous dit M. Clément, ont toujours nié que le maître ait eu part à cette œuvre de destruction, et prétendent qu'il se borna à demander que les parties secondaires de la décoration du château fussent confiées à ses seuls élèves. Cette justification, à notre avis, laisse quelque chose à désirer, car qui ne voit que cette demande aboutissait exactement au même résultat que l'exigence la plus rigoureuse? En vérité, plus on réfléchit à la conduite tenue par M. Ingres en cette occasion, et plus elle paraît injustifiable. Ce qu'il y a de presque piquant dans cette lamentable affaire, c'est qu'en frappant ce coup cruel, M. Ingres frappait directement sur ses propres troupes et pour ainsi dire sur lui-même. Il ne se douta pas que ce coup atteignait le seul artiste contemporain qui offrît avec lui de manifestes analogies, un artiste solitaire comme il l'avait été lui-même pendant tant d'années et pour les mêmes raisons, soucieux à son égal de la dignité de l'art et impatient à son égal aussi du charlatanisme des coteries, épris des mêmes modèles et assignant à la peinture pour même but suprême la reproduction respectueuse de la beauté. Ces ressemblances, M. Ingres était excusable sans doute de ne pas les deviner, Gleyre étant alors profondément inconnu; mais la victime les sentait certainement, et le sentiment qu'elle en avait n'en rendait sa blessure que plus douloureuse. Être frappé par ceux que l'on hait et que l'on méprise n'est rien, l'âme n'en rebondit sous l'outrage que plus vigoureuse; mais être frappé par ceux que l'on aime ou que l'on respecte, voilà qui tue tout courage, et nous laisse sans ressources pour la résistance ou la vengeance. C'est la mélancolique expérience qu'eut à faire le pauvre Gleyre, et il la fit avec une entière noblesse, car, interdisant à son légitime ressentiment d'attenter à son respect, il resta toujours muet sur cette injustice, et ne se permit jamais un mot amer contre l'homme éminent qui la lui avait infligée.

Voilà bien des causes de solitude; cependant un certain biais de nature en ajoutait une dernière, la plus puissante de toutes, car elle la rendait irrémédiable. Gleyre était affligé d'une *misogynie* ou d'une *gynophobie*, comme on voudra nommer ce travers excentrique, qui lui fit redouter le mariage à l'égal de la plus désas-

treuse calamité. Il y a, croyons-nous, peu de *misogynes* par nature, et c'est d'ordinaire par accident ou réaction dangereuse qu'on est atteint de cette curieuse maladie. La *misogynie* est alors le fruit d'une expérience amère qui ne peut se faire qu'assez tardivement. On y arrive par révolte contre l'ingratitude féminine, par désespoir d'avoir été trahi, par mépris d'un amour mal placé; Shakespeare dans *Cymbeline* et Arioste dans l'*Orlando* nous ont présenté des exemples motivés avec une ironique éloquence de cette aberration du cœur, excessive peut-être, mais souvent justifiable. Ce n'était par aucune des causes que nous venons d'indiquer que Gleyre était arrivé à la *misogynie*. S'il y avait eu des chagrins d'amour dans sa vie, il n'en avait rien transpiré, et il est permis de croire que c'étaient plutôt des chagrins d'avant que des chagrins d'après réalisation; or l'on dit que les premiers sont infiniment plus purs, plus poétiques et moins atroces que les seconds. Gleyre avait d'ailleurs été pauvre toute sa vie, et qui ne sait qu'un des seuls bénéfices de la pauvreté et de la mauvaise fortune est d'exempter de telles souffrances! Ce qui prouve que cette *gynophobie* était bien chez lui une inclination de nature, c'est que nous l'y voyons exister de tout temps. Tout enfant il s'écriait en assistant au mariage d'un de ses parens : « Est-ce qu'on est forcé de se marier quand on est grand? » Lorsque son frère Samuel se maria en 1826, il en eut un profond chagrin. « Tu me sembles toujours bien taquin pour ennuyer le pauvre Samuel avec sa femme. N'est-il pas déjà assez malheureux d'être marié? » écrivait-il quelques années plus tard à un autre de ses frères. Si profonde était son antipathie à cet endroit du mariage que les ennuis les plus extrêmes de l'isolement étaient incapables de le réconcilier avec cette belle institution. Un jour que M. Clément le priait d'abdiquer la liberté un peu glaciale de son célibat contre la sujétion plus tiède du mariage, Gleyre coupa court à la conversation par ce mot singulier peut-être, mais capable cependant de faire réfléchir quelques personnes : « Me voyez-vous trouvant chez moi une étrangère en rentrant le soir? » On ferait un charmant petit livre des mots piquans et facétieux de Gleyre sur le mariage à l'instar des *table talks* des illustres Anglais ou des dits et sentences mémorables des sages de l'antiquité. Un de ses amis lui annonçait son mariage : « Hélas! dit-il, je me suis toujours douté que vous finiriez ainsi. *C'était votre pente.* » D'un autre il disait : « Fortune, talent, santé, il avait tout, mais il était marié. » On le voit dans ses lettres enregistrer comme des catastrophes les mariages successifs de tous ses amis, et mener tour à tour leur deuil avec une expression de regret dont la sincérité ne peut être mise en doute. « Tu as peut-être entendu parler du malheur arrivé à Flacheron, écrit-il de l'un de ces amis. Cela nous a fait bien de la peine. C'était un si bon

garçon! L'infortuné a succombé après une lutte de trois ans. Il n'y a plus à en douter. Je l'ai vu, de mes propres yeux vu. A vingt-cinq ans, marié!.. je n'y veux plus penser. » Quelquefois cette catastrophe du mariage lui apparaît comme le légitime châtiment des péchés de la victime, c'est le seul cas où il y applaudisse. « J'ai vu ce matin Kaisermann, de la Sarraz, dont vous avez peut-être entendu parler. C'est un vieux chien d'avare dont il n'y a rien à espérer de bon. Il va, je crois, renvoyer ses neveux et se marier. Il est bien juste qu'il soit puni de tous ses péchés à la fin. » Si forte est la préoccupation de cette antipathie qu'elle le poursuit même lorsqu'il pense et rêve. Parmi les notes qu'il écrivait pour son propre compte et qui n'étaient pas destinées à passer sous d'autres yeux que les siens, nous rencontrons celle que voici : « Dieu veut éprouver Job. Tout est possible à Dieu. Il lui enlève toutes ses richesses, brûle ses maisons, fait mourir ses fils et ses filles, le couvre d'ulcères, *mais il lui laisse sa femme*. Serait-ce une épigramme de l'écrivain sacré? » On pourrait dire sans trop d'exagération qu'il n'a réellement toute sa verve et tout son esprit que lorsqu'il exprime sa *gynophobie*. Alors tout coule comme de source, c'est pour lui un véritable mobile d'inspiration et d'originalité.

La vie a vraiment d'étranges compensations. Elle avait, nous venons de le voir, tout refusé à Gleyre, fortune, amour, succès, et cependant ce fut à la persistance même de ces refus qu'il dut sa célébrité. Il y eut un jour où le cœur trop plein déborda, où l'âme sentit le besoin de se plaindre du long déni de justice de la destinée. Un certain soir, au bord du Nil, il avait eu naguère une vision étrange dont le souvenir lui était toujours resté présent; une barque chargée d'anges d'une beauté merveilleuse lui était apparue glissant sur le fleuve aux accords d'une musique céleste. Il traduisit cette vision par le pinceau, et il en résulta ce délicieux tableau du *Soir*, dont le grand succès au salon de 1843 fit entrer son nom dans la mémoire du public. Si jamais peinture a mérité le nom d'*autobiographique*, c'est bien celle-là. Cette vision à la fois brillante et mélancolique, c'est l'image même de sa vie, transfigurée et condensée de la manière la plus poétique et la plus élégante. Sous cette transfiguration, tout ce qui avait été misère ou vulgarité dans son existence s'est éteint ou a disparu, et il n'en est resté que ce qui tenait à l'être moral et méritait d'en resplendir, les longues tristesses et les espoirs blessés. Toutes les promesses trompeuses de sa jeunesse, il en a chargé cette barque qui fuit sous le regard de ce poète assis sur la rive du fleuve dans une attitude de si morne accablement, douloureuse incarnation de ses déceptions et de ses lassitudes. Il ne faut pas non plus une bien grande attention pour découvrir dans cette toile la présence de ces sentimens de *misogynie*

dont nous accusions tout à l'heure chez l'artiste la singulière vivacité. La composition de cette scène, que nous n'osons appeler ravissante malgré toute sa grâce, a été combinée de manière à rendre avec la plus extrême simplicité de moyens l'expression du désespoir le plus profond et le plus inguérissable. Le poète et les personnages de la barque ne paraissent pas s'apercevoir. D'un côté tout est indifférence, de l'autre tout est torpeur. Ces belles jeunes femmes ne sont occupées que d'elles-mêmes; que leur en coûterait-il d'interrompre un instant leurs concerts pour appeler le malheureux qui ne serait pas indigne de leur compagnie? Et le poète, de son côté, pourquoi reste-t-il plongé dans sa rêverie et ne fait-il aucun mouvement pour appeler l'attention sur lui? Rien ne lui serait plus aisé, car la barque est pour ainsi dire à sa portée, et il pourrait y sauter de la rive. Il est bien las, il est vrai, car le bâton de pèlerin sur lequel pose sa lyre dit assez qu'il a longtemps marché sous la chaleur du jour; mais est-ce à la seule lassitude qu'il faut attribuer cette inertie? Non, cet accablement parle avec plus d'éloquence. « A quoi bon appeler, dit ce morne personnage, mon âme ne serait plus assortie à tant d'heureuse turbulence, ma triste expérience serait en désaccord avec tant de gaie candeur. C'est aux fraîches heures de la matinée ou aux chaudes heures de l'après-midi qu'il fallait rencontrer cette barque; maintenant il est trop tard. Voyez, les ombres descendent épaisses comme pressées de s'emparer de la terre, il ne reste au ciel qu'une longue nappe de rouge lumière, emblème de la jeunesse qui s'éteint; la lune, astre propice aux souvenirs mélancoliques, montre son croissant et m'invite à me rappeler le temps qui s'est enfui; seules, quelques abeilles d'or, symboles des paroles harmonieuses, bourdonnent dans la splendeur du couchant, comme pour m'avertir que l'inspiration même, don suprême de mon génie, touche à ses derniers accens. Que cette barque continue donc son heureux voyage, tandis que moi j'attendrai ici la nuit où ma noire rêverie glissera comme dans son élément naturel. Que ces jeunes femmes effeuillent insoucieuses les fleurs de leur vie à l'instar du bel enfant assis sur le bord de la barque; elles auront eu au moins, quand viendra l'heure des regrets, le bonheur de les avoir effeuillées, et elles ignoreront qu'il y a quelque chose de plus cruel que de perdre ses illusions, et que ce malheur c'est de ne jamais rencontrer la réalité qui nous permet de prendre la mesure de notre rêve. » Tel est traduit en langage vulgaire le sens de cette œuvre radieusement lugubre où la plus délicate harmonie a rapproché et fondu les caractères les plus opposés, œuvre à la fois impersonnelle par la conception et personnelle par l'accent, généralisation morale sans rien d'abstrait

et confidence individuelle sans aucune souillure de réalisme, une des seules toiles que nous connaissions qui possède le rare privilège de faire éprouver à un égal degré le genre de plaisir que donne la peinture et le genre de plaisir que donne la poésie. Et ce charmant tableau n'est pas seulement un résumé de la vie morale de l'artiste, il est encore un résumé de sa vie intellectuelle, et, si j'ose ainsi parler, un élixir de toutes les lectures enthousiastes de sa jeunesse. Gleyre se raidit pendant toute sa carrière pour échapper aux influences de son époque, mais il fut un jour au moins où il succomba en toute naïveté, et ce fut le jour de ce tardif et heureux début. *Le Soir*, en effet, porte au plus haut degré le cachet du romantisme. En peignant cette toile, Gleyre fit en toute exactitude une œuvre très analogue au *Lac* de Lamartine, à *la Tristesse d'Olympio* de Victor Hugo, à *la Nuit de décembre* d'Alfred de Musset, et qui n'est inférieure à ces admirables inspirations poétiques ni pour le lyrisme de la facture, ni pour la puissance de transmission du sentiment.

Ce tableau du *Soir* est à peu près tout ce que la foule a jamais connu de Gleyre. En effet, quoique sa carrière d'artiste ait été longue, elle fut pour le public presque aussitôt fermée qu'ouverte. En 1845, il exposa la *Séparation des Apôtres*, et, malgré le succès obtenu par cet ouvrage, il renonça dès lors, pour les singuliers scrupules que nous avons dit, à prendre part aux tournois annuels de l'art. Une de ses plus belles œuvres, la *Danse des bacchantes*, achetée par don François d'Assise, figura pendant quelques jours au salon de 1849, où elle fut envoyée par l'ambassade d'Espagne, mais ce fut contre le gré et à l'insu de l'auteur, qui la fit enlever dès qu'il eut connaissance de cette sympathique indiscrétion. A partir de ce moment, la vie de Gleyre, sauf quelques rares voyages, n'offrit plus aucun incident digne d'être noté. Ses vingt-cinq dernières années s'écoulèrent au sein de la plus laborieuse uniformité, et pourraient être résumées par ces simples mots imités des concises épitaphes romaines : il garda l'atelier, et fit de nobles tableaux. Chaque jour le vit à son chevalet travaillant pour le compte du beau avec le désintéressement de l'ascète qui s'est voué tout entier au service d'un Dieu qui lui reste caché, chaque soir le vit causant politique et art avec quelques groupes d'amis choisis, ou écoutant avec une attention recueillie qui n'excluait pas toujours l'ironie les controverses des hommes d'état du fameux divan Lepelletier sur l'état présent et les destinées plus ou moins proches du monde. Le *Penthée*, les *Romains sous le joug*, l'*Omphale*, le *Daphnis et Chloé*, la *Minerve et les Grâces*, voilà quels furent dès lors les événemens de sa vie. Si n'avoir pas d'histoire constitue le bonheur, Gleyre put donc être heureux pendant la seconde moitié de sa carrière ; mais il

est douteux que le célèbre aphorisme de Montesquieu s'applique avec autant d'exactitude aux individus qu'aux peuples, et par conséquent je crains fort que le bonheur de Gleyre pendant ces longues années se soit composé simplement d'une tranquille tristesse; c'est au moins le seul visage sous lequel m'ait jamais apparu cette incertaine félicité.

Nous insisterons moins sur l'artiste que nous n'avons insisté sur l'homme, et dans l'artiste c'est encore l'homme que nous chercherons avant tout. Les descriptions aussi élégantes qu'exactes que M. Clément a données des œuvres de son ami nous abrègent en effet cette partie de notre tâche, et les jugemens aussi minutieusement motivés qu'équitablement formulés qu'il en a portés nous invitent à nous en tenir sur ce sujet à nos impressions les plus strictement personnelles. Gleyre n'est point un de ces artistes sur lesquels les opinions peuvent varier à l'infini et qui comportent des jugemens opposés. On peut l'aimer ou ne pas l'aimer, mais ni la sympathie, ni l'antipathie ne sont susceptibles à son égard de nombreuses nuances. En écrivant son livre, M. Clément a parlé pour tous ceux qui aiment le talent de Gleyre, ses opinions et ses jugemens ont pour ainsi dire un caractère collectif; en conséquence, à quoi bon répéter ce qui a été excellemment dit une fois, et dit en quelque sorte en notre propre nom?

Les opinions longuement réfléchies de Gleyre sur la nature, la portée et l'objet propres de son art donnent la clé de son talent. Ces opinions étaient saines, judicieuses, énergiquement exclusives. Il n'admettait pas que la reproduction des scènes de la vie familière fût un emploi digne de la peinture, à moins que ces scènes ne permissent l'étude du nu et ne se prêtassent ainsi à l'expression de la forme. C'est dire qu'il excluait les sujets de genre des domaines de l'art véritable, et que, tout démocrate qu'il était, il ne se serait nullement gêné à l'occasion pour dire comme Louis XIV, et pour les mêmes raisons que lui, devant certaines manifestations de l'art réaliste : « Éloignez de moi ces magots. » Le paysage lui semblait un genre de décadence, et l'importance si glorieuse à certains égards qu'il s'est conquise dans l'art contemporain une usurpation; il ne voyait guère dans la nature que des encadremens et des fonds, et en réalité il ne l'a jamais fait servir qu'à cet usage accessoire, bien que ses paysages aient toujours été traités avec autant de conscience et de soin que les figures qu'ils étaient chargés d'encadrer. La peinture dramatique et d'expression telle que certaines écoles l'ont entendue, c'est-à-dire violente, fougueuse, mouvementée, ne lui agréait ni chez les maîtres passés, ni chez les artistes contemporains, et je crois bien que Rubens est la seule exception

sérieuse qu'il fit à cet égard. Je ne lui ai jamais entendu parler avec une sympathie franche et entière de l'école de Delacroix, par exemple, et j'ai encore présens à la mémoire les jugemens dédaigneux qu'il prononçait sur l'école espagnole et les dernières écoles italiennes. Il admettait certainement la reproduction par la peinture des scènes historiques, *les Romains passant sous le joug* et *l'Exécution du major Davel* sont là pour l'attester; mais ce n'était pas cependant sans une certaine froideur, et l'on peut dire que ces deux toiles sont une exception dans son œuvre générale. Pour Gleyre, l'objet essentiel, — il aurait volontiers dit unique, — de la peinture était la reproduction de la beauté, et tout ce qui s'écartait de ce but élevé n'était que déviation et corruption. Rien ne put jamais ébranler sa foi dans ce *Credo*, ni ses penchans démocratiques, ni les exemples de certains succès contemporains. En dépit de tous ses sentimens de *misogynie*, la beauté fut son idole; à défaut d'autre religion, il eut celle-là, et il l'eut entière, sans aucune intolérance, il est vrai, mais aussi sans aucun *latitudinarisme*, ni aucune hétérodoxie. C'est qu'il devait cette foi à une influence qui peut difficilement s'effacer quand elle a été sérieusement ressentie et qu'elle s'est exercée sur une nature sans légèreté; or Gleyre était une nature sans légèreté. Quiconque considérera l'ensemble de son œuvre ne pourra manquer d'être frappé de la prise extraordinaire que le génie de la renaissance italienne eut sur lui. Le long séjour de Rome a porté ses fruits, et les leçons de la ville éternelle n'ont jamais été ni oubliées, ni remplacées par d'autres. Ses maîtres véritables, c'est Raphaël, Léonard de Vinci, le Corrège, André del Sarto; ce qu'il sait, c'est ce qu'ils lui ont enseigné, et ce qu'ils ne lui ont pas appris il veut l'ignorer de parti pris, ou il le rejette comme puéril ou indigne. Voilà pourquoi Gleyre fut un solitaire au milieu des artistes de son temps, pourquoi il se tint à l'écart de toute école et de toute coterie. Le sentiment qu'il avait de la beauté était trop libre pour les traditions de l'école classique, trop correct pour les audaces de l'école romantique.

Gleyre fut donc en art un idéaliste, rien qu'un idéaliste, et je m'étonne que M. Clément, qui connaît par le menu l'œuvre de son ami et qui l'a si habilement décrite, ait pu se demander un instant si c'était dans la catégorie des servans de l'idéalisme ou dans celle des servans du naturalisme qu'il fallait le placer. Si Gleyre ne mérite pas le nom d'idéaliste, je ne sais trop à quel peintre il faudra le donner. Un jour que l'on accusait Rubens de matérialisme à cause du plantureux embonpoint de ses personnages féminins devant un critique d'art mort récemment, celui-ci répliqua avec une vivacité pleine de justesse : « Où donc est ce matérialisme? Dans le senti-

ment et la pensée de Rubens, ou dans les modèles dont il s'est servi? Si je veux écrire, il me faut bien du papier, de l'encre et une plume; si je veux peindre, il me faut forcément avoir recours aux formes que j'ai sous la main. » Cette boutade définit à merveille le caractère des emprunts que Gleyre faisait à la nature. Il lui demandait des modèles et des formes qu'il corrigeait et purifiait pour les mettre en harmonie avec ses conceptions. Il y a toujours nécessairement un certain degré de naturalisme dans toute peinture, puisque l'art de peindre ne peut demander qu'à la seule réalité ses élémens et ses moyens d'expression, et par conséquent il est souvent fort difficile en face de certaines œuvres de dire avec certitude si la part qui revient à la nature est plus forte que la part qui revient à l'inspiration du peintre. L'essentiel, pour décider la question, c'est que l'ensemble de l'œuvre donne une impression générale d'idéal; or, cette impression, les toiles de Gleyre la donnaient toujours.

Diane, *la Nymphe Écho*, *la Vierge et les deux Enfans*, *Vénus Pandemos*, *Phryné*, *le Coucher de Sapho*, *les Baigneuses*, *Minerve et les Grâces*, *Hercule et Omphale*, *Daphnis et Chloé*, *Adam et Ève*, *le Bain*, *la Charmeuse*, *l'Innocence*; tous ces titres de toiles de Gleyre disent assez qu'elles ont pour seul objet la reproduction de la beauté. Ce sont tous sujets traditionnellement employés, ne comportant qu'un nombre très restreint de personnages, sans élémens dramatiques, des sujets pour ainsi dire reposés, rigoureusement circonscrits dans la grâce, par conséquent choisis à merveille pour concentrer l'attention du spectateur sur les expressions de beauté d'où elles tirent leur adorable, mais unique intérêt. Rien là qui puisse distraire la pensée, ni partager la curiosité de l'œil; facilitée par cette contrainte, la contemplation peut se prolonger avec la liberté d'une rêverie qui est assurée contre toute interruption. C'est pour cela que ces thèmes calmes furent préférés des maîtres de la renaissance tant que la beauté pure fut leur principal souci, car les scènes à nombreux personnages et à grand fracas dramatique ne vinrent au monde que lorsque les artistes eurent, comme les Vénitiens, la préoccupation de la magnificence à l'égal de la préoccupation de la beauté, ou placèrent, comme les peintres de Bologne, l'expression avant toute autre chose. Gleyre connaissait trop intimement sa renaissance pour n'avoir pas remarqué de quelle importance est le choix du sujet pour le but qu'il poursuivait avant tout autre; aussi ne chercha-t-il jamais que par exception les thèmes dramatiques et compliqués; seulement, en vrai fils de son siècle qu'il était, il remplaça les thèmes chrétiens des artistes de Florence et de Rome par des thèmes empruntés aux légendes et aux fables de l'antiquité païenne, lesquels d'ailleurs, il en faut convenir, se prêtaient mieux

que les premiers à ces études du nu que Glyre affectionnait particulièrement et où il voyait la plus grande difficulté et le plus sérieux triomphe de la peinture.

Ces leçons de la renaissance, quoique docilement observées, ne donnèrent cependant naissance à aucun de ces types de beauté abstraite et conventionnelle qui se rencontrent fréquemment dans les écoles de décadence, et qu'on peut rapporter à l'idéal par une perversion du sens de ce mot, car ils n'existent en effet qu'en idée et ne rappellent aucune ressemblance. Si chez Gleyre les formes sont anciennes, les expressions en revanche sont toutes modernes, et c'est là peut-être ce que l'on entend lorsqu'on parle de son naturalisme. Personne n'a fait une plus ingénieuse et plus heureuse application du vers célèbre d'André Chérier :

Sur des pensers nouveaux faisons des vers antiques.

Il en résulte bien parfois une légère hallucination chez le contemplateur, car il arrive souvent que les corps paraissent d'un autre siècle que les visages, mais cette hallucination est toute charmante, puisqu'elle ne suscite que les plus gracieux spectres, et nous ne pouvons qu'admirer la finesse psychologique avec laquelle l'artiste, par un air de tête, par un sourire, par un regard, a su rapprocher de nous ces antiques sujets de manière à en faire les transparens de notre vie moderne. Que le fin sourire de cette Omphale trahit de despotisme savant ! comme l'ironie est intérieure et que le secret de cette âme reste bien caché ! Est-ce bien l'exigeante reine d'Asie, ou n'est-ce pas plutôt une belle dame moderne, d'un dilettantisme accompli en matière amoureuse, qui sait que l'esclavage de l'homme est mieux assuré par les manœuvres silencieuses que par les paroles impérieuses? Voici Daphnis et Chloé revenant de la montagne ou passant le ruisseau. Ce sont bien eux, en vérité, et l'artiste a ressuscité avec une grâce exquise les héros de la pastorale de Longus; serait-il bien impossible cependant de transporter l'un au moins de ces deux personnages dans un autre âge et une autre civilisation, et Chloé ne pourrait-elle sans trop grandes modifications représenter le personnage de Virginie à l'éclosion de la puberté? Cette Diane aux yeux limpides comme les sources et au visage froid comme la chasteté ne vous donne-t-elle pas l'impression de quelque charmante Anglaise, et ne semble-t-elle pas sortir de quelque *keepsake* sans mièvrerie ni grâce compassée? Qu'est-ce que la délicieuse Vierge avec les deux enfans, sinon une dame de nos jours peinte avec le souvenir et la préoccupation de Raphaël et du Corrège? Cette mère de *l'Enfant prodigue* au visage blêmi par le chagrin, qui s'est levée à l'approche du fils à qui elle doit sa vieillesse pré-

maturée et étend les bras vers lui avec un si pathétique mouvement de tendresse, ne vous fait-elle pas penser à quelque vertueuse Monique moderne qui saluerait le retour de quelque Augustin repentant? Les longs siècles de la civilisation chrétienne sont trop profondément empreints sur ce visage sévère pour que cette mère soit une Juive contemporaine de Jésus. Regardez maintenant cette gaie, radieuse, presque féerique composition appelée *Minerve et les Grâces*, comme tout cela est antique par la mise en scène, par la pureté des formes, par la finesse des lignes, mais que tout cela est moderne par les jeux de physionomie et les expressions des sentimens! Que cette Aglaé est bien Grecque en effet par la délicate netteté des traits, mais qu'elle est Parisienne par la subtilité de son sourire et l'élégance de son port de tête, et que les beaux yeux spirituellement étonnés de cette singulière Minerve sont habitués à se mirer dans d'autres glaces que le cristal mouvant de l'Hippocrène! L'admirable jeune fille nue du tableau du *Bain* a été dessinée avec une perfection digne des maîtres de la renaissance; mais est-ce à Florence ou à Paris, au XVIe siècle ou au XIXe, qu'appartiennent cette attitude d'une grâce si originale et cette distinction physique si exceptionnelle qui font de cette figure presque l'égale des plus célèbres créations de la peinture? Cette réalité contemporaine, loin de nuire au caractère d'idéalité des œuvres de Gleyre, le confirme au contraire, car elle est elle-même un idéal, étant la partie la plus fugitive, la plus difficilement saisissable, la plus immatérielle des phénomènes extérieurs qui témoignent de notre vie morale. Ces jeux de physionomie, ces attitudes, ces sourires, nous les reconnaissons sans peine, et cependant c'est en vain que nous chercherions à les retrouver, tant tout cela est de qualité rare et presque unique. Ce sont des éclairs qui n'ont lui peut-être qu'une seule fois et qu'un instant, mais qui ont été fixés aussitôt qu'aperçus ou retrouvés par la mémoire avec une sagacité singulière lorsque l'artiste en a eu besoin pour illuminer son sujet ou lui communiquer l'étincelle de vie.

Le sentiment de la beauté était chez Gleyre invincible. Il exécrait la laideur, et ne pouvait pardonner au réalisme contemporain la systématique exhibition de vulgarités par laquelle, — c'était son mot, — il salissait le goût public. Cependant c'était plutôt avec gaîté qu'avec colère qu'il jugeait d'ordinaire les prétentions de certains artistes, et nous entendons encore l'accent de bonhomie railleuse avec laquelle il racontait un jour devant nous comment le maître Courbet, étant allé voir un paysage composé par un jeune peintre, s'était affligé de trouver l'œuvre trop gracieuse. « Pourquoi donc, avait-il dit avec reproche au jeune artiste, faites-vous toujours les

jolis paysages? Il faut aussi faire les laids. » C'était là un genre de radicalisme égalitaire que Gleyre, tout démocrate qu'il fût, ne pouvait admettre. C'est en vain que les disciples du maître peintre d'Ornans auraient essayé de lui démontrer que la beauté était chose aristocratique, il aurait répondu qu'elle était mieux que cela, c'est-à-dire chose divine, et que lui faire outrage était crime de sacrilège. Toute profanation de la beauté lui était odieuse, et il en déplorait avec une tristesse amère les emplois coupables et bas. Voyez par exemple comme ce sentiment s'exprime avec clarté dans cette *Vénus* dont le surnom de *Pandemos* n'aura sans doute pour personne besoin d'explication. Un poète oriental pourrait dire en toute exactitude que cette belle femme nue est digne d'une couche royale, car c'est une véritable beauté de sérail, une beauté de Circassienne et d'odalisque, et on ne saurait assez admirer la finesse pleine de décence avec laquelle l'artiste a su insinuer sa pensée et défini en quelque sorte son personnage par le choix même de ces formes splendides. Aucune fête nuptiale n'est pourtant réservée à cette superbe fille, car c'est vraisemblablement vers le sabbat qu'elle se dirige, on n'en peut douter à la monture sur laquelle elle est assise dans une attitude pleine d'élégance et d'abandon, un bouc, symbole de luxure et d'impureté. Ah! que ce voyage promet de tristesses! La belle sorcière dont le visage dissimule mal la douleur sous un feint sourire se retourne vers l'Amour qui s'envole désespéré en se cachant la tête dans ses mains. Son seul guide désormais c'est ce petit satyre cornu, dont l'aspect n'est pas non plus bien gai; d'une main il porte une torche trop fumeuse, et de l'autre il tire par la barbe le satanique animal qui baisse la tête d'un air morne et semble refuser d'avancer comme s'il avait regret de porter au sabbat une si riche proie. Cette œuvre blesse l'âme en même temps qu'elle captive les yeux, on admire et on frissonne. Gleyre a pu faire des œuvres plus grandes, plus nobles, plus difficiles, il n'en a pas fait après *le Soir* de plus personnelle, et qui donne mieux la clé de sa nature.

Une chose très curieuse à noter, c'est que la *misogynie* de Gleyre trouvait son compte à ce sentiment de la beauté et parvenait à se satisfaire par le moyen de son art. Tout intraitable qu'il fût à l'endroit de son culte, il ne lui déplaisait pourtant pas d'en surprendre en délit de péché les gracieuses prêtresses et de les montrer irrespectueuses envers son Dieu. Il est certain, la liste de ses ouvrages en fait foi, que les sujets qui révélaient au vif les penchans plus ou moins coupables de la nature féminine étaient assez de son goût; mais il est tout aussi certain que le choix de ces sujets ne fit jamais rien perdre à son pinceau de sa décence et de sa pureté.

Gleyre ne s'abaissa jamais jusqu'à l'équivoque, même dans les sujets qui le comportaient le plus; j'en prends à témoignage nombre de ses toiles, et en particulier sa délicieuse *Nymphe Écho*. Que le sujet est délicat, et qu'il a été chastement traité! Dans l'enfoncement d'un ravin, à l'ombre d'un haut rocher qui la protège contre les regards, la nymphe s'est dépouillée de ses vêtemens pour se plonger dans le fleuve, révélant ainsi un corps aux contours adorables, formé à souhait pour l'amour. Rassurée par la solitude et l'ombre, Écho a rêvé et parlé tout haut, et voilà, ô surprise! qu'une voix lui a répondu et que son rêve fait chair lui apparaît dans le lointain sous la forme du jeune Narcisse, si bien fait pour la comprendre. Quoique ce corps, par la souplesse moelleuse de ses formes, soit l'incarnation même de la volupté, cela est d'une incontestable pureté, de ce même genre de pureté que nous admirons dans André Chénier dont les sujets sont cependant la sensualité même; mais ne devinez-vous pas ce que ce sujet serait aisément devenu si vous le supposez traité par certains de nos peintres du XVIIIe siècle?

L'intention épigrammatique s'accuse avec une tout autre netteté dans l'*Omphale* dont nous avons déjà parlé et dans le *Penthée poursuivi par les Ménades*. Dans l'*Omphale*, l'artiste a voulu très expressément représenter l'abrutissement auquel un amour mal placé peut entraîner une virile nature, et il y a pleinement réussi. Nous ne reviendrons pas sur le caractère de discrète astuce de la reine de Lydie, mais nous devons faire remarquer l'ardeur stupide avec laquelle Hercule accomplit la ridicule besogne qu'il s'est laissé imposer. « Comme cet Hercule file avec conviction! » dîmes-nous à l'artiste lorsque nous vîmes ce tableau pour la première fois, et notre observation reçut une réponse que nous ne répéterons pas, mais qui renfermait exactement le sens que nous attribuons à cette œuvre. De même que l'*Omphale* représente la perfidie des femmes sous sa forme la plus artificieuse, le *Penthée* représente leur esprit de haine et de vengeance sous sa forme la plus implacable. Avec quelle ardeur sauvage ces folles furieuses poursuivent le malheureux coupable d'avoir découvert les mystères orgiaques! comme leurs yeux étincellent! comme leurs bouches hurlent de rage! comme leurs cymbales retentissantes rendent un son de glas funèbre pour Penthée, de tocsin de révolte pour les ménades attardées qu'elles appellent à la vengeance, et qu'on aperçoit courant dans le lointain ou se hâtant sur les hauteurs! Et l'indiscret, comme il fuit devant la mort certaine qui va l'atteindre! C'est la vélocité du cerf forcé par les chiens et qui arrive à ne plus toucher terre. M. Clément a raison de dire que cette figure de Penthée est une des plus saisissantes expressions de la terreur qu'un artiste ait jamais

créées et que la scène tout entière donne la sensation d'un mauvais rêve.

Dans la *Phryné* enfin, l'artiste a marqué avec une intention très évidente l'altération de nature qu'entraîne chez la femme le commerce de la beauté. Phryné debout laisse tomber ses vêtemens avec une expression non de pudeur effarouchée, mais d'ironique assurance mêlée d'une honte ressentie et comprimée avec amertume. Une nuance de sournoise effronterie déshonore ce ravissant visage, les lèvres sont fermées avec quelque dureté, les yeux regardent obliquement du regard louche de l'esclave. Le reptile rampe visiblement dans cette jolie tête posée sur un corps de déesse qui, par les formes, l'attitude et même les draperies, rappelle d'assez près la Vénus de Milo.

La Danse des Bacchantes, le chef-d'œuvre de Gleyre peut-être, et à mon avis l'une des plus belles œuvres de l'art moderne, se rattache aussi à ce même ordre d'inspiration. M. Clément fait remarquer avec une parfaite justesse que cette scène cent fois traitée par les artistes antérieurs a été rajeunie par Gleyre avec un accent tout personnel. Ce n'est pas en effet une simple bacchanale à la Poussin que cette danse orgiaque où Gleyre a déployé un véritable génie de psychologue et de moraliste. Rarement on a mieux rendu la religieuse impureté des fêtes païennes, et jamais on ne s'en est servi avec plus d'énergie et de profondeur pour exprimer les cruelles folies des sens. Tous les délires de la chair surexcitée, toutes les frénésies nerveuses des imaginations exaspérées sont là visibles. Jetez les yeux sur le groupe des musiciennes qui excite la danse sacrée. Cette joueuse de flûte, implacable pour elle-même, souffle dans son double instrument à en perdre haleine et à en tomber évanouie; elle aurait peur, si elle se relâchait, d'accorder un répit à la ronde bachique. Cette autre, au-dessus d'elle, avec quelle furie elle frappe ses cymbales! il ne lui suffit pas que la danse ne soit pas interrompue, elle veut en presser le rythme, en accélérer le vertige. Une troisième, d'une beauté accomplie, tournant sur les danseuses des regards d'une dureté presque menaçante, frappe son tambourin de la pointe de ses doigts comme un cavalier emporté par l'ardeur de la course éperonne son cheval à ensanglanter ses flancs. Encore, toujours, plus vite et plus vite, dit cet orchestre frénétique, et les bacchantes obéissent à ses invitations impérieuses. Cette belle et robuste fille au profil bestial qui se présente la plus proche des musiciennes, une peau de tigre jetée sur le bras, les reins cambrés, les seins proéminens, n'est-ce pas qu'elle est un type accompli de l'effronterie de la chair? Celle-là ne trébuche ni ne halette, mais sait visiblement porter l'impudeur avec la même

intrépidité que les buveurs exercés portent leur vin. Telle n'est pas cette autre danseuse qui l'avoisine; posant sur la pointe d'un seul pied, la tête rejetée en arrière, le corps replié en cerceau dans une attitude de gracieux acrobatisme, celle-là s'abandonne entièrement et proclame sa défaite. C'est au moins ce que paraît dire le regard de la charmante femme qui lui fait face, et qui, plus lente à l'ivresse, conserve encore toute la fermeté de son attitude. Sur le premier plan, à l'extrémité du tableau, en voici une qui est étendue inanimée, et, près d'elle, en voici une autre, sa compagne de tout à l'heure évidemment, qui est bien lasse et demanderait volontiers grâce; mais les bacchantes ne l'entendent pas ainsi, l'une la pousse par derrière, une autre la tire en avant d'un mouvement énergique: « Viens, disent-elles, et rentre dans la danse sacrée, le dieu te réclame jusqu'à entier épuisement. » Debout enfin contre la colonne qui supporte la statue de Bacchus, la prêtresse préside à la fête avec une impassibilité sévère que l'on soupçonne inexorable. Et toutes ces contorsions sont sans caractère grimaçant, toutes ces ivresses sont sans vulgarités, toutes ces frénésies étincellent et flambent dans des corps pleins de noblesse et de beauté. Théophile Gautier, rendant compte du salon de 1849, où, comme nous l'avons dit, ce tableau fut exposé quelques jours, écrivit, faisant sans doute allusion à un certain penchant au symbolisme que Gleyre tenait de son ancienne intimité avec Paul Chenavard et Edgar Quinet, « que ces bacchantes avaient bu du vin philosophique. » Eh non, c'est le peintre qui en a bu à leur place; quant à elles, elles n'ont bu que le vin le plus capiteux des sens. Ce jugement dédaigneux et injuste accuse un sentiment de froideur évident pour le talent de Gleyre, et une envie mal dissimulée d'hostilité que l'on s'explique difficilement chez un homme qui ne péchait pas d'ordinaire par excès de malveillance, et qui, tout romantique qu'il était, prisait encore plus la correction que la fougue et l'éclat. Gleyre semblait avoir gardé bon souvenir de ce jugement, car il ne manquait jamais, lorsqu'on parlait devant lui d'un feuilleton de Gautier, de demander « s'il avait mené paître heureusement son troupeau d'adjectifs. » Les écrivains et les artistes auraient peut-être la mémoire plus courte que celle des autres hommes si leur amour-propre bien aiguisé ne leur en faisait, par compensation, une seconde qui rétablit largement l'égalité à cet égard entre eux et le commun des mortels.

Gleyre, nous l'avons dit, montrait un enthousiasme modéré pour les compositions qui exigent un trop grand nombre de personnages, et c'est pourquoi il n'aborda que rarement les sujets historiques proprement dits. De ces sujets, il pensait sans doute un peu comme M. Jourdain de la physique, qu'il y avait là trop de tintamarre et

d'embrouillamini. L'impression du spectateur devant ces représentations des scènes historiques est en effet rarement une et étroite, et résulte de causes très complexes; c'est à l'histoire que l'on pense, aux personnages de la scène, au siècle où elle s'est accomplie, mais l'imagination n'est jamais aussi rigoureusement ramenée à l'art même que par les sujets simples. Deux fois cependant il s'est mesuré avec les difficultés qu'offre l'histoire, et deux fois son effort a été heureux. On peut dire en toute vérité de son tableau des *Romains passant sous le joug* qu'il occupe dans son œuvre générale la même place que le *Saint Symphorien* dans l'œuvre générale de M. Ingres. Comme dans le *Saint Symphorien*, la toile est peuplée jusqu'aux bords, cela est dense et pressé jusqu'à l'étouffement. Gleyre a triomphé dans cette œuvre d'une des difficultés les plus énormes contre lesquelles un artiste puisse avoir à lutter, l'absence d'un personnage pouvant servir de centre de composition. Il n'y a pas ici en effet, comme dans le *Saint Symphorien*, d'acteur principal qui ramène à lui les épisodes divers de la scène; il n'y a que deux personnages multiples, collectifs, les vainqueurs et les vaincus, et cependant l'artiste a su tirer de cette opposition une unité aussi étroite qu'on puisse la désirer, bien que cette unité soit toute morale et pour ainsi dire anonyme. On ne perd pas une seule des expressions infiniment variées de cette foule épaisse, et cependant il n'en est aucune qui retienne assez l'attention pour la distraire du sentiment général qui résulte de cet ensemble. Il faut admirer Gleyre pour s'être tiré de ce péril, il faut l'admirer plus encore pour avoir compris qu'il devait l'affronter, l'histoire ne lui offrant en cet épisode aucun acteur assez célèbre ou assez sympathique pour parler fortement à l'imagination et justifier l'importance qu'il aurait été obligé de donner au personnage chargé d'être centre du tableau. Nous n'avons pas à décrire minutieusement cette œuvre, qui, bien que n'ayant jamais été exposée, est une des plus connues de Gleyre. Aucun des curieux qui ont vu cette toile n'a certainement oublié cet épais carré de captifs au brun visage, aux traits crispés par la fureur comprimée, aux yeux ardens de rage impuissante, entouré par ce cercle de triomphateurs à la taille élancée, au teint blanc, à la physionomie pleine de colère joyeuse, ni ces prophétesses hurlant d'ironiques imprécations, ni ces beaux enfans nus donnant aux vaincus le coup de pied de la faiblesse et de l'innocence par leurs gestes de naïf mépris; mais ce qu'il est important d'observer, c'est la supériorité manifeste et toute volontaire que l'artiste a donnée à la race blonde sur la race brune. Remarquables seulement par l'énergie, ces Romains sont de véritables bandits dont les types honoreraient tout port et toute halle, et ne déshonoreraient aucun bagne. « Regardez-les bien, c'est tout *canailles*, »

disait l'artiste, au rapport de M. Clément, et à ces paroles, qu'il a sans doute répétées plusieurs fois, il ajoutait quelque chose de plus pour mieux accentuer sa pensée. Des deux races en présence, la plus vraiment et naturellement aristocratique est celle de ces vainqueurs barbares; la beauté de leurs traits, la noblesse de leurs attitudes les proclament hautement faits pour le commandement et laissent pressentir les futurs maîtres du monde; ceux qui remplaceront cette Rome qu'ils ne peuvent maintenant qu'humilier. Il y a dans cette opposition une note très personnelle à l'artiste, qui n'aima jamais de l'Italie que ses arts et son climat, et ne se gêna jamais pour s'exprimer sur le compte des Italiens et de l'action qu'ils ont exercée sur le monde en politique et en religion avec le plus parfait dédain. Dès que la peinture n'était plus en cause, il se rappelait qu'il était de race barbare, et s'il était assez disposé d'ordinaire à reconnaître à cette race une infériorité de goût, il l'était encore davantage à lui attribuer une supériorité d'honneur, de vraie lumière et de vertu.

La seconde composition historique de Gleyre s'appelle *la Mort du major Davel*. Le major Davel, personnage peu connu hors de la Suisse, fut un officier vaudois qui dans le premier tiers du XVIIIe siècle mourut sur l'échafaud pour avoir eu la généreuse pensée de rendre à la liberté le pays de Lausanne alors soumis à l'aristocratie bernoise. Noble entreprise, justement célébrée par les historiens du cru, mais qui, pour dire notre pensée franchement, nous paraîtrait plus noble encore si le héros n'avait pas tenu de Berne même son autorité militaire. Quoique ce héros, bien qu'assez obscur, ne soit pas un Childebrand, ce n'est pas par libre choix que Gleyre s'en empara. Ce tableau lui fut demandé par Lausanne pour satisfaire à la clause expresse du testament d'un artiste vaudois qui laissa sa fortune à sa ville natale et qui, entre autres legs, avait réservé une certaine somme pour commander à un peintre « d'origine vaudoise nommé Gleyre dont il avait entendu parler un tableau dont le sujet serait la mort de Davel. » Gleyre hésita beaucoup, paraît-il, et avec justes raisons, ces sortes de scènes étant ingrates de leur nature par la minutieuse exactitude matérielle qu'elles imposent à l'artiste, et glissant aisément dans le mélodrame lorsqu'elles ne sont pas rehaussées par le grand renom ou la condition exceptionnelle des acteurs. Ses souvenirs patriotiques, et, cette fois, ses opinions démocratiques aidant, Gleyre a triomphé de toutes ces difficultés et a su nous émouvoir avec ce sujet d'intérêt circonscrit et pour ainsi dire tout local. C'est une des productions les plus nobles et les plus touchantes de l'artiste. Le major, dont le visage respire la plus profonde piété, debout sur l'échafaud, lève vers le ciel des yeux tristes et doux où se lit un appel

sans haine à la justice divine. Il y a dans ce personnage un mélange de résignation chrétienne, de stoïcisme militaire et de tristesse patriotique qui est vraiment admirable. Les deux ministres qui sont venus l'assister sont deux figures bien composées et dans le sentiment exact de l'époque, et le geste par lequel le bourreau présente par la poignée son glaive dont il cache la lame sous son manteau est de la plus ingénieuse invention. *Ses opinions démocratiques aidant cette fois*, venons-nous d'écrire; c'est en effet la seule occasion où il y ait eu sérieusement recours. Gleyre était trop profondément respectueux de son art pour en forcer les moyens et le faire mentir à ce qu'il considérait comme sa destination véritable. On nous dit qu'à plusieurs reprises quelques personnes mieux intentionnées que bien avisées lui conseillèrent de consacrer son talent à la reproduction de scènes historiques en harmonie avec ses opinions politiques, les scènes de la vie de Hoche, par exemple; il n'ouvrit pas l'oreille à ces conseils, et continua sagement à vivre dans la compagnie de ses Omphales et de ses Chloés, de ses Phrynés et de ses Saphos, et à notre avis il fit bien. Eût-il voulu d'ailleurs faire autrement, il ne l'aurait pu. Lorsqu'on aime sérieusement la beauté, il y a dans les visions qu'elle donne une volupté noble à laquelle on ne peut renoncer, même momentanément, et qui triomphe de tout ce qui n'est pas elle.

Gleyre mettait si peu de ses opinions dans sa peinture qu'il s'est attaqué mainte fois aux sujets purement religieux, et qu'à notre avis il a toujours réussi à les traiter comme ils demandent à être traités, c'est-à-dire avec une liberté d'interprétation suffisamment assujettie pour rester fidèle aux traditions établies en telles matières et ne pas en prendre à l'aise avec la signification des symboles et des scènes représentées. Qu'un Hippolyte Flandrin satisfasse sans effort à ces exigences de l'art religieux, nous le concevons sans peine, son irréprochable orthodoxie assurant la liberté de son imagination contre tout écart; la chose a lieu d'étonner davantage avec un artiste incrédule comme Gleyre. Nous devons en effet ce témoignage à ses mânes que si nous lui avons connu des antipathies très marquées pour certaines formes de religion, nous ne lui avons en revanche jamais connu de sympathie sérieuse pour aucune. Il s'inquiétait pourtant beaucoup de religion à sa manière, et l'on était toujours sûr de l'intéresser en l'informant des évolutions des diverses églises, mais c'était quelque peu avec le sentiment dont l'honnête Javert, dans *les Misérables* de Victor Hugo, s'inquiète du merveilleux Jean Valjean, c'est-à-dire qu'il en observait tous les mouvemens avec une terreur parfois comique en se demandant quel fléau le monstre allait encore déchaîner sur l'humanité. Gleyre était donc religieux si, comme l'affirment certains

moralistes hardis, l'antipathie n'est que de l'amour retourné, mais il ne l'était pas autrement que de cette façon antithétique. Avec un fonds d'incrédulité pareil, toute fantaisie d'interprétation était en quelque sorte permise; Gleyre ne heurta jamais contre cet écueil, et parmi les preuves nombreuses de bon sens qu'il a données dans sa carrière, celle-là est certainement la plus sérieuse.

L'interprétation qu'il a donnée des sujets empruntés à la religion peut plaire plus ou moins, on n'y découvrira aucune choquante hérésie. Démocrate comme il l'était, par exemple, il a toujours su se contenter du sens démocratique que contiennent en toute évidence les récits de l'Écriture sans les presser pour leur en faire rendre quelques-uns de plus accentués. Ses apôtres, a-t-on dit, sont des types populaires; mais j'imagine que ce n'est pas là une innovation bien hardie, et que, si c'en est une par hasard, elle n'est sans doute contredite par aucun texte de l'Évangile. L'origine de ces saints personnages est si bien connue et consacrée que, sauf les Vénitiens, je ne connais aucune école qui se soit permis de la contredire ouvertement, et qui ait essayé de leur donner d'autre cachet aristocratique qu'un aspect noble et imposant. Le bon sens et le savoir éclairé de l'artiste suffisaient cependant pour le maintenir en accord sur ces sujets avec la tradition; ce qui était autrement difficile, c'était, avec une âme froide à la religion, d'éviter la froideur aux œuvres qu'il lui demandait; or cette difficulté a été surmontée avec un étrange bonheur. Les tableaux religieux de Gleyre sont religieux dans toute l'acception du mot par la nature de l'émotion qu'ils communiquent. *La Séparation des apôtres* respire l'enthousiasme le plus austère. Ces hommes dont chacun exprime une nuance particulière d'émotion pieuse, réunis un instant sur le sommet de la sainte colline et qui s'en éloignent par groupes isolés correspondant aux quatre points cardinaux en jetant un dernier regard sur la croix, symbole de leur prédication commençante et seul espoir de leurs âmes, ce saint Jean agenouillé dans une attitude d'adoration si éloquente et si poétique, ce saint Pierre assis au pied de la croix comme la pierre angulaire de l'église qui étend les bras pour exhorter et bénir les pèlerins, composent un des spectacles les plus solennellement lyriques qui se puissent concevoir. L'esquisse de la *Cène* est encore une œuvre de la plus magistrale beauté. Dans une salle en rotonde semblable à l'abside d'une église romane, le Christ debout institue le sacrement de l'Eucharistie. La figure du Christ est tellement écrasante d'autorité surhumaine et de majesté sacerdotale que son aspect seul suffirait pour révéler qu'il se passe dans cette étroite salle quelque chose d'étonnamment grand quand bien même les expressions de tous les autres personnages ne le diraient pas, et elles le disent

par l'intensité de leur recueillement et le sérieux de leur attention. On remarquera le choix hardi de l'artiste, qui, entre tant de momens dramatiques du dernier repas de Jésus, s'est arrêté précisément au plus théologique, c'est-à-dire à celui qui semblait devoir présenter les plus insurmontables difficultés et inspirer la moindre sympathie à un homme d'aussi peu de foi. Les épisodes de saint Jean s'endormant sur la poitrine de Jésus, ou de Judas Iscariote se dénonçant lui-même en mettant la main au plat auraient certes paru mieux convenir par leur caractère plus humain à la nature de son talent et de ses opinions. Ces obstacles ont été si heureusement surmontés qu'on peut dire que l'art d'un Hippolyte Flandrin n'aurait pu produire rien de plus austère. L'artiste a fait plus et mieux encore; en même temps qu'il conservait à cette scène son caractère théologique il lui restituait son caractère d'intimité familière. C'est l'institution du sacrement de l'Eucharistie, mais c'est aussi une scène de biographie sacrée, le dernier souper de Jésus. Pour produire cette impression à la fois solennelle et touchante il lui a suffi de disposer ses personnages autrement que ne l'avaient fait les artistes antérieurs. Vous vous rappelez par exemple cette longue table de la *Cène* de Léonard de Vinci où les personnages pressés les uns contre les autres semblent se multiplier, ici au contraire ce ne sont que quelques hommes que l'on peut aisément compter; l'effet inverse à celui de Léonard a été produit par la manière dont les convives ont été ingénieusement espacés. *La Pentecôte* est encore une œuvre d'une rare beauté pour laquelle je demanderais presque à M. Clément la permission d'être plus indulgent que lui. Il est impossible dès qu'on l'a vue d'oublier la figure de cette Vierge merveilleuse d'exaltation et d'emportement divin. Avec quelle autorité enthousiaste elle préside à cette scène de la diffusion de l'esprit saint sur les interprètes des paroles de son fils! Et cet enthousiasme n'est pas celui d'une prophétesse ou d'une sibylle qui est possédée et dominée par l'esprit, c'est celui d'une personne royale qui le possède et le domine. L'esprit saint rayonne de tout son être, et il semble vraiment que ce soit d'elle et non d'en haut qu'il se répande sur les personnages agenouillés dont les regards ardens d'une pieuse flamme disent assez avec quel mélange d'amour reconnaissant et de terreur sainte ils reçoivent la faveur de cette communion ignée. Tout cela, dis-je, est très religieux, et cependant pour celui qui sait observer avec finesse, il y a là quelque chose qui révèle le non croyant. Tout cela est trop lyrique, ces ardeurs sont trop intenses, ces exaltations trop sublimes, il est évident que l'artiste n'a pas abordé de plain-pied ses sujets et qu'il a cru devoir se hausser pour les atteindre. Ces œuvres ont été obtenues par effort; aussi Gleyre a-t-il évité de

les multiplier, et préférait-il, lorsqu'il s'adressait aux Écritures, y puiser des sujets plus humains, tels qu'*Adam et Ève*, *Ruth et Booz* ou *l'Enfant prodigue*, qu'il savait traiter avec noblesse, ampleur et simplicité.

Tel est dans son ensemble l'œuvre de Gleyre, tels sont les caractères essentiels de son talent. Sans doute bien des pages charmantes ou élevées seraient encore à signaler, mais les observations que nous aurions à faire à leur sujet ou bien n'offriraient qu'un intérêt de détail sans rien de général, ou bien seraient une répétition de celles que nous avons présentées. La tâche que nous nous étions tracée est donc remplie, et maintenant que l'artiste nous est connu dans ses traits les plus importans, retournons-nous encore un instant vers l'homme pour le saluer une dernière fois.

On raconte qu'au dernier siècle, un jeune artiste à son départ pour l'Italie étant allé faire visite à son maître Boucher, celui-ci lui dit, entre autres conseils : « Surtout, défiez-vous des Michel-Ange et autres peintres de cette sorte; si vous entrez une fois dans ces machines-là, vous êtes perdu. » Certes le conseil est d'une intelligence vulgaire et qui va d'elle-même au plus aisé, mais il n'est pas sans finesse et contient un côté pratique dont plus d'un pourrait profiter. C'est, sous forme esthétique, le même conseil que tant de moralistes bourgeois donnent aux jeunes gens lorsqu'ils leur recommandent de rester sagement dans le milieu social où ils sont nés et d'éviter la fréquentation des puissans. Les dangers, disent-ils, naîtront pour vous à votre insu, et sans que vous les ayez provoqués, de cette fréquentation. Ils naîtront non-seulement de vos défauts, mais de vos qualités, et, à supposer que vous soyez parfaits, de votre perfection même. Vos meilleurs sentimens vous seront un piège et conspireront contre vous; l'esprit d'imitation vous sera un ridicule, l'amour prendra figure d'insolence ou de présomption, l'admiration de servilité, la dignité d'orgueil ou de vanité. Ce n'est pas cependant dans le seul commerce social que la fréquentation de la grandeur est périlleuse; elle l'est pour le moins autant dans le commerce intellectuel et moral. Là aussi l'imitation est facilement un ridicule, l'amour une aspiration condamnée à rester stérile, l'admiration une vertu décevante; il y a des catastrophes de talens comme des catastrophes d'âmes et de cœurs, et le grand art a fait certainement et pour les mêmes raisons autant de victimes involontaires que les plus fières aristocraties. A moins d'être un de ces heureux qui, par les privilèges exceptionnels de la nature, entrent d'emblée et de plain-pied dans la grandeur, ceux-là mêmes qui seront destinés à être vainqueurs ne le seront qu'après avoir été longtemps vaincus, et lorsqu'une fois ils auront triomphé, ils porteront toujours, même au sein de la célébrité, les

stigmates de la lutte qu'ils auront soutenue. C'est à cette dernière et si noble catégorie de victorieux que Gleyre appartenait. Il n'avait pas entendu le conseil de Boucher, ou s'il l'avait entendu il y était resté sourd. Méprisant les genres faciles et les emplois agréables du talent, il était allé droit au grand art, en avait salué les dieux et s'était dit que ceux-là seuls étaient dignes d'être servis. Il avait alors engagé un long combat où il lui avait semblé souvent que ces forces étaient inégales, il s'était voué à un service où il avait reconnu souvent que la fidélité était insuffisante et que l'abnégation ne comptait pas. A force de courage, de persévérance et de noble obstination, il avait vaincu pourtant et avait pris rang parmi les maîtres, mais les souffrances dont il avait payé son talent n'avaient pas disparu avec la victoire. L'effort avait cessé, mais non la lassitude qui en était le résultat; les découragemens avaient pris fin, mais non les habitudes de tristesse qu'ils avaient engendrées; l'obscurité avait fait place au plein jour de la célébrité, mais sa timidité lui faisait encore chercher l'ombre et fuir la lumière qu'il s'était créée. Vous vous rappelez le combat de Jacob avec l'ange. Toute une nuit ils luttèrent, Jacob tenant bon contre le ministre du Très-Haut avec une énergie dont son adversaire céleste se réjouissait avec une ironique allégresse, satisfait de trouver parmi les enfans des hommes un si digne champion pour les luttes qu'exige le Tout-Puissant; puis, lorsqu'il crut que l'épreuve avait assez duré, il lui suffit d'un attouchement qui dessécha un des nerfs de la cuisse de Jacob, et il s'envola en le saluant du nom nouveau et plus significatif d'Israël. La vieille légende biblique raconte en toute exactitude et sans aucun symbolisme la vie de Charles Gleyre. Lui aussi il avait lutté avec l'ange, qui, après l'avoir terrassé et lui avoir tout enlevé, bonheur, amour, beauté, santé, fortune, l'avait marqué au front d'un signe de solitude pour perpétuer le souvenir de sa défaite, et s'était enfui en lui laissant le nom d'artiste qu'il avait ambitionné avec un si persévérant désir et mérité par de si complets sacrifices. On reconnaissait en Gleyre une victime du grand art, et c'est là ce qui rendait sa personnalité singulièrement sympathique à ceux qui l'approchaient avec assez d'élévation d'intelligence et de droiture de cœur pour mériter de le comprendre. Aussi quand même son nom ne serait pas assuré de vivre par tant d'œuvres gracieuses, élégantes et fortes, il vaudrait encore d'être conservé pour le noble spectacle que sa vie a présenté et le rare exemple de désintéressement qu'elle propose à la louange des contemporains et au respect de l'avenir.

ÉMILE MONTÉGUT.

LA
QUESTION DES IMPOTS

IV.

LES TAXES DIRECTES ET L'IMPOT SUR LE REVENU.

Après avoir, dans les études précédentes, parlé des impôts indirects de consommation et de ceux qui pèsent sur les actes, nous arrivons maintenant aux taxes directes. On désigne ainsi celles qui sont inscrites sur un rôle nominatif à l'adresse des contribuables; elles sont votées chaque année pour une somme fixe, et le montant en est réparti entre ceux qui ont à les payer; elles ne dépendent en général ni du progrès de la richesse, ni de l'état stationnaire ou brillant du commerce: la somme pour laquelle elles sont portées devra, quoi qu'il arrive, rentrer dans les caisses de l'état, sauf des non-valeurs pour un chiffre insignifiant. C'est la partie assurée du budget; elle est comme une dette à échéance. Mais, par cela même que c'est une dette à échéance, à laquelle on ne peut pas se soustraire, et dont le recouvrement est garanti par toute espèce de privilèges, ce genre d'impôt n'a jamais été très populaire. On a beau dire que, dans notre existence sociale, nous contractons des obligations vis-à-vis de l'état, comme vis-à-vis des particuliers, que nous devons avoir à cœur d'acquitter les unes comme les autres, il n'en est pas moins vrai qu'en général on n'aime pas être en présence d'une obligation à date certaine, dont le paiement peut gêner plus ou moins. Et puis les obligations

vis-à-vis de l'état ne se comprennent pas toujours bien; on ne se rend pas compte des services qu'on reçoit en échange, on est tenté de les discuter, ou tout au moins d'en trouver le prix trop cher. Quand j'ai acheté un mètre d'étoffe pour me vêtir, ou une maison pour me loger, je vois bien l'avantage que j'en retire, je l'apprécie tous les jours et je ne ferai pas difficulté d'en payer le prix. Mais pour les services rendus par l'état, l'avantage n'est pas aussi facile à saisir. On a toujours une tendance à croire qu'ils profitent plus au voisin qu'à soi-même, et, s'ils doivent être payés avec les revenus de la nation, on voudrait que ce fût sur la fortune des personnes que cela gêne le moins, comme si la réunion en société était une pure association de bienfaisance où les riches doivent payer pour les pauvres. Cet impôt direct qui vient vous chercher à domicile, pour un chiffre déterminé et avec une échéance fixe, a donc quelque chose de désagréable, et l'on comprend parfaitement que, lorsque les états ont besoin de ressources supplémentaires, ils éprouvent quelque répugnance à y recourir. Ils préfèrent les demander sous une autre forme où on les sent moins et qui est en général très productive, je veux parler de celle des impôts indirects.

Nous l'avons dit ailleurs, il y a sur ce point un désaccord complet entre la théorie et la pratique. La théorie soutient qu'il faut prélever les impôts sur la partie fixe et consolidée de la richesse, que c'est la façon de les rendre plus légitimes et plus proportionnels; mais la pratique répond que c'est aussi la manière de les faire peser davantage, et que, l'élément moral jouant un grand rôle dans la production de la richesse, pouvant l'exciter ou la décourager, on a besoin de le ménager beaucoup. En économie financière comme en politique, ce qui paraît le plus logique n'est pas toujours ce qu'il y a de mieux, d'autres choses doivent être prises en considération. Ce qu'il y a de sûr c'est que, malgré les efforts de la théorie, malgré l'instruction plus répandue, et une notion plus claire des droits de l'état, plus on va et plus on donne la préférence aux impôts indirects sur les impôts directs, la disproportion entre les deux est d'autant plus grande que les pays sont plus riches et plus civilisés. En ce moment même, l'Allemagne, l'Angleterre, la Suisse, ont besoin de ressources nouvelles. A quelle sorte d'impôt les demandent-elles principalement? En Allemagne, M. de Bismarck propose d'augmenter tout simplement la taxe sur le tabac, ce qui ne paraît pas très populaire dans ce pays. En Angleterre, sir Stafford Northcote ne craint pas non plus d'ajouter une surtaxe à ce même impôt, en demandant, il est vrai, un léger supplément à celui du revenu. La Suisse cherche aussi à combler son déficit par des taxes nouvelles sur le tabac, les alcools et les billets de banque. En ce qui

concerne la France, nous n'avons pas besoin de répéter ce que tout le monde sait, que sur les 700 millions qui ont été votés depuis la guerre, 600 ont été pris sur les taxes indirectes. C'était trop, et on eût mieux fait d'établir une autre proportion et de peser un peu moins de ce côté. Cela prouve au moins la préférence qu'on avait pour ces taxes, et le sentiment qui régnait qu'elles seraient mieux acceptées que les autres. Nous ne voulons pas revenir sur la question de savoir qui les supporte en définitive, nous croyons l'avoir épuisée dans un travail précédent et avoir démontré que, grâce à la répercussion, les impôts indirects sont supportés par chacun dans la mesure de ses facultés et restent les plus proportionnels de tous. C'est pour cela qu'en fin de compte ils sont entrés si profondément dans les habitudes des pays civilisés : on chercherait en vain à les remplacer par des taxes directes.

Malgré cela, étant donné qu'on a besoin de ces dernières taxes et sans chercher *a priori* quels peuvent être les effets de la répercussion, il faut examiner si en France les impôts directs donnent tout ce qu'ils pourraient fournir. Je prends d'abord pour exemple l'impôt foncier. Voilà une taxe qui, lors du remaniement des impôts en 1790, a été établie pour être du sixième du revenu, et, comme celui-ci était alors évalué à 1,440 millions, elle devait donner en principal 240 millions. Personne ne contestera que depuis cette époque les revenus des immeubles se sont singulièrement accrus. La dernière évaluation qui ait été faite en 1874 les a portés à près de 4 milliards, 3 milliards 959 millions, chiffre évidemment encore modéré; eh bien, pendant que cette augmentation se produisait, l'impôt foncier ne faisait que décroître; il a été réduit successivement au principal de plus de 40 pour 100 en vingt-cinq ans, et ne rapporte aujourd'hui que 172 millions au lieu de 240. Voici le tableau des diminutions qui ont eu lieu. Nous l'empruntons au livre de M. Paul Leroy-Beaulieu sur les finances :

En 1797,	l'impôt foncier fut réduit à	218	millions.
En 1798,	—	207	—
En 1799,	—	189	—
En 1802,	—	183	—
En 1804,	—	174	—
En 1805,	—	172	—
En 1819,	—	168	—
En 1820,	—	150	—

Depuis, par l'application de la loi de 1835 qui a imposé spécialement les nouvelles constructions, l'impôt foncier est remonté à 172 millions.

Sans doute, on y a ajouté beaucoup de centimes additionnels, mais ces centimes profitent aux communes et aux départemens qui les établissent et ont pour objet des dépenses qui augmentent encore la valeur des propriétés. Même avec ces centimes additionnels qu'on peut estimer aux deux tiers du principal, la propriété foncière ne fournit guère aujourd'hui plus de 330 millions d'impôts. C'est la douzième partie de son revenu. Autrement dit, elle paie maintenant 8 pour 100, contre 17 pour 100 au moment de la révolution. On ne peut donc pas dire qu'elle soit trop taxée, elle l'est évidemment fort peu, et il n'y a presque pas de pays en Europe où elle ne le soit davantage. Mais ce qui fait la grosse difficulté pour arriver à lui demander plus, c'est l'inégalité de la taxe. Les 8 pour 100 ne sont qu'une moyenne. Si on entre dans les détails, on trouve qu'il y a des terres grevées de 10 à 12 pour 100, et d'autres de 2 ou 3 pour 100 seulement. Cela tient à ce que, l'impôt foncier étant une taxe fixe, répartie chaque année, conformément à des évaluations faites en général il y a plus de cinquante ans, on ne tient pas compte des variations de revenus qui ont eu lieu depuis. Il y a telle parcelle de terre qui était autrefois une châtaigneraie, ou une lande ne produisant rien ou presque rien, et qui aujourd'hui plantée en vignes donne des revenus plus considérables que telle autre terre arable voisine qui n'a pas autant progressé. Comment faire pour remédier à cette inégalité? Comment établir d'abord le même impôt par rapport au revenu, et demander ensuite à l'ensemble de la propriété foncière plus qu'elle ne rapporte aujourd'hui? C'est là le problème à résoudre, et les difficultés sont grandes. Voyons d'abord les objections de principe.

I.

Nous ne nous arrêterons pas longtemps à celle qui consiste à dire que l'impôt foncier a été établi une fois pour toutes, que c'est une redevance fixe qu'on a demandée à la terre, et que si aujourd'hui, après quatre-vingts ou cent ans, on venait tout à coup en changer le chiffre, on porterait atteinte à des droits acquis et on violerait en quelque sorte le principe de la propriété. Toutes les transactions, ajoute-t-on, ont été faites en conséquence de cet impôt. Si vous dégrevez certaines parcelles de terre pour en charger d'autres d'autant plus, vous ne réparez pas une injustice; vous faites purement et simplement un cadeau à qui n'y a pas droit, et ceux que vous grevez davantage peuvent venir vous accuser de changer les conditions de leur contrat, et de diminuer la valeur de leur propriété. C'est une expropriation partielle que vous leur faites

subir. En définitive, par suite de ces transactions, il n'y a pour ainsi dire plus personne qui paie l'impôt; tout le monde l'a déduit de son prix d'acquisition, c'est absolument comme si l'état était devenu propriétaire du sol jusqu'à concurrence du produit de la taxe. Pourquoi changer cela, et venir troubler des situations acquises? Personne ne réclame sérieusement : *ne quieta moveas*, dit le proverbe; c'est le cas de l'appliquer ici. Voilà une des premières objections qu'on met en avant pour ne pas modifier l'assiette de l'impôt foncier. On pourrait tout au plus, continue-t-on, admettre à réclamer ceux qui prouveraient qu'ils paient aujourd'hui plus du sixième de leur revenu, ce qui avait été la base adoptée par l'assemblée constituante. Or, il y en a très peu dans ce cas.

Cette objection, toute grave qu'elle est, ne peut pas empêcher la révision de la taxe foncière. Toutes nos constitutions, et celle de 1791 en particulier, ont déclaré que chaque citoyen doit contribuer aux dépenses de l'état en raison de ses facultés. Cela signifie-t-il que les facultés seront déterminées une fois pour toutes, d'après des évaluations faites à une certaine époque? Évidemment, non. Cela signifie qu'autant qu'on pourra connaître ces facultés à toutes les époques, on y proportionnera l'impôt. On ne l'a pas fait jusqu'à ce jour, à cause des difficultés d'exécution, de l'incertitude où l'on est de pouvoir arriver à des évaluations nouvelles bien exactes; mais parce qu'on ne s'est point servi du droit, il ne s'ensuit pas qu'il soit périmé. Cela serait contraire à toute justice. L'impôt, nous l'avons dit, doit suivre le progrès de la richesse; c'est là ce qui en fait la légitimité et justifie la plus-value que l'état obtient. Les revenus de la terre seraient donc seuls soustraits à cette règle; cela serait d'autant plus injuste que l'augmentation des produits du sol, de même que celle des autres sources de la richesse, n'est pas due exclusivement aux efforts de ceux qui en profitent, elle est le résultat aussi du progrès général, de l'établissement des routes et des chemins de fer, de la création des canaux, de l'amélioration des ports, de l'extension qui a été donnée aux débouchés commerciaux, toutes choses pour lesquelles l'état a beaucoup fait, et il serait fort extraordinaire qu'il fût le seul à ne pas profiter de la plus-value qui en résulte. Ceux qui ont acheté des immeubles ont dû réfléchir à cela, ils n'ont pas pu croire que l'impôt foncier resterait immuable. Que dirait-on alors à ceux qui sont soumis à un droit de patente pour l'exercice de leur profession et qui ont vu ce droit tripler depuis un certain nombre d'années? pourquoi l'a-t-on triplé, si ce n'est parce que les profits industriels s'étant considérablement accrus, on a pensé qu'il y avait lieu d'y proportionner la

taxe? C'est la même raison qui a fait augmenter aussi, il y a quelque temps, le droit de mutation et de transfert sur les valeurs mobilières, c'est celle qui sert enfin toutes les fois qu'on propose des accroissemens de taxe.

On fait une autre objection et on dit : Mais si vous dégrevez les uns et surchargez les autres suivant que le revenu des propriétés se sera beaucoup modifié depuis une certaine époque, vous risquez de donner une prime à la paresse; dans bien des cas, il est vrai, l'augmentation des produits du sol est dû en grande partie au concours de l'état et de la société en général; mais les efforts intelligens du propriétaire, et l'emploi des capitaux y ont bien aussi contribué. Si vous établissez une surtaxe en raison de cette augmentation, vous faites une chose qui n'est ni juste, ni surtout favorable au progrès, dont vous risquez d'arrêter le développement. On peut répondre que ce qu'on demande est une faveur tout exceptionnelle. Beaucoup des progrès de la richesse, sous des formes diverses, sont dus aussi à l'initiative intelligente des particuliers et à l'emploi des capitaux. Accorde-t-on des immunités pour cela? On peut bien déclarer que momentanément tel immeuble nouvellement construit ou telle terre appropriée à une culture qu'on veut encourager seront exempts d'impôts. Cela ne constitue pas une règle. La règle est que l'augmentation de la richesse, quelle qu'en soit la cause, doit quelque chose à l'état, parce que l'état couvre tout de sa protection. Autant nous trouvons mauvais et empiriques les impôts qui ne reposent pas sur le progrès de la richesse, et qui n'ont de raison d'être que le caprice du législateur, comme ceux de mutation et certains droits d'enregistrement, autant ceux qui sont associés à ce progrès nous paraissent bons et légitimes. Le progrès, en définitive, est l'œuvre commune de la société, le résultat des efforts de tous. Nul ne peut dire exactement la part qu'il y a prise. Or, comme l'état représente tout le monde, il est juste qu'il profite de l'amélioration générale. Ce qui est injuste, ce qui blesse la morale, c'est qu'on soit quelquefois exposé à payer d'autant plus d'impôts qu'on est plus malheureux, comme dans les procédures en expropriation, où abondent les droits de timbre et d'enregistrement. L'impôt est bien alors en raison de la misère. Il en est autrement quand il est associé au progrès; alors il défie toutes critiques, et est conforme à la science.

Étant admis que l'impôt foncier ne doit pas rester immuable plus que les autres taxes, comment le mettre en rapport avec le développement du revenu? Ici surgissent de nouvelles difficultés. On ne peut y arriver, à notre avis, qu'après une évaluation nouvelle de la propriété, faite d'après des données certaines et pré-

cises; ce qui entraîne la réfection du cadastre, de cette œuvre gigantesque qui a duré quarante ans et coûté 150 millions. Il n'y a que le cadastre qui puisse faire connaître exactement dans chaque commune la nature des cultures, les changemens qui se sont opérés, le produit actuel du sol, et ce n'est qu'avec ce travail exécuté d'ensemble sur toutes les parties du territoire qu'on sera en mesure d'apprécier ce qu'on peut légitimement demander en plus à la propriété foncière, et faire une répartition plus équitable de la taxe entre les départemens et les communes. Cette réfection du cadastre procurerait encore un autre avantage : elle constituerait, selon quelques personnes, et notamment selon l'illustre et regretté M. Bonjean, le grand-livre de la propriété foncière. M. Bonjean a soutenu, dans un discours au sénat resté célèbre, que l'établissement de la propriété en France était aujourd'hui très difficile ; les parcelles ne sont pas suffisamment désignées ; il en résulte beaucoup de procès, et c'est une des raisons pour lesquelles la propriété rurale n'a pas tout le crédit qu'elle devrait avoir et dont elle a pourtant si grand besoin. L'état des inscriptions hypothécaires aussi n'est pas facile à vérifier ; il en concluait qu'il fallait refaire le cadastre, non pas même pour y trouver une nouvelle source d'impôts ou pour établir la péréquation, mais seulement pour bien fixer l'état de la propriété foncière. Personne assurément ne peut contester l'utilité d'un nouveau cadastre. L'ancien cadastre, fait comme il l'a été pendant un laps de temps très long et terminé depuis déjà tant d'années, ne donne plus une indication exacte de la propriété rurale en France ; beaucoup de cultures ont changé, les bruyères sont devenues des champs arables, les châtaigneraies des vignes, et des marais desséchés ont fait place à des terres, aujourd'hui très fertiles ; seulement, on est effrayé du temps que prendrait la rénovation du cadastre et de la dépense qu'elle entraînerait, et on se dit qu'après tout les résultats qu'elle donnerait ne seraient pas plus immuables que les précédens ; de nouvelles inégalités ne tarderaient pas à se produire, et il faudrait encore les corriger. On a songé alors à faire la péréquation et à augmenter l'impôt foncier par d'autres moyens, à l'aide de tous les documens que possède l'administration et qui lui servent à se rendre compte du revenu réel de la propriété. On a pensé qu'en consultant les ventes, les baux, et, pour les terres qui sont exploitées par le propriétaire, en prenant pour base le produit de celles de la même nature et dans le même pays, on aurait des informations suffisantes pour arriver à un meilleur établissement de la taxe. Ce travail serait fait assez vite, ne coûterait pas très cher, et on pourrait le renouveler toutes les fois que cela serait nécessaire, en assurant pourtant

une certaine durée à chaque évaluation, dix ans par exemple, pour ne pas jeter trop de trouble parmi les contribuables.

Ce procédé serait évidemment plus expéditif que la réfection du cadastre; mais serait-il aussi efficace? Quelque bien renseignée que soit l'administration sur le revenu général de la propriété foncière, elle ne l'est pas d'une façon qui défie toute critique sur le revenu spécial de chaque parcelle; on discuterait toujours avec elle, on contesterait ses chiffres, et il y aurait beaucoup de procès à soutenir avant que chacun acceptât les résultats de la nouvelle évaluation. Le cadastre présente plus de garantie; il est fait, et doit être fait par des employés de l'administration qui n'ont pas de parti pris et qui procèdent partout de la même manière; ils voient les cultures, arpentent les parcelles, reçoivent les observations des intéressés. C'est comme une enquête qui s'ouvre sous les yeux de tout le monde. On en acceptera plus facilement les résultats, quelque désagréables qu'ils puissent être pour ceux qui auront à payer plus d'impôts. Le premier cadastre a demandé quarante-deux ans, de 1808 à 1850; mais il y avait alors beaucoup de tâtonnemens, on était moins expérimenté qu'on ne l'est aujourd'hui, on avait moins de moyens d'investigation et de contrôle; il faut espérer que maintenant, avec une organisation meilleure, ce travail pourrait être refait en peu de temps et coûterait infiniment moins de 150 millions. C'est aussi le sentiment exprimé par M. Paul Leroy-Beaulieu dans son *Traité des finances.*

Une fois cette évaluation nouvelle accomplie, que pourrait-on demander de plus à la propriété foncière? Elle paie aujourd'hui au principal moins de 5 0/0 de son revenu, et 8 0/0 au plus avec les centimes additionnels, et cependant elle avait été taxée à 17 0/0. Elle serait mieux en état aujourd'hui de payer ces 17 0/0 qu'à l'époque de la révolution. Nous ne les demandons pas; cela pouvait paraître équitable en 1790, lorsque l'impôt foncier régularisé succédait aux taxes multiples qui grevaient alors le sol et le pressuraient outre mesure. Le contribuable y gagnait toujours d'être à l'abri des vexations qui accompagnaient l'ancien système de perception. Aujourd'hui, ces 17 0/0 ne seraient plus justifiés. Que l'état obtienne davantage d'un impôt par la plus-value, cela est naturel et légitime, et le reproche qu'on peut faire à celui qui pèse sur les immeubles est précisément de ne rien donner pour cette plus-value. Mais il n'en résulte pas que la quotité de la taxe doive toujours rester la même, quel que soit le progrès. L'impôt foncier, fixé en 1790 à 240 millions, rapporterait aujourd'hui sur les mêmes bases 680 millions, en dehors des centimes additionnels. Évidemment ce serait trop, et il est juste que la quotité baisse à

mesure que la richesse se développe. Il nous paraîtrait équitable, par exemple, que le principal de l'impôt fût porté au minimum à 6 0/0 et qu'il pût arriver avec les centimes additionnels à 9 et à 10 0/0. Ce serait une augmentation d'environ 1/3; l'état recevrait 230 millions, au lieu de 172, moins encore qu'en 1790, et avec les centimes additionnels on atteindrait 400 millions. Personne ne pourrait trouver qu'à ce taux, et après une évaluation sérieuse de tous produits, la terre est trop chargée, elle le serait à peine autant qu'elle l'est autour de nous, en Autriche, en Prusse, en Italie et même en Angleterre, si l'on tient compte dans ce dernier pays des taxes locales qui pèsent directement sur les propriétés immobilières.

Aujourd'hui, dans la répartition de l'impôt foncier on comprend à la fois la propriété bâtie et la propriété rurale; on calcule que la première fournit au contingent à peu près 49 millions sur 172. Jusqu'à la loi de 1835, l'impôt sur les propriétés bâties était établi également sur les anciennes évaluations cadastrales; les constructions nouvelles n'y ajoutaient rien, et la part qu'elles prenaient au contingent diminuait celle des autres. Depuis 1835, on a assujetti ces constructions nouvelles à un impôt spécial, ce qui a eu pour effet d'augmenter le contingent de la propriété bâtie et de le porter de 32 millions, où il était en 1821, lorsqu'a été arrêté le chiffre principal de la répartition, à 50 millions où il est aujourd'hui. C'est une augmentation d'un tiers en cinquante-cinq ans. Or il est bien certain que le revenu de cette propriété s'est accru dans une proportion beaucoup plus forte; seulement, comme on a laissé au même chiffre la taxe des anciennes constructions, l'état n'a pas profité complètement de la plus-value. Il serait question aujourd'hui de fixer à 5 0/0 au principal l'impôt des constructions nouvelles au lieu de 1 à 2 0/0 où il est à peu près en ce moment. Le remède serait bien insuffisant et peu logique. A côté d'une construction nouvelle payant 5 0/0 s'en trouverait une ancienne dont le revenu aurait peut-être triplé depuis l'origine, et qui continuerait de payer 1 à 2 0/0. Pourquoi cette différence? Ce serait aller contre le but qu'on se propose, qui est d'encourager les constructions. Si l'état veut porter à 5 0/0 le principal de l'impôt sur les propriétés bâties, qu'il le fasse au moins pour toutes, il a les élémens d'information nécessaires, et peut-être qu'en généralisant la mesure il pourrait l'adoucir et se contenter de 4 0/0 au lieu de 5; il gagnerait toujours un certain nombre de millions.

On a demandé encore que cet impôt, particulièrement en ce qui concerne la propriété bâtie, fût un impôt de quotité et non de répartition; le premier paraît en effet plus scientifique que le second,

avec lui l'état profite mieux de la plus-value que donne l'augmentation de la richesse. Mais, nous l'avons dit souvent, la science n'est pas toujours la dernière autorité à invoquer en économie financière. Avec l'impôt de quotité, la fraude est fort à craindre, personne n'a intérêt à la dénoncer, et le fisc a tout le monde contre lui; avec l'impôt de répartition, au contraire, tout le monde est du côté de l'état, personne n'a envie que son voisin profite à son préjudice, et la répartition se fait équitablement. Le fisc gagne peut-être moins, mais il est sûr de recouvrer son impôt intégralement et sans contestation. Et si la base sur laquelle on l'a établi devient défectueuse au bout d'un certain temps, rien n'empêche de la modifier et de la mettre au niveau du progrès, par une évaluation nouvelle.

II.

Après l'impôt foncier, et selon l'ordre d'importance, vient celui des patentes. C'est assurément de toutes les taxes directes la plus compliquée de beaucoup. On a peine à se reconnaître lorsqu'on veut pénétrer dans les détails. Nous en faisons grâce à nos lecteurs, comme de tous les remaniemens qui ont eu lieu à diverses époques déjà éloignées. Nous dirons seulement que par cet impôt on a voulu atteindre les profits industriels et qu'on l'a fait reposer sur les principes suivans: 1° les industries donnent des bénéfices différens, suivant leur nature: un banquier, par exemple, doit gagner plus qu'un épicier; 2° dans la même industrie, le profit est en rapport avec l'importance de la population au milieu de laquelle on vit; un cordonnier à Paris est dans des conditions plus favorables qu'à Chartres; 3° ce profit est encore présumé d'après les locaux qui sont affectés à l'industrie et le nombre d'ouvriers qu'on emploie; 4° enfin le loyer de l'habitation qu'on occupe est aussi un indice des bénéfices. C'est un indice qui n'est pas toujours exact; il a pourtant sa valeur.

Telles sont les règles qui ont présidé en 1844 à la révision de l'impôt des patentes, et, pour en faire l'application, on a divisé les commerçans en trois catégories représentées par les trois premières lettres de l'alphabet. La lettre A comprend la généralité des marchands de détail et de demi-gros; la lettre B la plus grande partie des marchands en gros, commissionnaires, banquiers, etc.; et la lettre C les fabricans et les manufacturiers. Depuis lors rien n'a été changé aux principes, mais on a modifié les détails. Ainsi, à la suite de nos désastres, par différentes lois de 1872, on a obligé les fabricans et grands commerçans à payer le droit entier sur leurs succursales comme sur leur établissement principal; jusque-là ils n'étaient astreints qu'à un demi-droit sur les premières. On a de

plus augmenté le droit proportionnel et ajouté 60 centimes généraux au principal, en dehors d'une surcharge spéciale de 3 centimes 1/2 pour remplacer le droit de timbre. Ces 63 centimes 1/2, il est vrai, ont été réduits depuis 1874 à 43.

Les résultats de toutes ces modifications ont été des plus graves. M. Mathieu Bodet, dans un excellent rapport qu'il a fait sur la question au nom d'une commission législative, cite l'exemple d'un constructeur de machines qui avant toutes les lois de 1872 payait pour droits de patente 3,490 francs, et qui après, en 1873, s'est trouvé imposé pour 15,336 francs. L'honorable député est entré dans beaucoup de détails sur l'application de la loi des patentes; nous ne pouvons pas l'y suivre. Nous dirons seulement que son travail, fort intéressant à consulter, avait surtout pour but en révisant les classes d'améliorer la situation des petits commerçans; c'est moins une diminution de taxes qu'il poursuivait qu'une péréquation qu'il voulait établir. Il concluait pourtant à l'abaissement des centimes additionnels de 60 à 40, qui a eu lieu depuis. Ce rapport n'a pas été discuté, et les choses sont restées dans le même état.

L'impôt des patentes rapporte aujourd'hui en principal 115 millions, et avec les centimes additionnels près de 200 millions. C'est beaucoup assurément et plus que ne donne en Angleterre la cédule D, qui correspond aux mêmes profits. Il est vrai qu'à cette cédule D il faut ajouter un droit qui est en dehors, celui de licence pour certaines industries, et qui produit encore une vingtaine de millions. Mais les deux réunies, la cédule D et la licence, ne donnent pas les 200 millions du droit de patente. C'est plus aussi que ne paie le commerce, sous diverses formes, dans les autres pays. Maintenant est-ce trop par rapport aux profits qu'on veut atteindre? Il faut savoir d'abord que ceux de la grande classe des cultivateurs en sont exempts, on ne sait pas pourquoi, car ce sont des industriels et des commerçans comme les autres, surtout ceux qui louent et exploitent les terres qui ne leur appartiennent pas. Supposons que les bénéfices des industries frappées par la patente soient de 4 milliards, l'impôt à 200 millions représente 5 pour 100, tandis que la cédule D en Angleterre demande en ce moment à peine 1 pour 100, et elle n'a été portée à 5 pour 100 que dans les circonstances les plus graves. On peut donc trouver que l'impôt de la patente est excessif et qu'il y aurait lieu de le réduire. Si encore il était bien réparti; mais les présomptions sur lesquelles il repose sont des plus trompeuses. Deux négocians placés dans la même ville, exerçant la même industrie et ayant le même nombre d'employés, sont loin souvent de gagner la même somme, et souvent aussi l'industriel de la petite ville, assujetti à un moindre droit, réalise plus

de bénéfices que celui de la grande ville, qui paie une patente plus élevée. Comment corriger ces inégalités? Elles sont dans la force des choses, et la loi a prévu tout ce qu'elle pouvait prévoir. On a proposé dans ces derniers temps d'atteindre les bénéfices commerciaux par d'autres moyens, en établissant une taxe sur le chiffre des affaires. On supposait que le bénéfice était en conséquence. Rien n'était plus faux. Tel négociant avec 100,000 francs d'affaires gagnera 50,000 francs, un pharmacien par exemple, et tel autre, pour arriver à ce même bénéfice de 50,000 francs, devra faire pour 1 million de transactions. Au taux de 1 pour 1,000, qu'on proposait, l'un aurait payé 100 francs et l'autre 5,000 francs. Il n'y a pas de présomption ayant une valeur indiscutable qui puisse indiquer le bénéfice d'un commerçant. L'impôt des patentes frappe donc un peu au hasard, et comme le hasard n'est pas la justice, c'est la taxe qui excite le plus de réclamations. Sur cent demandes de dégrèvement qui ont lieu à l'occasion des divers impôts, 40 pour 100 ont rapport à celui des patentes. On ne peut pas proposer de le supprimer à cause du respect qu'on doit avoir pour l'équilibre du budget, et aussi parce qu'il existe depuis longtemps et qu'il est entré dans nos habitudes. Mais on pourrait l'améliorer, en diminuer la quotité et demander la différence à une taxe générale sur le revenu, dont nous allons parler tout à l'heure.

Le tableau A, qui comprend la plus grande partie des commerçans, les petits et les moyens, rapporte à l'état plus de la moitié de la taxe; il renferme les quatre cinquièmes des contribuables. La moyenne de l'impôt payé par chacun d'eux est d'environ 45 francs. Si elle était abaissée de moitié et réduite à 22 francs, immédiatement beaucoup de réclamations cesseraient, on supporterait plus aisément la taxe, avec les inégalités qu'elle présente, lorsqu'on saurait que l'impôt sur le revenu fournit le moyen de corriger un peu ces inégalités et de demander plus à ceux qui peuvent payer davantage.

On discute aussi beaucoup, parmi les impôts directs, celui des portes et fenêtres. C'est un impôt qui est établi sur les ouvertures pratiquées dans les habitations. Il fait une distinction entre les maisons qui ont moins de cinq ouvertures, portes ou fenêtres, et celles qui en ont davantage; les premières sont moins imposées proportionnellement que les autres; il tient compte de la population de la ville ou de la commune où est située l'habitation; enfin il distingue entre les portes cochères, charretières, celles des magasins et les portes ordinaires; les fenêtres des étages inférieurs sont soumises à un droit plus fort que celles des étages supérieurs. Telle est l'économie de la taxe des portes et fenêtres. Répond-elle bien, avec

toutes ces distinctions, au but qu'on se propose d'atteindre? Cela est douteux.

Il est évident que dans la même ville il peut y avoir pour les maisons une grande différence de valeur selon les quartiers, et elles sont imposées au même chiffre. Dans le même quartier encore, et avec les mêmes ouvertures, les revenus varient beaucoup. Si on fait des fenêtres plus hautes et plus larges, on peut en diminuer le nombre sans que la maison en soit moins aérée et moins confortable; par conséquent il sera toujours très difficile de rendre cet impôt strictement proportionnel au revenu, et, à ce point de vue, il est très critiquable; mais on lui fait un autre reproche et qui est certainement pour beaucoup dans l'impopularité qui le frappe, si tant est qu'il soit impopulaire. On prétend que c'est un impôt sur l'air et la lumière, et qu'il est immoral et inhumain de taxer ces choses-là. Ce sont de grands mots avec lesquels malheureusement on égare les populations. L'air et la lumière ne sont pas le moins du monde imposés. Si vous voulez en jouir dehors, personne ne vous demandera rien parce que personne ne vous rend de service; mais si vous les faites pénétrer dans une habitation qui est placée sous la protection de l'état, ce ne sont plus l'air et la lumière que l'on taxe, ce sont des indices de la fortune que l'on saisit. Qu'y a-t-il là d'immoral et d'inhumain? C'est absolument comme pour l'eau. Celle qui coule dans la rivière appartient à tout le monde. Si vous voulez l'y aller chercher vous-même, personne n'a rien à vous demander, mais si vous vous la faites apporter par quelqu'un, ou si une compagnie industrielle est chargée de vous en distribuer chaque jour une certaine quantité dans votre habitation, une rétribution est exigée, et c'est naturel. Supposez que ce soit l'état qui vous la fournisse lui-même, direz-vous qu'il vous fait payer l'eau qui appartient à tout le monde? Non, il vous fait payer le service qu'il vous rend. Il en est de même pour l'air et la lumière. — Ces grands mots dont on se sert pour discréditer une taxe ont l'inconvénient grave d'empêcher l'examen des questions. On entend dire que les choses nécessaires à la vie doivent être particulièrement exemptes d'impôts, qu'il y aurait inhumanité à ce qu'il en fût autrement, et alors, sans y regarder de près, sans chercher au fond quel peut être l'effet d'une taxe sur ces choses-là, on condamne l'idée *a priori* sur la simple étiquette. Nous voudrions bien pourtant qu'on nous montrât un grand pays ayant un budget en équilibre et de bonnes finances avec les simples taxes somptuaires, ou des taxes directes, n'atteignant pas les choses nécessaires à la vie; nous n'en connaissons pas, et nous serions curieux de savoir comment, en dehors des impôts de consommation, on

nous fournirait les 3 milliards dont nous avons besoin sans bouleverser les conditions économiques de notre pays et sans le ruiner de fond en comble dans le plus bref délai.

Du reste le public, avec son bon sens ordinaire, en a bien le sentiment, car, à part les réclamations qui tiennent à la politique, il accepte assez volontiers les taxes de consommation. Si en Italie on se plaint de la taxe sur la mouture, c'est moins contre l'impôt en lui-même qu'on se récrie que contre la façon dont il est perçu, et qui est plus ou moins inquisitoriale. Il en est un peu de même chez nous de l'impôt des boissons. Ce que le peuple n'aime pas surtout, c'est l'inquisition, autrement il prend assez bien son parti des taxes qui frappent même les choses nécessaires à la vie, si elles sont modérées et se paient par fractions minimes. En veut-on une nouvelle preuve après tant d'autres? On a proposé il y a quelque temps en Prusse de remplacer l'impôt de l'abatage de la viande (c'est bien là une chose de première nécessité) par une augmentation de la taxe sur le tabac. La proposition a été très mal accueillie. Nous ne croyons pas nous tromper en disant qu'en France l'impôt des portes et fenêtres n'est pas aussi impopulaire qu'on le prétend; il représente, en dehors des grandes villes et pour les habitans des petites localités, une dépense par an d'environ 65 centimes par personne. Est-ce là vraiment un impôt excessif dont il y ait lieu de se plaindre? On a demandé qu'il fût réuni à celui qui existe sur les habitations. Nous ne partageons pas cette opinion. Il faut, autant que possible, diviser les taxes pour ne pas les faire trop sentir; si on réunissait l'impôt des portes et fenêtres à celui des habitations, on rendrait la taxe unique très lourde, tandis qu'en les divisant et les laissant l'une et l'autre à des taux assez légers, on est sûr que la répercussion s'en fait aisément et qu'elles retombent en définitive sur tout le monde.

Reste à examiner maintenant la taxe mobilière; celle-là, selon la croyance générale, est plus particulièrement destinée à atteindre le revenu. — On a prétendu qu'à l'origine elle avait été même établie sous la forme progressive. C'est une grave erreur qui s'explique ainsi : l'assemblée constituante, voulant se rendre compte de ce que pouvaient être les revenus mobiliers qu'il s'agissait de frapper, supposa qu'ils devaient être en rapport avec le loyer d'habitation et selon des proportions différentes; elle calcula qu'un loyer de 200 francs représentait le tiers du revenu, tandis qu'un loyer de 8,000 à 10,000 francs n'en était tout au plus que la huitième ou la dixième partie. En un mot, elle partit de cette idée, que plus on était riche et moins on mettait à son loyer, proportionnellement à sa fortune; c'est sur cette base que fut établi l'impôt

mobilier. Il était progressif par rapport au loyer, mais il restait proportionnel quant au revenu. Ce mode d'appréciation était plus ou moins erroné, l'expérience a montré qu'il l'était beaucoup, car on n'a pas tardé à le changer; le système actuel consiste à imposer également tous les loyers au marc le franc, sans s'inquiéter du rapport qu'ils peuvent avoir avec le revenu réel. Il est encore très loin de réaliser la perfection, et il donne lieu dans la pratique à beaucoup de choses assez choquantes. Deux individus sont également riches, l'un habite la province, l'autre Paris; le premier a pour 4,000 francs de loyer, le deuxième occupe un appartement qui lui coûte 10,000 francs; ils seront imposés très différemment à la taxe mobilière. Et cependant celui qui ne paie que 4,000 francs sera encore plus riche de toute l'économie qu'il aura faite sur son loyer. Il y a là une inégalité très grande. D'autres inégalités résultent des exigences sociales ou industrielles; beaucoup de personnes sont obligées, par leur situation comme fonctionnaires ou comme commerçans, d'avoir un luxe d'habitation qui ne s'impose pas à d'autres personnes plus riches, mais qui ne sont pas dans la même position. L'avocat, le médecin, le dentiste, pour ne citer que ces professions, sont tenus souvent d'habiter certains quartiers et d'avoir un logement au-dessus de leurs moyens.

Mais la plus choquante de toutes les inégalités est celle qui se produit à l'occasion de l'augmentation des charges. Votre famille vient à s'accroître par la naissance de plusieurs enfans; il vous faut un appartement plus grand, vous ne pouvez pas, pour des raisons diverses, l'aller prendre dans un autre quartier ou monter à des étages supérieurs. Vous êtes obligé de vous agrandir là où vous êtes, en payant plus cher. L'impôt mobilier s'accroît en conséquence et s'ajoute à vos nouvelles charges. On a cherché à faire des distinctions dans certains cas; mais ces cas auraient été si nombreux, si on eût admis toutes les réclamations fondées, que le produit de la taxe en eût été grandement compromis. On a dû y renoncer et maintenir l'impôt tel qu'il est. Malgré cela, il faut le dire, il est encore un de ceux qu'on supporte le plus aisément; il n'est bien lourd que dans les grandes villes et particulièrement à Paris; partout ailleurs il est assez léger, et personne ne s'en plaint. Les 100 millions qu'il rapporte ne représentent que 1/2 pour 100 du revenu brut du pays, si tant est que ce revenu soit de 20 milliards. Il est vrai qu'il faut en défalquer 4 milliards de profits industriels qui paient déjà l'impôt de la patente, et pareille somme de revenus fonciers qui sont soumis également à une taxe particulière. Mais même après cette défalcation, l'impôt reste encore assez léger, et personne n'y ferait attention s'il était mieux réparti. On

a proposé de l'augmenter, de le porter en moyenne à 10 pour 100 des valeurs locatives. On en obtiendrait ainsi environ 160 millions. Ce serait encore moins de 1 pour 100 par rapport au revenu général. Cette mesure ne serait pas bonne, elle ne corrigerait pas les inégalités de la répartition, et ne ferait au contraire que les aggraver au préjudice de ceux qui en souffrent. Ce n'est point ainsi qu'on peut améliorer la taxe mobilière.

Enfin quelques personnes réclament contre la taxe personnelle qui frappe tout individu majeur, jouissant de ses droits civils. On veut voir là un souvenir de la capitation d'autrefois, et on trouve qu'elle frappe très inégalement. En vérité, il faut être bien ombrageux à l'endroit de tout ce qui peut rappeler l'ancien régime pour se récrier contre cette taxe. D'abord, elle n'a rien de la capitation d'autrefois, elle n'est point arbitraire, et pèse sur tout le monde, ensuite elle coûte fort peu, 3 francs en moyenne par personne, et quand on devrait acheter à ce prix la qualité de citoyen et l'exercice des droits politiques, ce ne serait pas trop cher. — Aux États-Unis, dans ce pays très libéral et où règne le suffrage universel, comme chez nous, il faut quelquefois payer jusqu'à 2 dollars pour avoir le droit de voter. L'état aurait bien tort de renoncer à cette taxe; il en tire une vingtaine de millions, et c'est une des taxes qui se perçoivent le plus aisément et qui se sentent le moins, bien qu'inscrite sur un rôle nominatif.

III.

Nous concluons donc au maintien des taxes directes actuelles, sauf les modifications que nous avons indiquées. Ces taxes sont aujourd'hui inscrites au budget en principal pour 412 millions. Sans doute, ceux qui ont à les payer acquittent encore la plus grosse part des droits de timbre et d'enregistrement, qui figurent pour 634 millions; ils supportent de même le principal poids des impôts de consommation, puisqu'ils possèdent la plus grande partie du revenu brut sur lequel ces droits retombent, mais il faut attendre les effets de la répercussion et l'incidence définitive; et en attendant que cette incidence ait eu lieu et que l'impôt soit arrivé à sa destination, il peut y avoir des troubles apportés dans la situation des individus, et de grandes inégalités dans la façon dont chacun est atteint. Pour corriger ce défaut, il nous paraîtrait juste de demander un peu plus aux taxes directes, et nous proposerions à cet effet un léger impôt sur le revenu. Seulement, il devrait être bien entendu qu'il ne s'agit pas là d'une taxe de compensation et de redressement pour ce que les classes inférieures sont censées payer en plus par

les impôts indirects; elles paient comme tout le monde, en proportion de leurs moyens, et rien de plus. Nous croyons l'avoir démontré suffisamment, et si nous demandons un léger supplément aux taxes directes, ce n'est pas pour réparer une injustice, il n'y en a point de commise; c'est tout simplement pour mieux assurer l'équilibre du budget, et permettre à nos législateurs de remanier celles des taxes qui sont les plus nuisibles au progrès de la richesse.

Un économiste fort spirituel, M. de Molinari, en rendant compte de l'excellent livre de M. Vuitry sur le système financier de la France dans l'antiquité et au moyen âge, disait dernièrement qu'i était fort difficile, aujourd'hui encore, de savoir exactement ce que chacun de nous paie d'impôts; il y a ceux que l'on voit et que l'on sent, et ceux que l'on ne voit pas et que l'on ne sent guère. Il avait raison; si l'on ne se préoccupe que de l'incidence première, le calcul n'est pas aisé à faire. Mais ce n'est pas là ce qu'il faut chercher, ce qui importe c'est le résultat définitif, et pour celui-là il est facile de le connaître; on n'a qu'à rapprocher le chiffre du budget de celui du revenu brut du pays. Si ce budget est de 3 milliards, par rapport à un revenu de 20, les ressources particulières de chacun de nous sont atteintes de la même manière, sous une forme ou sous une autre; nous payons au fisc le septième environ de notre revenu, qu'il consiste en rentes, en traitemens ou en salaire. Voilà la vérité vraie et le dernier mot de la science. La forme de l'impôt n'a d'importance réelle qu'au point de vue du développement de la richesse; il faut favoriser celle qui y nuit le moins, aujourd'hui surtout que nous sommes en présence de la concurrence universelle et qu'il s'agit d'affranchir la production de tous les obstacles qui la gênent. S'il nous était permis de faire une comparaison, peut-être un peu familière, mais qui rendrait bien notre pensée, nous dirions ceci : Quand on veut obtenir d'un cheval de course qu'il développe tous ses moyens, on commence par diminuer le poids qu'il est appelé à porter, on égalise ce poids avec celui des concurrens; on s'applique ensuite à le bien équilibrer, de façon qu'il ne pèse pas trop sur les parties du corps où il deviendrait le plus incommode. Eh bien, on doit agir de même pour les impôts, il faut les alléger le plus possible, et les répartir ensuite sur toutes les branches de la richesse, afin qu'ils n'en écrasent aucune. Telle est, nous ne pouvons trop le répéter, le véritable problème à résoudre, il n'y en a pas d'autre. Et pourquoi, à la fin de ces études, proposons-nous l'impôt sur le revenu? C'est précisément pour fournir ce moyen d'allègement et arriver à une répartition meilleure.

Maintenant, comment convient-il d'établir cet impôt? Il faut le généraliser autant que possible, et ne point admettre pour ainsi dire

d'exemption; à cette condition seule on le rendra très léger et très productif, il ne troublera la situation de personne. Avec la grande division des fortunes qui existe aujourd'hui en France, si on en exemptait seulement les revenus inférieurs à 1,200 francs, on mettrait les deux tiers du revenu général en dehors de l'impôt, on atteindrait tout au plus 6 ou 7 milliards sur 20, et pour réaliser 150 millions il faudrait demander 2 1/2 pour 100 environ. Ce serait évidemment trop, surtout si on veut laisser subsister les autres taxes directes avec lesquelles celle-ci fait double emploi. Mais, nous devons le reconnaître, la pratique générale est opposée; on considère cet impôt comme une taxe de luxe et on le fait peser particulièrement sur les riches. En Angleterre, les revenus au-dessous de 2,500 francs en sont affranchis, et en Prusse ceux au-dessous de 3,750 francs. On croit faire ainsi une chose juste et favorable aux intérêts économiques; il n'y a rien pourtant de juste, tous les citoyens devant également l'impôt, à exonérer les uns et à charger d'autant plus les autres; et quant à favoriser les intérêts économiques, un exemple prouvera le contraire: on prélève en Angleterre par l'*income-tax* 150 millions par an sur les revenus supérieurs à 2,500 francs, qu'auraient fait de cette somme ceux qui la possédaient si on la leur eût laissée? Ils l'auraient employée d'une façon quelconque, dépensée pour leurs besoins, ou économisée et prêtée à d'autres qui l'auraient utilisée; la conséquence dans l'un et l'autre cas eût été une augmentation de travail et de production, se traduisant par un accroissement de salaires et de bénéfices. Mais, dira-t-on, si on demande ces 150 millions directement aux riches, on n'aura pas à les exiger des pauvres, ceux-ci les consacreront également à augmenter le travail et la production, et le résultat sera le même. Cela est ainsi en apparence, mais non en réalité. Les 150 millions que l'on prend sur les revenus supérieurs à 2,500 francs sont plus ou moins nécessaires à la production, ils augmentent le stock des ressources disponibles avec lesquelles elle s'alimente, et le taux de l'intérêt se règle en conséquence. Il en est autrement de la même somme demandée aux taxes de consommation, elle ne sort plus du fonds de réserve destiné à la production, elle est prise lorsque cette production a eu lieu et qu'elle se répand déjà entre les mains des consommateurs, c'est-à-dire lorsqu'elle arrive à destination. C'est comme l'eau qu'on va chercher à la source ou à l'embouchure d'un fleuve. Dans le premier cas, on risque de la tarir en en prenant très peu, et dans le deuxième, on peut en prendre beaucoup sans qu'on s'en aperçoive.

Il n'y aurait donc pas d'immunités à accorder, excepté aux personnes indigentes et à celles qui sont dans un état voisin de cette

indigence. Hors de là, tout le monde devrait payer l'impôt, quel que soit le revenu, qu'il consiste en rentes, bénéfices industriels, traitemens ou salaires, peu importe. Pour le connaître, on s'en rapporterait à la déclaration contrôlée, comme en Angleterre, par des commissions spéciales; dans ces conditions, l'impôt atteindrait peut-être les trois quarts du revenu brut de la France, soit 15 milliards, au taux de 1 pour 100 et il donnerait 150 millions; on pourrait le réduire à 2/3 pour 100 si on n'avait besoin que de 100 millions, il ne serait alors écrasant pour personne, et la perception en deviendrait facile, sans trop de fraude. On n'aurait pas à se préoccuper non plus de la question de savoir s'il fait double emploi avec d'autres taxes déjà existantes, comme l'impôt foncier, l'impôt mobilier et celui de patente. Ces impôts pourraient rester; un seul devrait disparaître, celui qui frappe aujourd'hui le revenu des valeurs mobilières. Celui-là n'aurait plus de raison d'être après l'établissement d'une taxe générale. Autrement, le même revenu se trouverait imposé, non-seulement deux fois, sous des formes différentes, mais deux fois de la même manière.

Maintenant une autre question se pose : faut-il faire une distinction entre les revenus, taxer davantage ceux qui sont spontanés et fixes, comme les fermages et les rentes, et un peu moins ceux qui proviennent du travail, comme les bénéfices industriels, les traitemens et les salaires? On l'a beaucoup demandé, et la question a été fort débattue dans les pays où existe l'impôt du revenu. En Italie, on accorde la distinction, on impose pour leur intégralité les revenus fixes, au six huitièmes ceux qui proviennent du travail et de l'emploi des capitaux, et au cinq septièmes les revenus personnels, comme les traitemens et les salaires. En Angleterre, on ne l'accorde pas, et voici une des raisons pour le refus qui ont été données par les commissaires de l'*inland revenue* dans un de leurs rapports : « Quelque plausibles que soient, disent-ils, ces théories (celles qui demandent des distinctions), elles prêtent le flanc à des objections pratiques de la plus grande gravité; un impôt sur le revenu, pour pouvoir être maintenu, doit reposer sur des principes très simples et très intelligibles. Les complications et les raffinemens ne seraient pas seulement difficiles, nous pourrions même dire impossibles dans la pratique; mais nous pensons qu'ils cesseraient bientôt de satisfaire le public. En deux mots, après un surcroît d'expérience de treize années, nous ne voyons pas de raison de changer l'opinion exprimée dans notre dernier rapport : que le système présent est le seul dans lequel une taxe puisse atteindre la propriété en Angleterre en passant par le revenu. » La distinction qu'on demande ne serait même pas équitable. En effet, quand on impose les revenus

fixes d'un particulier, on les prend tels qu'il les a déclarés sauf contrôle, sans en rien déduire. S'il s'agit d'un industriel au contraire ou d'un commerçant, celui-ci n'est tenu de faire connaître que son bénéfice net, après déduction de toutes les dépenses qu'il devra faire pendant le cours de l'année, même pour son entretien. Par conséquent, si le premier a besoin de tout son revenu pour vivre, il ne lui restera plus rien à la fin de l'exercice, tandis que le second aura économisé ce qui n'aura pas été pris par l'impôt. C'est là une différence essentielle. Soutiendra-t-on que, même avec cette différence, l'égalité n'existera pas encore, que le bénéfice du commerçant est précaire et peut périr demain, tandis que celui du propriétaire subsistera toujours? Cela est vrai; mais, si l'on veut être logique et aller jusqu'au bout, il faut dire qu'on ne devra pas imposer du tout les bénéfices industriels, car, imposés même à moitié ou au tiers des revenus fixes, ils paraîtront l'être encore davantage. En bonne justice, il n'y a que le traitement des fonctionnaires et les honoraires de toute nature qui devraient être ménagés. Mais ici encore on a le droit de mettre en dehors de la déclaration ce qu'on est obligé de payer pour une assurance sur la vie si on en a fait une, de sorte qu'il dépend de ces contribuables de convertir dans une certaine mesure leurs revenus précaires en revenus solides.

Malgré cela, il faut en convenir, l'impôt du revenu sera toujours difficile à établir en France. Notre pays est celui où l'on obéit le plus aux préventions. On a dit que cet impôt, devant reposer en grande partie sur les déclarations, donnerait lieu à une fraude considérable; cette objection a été adoptée sans examen, et elle a suffi, jusqu'à présent, pour faire écarter le principe même de la taxe. On ne réfléchit pas que cette déclaration dont on se défie tant est déjà la base de beaucoup de nos contributions, et des plus importantes. C'est sur la déclaration, pouvant être contrôlée comme le serait celle du revenu, que sont perçus les droits de mutation, de succession, ceux de douane, l'impôt des boissons, du sucre, etc., etc. La fraude existe sans doute, mais elle est si peu considérable que le fisc aime mieux la subir que de chercher à la réprimer par des moyens vexatoires. Enfin on dit : Gardons-nous de l'impôt du revenu, car il ouvrirait la porte à l'impôt progressif, ce serait le premier pas dans cette voie. M. Casimir Perier a parfaitement répondu à cette objection dans un rapport de 1872. « Le jour, a-t-il dit, où le pouvoir serait entre les mains de gens capables de soumettre le pays à l'impôt progressif, ils n'auraient pas besoin de précédent ou de préliminaires. » Ils l'établiraient en effet, d'un trait de plume, au moyen du rôle des contributions directes, ou par

d'autres procédés qu'ils ne craindraient pas de rendre vexatoires Cette fin de non-recevoir n'a donc aucune valeur, et d'ailleurs en généralisant l'impôt, comme nous le demandons, on écarte le danger. Ce n'est plus une taxe de luxe qu'on met sur les riches, c'est une taxe comme les autres qui pèse sur tout le monde et qui doit rester proportionnelle, il n'y a plus de raison pour qu'elle change de caractère.

Arrivé au terme de ces études, nous avons besoin de résumer les conclusions qu'on peut en tirer. La première, c'est que, l'impôt étant la rémunération des services rendus par l'état, et dont nous profitons tous également, chacun le doit dans la proportion de ses facultés, et par faculté on entend, non-seulement ce qu'on possède de la richesse réalisée et disponible, mais aussi de celle qui se forme tous les jours, et qui se trouve distribuée à tout le monde sous forme de traitemens, de salaires ou de bénéfices industriels. L'état couvre tout de sa protection ; par conséquent, tout lui doit l'impôt. Cela est élémentaire. Maintenant, sous quelle forme l'exiger? On a pris la forme directe pour la fortune déjà réalisée. On s'est adressé à ceux qui la possédaient, et on leur a demandé une part du revenu qu'ils en tiraient; on ne pouvait pas agir de même vis-à-vis de ceux qui ne possèdent rien. Cependant, comme la richesse réalisée est loin de constituer toutes les ressources d'un pays, que celles qui se produisent au jour le jour et se consomment de même sont de beaucoup les plus considérables et que l'état leur accorde également sa protection, il fallait bien qu'elles contribuassent aussi aux charges publiques. On a eu recours pour cela aux impôts indirects; on a présumé à juste titre qus chacun consommant en raison de ses facultés, si on mettait une taxe sur les objets de consommation générale on ferait contribuer tout le monde dans une proportion exacte. Alors sont arrivées les objections.

On a prétendu d'abord qu'il était immoral et inhumain d'imposer les choses nécessaires à la vie, comme s'il y avait dans la société des gens qui dussent avoir le privilège de n'être point imposés. Ce privilège existait autrefois en faveur des classes élevées, on l'a aboli et on a bien fait. Voudrait-on le faire revivre pour les classes inférieures? Ce ne serait pas plus juste, et le seul moyen qu'on ait d'atteindre tout le monde, c'est précisément de taxer les objets qui sont d'un usage universel. Mais, dit-on, l'impôt pèse plus sur les pauvres que sur les riches; la consommation des objets taxés n'est pas en rapport avec la fortune. Si j'ai 100,000 francs de rente, je ne bois pas cent fois plus de vin et ne consomme pas cent fois plus de sel que celui qui n'a que 1,000 francs de revenu. Cette ob-

jection, qui frappe bien des gens, est plus spécieuse que réelle. Non, les riches ne consomment pas directement beaucoup plus des choses taxées que les pauvres, mais ils les consomment indirectement en les remboursant à ceux dont les services leur sont nécessaires, au tailleur qui leur vend un habit, à l'entrepreneur qui construit leur habitation, aux ouvriers qu'ils emploient sous diverses formes. Et quant à ceux qui ne dépensent pas leurs revenus, qui en économisent une partie qu'ils prêtent, ils retrouvent la taxe dans l'intérêt qu'on leur sert, et qui sera d'autant moins élevé que l'emprunteur aura plus d'impôts à subir. En un mot ces taxes font partie des charges générales de la société, et comme elles sont acquittées par le revenu brut sur lequel nous vivons tous, la part que chacun prend dans ce revenu donne la mesure de celle qu'il a dans l'impôt. L'une est exactement proportionnelle à l'autre. Cela est d'une vérité absolue.

Nous avons fait ressortir encore que les taxes de consommation étaient les meilleures, parce qu'elles se paient aisément, sans décourager personne; elles n'ont qu'un défaut, celui d'exiger beaucoup d'employés, d'être d'une perception assez chère, et de donner lieu quelquefois à des mesures inquisitoriales. Mais ces défauts se corrigent tous les jours, et on les verra disparaître lorsque la moralité publique sera plus développée encore et qu'on pourra compter davantage sur la déclaration des contribuables. Du reste ces taxes sont si bien conformes au progrès, que tous les états qui veulent avoir de bonnes finances s'empressent d'y recourir. C'est de l'empirisme, dira-t-on. Mais de l'empirisme qui réussit si bien et depuis si longtemps ressemble beaucoup à de la vraie science. En un mot: obligation pour tous de payer l'impôt, proportionnalité mieux assurée avec les taxes indirectes qu'avec les autres, et meilleurs résultats économiques obtenus. Tels sont les trois points que nous avons cherché à mettre en lumière dans ces études.

VICTOR BONNET.

LE ROMAN CLASSIQUE

EN ANGLETERRE

JANE AUSTEN

The Works of Jane Austen, with a memoir by her nephew, J.-E. Austen Leigh. London, 1872-1877. Bentley.

Un étranger qui visitait la cathédrale de Winchester demandait un jour qu'on lui montrât la tombe de miss Austen. « Monsieur, répondit le bedeau en lui désignant du doigt la plaque de marbre noir sous laquelle repose l'auteur de *Mansfield Park,* pourriez-vous me dire ce que cette dame avait de remarquable? Tout le monde maintenant veut savoir où elle est enterrée. » Cette question, assez naturelle d'ailleurs dans la bouche de celui qui la faisait, aurait, il y a quelques années, embarrassé plus d'une personne. La justice littéraire, qui ressemble aussi à la divinité boiteuse dont parle le poète, est venue tard pour Jane Austen, et peu de réputations ont été plus lentes que la sienne à mûrir. Bien des gens ignoraient encore le nom de l'aimable écrivain lorsqu'en 1843 Macaulay, grand lecteur de romans, comme on sait, ne craignit pas, dans son essai sur Mme d'Arblay, de déclarer que parmi ceux qui s'étaient approchés de Shakspeare il fallait mettre « l'étonnante créature » à laquelle, sur la fin de sa vie, il devait accorder un hommage plus éclatant encore, en se plaignant de ne pouvoir, faute de matériaux, tracer son portrait. Depuis lors, et bien que personne ne se soit rencontré pour mener à bien une entreprise que rendait redoutable ce regret du maître essayiste, Jane Austen a pas à pas conquis sa place dans l'estime des esprits d'élite, qui finissent presque toujours en définitive par guider l'opinion publique, et cette place est belle. La fille du pasteur de Steventon, inconnue pour ainsi dire pendant les quarante ans qu'elle a passés sur cette terre, n'a rien

perdu pour attendre. On lui a longtemps préféré, dans l'art de peindre les mœurs, des rivales heureuses dont la génération présente sait à peine les noms; mais aujourd'hui c'est de son côté que penche la balance, et, si ses contemporaines autrefois célèbres eurent du talent, on est bien forcé de reconnaître que seule elle eut du génie. C'est là le secret de l'intérêt qui s'attache après plus d'un demi-siècle à sa personne, et celui de la faveur avec laquelle on a récemment accueilli, tout imparfaite qu'elle fût, la biographie composée par son neveu pour une édition complète de ses œuvres. Jane Austen en effet n'avait pas d'histoire, et la légende même était muette sur son compte, grave inconvénient à une époque où la curiosité du détail intime devient de jour en jour plus impertinente. Grâce à M. Austen Leigh, on sait maintenant tout ce qu'on pourra jamais savoir, et c'est fort peu de chose, sur la femme modeste qui a donné à l'Angleterre quelques-unes de ses jouissances littéraires les plus pures. Le biographe inexpérimenté, c'est le titre qu'il se donne, a eu beau recueillir ses propres souvenirs et y ajouter ceux de ses amis, il n'a pas réussi à découvrir le plus petit bout de roman dans la vie d'une romancière qui semble avoir pris autant de soin pour cacher sa personnalité que d'autres mettent d'empressement à découvrir la leur. Peut-être n'y a-t-il là qu'un charme de plus. Au portrait de fantaisie qu'un parent moins soucieux de la vérité aurait pu faire accepter sans peine, les vrais admirateurs de Jane Austen préféreront le simple pastel dont M. Austen Leigh a tâché de faire revivre les traits effacés par le temps.

I.

« Personne n'aurait jamais supposé, en voyant dans son enfance Catherine Morland, qu'elle était née pour devenir une héroïne. Sa position sociale, le caractère de son père, celui de sa mère, son propre tempérament, tout était contre elle. Son père était un respectable pasteur, de fortune indépendante et nullement enclin à enfermer ses filles. Sa mère était une femme de sens qui avait l'humeur gaie, et, chose plus remarquable, une forte constitution. Elle avait eu trois fils avant la naissance de Catherine, et au lieu de mourir en mettant celle-ci au monde, comme chacun aurait pu s'y attendre, elle vécut assez pour avoir encore six enfans et les voir grandir autour d'elle, tout en jouissant elle-même d'une excellente santé. Une famille de dix enfans sera toujours ce qu'on appelle une belle famille, surtout lorsqu'il s'y trouve un nombre correspondant de têtes, de bras et de jambes; mais c'était là le seul droit que les Morland eussent à ce titre, car en général ils avaient l'air assez commun. » Dans

ce début ironique de l'un de ses premiers ouvrages, il n'est pas probable que miss Austen ait voulu faire allusion à sa propre famille, et cependant on ne peut s'empêcher de trouver une certaine ressemblance entre la position de son héroïne imaginaire et sa propre situation. Comme Catherine Morland, elle faisait partie d'une nombreuse famille, et rien n'indiquait en elle la femme destinée à la gloire.

Son père, George Austen, était pasteur de village, dans le Hampshire; il avait, suivant l'usage de l'époque, deux cures, mais cette pluralité de bénéfices n'était pas pour l'enrichir, car les paroissiens réunis des deux hameaux ne dépassaient pas le chiffre de trois cents, et pour aller de Deane à Steventon les chemins étaient si mauvais qu'on ne pouvait se servir que de charrettes. Ce fut du moins avec un véhicule de ce genre que le recteur (M. Austen portait ce titre), après y avoir mis ses meubles et sa femme, fit son déménagement lorsqu'il alla s'établir définitivement à Steventon. Au reste, dans certaines parties de l'Angleterre, les routes étaient alors tellement négligées qu'il ne fallait rien moins qu'une occasion solennelle, un mariage ou un enterrement, par exemple, pour qu'on s'avisât d'en combler les ornières. S'il était difficile d'arriver à Steventon, à certains égards il était méritoire d'y rester, car la société qu'on y trouvait, composée de propriétaires terriens, petits ou grands, n'offrait, vu l'ignorance et la grossièreté communes à cette époque, que des ressources assez restreintes. Quel ne devait pas être l'embarras d'un lettré, d'un ancien *fellow* d'Oxford, comme l'était M. Austen, quand son opulent voisin, le *squire*, venait lui dire : « Vous qui savez toutes ces sortes de choses, renseignez-nous donc. Est-ce Paris qui est en France, ou si c'est la France qui est dans Paris? Nous nous querellons toujours à ce sujet, ma femme et moi. » Il ne lui restait, tout en accomplissant les devoirs de sa charge, qu'à se renfermer dans le cercle de sa famille et à faire l'éducation de ses enfans, ce qui n'était pas une sinécure, car Jane Austen avait une sœur et cinq frères. Deux de ces derniers, Francis et Charles, se distinguèrent dans une période brillante de l'histoire de la marine anglaise et parvinrent à des grades élevés. Quant aux autres, ils ont fait moins grande figure dans le monde. On sait peu de chose sur l'enfance et la jeunesse de miss Austen, qui s'écoulèrent au presbytère de Steventon avec une monotonie bien faite pour désespérer la patience d'un biographe. Le bonheur domestique ne se raconte pas, et pendant vingt-cinq ans rien ne semble être venu troubler la modeste prospérité des Austen. Située au milieu d'une contrée peu pittoresque, la maison du recteur était d'une simplicité toute rustique : aucunes corniches n'y séparaient les murs des pla-

fonds, et les poutres des planchers étalaient sans façon le blanc de chaux dont elles étaient revêtues. Du jardin partaient deux allées plantées d'arbres où croissaient l'anémone et l'hyacinthe sauvage. Devant le presbytère s'étendait une terrasse, et derrière la maison on avait des prairies avec quelques bouquets de bois pour horizon. Tel fut le berceau du génie de Jane Austen. Quant à l'éducation qu'on lui donna, il est probable qu'elle ne différa pas sensiblement de celle que recevaient alors les jeunes filles et qui paraîtrait aujourd'hui bien insuffisante. De ce que la plupart de ses héroïnes ont pour la harpe et pour la danse une passion exagérée, il ne faudrait pas conclure que miss Austen ait excellé dans les arts d'agrément. Elle savait le français, grâce surtout à une cousine plus âgée qu'elle, qui, élevée à Paris, avait épousé un certain comte, lequel était mort sur l'échafaud pour avoir, disait-on, converti en pâturages des terres labourables avec l'intention de jouer un mauvais tour au gouvernement républicain. La jeune comtesse, une fois veuve, était revenue en Angleterre et avait vécu quelque temps chez son oncle où sa vivacité toute parisienne était fort appréciée. Elle prenait part aux divertissemens de la famille et tenait le premier rôle dans les pièces de théâtre que les fils de M. Austen s'amusaient à représenter, en été dans la grange, en hiver dans la salle à manger. Jane Austen avait alors quinze ans, et l'on peut supposer que, simple spectatrice, elle faisait dans son coin ample provision de souvenirs. Ceux qui ont lu *Mansfield Park* savent du moins avec quelle vérité elle a dépeint les rivalités d'une troupe d'amateurs et les déboires particuliers à ce genre de plaisir. Ce fut peut-être alors que le goût de la composition littéraire s'éveilla chez elle, bien que l'on ignore à quelle époque elle commença de remplir les cahiers, restés par bonheur inédits, où elle déposait les fruits de sa verve inexpérimentée. Elle n'avait pas encore atteint sa seizième année que ces essais, vers ou prose, formaient déjà un assez gros volume. Le fond en était puéril, mais la forme en était déjà très pure et très simple, ce qui est assez rare pour être noté, car ordinairement ce n'est point par la simplicité du style qu'on débute. Malgré cette précocité peu commune, Jane Austen ne se montra pas empressée de chercher un éditeur. Elle ne paraît avoir songé que beaucoup plus tard à publier ses romans. La gloire n'entrait pas dans ses rêves de jeune fille, et si elle écrivait, c'était sans doute pour obéir à une sorte d'instinct.

Autant qu'on en peut juger par ses lettres et par les souvenirs de ses contemporains, elle était plus portée à l'enjoûment qu'à la mélancolie, et rien ne prouve qu'elle ait eu la moindre ambition. Sa famille suffisait à son affection, et les ridicules de ses voisins à son

talent d'observation. On nous la représente, vers sa vingtième année, comme une belle fille aux traits réguliers, pleine d'animation et de grâce. Comment il s'est fait qu'avec ses agrémens, son intelligence et sa raison, elle n'ait rencontré sur sa route aucun de ces jeunes hommes qu'elle aime à décrire et qui mettent, étant riches, tant d'ardeur à épouser des filles qui ne le sont pas, on l'ignore. On voudrait savoir si celle qui a tant de fois fait parler la passion de l'amour aima jamais elle-même ou fut aimée à son tour; mais il ne paraît pas possible de satisfaire sur ce point une légitime curiosité. Son neveu assure qu'elle ne passa point dans la vie sans avoir été l'objet d'une vive affection, et que toute jeune encore elle repoussa la demande d'un homme qui, possédant toutes les qualités morales et tous les avantages matériels, n'avait pas eu l'art de toucher son cœur. Il ajoute qu'un autre prétendant aurait peut-être été plus heureux si une mort prématurée n'eût interrompu des projets auxquels miss Austen se montrait moins défavorable; mais il avoue avec une grande franchise que les allusions faites par Cassandra Austen à cet épisode de la jeunesse de sa sœur étaient trop discrètes et trop vagues pour qu'on pût deviner jusqu'où les sentimens de celle-ci s'étaient trouvés engagés. Suivant un autre témoignage qui paraît d'abord tout désintéressé, Jane Austen, il faut le dire, n'aurait été ni aussi difficile à toucher, ni même aussi réservée. Miss Russell Mitford a parlé d'elle à plusieurs reprises dans sa correspondance, et sur la foi de sa mère, qui avait vécu dans le voisinage de Steventon, elle fait de la « vieille fille ou plutôt de la jeune dame » un portrait probablement plus piquant que fidèle. S'il fallait en croire miss Mitford, Jane Austen, après avoir été la plus jolie, la plus sotte et la plus affectée de toutes les jeunes personnes qui chassent aux maris, serait devenue le type « le plus perpendiculaire, le plus précis et le plus taciturne » du bonheur dans le célibat. « Jusqu'à ce que la publication de *Pride and Prejudice* eut fait voir quel joyau cachait cet inflexible étui, on ne lui accordait pas plus d'attention qu'à un écran ou à un tisonnier. Il n'en est plus de même aujourd'hui; c'est encore un tisonnier, mais un tisonnier dont chacun a peur. Il faut avouer que l'observation silencieuse d'une pareille observatrice a quelque chose de terrible. »

L'éditeur des lettres de Mary Russell Mitford s'est cru obligé de protester dans une note contre cette métaphore peu charitable. Peut-être la précaution était-elle inutile. Que Jane Austen ait eu ses travers, cela est probable; le peu qu'on sait d'elle suffit pour affirmer qu'elle ne fut ni frivole, ni ridicule. Le seul trait de cette mordante esquisse qui soit vraisemblable, c'est le silence redoutable qu'on lui prête. Il ne paraît pas en effet qu'elle ait jamais tenu à

briller, même dans la petite société de province où s'écoulait son existence. Lorsque son père, au printemps de 1801, eut pris la résolution d'abandonner sa cure à son fils et de se retirer à Bath, ce fut pour elle un cruel chagrin; cette nouvelle résidence, alors le rendez-vous des gens élégans, ne compensait pas à ses yeux la perte de la rustique demeure où elle avait vécu vingt-cinq années. Trois lettres adressées par elle à sa sœur nous font entrevoir ce qu'on pourrait appeler la période mondaine de sa vie, c'est-à-dire quelques bals, quelques soirées passées tranquillement à boire du thé avec des dames. Cette période fut d'ailleurs très courte. Son père étant mort au commencement de 1805, elle alla habiter Southampton avec sa mère et sa sœur, et après quatre années d'un séjour sur lequel on n'a aucun détail, les trois femmes s'établirent à Chawton, dans un cottage que leur offrait Edward Austen, second fils du recteur de Steventon, que la succession d'un cousin avait enrichi. Ce fut là que miss Austen retoucha et publia les ouvrages qui devaient la rendre célèbre et dont quelques-uns étaient composés depuis un certain temps. Dès 1797 en effet, elle avait chargé son père d'offrir le manuscrit d'*Orgueil et Prévention* à un éditeur en renom. Celui-ci n'avait fait qu'une seule infraction à une tradition aussi vieille que le monde; il s'était hâté de décliner l'offre par le retour du courrier. Le sort d'un autre roman avait été plus humiliant encore. L'auteur l'avait vendu pour dix livres sterling à un libraire entreprenant de Bath qui, manquant de courage au dernier moment, avait mieux aimé perdre cette somme que de risquer la publication de *Northanger Abbey*. Ces deux tentatives malheureuses ne découragèrent pas la jeune fille au point de lui faire brûler ses œuvres dédaignées. Elle écrivait pour son plaisir bien plus que pour l'honneur ou le profit. Elle remit ses pauvres cahiers dans son portefeuille et attendit tranquillement une occasion plus favorable ou des éditeurs moins méfians. Une fois installée, et pour toujours, à Chawton, elle reprit ses habitudes paisibles de composition, interrompues on ne sait pourquoi pendant tout le temps qu'elle avait passé soit à Bath, soit à Southampton, et personne ne fit jamais moins étalage de pareilles occupations. Hors sa famille, nul n'aurait pu soupçonner que la petite maison de Chawton renfermait une femme auteur, tant elle réussissait à cacher, même aux yeux des domestiques, le genre d'étude auquel elle se livrait. Comme elle n'avait point de cabinet de travail à sa disposition, c'était dans la chambre commune qu'elle écrivait, sur un petit pupitre en acajou, couvrant de ses caractères élégans et fermes les étroits morceaux de papier qu'au craquement soigneusement entretenu de la porte d'entrée elle dissimulait rapidement. Ainsi furent compo-

sées les œuvres charmantes qui s'appellent *Sens et Sensibilité*, *Orgueil et Prévention*, *Mansfield Park* et *Emma*. Tous ces romans parurent sans signature, de 1811 à 1816. Ils eurent des lecteurs et même quelques admirateurs, puisque le prince régent fit demander à l'auteur, dont un hasard avait révélé le nom à son médecin, de lui dédier son prochain ouvrage. La critique du temps voulut bien en faire l'éloge en termes mesurés, et il se trouva des gens pour suggérer à la romancière des sujets ingénieux auxquels elle n'aurait jamais songé toute seule. Par exemple, le chapelain anglais du prince Léopold, voulant délicatement flatter son maître, qui allait épouser la princesse Charlotte, proposait à l'auteur d'*Emma* de célébrer dans un roman historique les hauts faits de l'auguste maison de Cobourg, et lui faisait entrevoir le succès certain d'une semblable entreprise. Et miss Austen de répondre avec une civilité d'où l'ironie n'était pas absente que, tout en comprenant la beauté d'une telle matière, elle se sentait incapable d'écrire un roman historique, à moins que ce ne fût la corde au cou, pour sauver sa vie, et encore serait-elle sûre d'être pendue avant la fin du premier chapitre. Si l'on ajoute à cette proposition burlesque le privilège de visiter en détail la bibliothèque princière de Carlton House, et quelques centaines de livres sterling payées par ses éditeurs, on aura la somme des avantages que, de son vivant, Jane Austen retira de ses œuvres. Quant à la popularité qui s'attache aux écrivains aimés de la foule, elle ne devait pas la connaître. Elle continua de vivre ignorée, heureuse dans sa retraite jusqu'au jour où, à la suite de soucis de famille, elle fut prise d'une fièvre bilieuse qui mina sa constitution. Dès lors elle ne fit plus que languir et s'éteignit tranquillement dans l'été de 1817.

II.

Les romans de miss Austen ressemblent à son existence : ils sont sans prétention et sans éclat. Ce sont des tableaux de la vie bourgeoise à la campagne, et pour bien les comprendre il est nécessaire de les replacer d'abord dans le jour qui leur convient. L'auteur travaillait, suivant son expression, sur deux pouces d'ivoire et avec une brosse si fine qu'il lui fallait beaucoup de labeur pour produire peu d'effet. L'effet n'est pas, à vrai dire, aussi mesquin que sa modestie le supposait, mais on doit reconnaître que la comparaison ne manque pas de justesse. Il y a dans ces peintures d'une touche si délicate bien des traits dont on ne saisit pas la valeur à première vue et qui réclament une attention plus soutenue. Les personnages, sans toutefois qu'il soit nécessaire d'employer un

verre grossissant pour les distinguer, n'ont pas les proportions souvent exagérées auxquelles nous a trop habitués le roman contemporain. Ils sont très vivans, mais c'est dans un cercle restreint qu'ils se meuvent, et, tout en appartenant à l'humanité par leurs caractères généraux, ils ont une marque distinctive qui trahit leur origine et leur assigne une date. On sent qu'ils sont d'un autre âge; on pourrait presque dire qu'à ce point de vue ils ont une valeur historique et qu'ils représentent une époque disparue avec une fidélité qu'attestent de rares survivans.

Trois quarts de siècle signalés par les progrès extraordinaires du luxe, de l'industrie et du goût ont apporté de tels changemens dans les idées, dans les mœurs, dans les habitudes, qu'on ne laisse pas d'être un peu dépaysé quand on se trouve en présence des messieurs et des dames qui habitent *Northanger Abbey* ou *Mansfield Park*. Aussi ceux qui veulent avoir une image de ce qu'était la société anglaise moyenne entre 1800 et 1815 ne peuvent-ils mieux s'adresser qu'à miss Austen. La vie de cette classe particulière que nos voisins appellent *gentry* paraît avoir été alors plus simple et plus originale qu'aujourd'hui. Les raffinemens de l'élégance et du confort n'avaient pas encore pénétré dans les campagnes. Jusque dans les plus petits détails, les manières gardaient quelque chose de rustique dont on rougirait maintenant. On ne voyait sur les tables des salles à manger ni fleurs, ni fruits, ni décorations, mais des mets substantiels dont on se transmettait le secret de génération en génération et qui faisaient la gloire des ménagères. On fabriquait soi-même son vin; soi-même on brassait sa bière. Non-seulement on ignorait le superflu, mais le nécessaire même faisait quelquefois défaut. Ainsi dans certaines maisons l'usage des fourchettes d'argent n'était pas en honneur. Le fameux *beau* Brummel, un jour qu'on lui demandait des nouvelles de ses parens, répondait que le digne couple devait avoir fini par se couper la gorge à force de manger des petits pois avec le couteau. L'ameublement était en général d'une simplicité qui de nos jours paraîtrait du dénûment. Point de tapis dans les chambres à coucher ni dans les corridors; dans toute l'habitation, il n'y avait souvent qu'un sofa et de formes trop anguleuses pour tenter l'indolence. Il est vrai qu'on ne tolérait les positions inclinées que chez les vieillards ou chez les invalides. Ne disait-on pas d'un certain gentilhomme, modèle de son temps, qu'il aurait fait le tour de l'Europe sans toucher du dos le fond de sa calèche de voyage? Quant à ces mille objets qui maintenant encombrent le salon le moins élégant, on les aurait vainement cherchés. On ne trouvait d'épinette ou de piano que dans les familles qui se distinguaient par des goûts d'artiste. Un petit pupitre, une

boîte à ouvrage, un étui pour le filet, étaient les seuls ornemens de la table commune. A l'égard des divertissemens, les cartes, la danse et la chasse en faisaient tous les frais. Le menuet, au moment de disparaître, jetait un dernier éclat, et les rondes étaient encore en honneur dans la province. Dans ces plaisirs, on mettait presque autant de dignité sérieuse que dans les occupations et les devoirs importans de la vie. C'était une affaire d'état, au bal, que de placer les couples de danseurs suivant leur préséance sociale, et toute plaisanterie n'était pas bien venue dans une partie d'hombre ou de whist. Les conversations, même les plus frivoles, avaient une allure solennelle. Elles formaient, avec les promenades, le principal passe-temps de la jeunesse, et, de tous les dons naturels ou acquis, l'art de soutenir un entretien était le plus en faveur. On est aujourd'hui assez disposé à fuir les grands causeurs, les gens qui ne parlent que par tirades : on les aimait alors et l'on tâchait de leur ressembler. Si l'on parlait beaucoup, on n'écrivait guère moins, et ces lettres interminables, qui n'existent plus que dans la fiction, avaient encore une incontestable réalité.

Toutes ces habitudes, toutes ces mœurs, tous ces goûts d'une autre époque viennent fidèlement se refléter dans l'œuvre de miss Austen sans en faire pourtant l'unique intérêt. En effet, sous des costumes surannés qui nous semblent bizarres l'auteur a fait palpiter des cœurs humains avec leurs passions. Les Thorpe, les Crawford, les Bertram, ont le col emprisonné dans de hautes cravates et les pieds chaussés de bottes à la Wellington, mais par leurs vertus et leurs vices ils se rattachent à la même race que les héros des romanciers modernes. Les Fanny Price, les Emma Woodhouse, les Harriet Smith ont la taille de leurs robes sous les bras et jouent de la harpe ou de la guitare; mais dans leurs qualités et dans leurs défauts quelle fille d'Albion ne pourrait se reconnaître encore? Avarice ou prodigalité, amour pur ou passion intéressée, égoïsme ou dévoûment, vanité aristocratique ou vulgarité bourgeoise, il n'y a rien là qui soit passé de mode. Le cadre a vieilli peut-être, mais qui pourrait s'en plaindre? Lorsque, fatigué du tapage que font avec leurs aventures et leurs sentimens les personnages en vogue de maint roman contemporain, on veut se reposer un peu, on n'a qu'à ouvrir au hasard un des six volumes que nous a laissés la fille du recteur de Steventon. Ici tout respire le calme et la simplicité. L'écrivain ne s'est pas mis l'esprit à la torture pour inventer des situations merveilleuses. Il s'est contenté de ces menus événemens sans importance dont se compose la vie du plus grand nombre des hommes. Dans tous ses ouvrages, on ne trouverait pas un seul

incident extraordinaire. Des parties de plaisir, des soirées, des visites, de longues causeries, des méprises, des brouilles et des raccommodemens, voilà les seuls ressorts que l'auteur se permette. Les péripéties, il faut l'avouer, ne sont ni nombreuses, ni variées. C'est tantôt un de ces voyages qui faisaient époque dans l'existence d'un homme, tantôt un rhume violent accompagné de fièvre et qui cause de vives inquiétudes. Quelquefois c'est un évanouissement dont on n'est tiré qu'à grand renfort de corne de cerf, ou bien une chute grave qui met longtemps en péril les jours de l'héroïne. En général, comme dans la vie aussi, tout finit par s'arranger tant bien que mal, même pour les couples aventureux qui ont eu recours au ministère du joyeux forgeron de Gretna-Green.

A la simplicité toute patriarcale de l'intrigue correspond l'apparente banalité des personnages. C'est ici qu'éclate l'art de l'écrivain, qui, au moyen de nuances si délicates qu'elles défient l'analyse, arrive à donner une physionomie distincte à chacun des êtres que son imagination à créés; et cet art est d'autant plus puissant que les personnages choisis par miss Austen pour représenter une société spéciale n'offrent aucun de ces contrastes de rang ou de position dont le romancier peut tirer un si grand parti. De propos délibéré l'auteur s'est imposé la loi de ne point sortir d'un certain milieu, celui de la petite aristocratie de province. Des propriétaires vivant sur leurs biens, des pasteurs de village, de vieilles filles pauvres, des jeunes filles riches, des fils aînés de famille, qui n'ont qu'à laisser couler le temps pour arriver à la fortune, et des cadets qui en sont réduits à l'église ou à la marine, voilà le monde où se déploie son observation. Pour le faire vivre, il ne faudra rien moins que l'étude appronfondie des caractères. « Il y a, dit à ce propos Macaulay, une remarquable analogie entre les visages et les esprits des hommes. On ne trouverait pas deux visages semblables, et néanmoins il y en a très peu qui diffèrent sensiblement du type commun. De même aussi la variété des caractères passe toute énumération, mais il est très rare qu'ils s'écartent assez du type commun pour devenir frappans et grotesques. » La limite qui sépare ce que l'on rencontre tous les jours de ce qu'on n'aperçoit que rarement, miss Austen s'est interdit de la franchir. Elle se plaît dans le terre à terre, et des critiques superficiels lui ont reproché quelquefois la monotonie de ses peintures. Et pourtant dans cette longue galerie de portraits il n'y en a pas deux qui se ressemblent assez pour qu'on puisse être tenté de les confondre. Ce sont des figures familières et qu'on reconnaît bien vite au passage, mais dont chacune se distingue par des caractères qui lui sont propres. Le procédé si connu qui consiste à rassembler sur un seul personnage

des traits empruntés de toutes parts pour en faire un type idéal, soit dans le bien, soit dans le mal, soit dans le ridicule, l'auteur ne l'emploie jamais. Il y a dans ses romans des hypocrites, des débauchés, des égoïstes, des orgueilleux et des niais; on n'y rencontre pas ces êtres de raison consommés dans le vice et chargés de le personnifier, à peu près comme le bouc émissaire représentait les péchés d'Israël. On y trouve de même un grand nombre de braves gens, mais ils n'ont pas la perfection conventionnelle des Clarisse Harlowe et des Grandisson, et ce qu'ils perdent en relief, ils le regagnent en vraisemblance. Si l'on s'intéresse à eux, ce n'est pas parce qu'ils frappent d'admiration, d'horreur ou de pitié, c'est tout simplement parce qu'en les voyant on salue des semblables. Non qu'on puisse toujours être très flatté de regarder dans le miroir que tend la romancière; seulement on se console en y apercevant aussi les autres. Personne n'aimerait à avouer par exemple qu'au moment de faire une générosité la réflexion est venue arrêter le premier mouvement qui était le bon, et cependant qui ne sentirait combien naturelle est la conduite de M. Dashwood dans les premiers chapitres de *Sense and Sensibility!* Héritier de toute la fortune de son père, il s'est promis d'abord de donner à ses sœurs trois mille livres sterling pour les doter. Sa femme lui fait remarquer que c'est beaucoup d'argent : mieux vaudrait constituer une rente à la veuve et à ses filles. Encore est-ce une chose bien désagréable qu'une rente à payer, et qui revient tous les ans. D'ailleurs ses sœurs ne sont pas pauvres, tant s'en faut. « Voyez donc, mon cher monsieur Dashwood, quelle confortable existence votre belle-mère et ses filles mèneront. Elles auront entre elles cinq cents livres à dépenser par an, et que faut-il de plus au monde à quatre femmes? Elles vivront à si bon compte! Presque point de dépenses de maison. Elles n'auront ni chevaux, ni voitures, à peine des domestiques. Ne recevant personne, elles n'auront aucune espèce de frais à faire. Cinq cents livres! Vraiment, je ne peux pas m'imaginer comment elles s'y prendront pour en dépenser seulement la moitié. Quant à leur donner davantage, ce serait une absurdité d'y penser. Ce serait plutôt à elles à vous donner quelque chose. » M. Dashwood réduira d'abord la rente à un petit cadeau fait à l'occasion; puis, tout bien pesé, il se contentera d'offrir à ses sœurs... sa voiture et ses chevaux pour les aider à quitter la maison paternelle. M. Dashwood est-il un avare? Nullement; c'est un homme du monde qui accomplit tous les devoirs extérieurs que le monde réclame, et qui, comme la plupart des gens, n'est généreux que quand il est absolument forcé de l'être. Il n'épargnera jamais à ses sœurs les marques de considération les plus sincères, surtout si elles font

de bons mariages, et se montrera parfait pour elles jusqu'à la bourse exclusivement. M. Bennett, dans *Pride and Prejudice*, n'est pas non plus un méchant homme. Il a eu le tort d'épouser une sotte et le tort peut-être plus grand encore de laisser voir qu'il le sait. La grande affaire de la vie, pour Mme Bennett, c'est de recevoir et de rendre le plus de visites possible et de chercher partout des gendres, tandis que le maître de la maison, loin du bruit, au milieu de ses livres, laisse s'agiter dans le vide une famille qu'il n'a pas voulu se donner la peine de gouverner. Quelque jeune homme opulent ou supposé tel vient-il s'établir dans le voisinage, aussitôt Mme Bennett dresse ses batteries et tente d'intéresser au succès de la campagne son mari, qui le plus souvent n'oppose à ses plans que le scepticisme et l'ironie du dédain.

« — Mon cher monsieur Bennett, avez-vous appris qu'on a fini par louer Netherfield Park? — M. Bennett répondit qu'il n'en savait rien. — Mais il n'y a pas à en douter, reprit Mme Bennett, car Mme Long vient de venir et m'a tout raconté. — M. Bennett ne fit point de réponse. — N'aimeriez-vous pas à savoir qui est le locataire? lui cria sa femme avec impatience. — C'est vous qui aimeriez à me le dire, et je n'ai aucune objection à l'apprendre. — Cette invitation fut considérée comme suffisante par Mme Bennett. — Eh bien, mon cher, sachez donc que, d'après Mme Long, Netherfield est loué à un jeune homme très riche du nord de l'Angleterre. Il est arrivé lundi dans une voiture à quatre chevaux pour voir la maison et il en a été si enchanté qu'il s'est aussitôt entendu avec le propriétaire. Il y entrera avant la Saint-Michel et quelques-uns de ses domestiques arriveront la semaine prochaine. — Comment s'appelle-t-il? — Bingley. — Est-il marié ou célibataire? — Oh! mon cher, célibataire naturellement. C'est un garçon à la tête d'une grande fortune, quatre ou cinq mille livres par an. Quelle belle chose pour nos filles!

— Comment cela? qu'est-ce que cela peut leur faire?

— Mon cher monsieur Bennett, que vous êtes ennuyeux! Vous savez bien à quoi je pense. Il en épousera une.

— Est-ce son dessein en venant s'établir ici?

— Son dessein? Quelle absurdité, et comment pouvez-vous parler de la sorte? Seulement il est très vraisemblable qu'il tombera amoureux de l'une d'entre elles, et c'est justement pour cela qu'il faut que vous lui fassiez une visite aussitôt qu'il sera arrivé.

— Je n'en vois pas la nécessité. Vous pouvez y aller, vous et vos filles; vous pouvez même les y envoyer toutes seules, ce qui vaudrait peut-être encore mieux, car comme vous êtes aussi jolie qu'aucune d'elles, le choix de M. Bingley pourrait tomber sur vous.

— Mon cher, vous me flattez. Certainement, j'ai eu ma part de beauté; mais je ne prétends pas maintenant offrir aux regards rien d'extraordinaire. Quand une femme a cinq grandes filles, elle ne doit plus penser à ses propres agrémens. Mais il faut que vous vous présentiez chez M. Bingley, car nous ne pouvons le faire sans vous.

— Vraiment, vous y mettez trop de façons. J'ose dire que M. Bingley sera très heureux de vous voir. Je vous donnerai pour lui un billet dans lequel je l'assurerai du fond du cœur qu'il est libre d'épouser celle qu'il veut de mes filles.

— Vous vous plaisez à me tourmenter. Vous n'avez pas la moindre pitié de mes pauvres nerfs.

— Vous me faites tort, ma chère amie. J'ai un grand respect pour vos nerfs. Ce sont de vieux amis. Voilà vingt-cinq ans au moins que je vous entends en parler avec égards.

— Ah! vous ne savez pas ce que je souffre.

— Vous vous en tirerez, je l'espère, et vivrez assez pour voir encore arriver dans le voisinage beaucoup de jeunes célibataires avec quatre mille livres de revenu. »

Si M. Bennett est franc avec sa femme, on peut croire qu'il ne l'est pas moins avec les demoiselles Bennett et en général avec tous les sots au milieu desquels il est condamné à passer sa vie. A cet égard, on doit dire que la romancière a fait bonne mesure. M. Bennett, en effet, a encore le privilège d'avoir pour cousin et pour héritier un jeune ecclésiastique qui est bien le niais le plus content de soi que l'on puisse rêver. Il faut lire dans l'original la lettre inimitable où M. Collins annonce son arrivée à la famille Bennett et les allusions délicates qu'il fait à sa situation particulière. Il faut le voir dresser intérieurement l'inventaire du domaine que la loi des successions lui réserve un jour. Il faut l'entendre, solennel et bienveillant, faire sa déclaration à la seule des filles de M. Bennett qui ait trouvé grâce devant les yeux de son père. Il lui expose en premier lieu, car Lizzy tout d'abord a voulu s'enfuir pour éviter l'entretien, combien ces sentimens de virginale modestie ajoutent de charme à sa personne, puis, par une transition délicate, il lui énumère les raisons qui le portent à se marier : « Mon premier motif, c'est que je crois qu'il est bon pour un *clergyman* de donner l'exemple du mariage à sa paroisse; mon second motif, c'est que mon bonheur en sera grandement augmenté; mon troisième motif, et peut-être aurais-je dû le mentionner plus tôt, c'est que tel est l'avis de la très noble dame que j'ai l'honneur de nommer la patronne de ma cure. Deux fois elle a daigné, sans que je le lui demandasse, me donner son opinion sur ce sujet. Samedi soir même,

la veille de mon départ, elle me disait encore, entre deux parties de quadrille : « Monsieur Collins, il faut vous marier. Un *clergyman* comme vous doit se marier. Choisissez bien, dans mon intérêt autant que dans le vôtre, prenez une fille de bonne maison, amenez-la ici, et je lui ferai visite. » En voilà assez sur ce qui concerne mes raisons générales en faveur du mariage. Il ne me reste qu'à vous assurer, dans le langage le plus passionné, de la violence de mon affection. Je suis parfaitement indifférent à la fortune. Je n'adresserai aucune demande pécuniaire à votre père, car je sais bien qu'il ne pourrait pas y satisfaire, et que vous avez seulement droit à 1,000 livres en 4 pour 100 qui ne vous appartiendront qu'au décès de votre mère. Sur ce point, je garderai donc invariablement le silence, et vous pouvez être sûre qu'aucun reproche peu généreux ne sortira de mes lèvres une fois que nous serons mariés. »

M. Collins n'est pas le seul *clergyman* que miss Austen ait décrit. Il a son pendant ailleurs dans la personne de M. Elton, qui est jeune comme lui, et comme lui voudrait bien se marier. Le docteur Grant, Edmond Bertram et Henry Tilney viennent compléter le groupe. Tous ils appartiennent à une espèce alors fort commune, celle des pasteurs mondains. L'église est pour eux une profession honorable et lucrative qui, ne réclamant pas de grands sacrifices, permet toutes les distractions de la société. Aussi ne faut-il pas être surpris si c'est dans un bal qu'on fait connaissance avec l'aimable M. Tilney ou si le docteur Grant est de mauvaise humeur quand la dinde n'est pas cuite à point. Le salut des âmes ne passe pour eux qu'après les plaisirs du monde, et s'ils sont ministres de l'Évangile, ce n'est qu'à leurs momens perdus ou quand ils revêtent la robe pour prêcher leurs sermons du dimanche. Au reste ils ne déparent point la société frivole que l'auteur aime à faire passer sous nos yeux et dont *Mansfield Park* offre le tableau le plus complet.

III.

Mansfield Park, publié en 1814, peut être considéré comme le chef-d'œuvre de miss Austen. Elle y a mis le meilleur de son talent, et l'ouvrage n'est pas loin de cette heureuse perfection où l'écrivain le mieux doué n'atteint pas toujours. Les proportions en sont bien tracées, et l'intrigue ne compte pas moins d'une vingtaine de personnages ayant tous une physionomie originale, depuis ceux auxquels l'auteur a confié des rôles importans jusqu'à ceux qui ne font en quelque sorte qu'apparaître sur la scène. De là une variété plus grande et des contrastes plus piquans. Les incidens ne sont pas, il est vrai, plus nombreux que dans les autres ouvrages

de la romancière ; ils suffisent cependant au développement naturel des caractères. Il n'y faut pas chercher des situations tragiques, de grands désespoirs ni de violentes émotions : ce n'est pas la manière de l'auteur. Le doigt ne tourne pas les pages du volume avec une fiévreuse impatience, et la curiosité du dénoûment ne fait pas « sauter vingt feuillets » pour trouver la fin de l'histoire. La demeure du baronnet Thomas Bertram dans le comté de Northampton ne connaît pas les agitations vulgaires. L'ordre y règne, et pour le troubler il ne faudrait rien moins qu'une catastrophe. Encore ne s'en apercevrait-on pas à la surface. Sir Thomas Bertram est l'homme froid, poli, peu intelligent, mais vertueux, qui semble avoir été l'idéal du gentleman anglais au commencement de ce siècle et le sujet des sarcasmes de Byron. Il a épousé pour sa beauté une femme qui, lui ayant donné deux fils et deux filles, s'est cru des droits acquis à une indolence absolue pour le restant de ses jours. Lady Bertram passe les trois quarts de sa vie sur son sofa entre sa broderie et son petit chien, véritable image de la mollesse somnolente et satisfaite. Elle a deux sœurs qui ont été moins heureuses qu'elle dans la grande loterie du mariage. L'une, miss Price, a choisi par amour et pour désobliger sa famille un lieutenant de marine sans fortune ni éducation, et si elle n'a pas le nécessaire en fait de bien-être et d'argent, elle a le superflu sous la forme de nombreux enfans. L'autre, Mme Norris, en vertu de cette maxime qu'il y a dans le monde beaucoup plus de jolies femmes que d'hommes riches pour les mener à l'autel, a dû se rabattre, après une assez longue attente, sur un ecclésiastique. La générosité du baronnet a fait le reste. Il a donné au mari de sa belle-sœur une bonne cure dont le presbytère est situé tout près de son château, et Mme Norris, qui n'a pas d'enfans, profite de ce voisinage pour vivre à Mansfield Park.

Parmi tous les caractères qu'elle a tracés, il n'en est pas qui fasse plus d'honneur à la plume de miss Austen que celui de Mme Norris. Certes, il n'est pas difficile d'être égoïste; mais donner à son égoïsme tous les dehors du dévoûment et du sacrifice, ne penser jamais qu'à soi tout en ayant l'air de songer sans cesse aux autres, c'est là un degré de perfection auquel on ne parvient pas sans peine. Mme Norris pourtant paraît y être arrivée tout naturellement. Grâce à l'apathie de sa sœur, à la bienveillance un peu bornée de son beau-frère et à ses adroites flatteries, elle s'est fait de Mansfield Park une terre de Canaan découlant de lait et de miel. Elle y règne, sous le prétexte d'y rendre service; et, sans prendre part à la peine, en toutes circonstances elle est la première à recueillir les honneurs. S'agit-il de faire parvenir à la sœur pauvre quelques

présens utiles, lady Bertram envoie l'argent ou le linge, Mme Norris écrit la lettre. C'est elle aussi qui la première a l'idée de soulager cette pauvre Mme Price en lui prenant une de ses trop nombreuses filles. Quoi de plus naturel, elle n'a point d'enfant. Sir Thomas fait bien quelques objections pleines de prudence; elle ne veut rien entendre : « Je vous comprends, lui dit-elle, vous êtes la générosité, la sagesse même, et je suis sûre que nous serons tous du même avis sur ce point. Ce que je peux faire, vous le savez, je suis toujours assez disposée à le faire pour le bien de ceux que j'aime, et, quoiqu'il me soit impossible d'éprouver pour cette petite fille la centième partie de l'affection que je porte à vos chers enfans, je serais la première à me haïr si j'étais capable de la négliger. N'est-ce pas l'enfant d'une sœur, et tant que j'aurai un morceau de pain à lui donner, pourrais-je supporter de la voir dans le besoin? Mon cher sir Thomas, avec tous mes défauts, j'ai le cœur chaud, et, pauvre comme je le suis, j'aimerais mieux me refuser les nécessités de la vie que d'agir sans générosité. Ainsi donc, si vous ne vous y opposez pas, j'écrirai demain à ma sœur pour lui faire ma proposition. Quand tout aura été arrangé, je ferai venir la petite à Mansfield; vous n'aurez à vous occuper de rien. Pour ma peine, vous savez que je n'y regarde jamais. » Fanny Price arrive donc à Mansfield Park, et Mme Norris est la première à la recevoir. Cinq années se passent. M. Norris est mort, et Fanny Price est toujours sous le toit de sir Thomas. Il semblerait naturel que Mme Norris, restée veuve et seule, se chargeât enfin de la jeune fille. On le lui fait délicatement entendre. « Je croyais, lui dit sa sœur, que vous en étiez convenue avec mon mari. — Moi! jamais. Je ne lui en ai pas dit un mot, il ne m'en a jamais parlé. Fanny vivre avec moi? c'est la dernière chose à quoi je penserais au monde. Bonté du ciel! qu'est-ce que je pourrais bien faire de Fanny? Moi, une pauvre veuve désespérée, qui ne suis plus bonne à rien, que deviendrais-je avec une fille de quinze ans? Quand je le souhaiterais pour moi-même, je ne voudrais pas faire ce tort à la pauvre enfant. Elle est en bonnes mains. » Sir Thomas est un peu surpris de voir Mme Norris refuser de faire la moindre chose pour celle qu'elle a adoptée; mais, à tout prendre, la présence de Fanny Price n'est pas un embarras dans sa maison. Très farouche, très gauche, très ignorante quand elle est débarquée à Mansfield Park, la jeune fille s'est transformée, grâce à l'affection du cadet de la famille, Edmund Bertram. Ses cousines la méprisent, son oncle l'intimide par sa froideur, lady Bertram n'a pas la force de s'occuper d'elle, Mme Norris, sous prétexte qu'elle n'est pas destinée à l'aisance, ne lui épargne ni les duretés ni les privations : l'aimable

cendrillon n'en est pas moins devenue peu à peu nécessaire à tout le monde. Il faut qu'elle écoute les doléances de lady Bertram sur son excellente santé, qu'elle fasse les commissions de Mme Norris, qu'elle serve de repoussoir à l'élégance de ses cousines et qu'elle reçoive les confidences amoureuses d'Edmund Bertram. Ce dernier rôle est le plus pénible de tous, car, il faut l'avouer, Fanny n'est pas parfaite : contre tous les droits de l'hospitalité, elle aime en secret son cousin, et son cousin aime une jeune coquette que le cœur et les principes n'ont jamais beaucoup gênée. Il faudra bien des désappointemens, quelques malheurs même, pour que les choses apparaissent sous leur vrai jour aux différens membres de la famille. Lorsque le fils aîné aura pour jamais compromis sa santé dans les excès, lorsque les filles, adulées par leur tante, ignorées par leur mère, se seront enfuies l'une avant, l'autre après le mariage, lorsque miss Crawford aura bien montré à Edmund Bertram qu'elle n'épousera pas un cadet qui se destine à l'église, lorsque Mme Norris aura couronné tous ses dévoûmens en quittant Mansfield Park au moment de l'infortune, il ne restera, pour consoler sir Thomas et pour épouser son fils, que Fanny Price.

L'analyse la plus subtile ne réussirait pas à donner une idée exacte de l'art avec lequel miss Austen a développé les caractères si vrais de ces divers personnages. Jamais elle ne se trahit derrière eux; elle les laisse agir et parler sans se mêler à leurs actes ou à leur conversation, abandonnant au lecteur intelligent le plaisir de les comprendre et le soin de les juger. Elle ne leur met point d'écriteau sur le front; c'est à leur allure qu'on les reconnaît. On n'a pas besoin d'être prévenu d'avance que M. Rushworth, le fiancé de miss Bertram, n'est qu'un grand garçon fort bête : il s'annonce lui-même toutes les fois qu'il ouvre la bouche. Mme Grant, la bonne ménagère, peut aussi se passer d'introduction, ainsi que M. Yates, ce jeune homme qui se croit des dispositions à l'art dramatique et qui parcourt les châteaux pour y monter des représentations de société. On peut en dire autant de M. Crawford, l'homme du monde gâté par le succès, qui met tant de gravité dans les choses frivoles, et tant de frivolité dans les choses graves, de Thomas Bertram, l'héritier du domaine, qui parle en maître lorsque son père est absent, et qui doit la plupart de ses vices au privilège du droit d'aînesse. Où miss Austen avait-elle donc vu tous les originaux des portraits qu'elle a peints, vivant comme elle le faisait au village et dans la retraite? Dans le nombre sans doute il en est qu'elle avait pu rencontrer autour d'elle, mais elle en a deviné davantage encore avec cette intuition mystérieuse qui n'appartient qu'au génie créateur. En effet, ce ne sont pas seulement les sentimens du

cœur féminin qu'elle s'entend à démêler; au rebours de la plupart des romancières, elle est tout aussi à son aise quand il s'agit de représenter des hommes. De même les scènes où elle excelle ne sont pas uniquement celles qu'elle avait chaque jour sous les yeux. *Mansfield Park* en montre un exemple dans l'épisode qui nous fait faire connaissance avec les parens de Fanny Price. Cette fois ce n'est plus un de ces intérieurs aimables, chers à l'auteur, où la vie s'écoule sans choc, dans le calme du bien-être. Elles ne sortent pas facilement de la mémoire les pages vivantes de réalité où l'on pénètre à la suite de l'héroïne dans cette petite maison de Portsmouth que remplit de ses bruyans ébats une horde d'enfans indisciplinés dans lesquels la jeune fille a plus de honte que de joie à reconnaître des frères et des sœurs. Des cris, des disputes sans fin, les plaintes interminables de la mère sur la difficulté d'avoir des domestiques fidèles, les propos des servantes, les rires des marmots déguenillés, et par-dessus tout la voix du père enrouée par l'usage du grog et des jurons, quel contraste! « Que le diable emporte les polissons! comme ils beuglent! C'est encore Samuel qui crie le plus fort. Ce garçon-là ferait un excellent bosseman. Holà, vous autres, si votre damné sifflet ne s'arrête pas, je vais vous tomber dessus. » Ainsi parle le marin retraité. Tout ce qu'il a trouvé à dire à sa fille, après neuf ans d'absence, c'est qu'elle est bien grandie et qu'il lui faudra sans doute un mari. En revanche il ne tarit pas sur la beauté de la corvette à bord de laquelle son fils est officier. « Avez-vous appris la nouvelle? *La Grive* est sortie de rade ce matin. Pardieu, vous arrivez à temps. Le capitaine Walsh croit que vous irez croiser dans l'est avec *l'Éléphant*. Pardieu, je le voudrais pour vous. Le vieux Schaley disait tout à l'heure que vous pourriez bien être envoyé d'abord au Texel. Mais pardieu vous avez perdu un beau spectacle ce matin. Je n'aurais pas voulu pour mille livres manquer cette occasion-là. Si jamais beauté parfaite a flotté sur l'eau, c'est bien elle. J'ai passé deux heures à la regarder cette après-midi. » Mme Price parle moins haut; mais, si sa voix est douce et traînante, ses sujets de conversation ne sont pas beaucoup plus variés. La pauvre femme, courbée par l'habitude de la gêne, a pris son parti de tout le reste et ne nourrit plus que deux ambitions en ce monde : trouver du temps dans la semaine pour raccommoder le tapis en loques de son salon et se promener sur les remparts le dimanche. Quant à l'espoir de tenir ses enfans propres ou de garder ses servantes plus de trois mois, elle y a depuis longtemps renoncé. L'auteur, avec la sobriété qui est un des traits de son talent, n'a consacré qu'un petit nombre de chapitres à la peinture de ce ménage troublé par le désordre et par le vice : ils suffisent pour compléter le roman et pour

mieux marquer la leçon de morale qui s'en dégage. Car il faut bien le dire, c'est à la grande école des romanciers moralistes que miss Austen se rattache; c'est par là qu'elle a su plaire à tant d'esprits sérieux qui demandent au roman quelque chose de plus que des tableaux fidèles de mœurs. Chez elle, l'analyse psychologique n'est qu'un moyen. Si elle se donne le plaisir de disséquer ses personnages, ce n'est pas seulement pour satisfaire à une curiosité savante, mais encore pour qu'ils servent d'enseignement aux autres. Ainsi procédait Fielding malgré l'insuffisance de sa morale, malgré la grossièreté des exemples qu'il présentait aux yeux de son lecteur. La ressemblance ne s'arrête pas là. Comme à l'auteur de *Tom Jones*, on a reproché à miss Austen la vulgarité des caractères au milieu desquels elle semble se complaire. On a dit que le nombre des sots est déjà bien assez grand dans le monde réel sans qu'il soit encore besoin d'en peupler celui de la fiction, et qu'on ne pouvait s'intéresser dans un livre à des êtres ennuyeux qu'on éviterait dans la vie. Cette critique serait fondée, si on ne tenait compte de l'art qui relève la trivialité même en lui donnant je ne sais quoi d'agréable et de littéraire. Il y a là une question de mesure et de goût, et si miss Austen n'a pas toujours su se tenir sur la limite, c'est par excès de vérité qu'elle a failli.

Le roman, plus que tout autre genre de littérature, subit les influences de la mode. Ce qui touchait jusqu'aux larmes il y a quarante ans peut faire éclater de rire aujourd'hui, et il est probable que la génération qui suivra la nôtre, aux endroits où nous nous sentons émus, à son tour sourira. L'horrible même n'est pas à l'abri de ces vicissitudes du goût. *Les Mystères d'Udolphe* depuis longtemps ne font plus frissonner personne, et les *Histoires extraordinaires* d'Edgar Poë pourraient bien sembler très fades aux lecteurs du xx[e] siècle. Les romans de miss Austen sont au-dessus de semblables fluctuations, non que tout y soit également admirable, mais parce qu'ils présentent dans leur ensemble quelques-uns de ces caractères qui assurent la durée aux œuvres classiques. A côté des richesses souvent trop éclatantes de l'imagination contemporaine, le talent de l'auteur de *Mansfield Park* paraît quelquefois un peu terne. On y voudrait plus de grâce, plus d'imprévu, quelque chose d'un peu plus féminin et d'un peu moins impersonnel. Il révèle néanmoins une femme supérieure dont on peut dire, en empruntant à Balzac le mot qu'il s'appliquait à lui-même, qu'elle a porté toute une société dans sa tête.

LÉON BOUCHER.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

15 septembre 1878.

Oui certes, si les partis extrêmes qui tourbillonnent sans cesse à la surface du pays avaient autant de pouvoir que de jactance, il faudrait s'attendre à de l'imprévu. La paix publique serait bientôt en péril, la France ne tarderait pas à être rejetée dans des crises nouvelles. On n'aurait qu'à laisser faire ces partis, ils se chargeraient de tout bouleverser avec leurs chimères, leurs propagandes et leurs agitations. Il y a des révolutionnaires de toutes les couleurs, il y a des hallucinés dans tous les camps, et en vérité c'est une coïncidence singulière qui vient de placer à côté du congrès socialiste convoqué récemment à Paris le congrès catholique qui s'est réuni à Chartres, qui a eu M. le comte Albert de Mun pour principal orateur. On a eu ainsi sous les yeux en quelques jours le double et instructif spectacle du radicalisme démagogique essayant de se reconstituer officiellement et du radicalisme religieux se déployant avec une redoutable candeur; on a pu voir une fois de plus ce que les opinions extrêmes les plus contraires promettraient à la société française si elles avaient autant de puissance que d'ambition, — et c'est toujours bon à savoir.

Que se proposait réellement le congrès socialiste? Les organisateurs avaient compté sans doute sur la faiblesse du gouvernement, ils avaient espéré faire passer leur congrès parmi tant d'autres congrès à la faveur de l'exposition. Malheureusement M. le préfet de police est survenu pour troubler la représentation qu'on ménageait à Paris; il a interdit la réunion et il a fait arrêter quelques-uns des meneurs ou des promoteurs de la grande manifestation démagogique qui avait été savamment préparée. M. Louis Blanc et d'autres députés de la Seine ont cru devoir intervenir à leur tour, il est vrai, pour couvrir les agitateurs socialistes dans l'embarras; ils ont protesté contre ce qu'ils appellent une illégalité, une atteinte au domicile privé, à la liberté de réunion. M. Louis Blanc et ses collègues ont protesté, le gouvernement a persisté dans ses résolutions, et la justice est appelée maintenant à prononcer. Au

fond, ce congrès, dont les organisateurs, les principaux affiliés sont étrangers, était tout simplement une résurrection déguisée de « l'association internationale » qu'une loi de 1872 a interdite en France. C'était un prétexte de propagandes révolutionnaires, une occasion de reprendre tous ces programmes de revendication sociale qui par deux fois, en 1848 et en 1871, sont devenus un mot d'ordre de guerre civile et ont été noyés dans le sang. Ces programmes, on les connaît d'avance, on les a entendus dans tous les congrès de ce genre, dans toutes les réunions socialistes, on les a vus à l'œuvre : ils n'ont pas changé, ils se composent invariablement d'utopies ambitieuses, d'excitations aux haines intestines, de préméditations spoliatrices, de déclarations de guerre à la société universelle; ils commencent par invoquer le progrès, un prétendu progrès, l'intérêt des classes laborieuses, — ils ont pour dernier mot la ruine et l'incendie.

Ces épidémies ont eu autrefois leur règne en France; elles ont passé depuis quelques années à l'étranger, elles ont gagné la Russie, l'Allemagne, où elles ne laissent pas de sévir avec une certaine intensité. Les socialistes de l'Internationale, après avoir voyagé un peu partout, ont cru sans doute le moment venu de ramener leur quartier général parmi nous; ils ont cru que notre pays était assez remis de ses épreuves, assez rétabli dans ses affaires pour pouvoir redevenir au centre de l'Europe un foyer préféré d'agitation et d'action. Avec leur congrès, ils auraient recommencé leurs prédications, leurs expériences, ils auraient essayé de relever, à côté des monumens détruits par leurs œuvres, le drapeau de la « vraie république. » Il n'en aurait pas fallu davantage pour troubler l'opinion, pour raviver des inquiétudes, et voilà pourquoi le gouvernement a fait ce qu'il y avait de plus politique, de plus prévoyant, en épargnant à Paris ce spectacle peu récréatif, en évitant jusqu'à l'apparence d'une faiblesse pour des propagandes meurtrières. Voilà aussi pourquoi M. Louis Blanc et ses collègues, s'ils réfléchissaient, devraient savoir gré à M. le ministre de l'intérieur et à M. le préfet de police de les avoir délivrés d'auxiliaires compromettans dont l'intervention ne serait certes pas de nature à servir les institutions nouvelles. Le congrès socialiste en a été pour ses frais d'installation théâtrale, la représentation a manqué!

Quelle est, d'un autre côté, la signification de ce congrès des « cercles ouvriers catholiques » qui s'est ouvert récemment à Chartres, dans les jardins de l'évêché, et qu'un hasard singulier a fait coïncider avec l'essai de congrès socialiste de Paris? Assurément, pour une œuvre qui devrait rester avant tout une manifestation de piété et de simplicité religieuse, c'est déjà un premier châtiment de pouvoir être confondue, ne fût-ce qu'un instant, avec une représentation révolutionnaire. Rien n'est plus vrai, l'assimilation est imprévue, elle ne devrait

pas être possible. Et cependant, on ne peut s'y méprendre, si l'œuvre n'est pas révolutionnaire par elle-même comme le congrès socialiste, elle l'est dans un autre sens par le caractère qu'on lui imprime, par les commentaires dont on l'accompagne, par toutes ces vaines et imprudentes déclamations que le mysticisme exalté d'un orateur comme M. le comte Albert de Mun mêle à des démonstrations pieuses.

M. de Mun est décidément un chef de croisade, le paladin de l'église; il prêche à la chambre des députés, il prêche sur la terrasse de l'évêché de Chartres. C'est lui qui organise, qui dirige les « cercles catholiques d'ouvriers, » et qui dans les grandes occasions est chargé du sermon d'ouverture. Le jeune et brillant officier de cavalerie devenu apôtre s'est fait un catholicisme tapageur, militant et exclusif, que n'avoueraient plus sans doute Lacordaire et Montalembert avec leurs généreuses ardeurs libérales, mais qui est fort à la mode depuis quelques années. M. le comte de Mun, c'est une justice à lui rendre, ne cache pas son drapeau; il tient à ce qu'on sache bien que le catholicisme dont il se fait l'impétueux *leader* est incompatible avec le monde nouveau, qu'il a déclaré la guerre à la société moderne, aux lois civiles, au concordat, à l'organisation économique, à tout ce qu'a produit et réalisé la révolution française. Il veut qu'on n'ignore pas qu'il est la « contre-révolution. » Qu'est-ce qu'il entend par ce mot de contre-révolution? A la vérité ici tout devient passablement obscur. Il y a dans les discours du bouillant orateur de Chartres quelque chose comme une reconstitution éventuelle des corporations ouvrières, quelque chose comme un retour à des temps où l'église régnait dans la vie civile comme dans la vie religieuse, quelque chose comme un regret de tout ce qui n'est plus. Ce qu'il y a de plus étrange encore, c'est que, parlant à des ouvriers qu'il croit gagner à sa cause, M. de Mun mêle à son prosélytisme religieux on ne sait quel souffle de socialisme. Oui, vraiment, il manie tout comme un autre cette phraséologie banale et toujours redoutable sur la servitude des travailleurs, sur la tyrannie du capital, sur l'oppression des déshérités, sur l'égoïsme des satisfaits. M. le comte de Mun sait bien qu'il s'expose à cette grave accusation puisqu'il croit devoir s'en défendre, et s'il sent ce qu'il y a de dangereux dans de telles déclamations, pourquoi fait-il œuvre de parti en se plaisant à envenimer des souffrances qui sont dignes de toutes les sollicitudes, mais qui ne se guérissent pas par des discours? Pourquoi se plaît-il à remuer avec un esprit trop peu préparé, trop visiblement inexpérimenté, des problèmes qui ne peuvent se résoudre qu'avec le temps, avec de la patience, avec beaucoup d'études, avec toute la bonne volonté d'une société attentive, humaine et libéralement équitable? Ah! sans doute, M. de Mun a son excuse, il a son remède tout trouvé, la foi, le retour au catholicisme tel qu'il le comprend et à l'état modèle, par

l'abolition de tout ce qu'a fait la révolution française. Les socialistes, eux aussi, ont leur remède, qui est aussi simple ; ils ont leur manière de guérir le mal et même de le supprimer par l'abolition du catholicisme et de toutes les institutions traditionnelles.

Ainsi, il n'y aurait qu'à laisser faire les réformateurs, nous serions bien avancés. Les uns, les socialistes, veulent tout détruire pour aller en avant, pour accélérer le mouvement qui conduit à la seule et vraie république, la république démocratique et sociale ; les autres, les catholiques comme M. de Mun, veulent aussi tout détruire, pour revenir en arrière, et ils ne voient que ce moyen d'échapper à la fatalité des déchaînemens démagogiques. Catholiques et radicaux vont dans des directions opposées et ne s'entendent guère sans doute ; ils ne sont d'accord que sur un point, la haine de tout ce qui est modéré, du libéralisme qui les gêne, et les socialistes ne parleraient pas autrement que M. le comte de Mun lorsqu'il dit : « Le socialisme, c'est la révolution logique, et nous sommes la contre-révolution irréconciliable. Il n'y a rien de commun entre nous; mais entre ces deux termes il n'y a plus de place pour le libéralisme. » Cette manière de poser la question, nous la connaissons depuis longtemps : c'est le langage de tous les irréconciliables, de tous les esprits chimériques. Il n'y a qu'une petite difficulté, c'est que ce libéralisme dont M. de Mun parle si lestement, pour lequel il ne voit plus de place entre les socialistes et les catholiques à outrance, est encore de force à se défendre contre les uns et les autres. Ce libéralisme, si étrangement évincé d'un mot frivole, c'est tout ce qui existe, c'est la réalité vivante, la société tout entière ; c'est la garantie et la sauvegarde de ceux-là mêmes qui se donnent le passe-temps de le combattre avec les armes qu'il leur assure. Le monde contemporain vit de lui et par lui. Tout le reste n'est qu'un tourbillon de fantaisies excentriques et d'agitations artificielles qui ne sont pas toujours inoffensives sans doute, qui pourraient devenir dangereuses si on ne les surveillait, mais qui ne répondent ni à la vérité des choses ni au mouvement général des opinions, des instincts publics et des intérêts.

Heureusement c'est ainsi, et pendant que les partis extrêmes, qui ne voient que conflits et catastrophes, en sont à donner leurs représentations, est-ce que la paix ne règne pas dans le pays ? Est-ce que, malgré les orages qu'on se plaît à prédire et qu'on appellerait quelquefois, si on le pouvait, la situation de la France ne reste pas en définitive simple et régulière ? S'il y a un phénomène caractéristique, c'est justement ce contraste entre des manifestations de partis et la situation réelle. La vérité des choses, non certes, elle n'est pas dans des agitations intéressées, dans des turbulences factices ou de vaines alarmes entretenues par calcul ; elle n'est ni dans le congrès socialiste de Paris,

ni dans le congrès de Chartres; elle est dans ce calme universel d'un pays qui travaille, qui est tout entier à son industrie, à ses affaires, et qui ne demande qu'à être mis à l'abri de convulsions nouvelles. Le vrai sentiment public, il éclatait l'autre jour dans ce service de Notre-Dame où l'on allait honorer la mémoire d'un homme illustre, M. Thiers, qui reste populaire précisément pour sa raison modérée, pour son esprit de patriotisme, pour l'habileté prudente avec laquelle il a su, aux jours des crises terribles, dégager la France des misères de l'invasion étrangère et de la guerre civile. La vie nationale réelle et sérieuse, elle est, non dans des conciliabules de coteries ou de sectes, mais dans le développement simultané et souvent invisible de toutes les activités pratiques, dans cet effort incessant pour réparer d'immenses désastres, pour relever jour par jour la puissance française; elle est dans ces manœuvres qui se poursuivent de toutes parts, au midi comme au nord, à l'est, autour de Lyon comme autour de Paris, et qui sont l'apprentissage de notre armée nouvelle. Elle apparaît aussi à travers ces excursions que font les membres du gouvernement, qui mettent les chefs des administrations supérieures en rapport avec les populations et qui ont pour heureux effet de substituer aux vaines polémiques, aux déclamations, une politique d'enquête directe et d'instruction pratique. C'est là ce qu'on pourrait appeler la situation réelle, situation peu dramatique sans doute et peu accidentée, mais assez rassurante et assez forte pour n'être pas facilement ébranlée.

Un des plus intéressans épisodes de cette saison d'automne, c'est assurément le voyage que M. le ministre des finances et M. le ministre des travaux publics viennent de faire dans les provinces du nord. M. Léon Say et M. de Freycinet sont allés ensemble dans ces industrieux départemens, à Boulogne, où l'on construit un port en eau profonde, à Calais, à Dunkerque, à Lille, qui de mémoire d'homme, selon la remarque du président de la chambre de commerce, n'avait reçu la visite officielle d'un ministre. Tout s'est passé pour le mieux, cela va sans dire, et on comprend que M. de Freycinet se plaise à ces excursions, puisqu'il y réussit; il a partout un langage séduisant de netteté et de sincérité. M. Léon Say a eu de son côté à Calais comme à Boulogne le succès d'une parole simple, instructive et familièrement ingénieuse; mais, à part l'accueil flatteur que les deux ministres ont trouvé partout sur leur passage, ce voyage a évidemment une importance exceptionnelle pour plusieurs raisons, et il est fait pour laisser après lui une favorable impression. D'abord il était resté un certain doute sur le caractère, sur l'opportunité de ce vaste programme de travaux publics que M. de Freycinet a inauguré dans la session dernière devant les chambres et pour l'exécution duquel il a besoin du concours de M. le ministre des finances. Ce programme, qui embrasse les chemins de fer,

les ports, les voies navigables, n'était-il pas la conception décevante d'un esprit ambitieux et chimérique ? Ne dépassait-il pas les ressources, les facultés financières du pays? N'avait-il pas déjà rencontré, n'était-il pas exposé à rencontrer encore la résistance du membre du gouvernement qui, selon le mot vulgaire, tient les cordons de la bourse ? Les discours de Boulogne et de Calais ont eu justement pour objet d'éclaircir ces questions ou ces doutes, de ramener à leurs vraies proportions les projets de M. de Freycinet, d'affirmer enfin la cordiale entente des deux ministres et du gouvernement tout entier. M. de Freycinet, pour sa part, s'est chargé de préciser sa pensée, de bien expliquer qu'il ne s'agit nullement d'engager d'un seul coup une dépense démesurée, que tout sera nécessairement proportionné aux circonstances qui se produiront chaque année. M. Léon Say, à son tour, s'est chargé de rendre sensibles par des chiffres les ressources régulières, la puissance de l'épargne française, et comme en définitive tout doit se passer à la pleine lumière, sous le contrôle incessant de la presse, sous la juridiction du parlement, il n'y a plus là aucune obscurité de nature à troubler ou à émouvoir l'opinion. M. de Freycinet a résumé sa pensée en disant que, si la conception est hardie, l'exécution restera prudente. Il l'avait déjà dit, il l'a répété ; les deux ministres se sont étudiés à dissiper tous les nuages, à tranquilliser les esprits. C'est là un premier résultat des discours de Boulogne et de Calais ; mais ce n'est pas le seul. Ce voyage du nord, succédant aux autres excursions ministérielles de ces derniers temps, aux discours qui ont été prononcés, n'est point certainement sans avoir son importance politique.

Ce qui n'est pas douteux c'est qu'à Boulogne et à Dunkerque, comme il l'avait déjà fait en Normandie, M. le ministre des travaux publics a saisi avec habileté l'occasion de préciser une fois de plus la politique du gouvernement, et il a surtout réussi par l'expression heureuse qu'il a su donner à une pensée élevée de modération et de conciliation. M. de Freycinet a le mot précis et juste ; il parle sans effort, en homme de gouvernement, en politique sérieux, sans descendre à flatter de vulgaires passions ou des préjugés de parti, et si, ministre de la république, il avoue tout haut l'intention de populariser, d'affermir la république, il ne cache pas à quel prix, à quelles conditions le régime nouveau peut devenir définitif et durable. M. le ministre des travaux publics n'est pas de ceux qui comptent sur la magie d'un nom ou d'une formule, qui croient que les gouvernemens se fondent et vivent sans beaucoup de temps, de patience et de peine, sans avoir à conquérir la confiance par leurs œuvres et sans prouver qu'ils sont dignes de présider aux affaires d'une grande nation. Il l'a dit l'autre jour : « Nous prouverons que nous sommes un meilleur gouvernement en gouvernant réellement

mieux que les autres. C'est en ayant de meilleures finances, de meilleurs travaux publics, une meilleure direction commerciale, une meilleure politique étrangère que nous mériterons de prendre la place de ceux qui nous ont précédés. Je sais que cette sorte de propagande exige du temps et que les conquêtes sont lentes à venir... J'y vois un motif de satisfaction... On nous force ainsi à nous replier sur nous-mêmes, à nous observer, à nous mesurer, à acquérir ainsi les qualités qui, seules, permettent de fonder les régimes durables... » Voilà certes encore un programme qui peut n'être pas toujours d'une réalisation facile; il est fait du moins pour tenter les esprits libéraux, pour rassurer les esprits hésitans, et ce qu'il y a de plus significatif, c'est qu'en parlant ainsi dans des assemblées nombreuses, devant tous les représentans des intérêts de ces riches villes du nord, M. le ministre des travaux publics n'a rencontré partout qu'une sympathique et chaleureuse adhésion. Nous sommes ici un peu loin de l'atmosphère des congrès agitateurs; nous nous retrouvons en plein courant de l'opinion et du sentiment publics, dans ce que nous appelions la vérité des choses, la vérité de la vie nationale sérieuse et pratique.

Cette propagande de l'esprit de modération et de travail que M. de Freycinet vient de faire de concert avec M. Léon Say dans les villes du nord, les collègues de M. le ministre des travaux publics et de M. le ministre des finances l'ont faite dans ces derniers temps par leurs discours à Mortagne, à Laon, à Dreux. Les uns et les autres ont saisi l'occasion d'exprimer sous des formes diverses la pensée qui les anime, qui les unit dans une même œuvre de bonne volonté, et c'est ainsi que ces voyages peuvent avoir une réelle utilité politique. Ils sont une épreuve, une sorte de session libre, un peu errante et dispersée, mais fructueuse, devançant et préparant la session parlementaire où le ministère arrivera fortifié par ces communications familières avec l'opinion. — Que les paroles ne suffisent pas, nous le savons bien; que malgré tout il y ait des excentricités, même parfois des incidens d'administration faits pour appeler les répressions, que dans la session qui se rouvrira d'ici à quelques semaines il y ait encore des difficultés, des tiraillemens et des confusions, nous n'en doutons pas. L'optimisme trop absolument confiant ne serait certes pas un conseiller infaillible. Les luttes renaîtront assez tôt, les passions se retrouveront aux prises; on doit tout prévoir. L'essentiel est qu'il se forme par degrés, dans le gouvernement et autour du gouvernement, un ensemble de forces modératrices suffisantes pour préserver la France des aventures nouvelles de révolution aussi bien que des aventures de réaction.

L'automne n'est pas aussi paisible pour tout le monde en Europe. On

ne peut pas dire que l'œuvre diplomatique récemment élaborée à Berlin soit d'une exécution aisée. La paix générale a été maintenue sans doute par l'esprit de conciliation des gouvernemens, surtout peut-être par la volonté puissante qui a conduit ces délibérations, et c'est beaucoup. Le traité de Berlin lui même, avant de devenir une réalité complète, semble destiné à traverser un certain nombre de phases laborieuses. Non certes, tout ce système de démembremens partiels, de protectorats plus au moins déguisés et d'occupations appliqué à l'empire ottoman, ce sysètme n'est pas d'une exécution facile. La plus grosse difficulté n'est point dans cette question de frontières qui divise la Turquie et la Grèce; l'autorité morale de l'Europe suffira sans doute pour trancher le différend en donnant une suffisante satisfaction à la nation hellénique. La vraie et sérieuse difficulté pour le moment est dans la résistance que quelques-unes des combinaisons du traité de Berlin rencontrent sur le terrain même, dans les populations. On vient de le voir par ce qui s'est passé tout récemment en Albanie. La Porte avait envoyé en pacificateur Méhémet-Ali-Pacha, celui qui a commandé pendant la guerre en Bulgarie et qui a été l'un des plénipotentiaires turcs au congrès de Berlin : Méhémet-Ali, avant d'avoir pu remplir sa mission, a été assassiné par les Albanais qui ont formé une sorte de ligue de résistance armée, qui n'acceptent pas la cession d'une partie de leur pays. Que va faire maintenant la Porte? Elle a été assez imprudente en envoyant Méhémet-Ali sans lui donner des forces militaires qui l'auraient aidé à remplir son mandat, qui auraient pu tout au moins en imposer au fanatisme local : la voilà maintenant obligée d'envoyer un corps d'armée pour relever son autorité méconnue, pour réduire les Albanais, pour procéder de vive force à l'exécution de cette partie du traité de Berlin qui la dépouille des territoires de l'Albanie. La Porte a vraiment beaucoup à faire pour se tirer de tous les embarras dont la paix de Berlin lui laisse l'onéreux héritage.

L'Autriche, de son côté, n'avance que bien lentement dans son occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine. Ses divisions successivement engagées rencontrent chaque jour les plus sérieux obstacles dans ces régions où toutes les communications sont difficiles, où l'insurrection est partout. Elles ont à livrer d'incessans combats dans leurs marches pénibles, et il en est même qui ont éprouvé de véritables échecs, qui ont été obligées de rétrograder. Évidemment l'Autriche n'avait pas prévu cette résistance, au moins une résistance aussi fortement organisée et aussi acharnée. Elle s'est trouvée un peu surprise, et aujourd'hui elle est en face d'une sorte de mouvement national dont elle ne pourra avoir raison qu'en déployant les plus sérieux efforts militaires. Son armée y suffira, ce n'est pas une question, elle suffira aux com-

bats comme aux fatigues. Seulement l'hiver approche, et la première campagne risque fort d'être interrompue par la mauvaise saison avant d'avoir atteint le but. Voilà où en sont les choses en Orient. Pendant ce temps, le parlement allemand sorti des dernières élections vient de s'ouvrir à Berlin. Tout s'est passé sans éclat; il n'y avait ni le prince impérial ni le chancelier. M. de Bismarck se réserve sans doute de paraître le jour où il s'agira d'enlever la loi qui vient d'être présentée pour la répression des menées socialistes. A vrai dire, c'est sur ce point de politiqne intérieure que semble devoir se concentrer tout l'intérêt de cette session du nouveau parlement allemand.

Malgré la paix qu'on a réussi à maintenir au grand profit de l'Europe, il y a certes bien des difficultés et des malaises un peu partout, non-seulement dans les relations générales qui ont tant de peine à reprendre leur cours régulier, mais dans les affaires intérieures de tous les pays. Il y a des difficultés pour la Russie minée et menacée par les sectes au lendemain de la guerre qui a porté son drapeau devant Constantinople; il y a des difficultés pour la puissante Allemagne que l'orgueil du succès ne préserve pas des crises intimes auxquelles on cherche aujourd'hui à porter remède. L'Italie a sa part d'embarras comme les autres nations. Elle n'est pas, il est vrai, sérieusement compromise; elle n'a pas ses légions organisées de socialistes ou de nihilistes, et le danger n'est point sans doute dans cet autre phénomène bizarre qui vient de se produire, dans cette apparition de prophètes, de fondateurs de religions nouvelles, dont l'un, David Lazzaretti, a péri récemment dans une obscure échauffourée du côté de Grossetto. L'Italie, sous l'apparence du calme le plus complet, ne semble pas moins passer par une phase assez indéfinissable et peut-être critique. Elle n'a pas été satisfaite, cela est bien clair, du rôle qu'elle a joué dans le congrès de Berlin; elle a considéré presque comme un mécompte de se retirer d'une grande négociation européenne sans avoir rien gagné. Pendant quelques jours, elle n'a pu retenir une certaine effervescence de discours ou de petites manifestations qui aurait pu compromettre ses rapports avec l'Autriche, si elle s'était prolongée, si Garibaldi lui-même, le vieux Neptune des agitations populaires, n'avait senti la nécessité de décourager ces vaines revendications du Trentin et de Trieste. D'un autre côté, à l'intérieur, l'Italie sent qu'elle aurait beaucoup à faire pour ses finances, pour tous ses intérêts, et elle manque visiblement d'une direction sérieuse, efficace. La dernière session parlementaire a été passablement laborieuse, la session nouvelle, qui s'ouvrira au début de l'hiver, sera peut-être plus laborieuse encore. Le ministère, présidé par M. Cairoli, aura sans doute de la peine à se soutenir au milieu de ces partis morcelés, confondus, qui s'agitent depuis quelque temps dans les chambres sans pouvoir ar-

river à refaire une majorité. En un mot, l'Italie, sans être absolument en péril, a aujourd'hui à retrouver sa voie, sa direction, sa politique, et pour elle le meilleur moyen de s'éclairer, de se guider, c'est encore de se souvenir de ce passé d'un quart de siècle qui l'a élevée au rang des nations. C'est justement ce qui fait l'intérêt et, on pourrait dire, l'opportunité de ce livre sur *la Vie et le règne de Victor-Emmanuel II de Savoie, premier roi d'Italie,* dont M. Giuseppe Massari a publié récemment le second et dernier volume.

A travers ces pages instructives et attachantes, c'est l'Italie tout entière, l'Italie de 1849 à 1878, qui apparaît dans son travail contemporain, dans ses métamorphoses, dans toutes les crises d'où elle est sortie victorieuse. C'est déjà presque une légende que cette histoire de quelques années, contenant tant d'événemens. Comment cette grande œuvre s'est-elle accomplie? On le sait bien, elle n'est devenue possible que le jour où elle a échappé aux conspirateurs, aux sectaires, aux révolutionnaires, et où elle a trouvé son champion couronné, ses conseillers, ses politiques, ses coopérateurs obéissant à une direction prévoyante. Elle s'est accomplie par l'alliance savamment préparée de toutes les forces, par un prodigieux mélange d'audace, de souplesse, d'habileté, de calcul, de prudence. Le rôle de Victor-Emmanuel a été de rester à travers tout le chef de la grande entreprise, ralliant par degrés tous les patriotismes, contenant souvent les impatiences par son ascendant de souverain. Son habileté, à lui, a été toujours d'être un roi national et constitutionnel, de s'identifier dès le premier instant avec cette cause dont il a pu dire un jour sans que personne ait douté de sa parole : « La cause nationale m'a coûté trop de sacrifices pour que je ne lui sois pas irrévocablement attaché. » Un de ces sacrifices intimes avait été de souscrire à cette convention du 15 septembre 1864 qui impliquait le déplacement de la capitale, l'abandon de Turin. Ce jour-là il ne pouvait se défendre d'une profonde et douloureuse émotion; il disait à ses ministres : « Moi, je suis Turinois, et personne ne peut comprendre le déchirement que j'éprouve en pensant que je devrai abandonner cette ville où j'ai tant d'affections, où il y a tant de fidélité pour ma famille, où reposent les os de mon père et de tous les miens. » Il parlait ainsi; mais le sacrifice une fois fait, lorsqu'il s'agissait de choisir une autre capitale temporaire, de décider si on irait à Florence ou à Naples, il retrouvait toute sa clairvoyance; il démontrait supérieurement à ses ministres que si on allait à Naples on n'en pourrait plus sortir, qu'il fallait par cela même renoncer à Rome, tandis qu'après quelques années passées à Florence on pourrait sans difficulté dire adieu aux Florentins et aller encore à Rome. Ce n'est pas qu'il eût un goût prononcé pour Rome, où il s'est toujours considéré un peu comme

prisonnier; c'était le souverain patriote qui parlait sans savoir encore comment il arriverait au Capitole.

Cette carrière royale, M. Giuseppe Massari la raconte en historien fidèle, et il fait mieux: il peint l'homme dans le souverain, il retrace par mille traits intimes, familiers, ce caractère de prince alliant le tempérament du soldat à la finesse du politique, la cordialité facile, joviale à un sentiment très fier, très élevé de sa propre dignité. C'est par ces qualités de l'homme et par le dévoûment du souverain que Victor-Emmanuel avait conquis cette popularité que rien n'avait obscurcie au moment où il disparaissait brusquement du monde il y a bientôt un an, après une existence si agitée, si complètement couronnée par le succès. Parfois, dans les derniers temps, en regardant autour de lui, en voyant s'en aller un à un ceux qui avaient été ses lieutenans ou ses auxiliaires, il semblait sentir le poids du règne. « Tous ceux qui m'ont servi depuis le commencement et qui m'ont aidé à faire l'Italie s'en vont, disait-il, ils m'abandonnent. Je ne suis pas encore vieux et déjà je me trouve être le doyen des patriotes et des hommes politiques de mon pays. » Le roi a disparu prématurément, le règne reste comme un exemple, et la manière dont l'Italie a été faite est un enseignement permanent pour les Italiens qui ont à la conserver aujourd'hui. Il y a dans cette histoire de M. Massari, au sujet de nos derniers désastres, un mot certainement curieux de celui qui fut le premier roi d'Italie. Victor-Emmanuel avait des sympathies sincères pour la France. Si cela n'eût tenu qu'à lui, il aurait combattu pour nous en 1870, et depuis, à Berlin même, il ne l'a pas caché à l'empereur Guillaume. Il était resté un allié reconnaissant pour Napoléon III, tout en ressentant vivement parfois les ennuis et les embarras d'une intimité onéreuse. Le jour où il recevait la nouvelle du désastre de Sedan, après avoir failli s'engager avec cet empereur prisonnier et déchu, il éprouvait une sorte de saisissement. Il laissait tomber la dépêche en prononçant ce mot singulier : « Et dire que cet homme voulait toujours me donner des conseils! » Eh! oui, il avait les manies d'une prépotence d'ostentation. Il prodiguait aux autres des conseils dont il aurait eu grand besoin pour lui-même. Il a fait croire à sa sagesse, presque à sa grandeur, parce qu'il était porté au sommet des événemens comme sur les flots, et il a disparu en ne laissant à la France que des ruines qui rendent encore et rendront longtemps témoignage contre ces dix-huit années d'une énervante domination.

CH. DE MAZADE.

ESSAIS ET NOTICES.

Les Récits et les Élégies, par M. François Coppée, 1 vol. in-18. — *Édel*, par M. Paul Bourget, 1 vol. in-18. — Paris, 1878, A. Lemerre.

Pendant un temps, la nouvelle école poétique avait mis à la mode le sonnet et les pièces courtes, réduites à la dimension d'un médaillon ou d'une intaille. Nos poètes contemporains semblaient avoir peu de goût pour les longs récits; leurs recueils ne contenaient le plus souvent qu'une suite de morceaux habilement exécutés, pleins de détails ingénieux et de savantes ciselures, mais manquant de souffle et d'ampleur. Depuis cinq ou six ans, le vent a heureusement tourné, les poètes sont revenus aux compositions de longue haleine, et leur inspiration s'est élargie. Déjà dans *Olivier*, M. François Coppée avait su prouver que les longs ouvrages ne lui font pas peur; aujourd'hui son nouveau volume : *les Récits et les Élégies*, nous offre une série de poèmes de dimension moindre, mais plus harmonieusement et plus magistralement composés que l'œuvre précédente. De tous nos jeunes poètes, l'auteur du *Passant* et de la *Bénédiction* est sans contredit celui qui possède le mieux l'art difficile de la composition. Il ne se borne pas à présenter au public des fragmens plus ou moins réussis, il sait traiter un sujet, mettre chaque chose en sa place, diriger la lumière sur les points principaux, ne donner aux détails qu'une importance secondaire et préparer de longue main un dénoûment. Plusieurs de ces petits poèmes ont été publiés ici, et les lecteurs de la *Revue* ont déjà pu apprécier la grâce charmante du *Liseron*, les riches colorations de *la Tête de la Sultane*, l'émotion dramatique du *Naufragé*. Ils liront avec le même intérêt *les Yeux de la femme*, *Moisson d'épées*, *Vincent de Paule*, etc. — Ce qui distingue ce volume nouveau des œuvres précédentes du même auteur, c'est un souffle plus robuste, une pensée plus élevée. La manière de M. Coppée s'est agrandie; tout en conservant son rare talent de coloriste, son habileté merveilleuse dans le choix et la mise en relief des détails, le poète a montré qu'il pouvait quitter le terre à terre de l'élégie familière et monter d'un vol plus libre vers des cimes plus hautes. Le public lui en saura gré.

Tandis que M. Coppée tente un retour vers le récit épique, M. Paul Bourget, dans son poème d'*Édel*, essaie au contraire de peindre la vie moderne dans ce qu'elle a de plus complexe et de plus raffiné. Son livre, nous dit-il dans sa préface, « a été composé sous l'obsession d'une idée commune à bien des écrivains de cette génération : la recherche de ce phénix encore à trouver, malgré tant d'efforts et de si heureux : le poème moderne. » — *Édel* est une simple histoire d'amour enfermée dans les horizons connus de la Madeleine, des Champs-Élysées et du

boulevard, mais où l'auteur a tenté de saisir dans ses détails les plus menus la vie parisienne et mondaine de l'époque actuelle. Je ne sais si M. Bourget, qui est un vrai poète et un poète d'un talent très fin, ne s'abuse pas sur la portée de cette tentative. J'ai grand'peur que son « phénix » ne soit tout bonnement une éphémère. Les écrivains qui veulent que la poésie s'imprègne de ce qu'ils appellent la *modernité* oublient que l'essence même de l'art est de survivre aux caprices du moment et aux influences passagères de la mode. Un poème réellement viable doit avant tout être humain. S'il s'attache à posséder des qualités purement extérieures, s'il s'accommode uniquement au goût du jour, il paraîtra vieillot et démodé dans vingt ans. La *modernité* d'aujourd'hui sera le *rococo* de demain. Un poème conçu dans un pareil esprit ne pourra plus servir qu'à renseigner les curieux des générations futures sur la façon dont s'habillaient, causaient et s'amusaient les Parisiens de 1878. Est-ce donc-là l'unique ambition du poète ? Non ; la véritable œuvre d'art est celle qui ne *date* pas, qui est de toutes les époques et qui peut charmer une longue suite de générations. La preuve de cette vérité, c'est que les meilleures parties du poème d'*Édel* sont celles qui portent le moins l'estampille de la vie moderne, celles où il est question d'amour, c'est-à-dire d'une chose qui, Dieu merci, est de tous les temps. On ne saurait trop louer par exemple le charme du morceau qui commence par ce vers :

« Tu m'appelles ta vie, appelle-moi ton âme, »

ou bien cette mélancolique et délicieuse élégie de la promenade au bois de Boulogne. — Mais ces fragmens d'un sentiment très juste et très délicat n'ont rien à voir avec la *modernité ;* leur valeur, très indépendante des questions de temps, de lieux et de costumes, devrait convaincre M. Paul Bourget que la poésie n'a rien à gagner à être le fidèle miroir d'habitudes et de façons de vivre qui seront oubliées demain.

Le directeur-gérant, C. Buloz.

plus
sais
fin,
que
ains
der-
ices
lle-
des
goût
nité
pa-
né-
nu-
te ?
tes
La
ïdel
lles
rci,
me

bois
très
pen-
on-
dèle
ain.